



Sri Aurobindo

L'Idéal de l'unité humaine

SRI AUROBINDO ASHRAM
PONDICHÉRY

Selon Sri Aurobindo, seule « une unité humaine réelle, fondamentale, intérieure et complète » permettrait de réaliser l'« unification de la vie humaine ». Cette identité spirituelle créerait « une identité psychologique sans dépendre d'aucune uniformité intellectuelle ou extérieure, et formerait une identité de vie sans être liée à aucun moyen mécanique d'unification ».

Certes, l'effort d'unification devra se poursuivre par des moyens extérieurs, jusqu'à ce que « des hommes, de plus en plus nombreux, prennent conscience que toutes les solutions mécaniques sont temporaires et décevantes, et que seule la vérité spirituelle peut conduire l'humanité sur le chemin de la perfection et du bonheur les plus hauts ».





Sri Aurobindo

L'Idéal de l'unité humaine

Première édition : 1971

Deuxième édition : 1989

Troisième édition : 2010

ISBN 978-81-7058-155-0

© Sri Aurobindo Ashram Trust 1971, 2010

Publié par l'Ashram de Sri Aurobindo

Service des Publications, Pondichéry 605 002

Site Internet : <http://www.sabda.in>

Imprimé à l'Imprimerie de l'Ashram

de Sri Aurobindo, Pondichéry

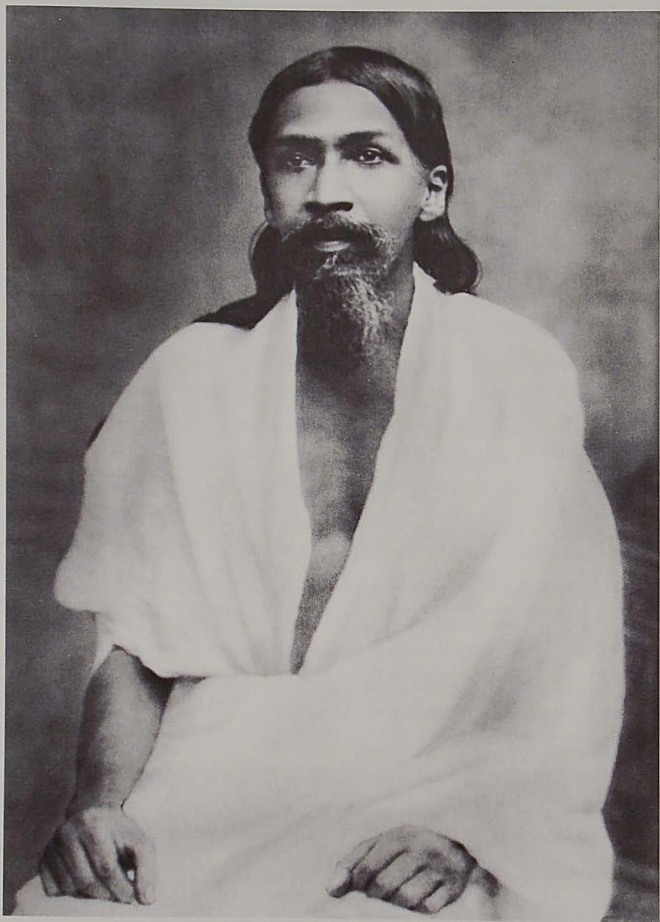
Imprimé en Inde

Note de l'éditeur

Cet ouvrage a paru pour la première fois dans la revue *Arya*, de septembre 1915 à juillet 1918. Ses trente-cinq chapitres ont été réunis plus tard dans un livre publié à Madras en 1919.

Sri Aurobindo, qui avait revu l'ouvrage avant la Deuxième Guerre mondiale, a estimé, après la guerre, qu'il pouvait être édité de nouveau avec la simple addition de quelques notes et d'un trente-sixième chapitre traitant de la situation mondiale nouvelle.

C'est la traduction de cette édition d'avril 1950 que nous présentons ici. Elle a été publiée pour la première fois dans le *Bulletin d'Éducation Physique* de l'Ashram de Sri Aurobindo entre 1952 et 1954, puis révisée complètement sous la direction de la Mère en 1969. Si certains détails peuvent rappeler au lecteur l'époque à laquelle ce livre a été écrit, il n'en reste pas moins que les problèmes traités demeurent d'une actualité brûlante, et les conclusions, toujours valables.



Sri Aurobindo en 1915-18

Table des matières

Première Partie

Chapitre 1	
La tendance à l'unité : sa nécessité et ses dangers	1
Chapitre 2	
L'imperfection des agrégats passés	8
Chapitre 3	
Le groupe et l'individu	14
Chapitre 4	
L'insuffisance de l'idée d'État	21
Chapitre 5	
Nation et empire : unités réelles et unités politiques	30
Chapitre 6	
Méthodes d'empire : anciennes et modernes	40
Chapitre 7	
La création d'une nation hétérogène	54
Chapitre 8	
Le problème d'un empire fédéré hétérogène	63
Chapitre 9	
La possibilité d'un empire mondial	71
Chapitre 10	
Les Etats-Unis d'Europe	79

Chapitre 11	
Les petites unités libres et l'unité supérieure centralisée	92
Chapitre 12	
L'ancien cycle pré-national de formation des empires	
– Le cycle moderne de formation des nations	103
Chapitre 13	
La formation de l'unité nationale : les trois étapes	115
Chapitre 14	
Possibilité d'un début d'unité internationale :	
ses énormes difficultés	128
Chapitre 15	
Quelques possibilités de réalisation	142
Chapitre 16	
Le problème de l'uniformité et de la liberté	154
Deuxième Partie	
Chapitre 17	
La loi de la Nature dans notre progrès :	
L'unité dans la diversité – la loi et la liberté	169
Chapitre 18	
La solution idéale : un libre groupement de l'humanité	182
Chapitre 19	
La poussée à la centralisation et à l'uniformité	
– L'administration et la direction des affaires	
étrangères	194
Chapitre 20	
La poussée à la centralisation économique	204

Chapitre 21	
La poussée à la centralisation et à l'uniformité législatives et sociales	212
Chapitre 22	
Union mondiale ou État mondial	225
Chapitre 23	
Formes de gouvernement	228
Chapitre 24	
Nécessité d'une unification militaire	240
Chapitre 25	
La guerre et le besoin d'unité économique	252
Chapitre 26	
Le besoin d'unité administrative	262
Chapitre 27	
Le péril d'un État mondial	275
Chapitre 28	
La diversité dans l'unité	285
Chapitre 29	
L'idée d'une Ligue des nations	298
Chapitre 30	
Le principe de libre confédération	310
Chapitre 31	
Les conditions d'une union mondiale libre	319
Chapitre 32	
L'internationalisme	329
Chapitre 33	
L'internationalisme et l'unité humaine	337

L'Idéal de l'unité humaine

Chapitre 34	Chapitre 31
La religion de l'humanité	350
Chapitre 35	Chapitre 32
Résumé et conclusion	359
Chapitre 36	Chapitre 33
Postface	369
Index	389
Bibliographie	403

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

La tendance à l'unité : sa nécessité et ses dangers

La surface de la vie est facile à comprendre ; ses lois, ses mouvements caractéristiques, son utilité pratique sont à notre portée et nous pouvons assez facilement et rapidement les saisir pour en tirer parti. Mais cela ne nous mène pas très loin. C'est suffisant pour la vie active et superficielle au jour le jour, mais non pour résoudre les grands problèmes de l'existence. Par contre, il nous est extrêmement difficile d'acquérir la connaissance des profondeurs de la vie, de ses secrets puissants et ses grandes lois cachées qui déterminent tout. Nous n'avons pas trouvé le plomb qui sonde ces profondeurs-là ; elles nous apparaissent comme un mouvement vague et indéterminé, une obscurité profonde devant laquelle le mental recule volontiers pour jouer plutôt avec l'agitation, l'écume et les scintillements faciles de la surface. Pourtant, si nous voulions comprendre l'existence, ce sont ces profondeurs et leurs forces invisibles qu'il nous faudrait connaître. À la surface, nous trouvons seulement les lois secondaires de la Nature et des règles pratiques qui nous aident à surmonter les difficultés du moment et à organiser empiriquement, sans les comprendre, ses transitions continuelles.

Rien n'est plus obscur pour l'humanité, moins accessible à son entendement, que sa propre vie commune et collective, tant dans la force qui la meut que dans la perception du but vers lequel elle se meut. La sociologie ne nous aide pas ; elle nous donne seulement un récit général du passé et un énoncé des conditions extérieures dans lesquelles les communautés ont pu survivre. L'histoire ne nous enseigne rien ; c'est un torrent confus

d'événements et de personnalités, un kaléidoscope d'institutions changeantes. Nous ne saisissons pas le sens vrai de tous ces changements et de ce flot continu de vie humaine dans les artères du Temps. Ce que nous percevons, ce sont des phénomènes qui passent et repassent, des généralisations faciles, des idées partielles. Nous parlons de démocratie, d'aristocratie et d'autocratie, de collectivisme et d'individualisme, d'impérialisme et de nationalisme, de l'État et de la Commune, du capitalisme et du socialisme ; nous avançons des généralisations hâtives et fabriquons des systèmes absolus, proclamés péremptoirement aujourd'hui et abandonnés par force demain ; nous épousons des causes et des enthousiasmes, dont le triomphe se change vite en désenchantement, puis nous les laissons pour d'autres, peut-être ceux-là mêmes que nous avons eu tant de mal à abattre. Pendant un siècle entier, l'humanité a soif de liberté, se bat pour elle et la conquiert au prix amer d'un dur labeur et de larmes et de sang ; le siècle qui en jouit sans avoir lutté pour elle, s'en détourne comme d'une illusion puérile, prêt à renoncer à cet avantage déprécié si tel doit être le prix de quelque bien nouveau. Ceci vient de ce que notre pensée et notre action sont tout entières à fleur de peau, empiriques quand il s'agit de notre vie collective ; elles ne cherchent pas, elles ne se fondent pas sur une connaissance solide, profonde, complète. La morale à tirer n'est point de la vanité de la vie humaine et de ses ardeurs, ses enthousiasmes ni des idéaux qu'elle poursuit, mais de la nécessité d'une recherche plus sage, plus large, plus patiente, pour trouver sa vraie loi et son vrai but.

Aujourd'hui, l'idéal de l'unité humaine se fraye plus ou moins vaguement le chemin jusqu'au seuil de notre conscience. L'émergence d'un idéal dans la pensée humaine est toujours le signe d'une intention de la Nature, mais pas toujours d'une intention d'accomplir ; parfois, il indique seulement une tentative qui sera vouée à un échec temporaire. Car la Nature est lente et patiente

en ses méthodes. Elle adopte des idées et les réalise à moitié, puis les laisse au bord du chemin pour les reprendre plus tard, en quelque autre ère, quelque concours de circonstances meilleur. Ayant imaginé une harmonie possible, elle séduit son instrument pensant, l'humanité, et sonde jusqu'où l'espèce y est prête ; elle laisse l'homme essayer et échouer, elle l'y pousse même afin qu'il puisse apprendre et réussir une autre fois. Pourtant, si un idéal s'est frayé le chemin jusqu'au seuil de la pensée, c'est qu'il doit nécessairement être essayé, or il est probable que l'idéal de l'unité humaine figurera largement parmi les forces déterminantes de l'avenir ; en fait, les circonstances intellectuelles et matérielles de l'époque actuelle l'ont préparé et l'imposent presque, et surtout les découvertes scientifiques qui ont tant réduit les distances de notre terre que ses plus vastes royaumes apparaissent maintenant comme les simples provinces d'un seul pays.

Mais la commodité même des circonstances matérielles peut amener l'échec de l'idéal ; car, même si les circonstances matérielles favorisent un grand changement, on peut prédire un échec si le cœur et le mental de l'homme (et surtout le cœur) n'y sont pas réellement préparés ; à moins, bien entendu, que les hommes ne comprennent à temps et n'acceptent le changement intérieur en même temps que le rajustement extérieur. Mais à l'époque actuelle, l'intellect humain a été tellement mécanisé par la science matérielle que la révolution qu'il commence à envisager sera probablement entreprise surtout, ou même uniquement, par des moyens mécaniques, à savoir des ajustements sociaux et politiques. Or, ce n'est pas par des systèmes sociaux et politiques, ou en tout cas pas uniquement ni principalement par eux, que l'unité de l'espèce humaine peut se réaliser d'une façon durable et fructueuse.

Il faut se souvenir qu'une unité sociale et politique plus vaste n'est pas nécessairement un bienfait en soi. Elle ne vaut d'être poursuivie que dans la mesure où elle fournit les moyens et le

cadre d'une vie individuelle et collective meilleure, plus riche, plus heureuse et plus puissante. Mais jusqu'à présent, l'expérience de l'humanité n'a pas confirmé que d'énormes agrégats, étroitement unis et strictement organisés, fussent favorables à une vie humaine plus riche et plus puissante. Il semblerait plutôt que la vie collective soit davantage à son aise, plus bienveillante, plus variée et plus féconde, quand elle peut se concentrer en de petits espaces et en des organismes plus simples.

Si nous considérons le passé de l'humanité, pour autant qu'il nous soit connu, nous nous apercevons que les périodes intéressantes de la vie humaine, les scènes où elle a été le plus richement vécue et où elle a laissé derrière elle les fruits les plus précieux, sont précisément les époques, et les contrées, où l'humanité avait su s'organiser en de petits centres indépendants, étroitement mêlés l'un à l'autre mais non fondus en une unique unité. L'Europe moderne doit les deux tiers de sa civilisation à trois moments suprêmes de cette sorte dans l'histoire humaine : d'abord, la vie religieuse des tribus disparates qui s'étaient donné le nom d'Israël, et plus tard de la petite nation juive qui lui a succédé ; puis la vie hétérogène des petites cités grecques ; enfin, la vie artistique et intellectuelle (similaire, quoique plus restreinte) de l'Italie médiévale. De même, aucune époque en Asie n'a été aussi riche en énergie, aussi digne d'être vécue, aussi productive de fruits meilleurs et plus durables, que la période héroïque où l'Inde était divisée en petits royaumes dont beaucoup n'étaient pas plus grands qu'une circonscription moderne. Les activités les plus merveilleuses, les travaux les plus vigoureux et les plus durables — ce que, s'il nous fallait choisir, nous conserverions volontiers en sacrifiant tout le reste — appartiennent à cette période. La seconde belle époque vint plus tard, avec des nations et des royaumes plus vastes mais encore relativement petits, comme ceux des Pallava, des Châlukya, des Pândya, des Chôla et des Chéra. L'Inde a reçu relativement peu de choses

des grands empires qui se sont érigés et effondrés à l'intérieur de ses frontières — l'Empire moghol, celui des Gupta, celui des Maurya —, très peu de choses, en vérité, à part une organisation politique et administrative, quelques beaux-arts et une littérature agréables, quelques travaux durables (mais pas toujours de la meilleure qualité). Leur impulsion poussait à une organisation compliquée plutôt qu'originale et stimulante ou créatrice.

Cependant, le règne des petites cités-États ou des cultures régionales avait toujours un défaut qui obligeait à tendre vers de plus larges organismes. Ce défaut se caractérisait par la non-permanence, souvent le désordre, et surtout l'incapacité à se défendre devant l'assaut des organismes plus grands, aussi par une carence à répandre le bien-être matériel. C'est pourquoi, cette première forme de vie collective a eu tendance à disparaître et à céder la place à l'organisation des nations, des royaumes et des empires.

Nous remarquons donc, tout d'abord, que ce sont les groupements de petites nations qui ont eu la vie la plus intense, et non les énormes États ni les empires colossaux. Il semble qu'une vie collective diffusée en de trop vastes espaces, perde de son intensité et de sa productivité. L'Europe a vécu en Angleterre, en France, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie, dans les petits États germaniques. C'est là, et non dans l'énorme masse du Saint-Empire romain germanique ni dans celle de l'Empire russe, que se sont élaborés toute sa civilisation et son progrès. Le même phénomène se révèle dans le domaine social et politique si nous comparons la vie et l'activité intenses de l'Europe avec ses nombreuses nations fructueusement entremêlées qui progressaient à pas vifs et créateurs, parfois par bonds, et celles des grandes masses asiatiques avec leurs longues périodes d'immobilité coupées de guerres et de révolutions qui semblaient être de petits épisodes temporaires et généralement stériles, leurs siècles de rêveries religieuses, philosophiques et artistiques, leur tendance

grandissante à l'isolement, et finalement la stagnation de leur vie extérieure.

Nous remarquons, ensuite, que celles des organisations de royaumes ou de nations qui ont eu la vie la plus vigoureuse, le doivent à une sorte de concentration artificielle de la vitalité en une tête, un centre, une capitale : Londres, Paris, Rome. C'est par cet artifice que la Nature, tout en gagnant les avantages d'une organisation plus vaste et d'une unité plus parfaite, conserve dans une certaine mesure ce qu'elle avait acquis par son système plus primitif de cités et de royaumes minuscules, c'est-à-dire le pouvoir non moins précieux de concentration féconde dans un espace restreint et dans un étroit rassemblement d'activités. Mais cet avantage se paye de la condamnation du reste de l'organisme : provinces, petites villes et villages, voués à une vie terne, insignifiante et somnolente, qui contraste étrangement avec l'intensité de la vie de la métropole, l'*urbs*.

L'Empire romain est l'exemple historique de l'organisation d'une unité qui transcendait les limites de la nation ; les avantages et les inconvénients de cette organisation y sont aussi parfaitement illustrés. Les avantages se résument à une organisation admirable, à la paix, la sécurité générale, l'ordre et le bien-être matériel ; l'inconvénient apparaît quand l'individu, la cité et la région sacrifient l'indépendance de leur vie et deviennent les rouages d'une machine : la vie perd sa couleur, sa richesse, sa variété, sa liberté et sa victorieuse inspiration créatrice. L'organisation est grande et admirable, mais les individus dépérissent, sont écrasés, submergés, et finalement, avec le rapetissement et l'affaiblissement de l'individu, l'énorme organisation perd lentement, mais inévitablement, la vitalité même qui la faisait vivre : elle meurt de stagnation grandissante. Même si, du dehors, elle paraît entière et intacte, la structure est pourrie, et au premier choc de l'extérieur, elle commence à craquer et se désagrège. Ces organisations, et ces périodes, ont une immense utilité de

conservation ; ainsi, l'Empire romain a-t-il servi à consolider les gains des siècles féconds qui l'avaient précédé. Mais elles arrêtent la vie et la croissance.

Nous voyons donc ce qui se passerait probablement si, comme certains ont commencé à le rêver aujourd'hui, il se produisait une unification sociale, administrative et politique de l'humanité. Une formidable organisation deviendrait nécessaire, sous laquelle la vie individuelle et la vie régionale seraient écrasées, rapetissées, privées de leur essentielle liberté, telle une plante qui n'aurait ni pluie, ni vent, ni soleil. Après, peut-être, une première explosion d'activité joyeuse et satisfaite, l'humanité entrerait dans une longue période de pur conservatisme, de stagnation croissante, et finalement de décadence.

Cependant, il est évident que l'unité de l'espèce humaine fait partie du plan final de la Nature et qu'elle doit se produire. Mais pour cela, d'autres conditions sont nécessaires et des garanties qui garderont intactes les racines de la vitalité de l'espèce et sa riche diversité dans l'unité.

L'imperfection des agrégats passés

Tout le processus de la Nature repose sur l'équilibre de deux pôles de la vie et sur une tendance constante à les harmoniser. Ces deux pôles sont l'individu (que nourrit le tout ou l'agrégat) et le tout ou l'agrégat (que l'individu aide à constituer). La vie humaine ne fait pas exception à la règle. Par conséquent, le perfectionnement de la vie humaine implique nécessairement l'élaboration d'une harmonie encore inaccomplie entre les deux pôles de notre existence : l'individu et l'agrégat social. Sera parfaite la société la plus entièrement propice à la perfection de l'individu ; sera incomplète la perfection de l'individu si elle n'aide pas à l'état parfait de l'agrégat social auquel il appartient, et finalement à l'état parfait de l'agrégat humain le plus vaste possible : l'ensemble d'une humanité unifiée.

Mais la Nature suit un processus graduel qui complique les choses et empêche l'individu d'avoir une relation pure et directe avec l'humanité totale. Entre lui et ce tout trop immense, se dressent les agrégats plus petits dont la formation était nécessaire aux étapes progressives de la culture humaine ; ces agrégats sont en partie des aides pour l'unité finale, en partie des barrières. L'obstacle de l'espace, les difficultés d'organisation, les limitations du cœur et du cerveau humains, rendaient nécessaire la formation de petits agrégats, tout d'abord, puis d'agrégats de plus en plus grands pour entraîner graduellement l'individu, par rapprochements successifs, à se préparer à l'universalité finale. La famille, la commune, le clan ou la tribu, la classe, les cités-États ou les amas de tribus, la nation, l'empire, marquent autant d'étapes de ce progrès et de cet élargissement constant. Si les petits agrégats avaient été détruits dès la formation des

plus grands, cette gradation n'aurait pas suscité de complexités, mais là n'est pas la voie de la Nature. Il est rare qu'elle détruise tout à fait les modèles qu'il lui a plu de façonner, ou elle ne détruit que ce qui n'a plus aucune utilité et conserve le reste pour satisfaire son besoin, ou sa passion, de variété, de richesse, de multiformité, se bornant à effacer les lignes de division ou à modifier suffisamment les particularités et les rapports pour faciliter l'unité plus grande qu'elle est en train de créer. Par suite, l'humanité doit à chaque pas faire face à des problèmes variés qui viennent non seulement de la difficulté d'accorder les intérêts de l'individu et ceux de la communauté ou de l'agrégat direct, mais d'accorder aussi les intérêts et les besoins des petites unités et la croissance de l'ensemble plus vaste qui doit les englober toutes.

L'histoire a conservé çà et là des exemples de ce travail, des exemples d'échecs et de succès qui sont pleins d'enseignement. Ainsi, nous voyons l'effort d'agrégation des tribus sémitiques (juives et arabes) réussir chez les uns après la scission en deux royaumes qui restèrent une source de faiblesse permanente pour la nation juive¹, et réussir seulement temporairement chez les autres par l'apparition soudaine de la force unificatrice de l'islam. Chez les races celtiques, nous voyons les clans tenter sans succès de se fondre en une existence nationale organisée. Cet insuccès est total en Irlande et en Écosse où il a fallu que la vie de clan soit écrasée par la domination et la culture étrangères. Au pays de Galles, l'échec n'a été évité qu'au dernier moment. Dans l'histoire de la Grèce, les cités-États et les petits peuples régionaux restent dans l'impossibilité de fusionner. Par contre, le même effort de la Nature a remporté un éclatant succès dans le développement de l'Italie romaine. Depuis plus de deux millénaires, tout le passé

1. Les deux royaumes d'Israël et de Juda, à la mort de Salomon, en 931 avant J.-C. (Note de l'éditeur)

de l'Inde n'a été (bien que le succès ait souvent semblé proche) qu'une vaine tentative pour surmonter la tendance centrifuge d'une extraordinaire quantité et variété d'éléments disparates : famille, communes, clans, castes, petits États ou petits peuples régionaux, vastes unités linguistiques, communautés religieuses, nations dans la nation. On pourrait dire qu'ici, la Nature a tenté une expérience dont la complexité et la richesse potentielle sont sans égales, et qu'elle a accumulé toutes les difficultés possibles afin de parvenir au résultat le plus opulent. Mais finalement, le problème s'est montré insoluble, ou du moins n'a pas été résolu, et la Nature a dû recourir à son habituel *deus ex machina* : l'intervention d'une domination étrangère.

Mais même si la nation (qui représente le plus vaste groupement que la Nature ait jusqu'à présent formé avec succès) est suffisamment organisée, l'unité complète ne se réalise pas toujours. Si aucun autre élément de discorde ne subsiste, la lutte des classes reste cependant toujours possible. Ce phénomène nous conduit à une autre règle du développement graduel de la Nature dans la vie humaine, et nous verrons que cette règle est d'une importance considérable quand nous en viendrons à la question d'une unité humaine viable. La perfection de l'individu dans une société devenue parfaite (étant bien entendu que la perfection est toujours relative et progressive), puis dans une humanité devenue parfaite, est le but inévitable de la Nature. Mais le progrès de tous les individus d'une société ne se produit pas *pari passu*, d'une marche égale et uniforme. Certains avancent, d'autres sont stationnaires (absolument ou relativement), d'autres enfin reculent. Par conséquent, il est inévitable qu'une classe dominante apparaisse à l'intérieur de l'agrégat, de même que l'apparition de nations dominantes est inévitable dans le conflit constant des agrégats. La classe qui exprimera le plus parfaitement le type dont la Nature a besoin à une certaine époque, soit pour son progrès, soit pour sa rétrogression (cela peut arriver), sera

celle qui prédominera. Si la puissance et la force de caractère sont exigées, on verra une aristocratie dominante apparaître ; si c'est la connaissance et la science, la classe dominante sera savante et littéraire ; si c'est l'habileté pratique, l'ingéniosité, l'économie et l'efficacité de l'organisation, on verra dominer la classe bourgeoise ou *vaishya*, habituellement conduite par les juristes ; s'il s'agit de diffuser plutôt que de concentrer le bien-être général et d'organiser strictement le travail, alors la domination de la classe ouvrière elle-même n'est pas impossible.

Mais qu'il s'agisse de la domination des classes ou des nations, ce phénomène ne peut jamais être qu'une nécessité temporaire, sans plus ; en effet, dans la vie humaine, le but final de la Nature ne peut pas être l'exploitation du grand nombre par le petit nombre, ni même du petit nombre par le grand nombre ; le but ne peut jamais être la perfection de quelques-uns au prix de la submersion abjecte ou de la soumission ignorante de la masse ; il ne peut s'agir là que d'expédients transitoires. Nous voyons donc que ces dominations portent toujours en elles-mêmes le germe de leur propre destruction. Elles doivent disparaître, soit par éviction ou destruction de l'élément exploiteur, soit par fusion et égalisation. En Europe et en Amérique, les *brâhmanes* et les *kshatriyas*¹ ont vu leur domination abolie, ou ils sont sur le point de retomber dans l'égalité de la masse générale. Seules restent deux classes rigidement séparées : la possédante qui domine, et l'ouvrière ; et tous les mouvements les plus importants de nos jours ont pour but l'abolition de cette dernière supériorité. Par cette tendance persistante, l'Europe a obéi à une grande loi de la marche progressive de la Nature : tendre à une égalité finale. Il est sûr qu'une égalité absolue n'est ni voulue ni possible, de même qu'une uniformité absolue est à la fois impossible et tout

1. Ce qui correspond ou correspondait à la classe dite libérale et à la noblesse.
(Note de Sri Aurobindo)

à fait indésirable, mais ce qui est essentiel à toute perfectibilité concevable pour l'espèce humaine, est une égalité fondamentale qui rende inoffensif le jeu des supériorités et des différences véritables.

Par conséquent, le meilleur conseil à donner à une minorité dominante, est de reconnaître à temps l'heure convenable de son abdication et du transfert de son idéal, de ses qualités, sa culture et son expérience au reste de l'agrégat, ou à telle partie du reste qui est prête à ce progrès. Si les choses se passent ainsi, l'agrégat social avance normalement, sans dislocation, sans blessure ni maladie sérieuse ; sinon, un progrès dans le désordre lui est imposé, car la Nature ne souffrira jamais que l'égoïsme humain déjoue indéfiniment ses intentions décidées et ses nécessités. Quand les classes dominantes réussissent à éluder les exigences de la Nature, la pire des destinées risque de s'abattre sur l'agrégat social. Ce fut le cas pour l'Inde, où la cause principale du déclin et de la dégénérescence vint de la caste des brâhmanes et autres classes privilégiées qui refusèrent définitivement d'élever autant que possible la masse de la nation à leur niveau et ont dressé un gouffre de supériorité infranchissable entre elles-mêmes et le reste de la nation. Or, si ses intentions sont frustrées, la Nature retire inévitablement sa force de l'entité nuisible, jusqu'à ce qu'elle amène de l'extérieur d'autres moyens de réduire l'obstacle à néant.

Mais même si, intérieurement, l'unité de l'agrégat est rendue aussi parfaite que peut le permettre le jeu d'un mécanisme social, administratif et culturel, la question de l'individu continue de se poser. Car ces unités ou agrégats sociaux ne sont pas semblables au corps humain où les cellules constitutantes sont incapables de vivre en dehors de l'agrégat. L'être humain tend à exister par lui-même et à déborder les limites de la famille, du clan, de la classe et de la nation ; et même, cette indépendance, d'un côté, et cette universalité, de l'autre, sont des éléments essentiels

à sa perfection. C'est pourquoi, de même que les systèmes d'agrégation sociale qui dépendent de la domination d'une ou de plusieurs classes sur les autres doivent changer ou se dissoudre, de même les agrégats sociaux qui font obstacle à la perfection de l'individu et cherchent à l'enfermer dans un moule limité, à le soumettre à la rigidité d'une culture étroite, d'une classe mesquine ou de petits intérêts nationaux, doivent avoir un terme et, un jour, sous l'impulsion irrésistible de la Nature en progrès, doivent se transformer ou être détruits.

Le groupe et l'individu

Quand la Nature doit concilier deux éléments dans une harmonie, sa méthode constante est de commencer par procéder à un mouvement de bascule, lent et continu, où elle semble parfois pencher entièrement d'un côté, parfois entièrement de l'autre, et d'autres fois corriger les deux excès par un ajustement temporaire et un compromis modérateur plus ou moins réussis. Les deux éléments apparaissent alors comme des adversaires nécessaires l'un à l'autre et qui peinent pour trouver quelque solution à leur conflit. Mais comme chacun a son égoïsme et obéit à la tendance innée qui pousse les choses, non seulement à se préserver mais aussi à s'affirmer dans la mesure de leur force disponible, chacun cherche à trouver une solution qui lui donnera la part maximale et lui permettra de dominer, si possible complètement, voire même d'engloutir entièrement l'égoïsme de l'autre dans son propre égoïsme. Ainsi, le progrès vers l'harmonie se fait par un conflit de forces et semble souvent ne pas être du tout un effort vers la concorde et l'ajustement mutuel, mais au contraire un effort pour se dévorer mutuellement. Et en fait, notre plus haut idéal d'unité n'est pas l'absorption de l'un par l'autre, mais de chacun par l'autre afin que chacun vive entièrement dans l'autre et comme cet autre. C'est là l'ultime idéal de l'amour, et c'est vers cela que les conflits s'acheminent aveuglément, car, par la lutte, on ne peut arriver qu'à un ajustement entre deux exigences opposées, non à une harmonie stable ; à un compromis entre deux égoïsmes antagonistes, non à leur fusion l'un en l'autre. Néanmoins, le conflit conduit effectivement à une compréhension mutuelle croissante, qui finalement rend possible l'essai d'unité réelle.

Dans les relations entre l'individu et le groupe, cette méthode constante de la Nature prend l'aspect d'une lutte entre deux tendances humaines aussi profondément enracinées l'une que l'autre : l'individualisme et le collectivisme. D'un côté, nous avons l'État avec son autorité, sa perfection et son développement accaparants ; de l'autre, l'homme individuel avec sa liberté, sa perfection et son développement distinctifs. L'idée d'État, machine vivante, petite ou grande, et l'idée de l'homme, personne de plus en plus distincte et lumineuse, dieu en croissance, se trouvent en perpétuelle opposition. La dimension de l'État ne change rien à l'essence du conflit et ne change pas nécessairement ses conditions caractéristiques. C'était la famille, la tribu ou la cité, *polis* ; c'est devenu le clan, la caste et la classe, *kula*, *gens*. C'est maintenant la nation. Demain ou après-demain, ce sera toute l'humanité. Mais le problème des relations entre l'homme et l'humanité, entre la personne en voie de libération et la collectivité accaparante, n'en continuera pas moins de se poser.

Si l'on s'en tient aux seuls faits de l'histoire et de la sociologie dont nous pouvons disposer, il faut supposer que notre espèce a commencé par un accaparement total du groupe, auquel l'individu était entièrement subordonné, et que le développement de l'individualité est un accessoire de la croissance humaine, un fruit du développement de la conscience mentale. Nous pouvons supposer qu'à l'origine, l'homme était complètement grégaire et que l'association était la condition première de sa survie ; et puisque la survie est la première nécessité de tout être, l'individu ne pouvait être rien autre qu'un instrument au service de la force et de la sécurité du groupe ; et même si, à la force et à la sécurité, nous ajoutons la croissance, l'efficacité, l'indépendance autant que la conservation du groupe, nous sommes encore dans l'idée dominante de tout collectivisme. Cette tournure des choses est une nécessité issue des circonstances et du milieu. En effet, en examinant de plus près le fond du problème, nous

nous apercevons que dans la Matière, l'uniformité est le signe du groupe ; la libre variation et le développement individuel progressent avec la croissance de la Vie et du Mental. Si, donc, nous supposons que l'homme représente une évolution de l'être mental dans la matière et à partir de la matière, nous devons présumer qu'il a commencé par l'uniformité et la subordination de l'individu, puis avancé vers la variété et la liberté de l'individu. La nécessité des circonstances et du milieu, autant que la loi inévitable des principes fondamentaux de son être, suggéreraient donc la même conclusion, le même processus pour son évolution préhistorique et historique.

Mais il y a aussi l'antique tradition de l'humanité, qu'il n'est jamais bon de méconnaître ni de traiter comme une pure fiction ; selon elle, l'état social aurait été précédé d'un autre, libre et non social. Suivant les idées scientifiques modernes, pareil état, s'il a jamais existé (ce qui est loin d'être certain), a dû être non seulement non social, mais antisocial ; ce devait être la condition de l'homme en tant qu'animal isolé, vivant comme une bête de proie, avant de devenir progressivement un animal de troupeau. La tradition, au contraire, parle d'un âge d'or où l'homme était librement social sans société. N'étant pas lié par des lois et des institutions, mais vivant par son instinct naturel ou sa connaissance spontanée, il portait en lui-même la loi vraie de son existence et n'avait nul besoin de dévorer ses semblables ni d'être courbé sous le joug de fer de la collectivité. On peut dire, si l'on veut, que l'imagination poétique ou idéaliste s'est ici servie d'une mémoire raciale profondément enracinée, et que les premiers hommes civilisés ont tiré leur idéal naissant de libre association inorganisée et heureuse, de cette mémoire raciale d'une existence inorganisée, sauvage et antisociale. Mais il est possible aussi que notre progrès ne se soit pas déroulé en ligne droite, mais en cycles, et qu'au cours de ces cycles, il y ait eu des périodes de réalisation, au moins partielle, où les hommes

étaient devenus capables de vivre comme dans le grand rêve de l'anarchisme philosophique, associés par une loi intérieure d'amour et de lumière, d'existence juste, de pensée juste et d'action juste, au lieu d'être contraints à l'unité par des rois et des parlements, des lois, des polices et des châtiments, avec toutes les hantises de la tyrannie, les oppressions et répressions, petites ou grandes, et l'affreux cortège d'égoïsme et de corruption qu'entraîne toujours le gouvernement forcé de l'homme par l'homme. Il est même possible que notre état originel ait connu la spontanéité animale instinctive d'une association libre et fluide, et que notre état idéal final possède la spontanéité intuitive et illuminée d'une association libre et fluide. Il se peut que notre destinée soit de convertir l'association animale originelle en une communauté de dieux. Il se peut que notre progrès soit un circuit détourné conduisant de l'uniformité et de l'harmonie spontanées et faciles qui reflètent la Nature, à l'unité maîtresse d'elle-même qui reflète le Divin.

Quoi qu'il en soit, en dehors des tentatives des idéalismes religieux ou autres pour arriver à une libre solitude ou à une libre association, l'histoire et la sociologie ne nous parlent de l'homme que comme d'un individu dans un groupe plus ou moins organisé. De ces groupes, il existe toujours deux types. L'un affirme l'idée de l'État aux dépens de l'individu : l'ancienne Sparte, l'Allemagne moderne¹ ; l'autre affirme la suprématie de l'État, mais cherche en même temps à donner aux individus qui le constituent autant de liberté, de pouvoir et de dignité qu'il est compatible avec son autorité : l'ancienne Athènes, la France moderne. Mais à ces deux types, un troisième s'est ajouté, où l'État abdique autant qu'il peut devant l'individu, affirme hardiment qu'il n'existe que pour la croissance de l'individu et

1. Rappelons que cet ouvrage a été écrit pendant la Première Guerre mondiale.
(*Note de l'éditeur*)

pour assurer sa liberté, sa dignité et son heureuse humanité, et cherche avec une foi courageuse si, après tout, ce n'est pas en amenant l'individu au plus haut degré possible de liberté, de dignité et d'humanité que le bien-être, la force et l'expansion de l'État seront le mieux assurés. L'Angleterre était le grand exemple de ce type, jusqu'à une époque récente ; l'Angleterre faite libre, prospère, énergique, invincible, par la seule force de cette idée au fond d'elle-même ; l'Angleterre bénie des dieux et gratifiée d'une expansion, d'un empire et d'une bonne fortune sans pareils parce que, à aucun moment, elle n'avait craint d'obéir à cette haute tendance, d'accepter les risques de cette grande entreprise, et même souvent de l'appliquer par-delà les limites de son propre égoïsme insulaire. Malheureusement, cet égoïsme, les défauts de la race et, signe de l'ignorance humaine, l'affirmation exagérée d'une idée en dehors de ses limites, l'ont empêchée de donner à cette idée l'expression la plus riche et la plus noble, et d'obtenir par elle d'autres fruits, qui ont été obtenus ou sont en voie de l'être par les États organisés d'une manière plus rigide. Par suite, nous voyons l'idée collectiviste ou étatique s'attaquer à la vieille tradition anglaise afin de la démolir, et il est possible qu'avant longtemps la grande expérience s'achève par un lamentable aveu d'échec, remplacée par une « discipline » et une organisation « efficace » à l'allemande, ce vers quoi toute l'humanité civilisée semble tendre actuellement. On peut certes se demander si ceci était réellement nécessaire ou si, avec une foi plus courageuse, éclairée par une intelligence plus souple et plus vigilante, tous les résultats désirés n'auraient pas pu être atteints en employant une méthode nouvelle, plus libre, qui aurait toutefois gardé intact le *dharma*¹ de l'espèce.

Un autre fait mérite d'être noté quant à la prétention de l'État à sacrifier l'individu à son propre intérêt, à savoir que la forme

1. La loi profonde, véritable.

de l'État ne fait absolument aucune différence au principe. La tyrannie du souverain absolu sur tous, ou celle de la majorité sur l'individu (qui d'ailleurs, par un paradoxe de la nature humaine, se change en une oppression ou une répression hypnotiques de la majorité par elle-même) sont des formes d'une seule et même tendance. Chacune de ces tyrannies, quand elle proclame d'une manière absolue : « l'État, c'est moi », énonce une vérité profonde, bien qu'elle fonde cette vérité sur un mensonge. La vérité est que chacune est vraiment l'expression de l'État et de sa tendance caractéristique à subjuguier le libre arbitre, la liberté d'action, le pouvoir, la dignité et l'indépendance des individus qui le constituent. Le mensonge est dans l'idée sous-entendue que l'État est quelque chose de plus grand que les individus qui le composent et qu'il peut impunément s'arroger cette oppressive suprématie sans dommage pour lui-même ni pour le plus haut espoir de l'humanité.

Dans les temps modernes, l'idée d'État se réaffirme pleinement après un long entracte et domine la pensée et l'action du monde. Elle s'appuie sur deux motifs : l'un fait appel à l'intérêt extérieur de l'espèce ; l'autre à ses plus hautes tendances morales. Elle exige que l'égoïsme individuel s'immole dans l'intérêt collectif et demande que l'homme ne vive plus pour lui-même, mais pour le tout, le groupe, la communauté. Elle affirme que l'espoir du bien de l'humanité et de son progrès dépend de l'efficacité et de l'organisation de l'État. Son chemin de la perfection passe par la réglementation étatique de tous les dispositifs économiques et vitaux de l'individu et du groupe : la « mobilisation », pour employer l'expression spé cieuse mise à la mode pendant la guerre ; une mobilisation étatique de l'intelligence, des capacités, des pensées, des émotions et de la vie de l'individu, de tout ce qu'il est et tout ce qu'il a, dans l'intérêt de tous. Poussé à son ultime conclusion, c'est l'idéal socialiste dans toute sa splendeur, et c'est vers cette conclusion que l'humanité semble faire route

avec une remarquable rapidité. L'idée d'État est en train de se ruiner à la domination avec une grande force motrice, et elle est prête à broyer sous ses roues tout ce qui s'oppose à sa force et voudrait affirmer le droit des autres tendances humaines. Et pourtant, les deux notions sur lesquelles elle se fonde, sont pleines de ce fatal mélange de vérité et de mensonge qui afflige toutes les prétentions et les affirmations humaines. Il est donc nécessaire de les faire passer au solvant d'une pensée scrutatrice et impartiale qui se refuse à être escroquée par les mots, si nous ne voulons pas suivre, impuissants, un nouveau cycle d'illusions, pour revenir à ce qui aurait dû toujours être notre lumière et notre guide : la vérité profonde et complexe de la Nature.

L'insuffisance de l'idée d'État

Après tout, qu'est-ce que l'idée d'État, cette idée d'une communauté organisée à laquelle l'individu doit être imolé? Théoriquement, c'est la subordination de l'individu au bien de tous; pratiquement, c'est sa subordination à un égoïsme collectif — politique, militaire et économique — qui cherche à satisfaire certaines visées et ambitions collectives conçues et imposées à la grande masse des individus par un nombre plus ou moins restreint de personnes dirigeantes qui sont censées représenter la communauté d'une manière quelconque. Peu importe que ces personnes appartiennent à une classe gouvernante ou que, comme dans les États modernes, elles émergent de la masse par la force de leur caractère (mais bien plus par la force des circonstances), et cela ne fait aucune différence essentielle, non plus, que leurs buts ou idéaux soient, comme de nos jours, imposés plus par l'hypnotisme d'une persuasion verbale que par la force expresse. Dans tous les cas, il n'est aucune garantie que la classe dirigeante ou le corps dirigeant représente la meilleure intelligence de la nation ni ses buts les plus nobles ni ses instincts supérieurs.

Rien de tel n'existe chez le politicien moderne, en aucune partie du monde; il ne représente pas l'âme d'un peuple ni ses aspirations. Ce qu'il représente, d'habitude, c'est toute la médiocrité, l'égoïsme, l'égoïsme et la duplicité qui l'entourent; cela, il le représente assez bien, et aussi beaucoup d'incompétence mentale et de conventions morales, de pusillanimité, de prétention. De grands problèmes se présentent souvent à sa décision, mais il ne les traite pas avec grandeur; des paroles élevées et de nobles idées sont sur ses lèvres, mais bien vite elles deviennent

le boniment d'un parti. La maladie et le mensonge de la vie politique moderne sont évidents dans tous les pays du monde ; seul, le consentement hypnotisé de tous (et même des classes intellectuelles) à cette grande imposture organisée, masque et prolonge la maladie. C'est le genre de consentement que les hommes accordent à tout ce qui est habituel et constitue l'atmosphère présente de leur vie. Et pourtant, ce sont ces mentalités-là qui ont à décider du bien de tous ; c'est à ces mains-là que notre bien doit être confié ; c'est à ces agents, parés du nom d'État, que, de plus en plus, l'individu est mis en demeure d'abandonner le gouvernement de ses activités. En fait, ce n'est d'aucune façon le plus grand bien de tous qui est ainsi assuré, mais beaucoup de mal et de confusion organisée, avec pourtant un peu de bien qui s'achemine vers un progrès réel, car, toujours, la Nature va de l'avant, malgré tous les faux pas, et finalement elle atteint son but en dépit de l'imparfaite mentalité de l'homme, plus souvent que grâce à elle.

Mais même si l'instrument gouvernant était mieux constitué et d'un caractère mental et moral plus élevé, même si l'on trouvait quelque moyen de faire ce que les civilisations anciennes avaient fait en imposant à leurs classes dirigeantes des disciplines et des idéaux supérieurs, l'État ne serait tout de même pas ce que l'idée d'État prétend être. Théoriquement, c'est la sagesse et la force collectives de la communauté, mobilisées et organisées pour le bien général. Pratiquement, ce qui conduit la machine et tire le char, est seulement la fraction de l'intelligence et du pouvoir de la communauté que le mécanisme particulier de l'organisation étatique veut bien laisser venir à la surface ; mais cette fraction-là aussi est happée et entravée par la machine, autant qu'elle est entravée par la grande quantité de sottise et de faiblesse égoïste qui vient à la surface avec elle. Sans doute est-ce le mieux que l'on puisse faire en les circonstances, et la Nature, comme toujours, l'utilise pour le mieux. Les choses seraient d'ailleurs bien pires

si certaines coudées franches n'étaient pas laissées à l'effort individuel qui, moins entravé, fait ce que l'État ne peut faire, met en œuvre et utilise la sincérité, l'énergie et l'idéalisme des individus les meilleurs pour tenter ce que l'État n'a ni la sagesse ni le courage de tenter, et accomplit ce que le conservatisme et l'imbécillité de la collectivité laissent à l'abandon, ou même contrecarrent et répriment activement. L'énergie de l'individu est l'agent vraiment effectif du progrès collectif. L'État, parfois, vient en aide à l'individu, et, si son aide ne s'accompagne pas d'un contrôle indu, il joue un rôle positivement utile. Mais le plus souvent, il barre le chemin et freine le progrès, à moins qu'il ne fournisse la somme de friction et d'opposition organisée dont nous avons toujours besoin pour que la nouvelle structure en voie de formation acquière une énergie plus grande et une forme plus complète. Or, nous tendons maintenant à un tel accroissement du pouvoir organisé de l'État, à une activité étatique tellement énorme, irrésistible et complexe, qu'elle éliminera complètement le libre effort individuel, ou finira par le laisser atrophié et découragé, réduit à l'impuissance. Le correctif nécessaire aux défauts, aux limitations et à l'inefficacité de la machine d'État, aura disparu.

L'État organisé ne représente ni la meilleure intelligence de la nation, ni même la somme des énergies de la communauté. Il exclut de son organisation active et réprime, ou déprime indûment, la force de travail et la mentalité pensante d'importantes minorités, souvent celles qui représentent le meilleur du présent et qui travaillent pour l'avenir. L'État est un égoïsme collectif bien inférieur au meilleur de ce que la communauté peut donner. Nous savons ce qu'est cet égoïsme quand il se mesure à d'autres égoïsmes collectifs; récemment, sa laideur s'est imposée à la vision et à la conscience de l'humanité¹. L'individu, au moins,

1. La guerre de 1914.

a généralement quelque chose qui ressemble à une âme, ou en tout cas il supplée à l'insuffisance de son âme par un système de morale ou un sens éthique, et à l'insuffisance de ceux-ci par la peur de l'opinion publique, et même si cette dernière fait défaut, il reste la crainte de la loi commune qu'il est obligé de respecter normalement, ou du moins de circonvenir, et la difficulté même de la circonvenir est un frein pour tous sauf les plus violents et les plus habiles. Mais l'État est l'entité qui, avec la plus grande somme de pouvoir, est le moins embarrassé par les scrupules intérieurs et les freins extérieurs. Il n'a pas d'âme, ou seulement une âme rudimentaire. C'est une force militaire, politique et économique, et, s'il possède le moins du monde un être intellectuel et éthique, ce n'est qu'à un degré infime et embryonnaire. Et malheureusement, le principal usage qu'il fasse de son intelligence rudimentaire, est d'émousser sa conscience éthique mal développée par des fictions, des slogans ou, récemment, par des philosophies d'État. À l'heure présente, l'homme est au moins une créature à demi civilisée au sein de la communauté, mais son existence internationale est encore primitive. Jusqu'à ces derniers temps, une nation organisée n'était qu'une énorme bête de proie dans ses relations avec les autres nations; avec des appétits qui somnolaient parfois, lorsqu'ils étaient repus ou découragés par les circonstances, mais qui restaient toujours sa principale raison d'être. Son « dharma » était de dévorer les autres pour se protéger et s'étendre. Aujourd'hui, il n'y a pas d'amélioration essentielle, il y a seulement une plus grande difficulté à dévorer. Un « égoïsme sacré » est encore l'idéal des nations, et, par suite, il n'est pas de loi internationale effective, ni de conscience vraie et éclairée de l'opinion humaine qui puisse refréner les rapacités de l'État. Il n'y a que la peur de la défaite et celle, plus récente, d'une désorganisation économique désastreuse; mais des expériences répétées ont montré que ces freins étaient inefficaces.

Il fut un temps où cet énorme égoïsme d'État était à peine meilleur en sa vie intérieure que dans ses relations extérieures¹. Brutal, rapace, rusé, oppressif, ne tolérant aucune liberté d'action, de parole et d'opinion, ni même la liberté de conscience en matière de religion, il pillait les individus et les classes à l'intérieur de ses frontières comme il pillait les nations faibles à l'extérieur. Seule, la nécessité de garder vivante, riche et forte, la communauté dont il vivait, rendait son action partiellement et crûment bienfaisante. Dans les temps modernes, une grande amélioration s'est produite en dépit d'une détérioration en certaines directions. L'État sent maintenant la nécessité de justifier son existence par une organisation générale du bien-être économique et animal de la communauté, voire même de tous les individus. Il commence à percevoir la nécessité d'assurer le développement intellectuel, et indirectement le développement moral de la communauté dans son ensemble. L'effort de l'État pour devenir un être intellectuel et moral est l'un des phénomènes les plus intéressants de la civilisation moderne. La catastrophe européenne a même imposé à la conscience de l'espèce humaine la nécessité d'intellectualiser et de moraliser les relations extérieures de l'État. Mais la prétention de l'État à absorber les libres activités de l'individu, prétention qui s'accroît à mesure que l'État devient plus clairement conscient de ses nouveaux idéaux et de ses possibilités, est, pour dire le moins, prématurée ; si elle était satisfaite, elle aboutirait sûrement à un arrêt du progrès humain, à une stagnation confortablement organisée semblable à celle qui s'est emparée du monde gréco-romain après l'établissement de l'Empire romain.

1. Je parle de l'âge intermédiaire entre l'antiquité et les temps modernes. Dans l'antiquité, l'État avait (du moins dans certains pays) un idéal et une conscience vis-à-vis de la communauté, mais bien peu dans ses relations avec les autres États.
(*Note de Sri Aurobindo*)

L'appel de l'État à l'individu pour qu'il s'immole sur ses autels et abandonne ses libres activités au profit de l'activité collective organisée, est donc quelque chose de tout à fait contraire aux exigences de nos idéaux les plus élevés. C'est renoncer à la forme individuelle de l'égoïsme actuel au profit d'une autre, collective, plus vaste mais non supérieure, et plutôt inférieure de bien des manières au meilleur de l'égoïsme individuel. L'idéal altruiste, la discipline du sacrifice de soi, la nécessité d'une solidarité croissante avec nos semblables et d'une âme collective grandissante dans l'humanité, ne sont pas mis en doute. Mais la perte de soi dans l'État n'est pas le sens de ces hauts idéaux, et ce n'est pas non plus le chemin de leur accomplissement. L'homme doit apprendre, non pas à se supprimer ni à se mutiler, mais à s'accomplir lui-même dans l'accomplissement de l'humanité, de même qu'il doit apprendre, non pas à mutiler ni à détruire son ego, mais à le compléter en l'élargissant et en le faisant sortir de ses limites pour le perdre en quelque chose de plus grand qu'il s'efforce maintenant de représenter. La déglutition du libre individu par une énorme machine d'État est un tout autre genre d'aboutissement. L'État est une commodité, d'ailleurs assez maladroite, pour notre développement commun ; il ne devrait jamais devenir une fin en soi.

L'autre prétention de l'idée d'État suivant laquelle la suprématie et l'intervention universelle de la machine étatique organisée sont les meilleurs moyens du progrès humain, est aussi une exagération et une fiction. L'homme vit par la communauté ; il en a besoin pour se développer lui-même, individuellement autant que collectivement. Mais est-il vrai qu'une action dirigée par l'État soit plus capable de développer parfaitement l'individu tout en servant les fins d'ensemble de la communauté ? Ce n'est pas vrai. Ce qui est vrai, c'est que l'État est capable de fournir toutes les facilités nécessaires à l'action coopérative des individus dans la communauté et d'en éliminer les incapacités ou les obstacles

qui auraient autrement gêné son fonctionnement. Là, s'arrête la vraie utilité de l'État. La faiblesse de l'individualisme anglais était de ne pas reconnaître les possibilités de la coopération humaine ; la faiblesse de l'idée collectiviste teutonique est de faire de l'utilité de l'action coopérative une excuse pour le contrôle rigide de l'État. Quand l'État veut prendre en main le contrôle de l'action coopérative de la communauté, il se condamne à créer un mécanisme monstrueux, qui finira par broyer la liberté, l'initiative et la croissance sérieuse de l'être humain.

L'État ne peut manquer d'agir d'une façon fruste et massive ; il est incapable de l'action libre, harmonieuse, intelligemment ou instinctivement variée, propre à une croissance organique. Car l'État n'est pas un organisme : c'est une mécanique, et il agit comme une machine, sans tact, ni goût, ni délicatesse, ni intuition. Il essaye de manufacturer les hommes, mais l'humanité est ici-bas pour grandir et créer. Ce défaut est visible dans l'éducation dirigée par l'État. Il est juste et nécessaire que l'éducation soit impartie à tout le monde et, en l'assurant, l'État est éminemment utile ; mais quand il contrôle l'éducation, il en fait une routine, un système mécanique où l'initiative individuelle, la croissance individuelle et le développement vrai deviennent impossibles, parce qu'ils sont à l'opposé d'une éducation de routine. L'État tend toujours à l'uniformité, parce que l'uniformité est facile pour lui et que les variations naturelles sont impossibles à sa nature essentiellement mécanique ; mais l'uniformité est la mort, non la vie. Une culture nationale, une religion nationale, une éducation nationale, peuvent encore être utiles, pourvu qu'elles ne contrarient pas la croissance de la solidarité humaine, d'une part, et, d'autre part, la liberté individuelle de pensée, de conscience et de développement, car ces choses donnent une forme à l'âme de la communauté et l'aident à ajouter sa quote-part à la somme du progrès humain ; mais une éducation d'État, une religion d'État, une culture d'État, sont des violences antinaturelles. Et

la même règle s'applique (de différentes manières et à différents degrés) à d'autres aspects de notre vie en communauté et de ses activités.

La tâche de l'État, aussi longtemps qu'il continuera d'être un élément nécessaire à la vie et à la croissance humaines, est de fournir toutes les facilités à une action coopérative, d'éliminer les obstacles, d'empêcher les gaspillages et les frictions vraiment nuisibles (une certaine quantité de gaspillage et de friction est nécessaire et utile à toute action naturelle) et, en supprimant les injustices évitables, d'assurer à l'ensemble des individus des chances égales et justes de développement et de satisfaction, dans la mesure de leurs forces et suivant la ligne de leur nature. Jusqu'à ce point, le but du socialisme moderne est juste et bon. Mais toute ingérence superflue dans la liberté de croissance de l'homme est nuisible, ou peut l'être. Même l'action coopérative est pernicieuse si, au lieu de chercher le bien de tous compatible avec les nécessités de la croissance individuelle (car sans croissance individuelle, il ne peut y avoir de bien réel et permanent pour tous), elle immole l'individu à un égoïsme collectif et l'empêche de trouver l'espace libre et l'initiative indispensables à l'épanouissement d'une humanité plus parfaitement développée. Tant que l'humanité n'est pas adulte, tant qu'elle a besoin de croître et de se perfectionner davantage, il ne peut pas y avoir de bien de tous statique et indépendant de la croissance des individus qui composent le tout. En fait, tout idéal collectiviste qui veut indûment subordonner l'individu, s'expose à une condition statique, soit pour son régime actuel, soit pour celui qu'il espère établir bientôt et après lequel toute tentative de changement sérieux sera considérée comme un crime de l'individualisme impatient contre la paix, la juste routine et la sécurité de l'ordre heureusement établi pour la communauté. C'est l'individu, toujours, qui progresse et oblige le reste à progresser; l'instinct de la collectivité est de rester figé dans

son ordre établi. Le progrès, la croissance, la réalisation d'un être plus large, donnent à l'individu son sentiment de bonheur le plus grand ; un état statique et une aise assurée donnent ce même sentiment à la collectivité. Et ceci reste vrai tant que la collectivité est une entité physique et économique plus qu'une âme collective consciente d'elle-même.

Il est donc tout à fait improbable que dans l'état actuel de l'espèce, une saine unité humaine puisse s'établir par un mécanisme d'État, fût-ce par un groupement d'États puissants et organisés jouissant entre eux de relations soigneusement réglées et légalisées, ou par un État mondial unique qui se substituerait à l'actuel concert de nations, mi-chaotique, mi-ordonné, et la forme de cet État mondial fût-elle un unique empire comme l'Empire romain, ou une unité fédérée. Il se peut qu'une unité extérieure et administrative de ce genre soit destinée à naître dans le proche avenir humain afin d'accoutumer l'espèce à l'idée et à la possibilité, aux habitudes d'une vie commune, mais pareille unité ne peut pas vraiment être saine, durable ni profitable pour toute l'étendue véritable de la destinée humaine, à moins que n'apparaisse quelque chose de plus profond, de plus intérieur et de plus réel. Autrement, l'expérience du monde antique se répétera à une plus grande échelle et en d'autres circonstances. L'entreprise s'effondrera, cédant la place à un nouvel âge de reconstruction dans la confusion et l'anarchie. Peut-être cette expérience aussi est-elle nécessaire à l'être humain ; pourtant, il devrait nous être possible maintenant de l'éviter si nous subordonnons les agents mécaniques à notre développement vrai en cultivant une humanité moralisée et même spiritualisée qui sera unifiée non seulement dans sa vie extérieure et dans son corps, mais dans son âme intérieure.

*Nation et empire :
unités réelles et unités politiques*

Le problème de l'unification de l'humanité se ramène à deux difficultés distinctes. D'une part, il est douteux que les égoïsmes collectifs déjà créés au cours de l'évolution naturelle de l'humanité puissent à l'heure actuelle être suffisamment atténués ou abolis et qu'une unité même extérieure puisse fermement s'établir sous une forme effective. D'autre part, même si pareille unité extérieure pouvait s'établir, il est également douteux qu'elle puisse se faire sans être payée du double écrasement de la liberté de vie de l'individu et de la liberté de jeu des diverses unités collectives déjà créées où existe une vie réelle et active, et sans substituer à celles-ci une organisation d'État qui mécaniserait l'existence humaine. Outre ces deux incertitudes, il en est une troisième. Une unité vraiment vivante peut-elle s'accomplir par une simple unification économique, politique et administrative? Ne devrait-elle pas être précédée, au moins, d'un solide commencement d'unité morale et spirituelle? Pour suivre l'ordre logique, c'est la première question qu'il faut traiter d'abord.

Au stade actuel du progrès humain, la nation représente la principale unité collective vivante de l'humanité. Des empires existent, mais ce sont encore des unités politiques et non des unités réelles; leur vie ne vient pas du dedans et ils doivent leur persistance à une force imposée à leurs éléments constituants, ou à quelque commodité politique ressentie ou consentie par leurs éléments constituants et favorisée par le monde extérieur. Pendant longtemps, l'Autriche était l'exemple classique de ce genre d'empire; c'était une commodité politique favorisée

par le monde extérieur, consentie jusqu'à une époque récente par ses éléments constitutants, et soutenue par la force d'un élément central, germanique, qui s'incarnait en la dynastie des Habsbourg, et auquel s'est ajoutée depuis peu l'aide active de son partenaire magyar. Si la commodité politique d'un empire de ce genre disparaît, si les éléments constitutants lui retirent leur consentement et sont entraînés par une force centrifuge plus puissante, et si, en même temps, le monde extérieur ne favorise plus la combinaison, alors la force reste l'unique agent d'une unité artificielle. En fait, une nouvelle commodité politique avait surgi, à laquelle l'existence de l'Empire autrichien était utile ; même quand il souffrait déjà de cette tendance dissolvante, mais cette « commodité » était l'idée germanique, qui était très incommode pour le reste de l'Europe, et en la servant, l'Autriche s'est privée du consentement d'importants éléments constitutants qui se sont sentis attirés par d'autres combinaisons en dehors de la formule autrichienne. Dès lors, l'existence de l'Empire autrichien était en péril et ne reposait plus sur une nécessité intérieure mais, en premier lieu, sur la puissance de l'association austro-hongroise qui pouvait écraser les nations slaves de l'intérieur, et, en second lieu, sur la puissance et la domination persistante de l'Allemagne et de l'idée germanique en Europe ; autrement dit, sur la seule force. Il est vrai qu'en Autriche, la faiblesse d'une unité de forme impériale était singulièrement évidente et ses conditions particulièrement outrées, mais il n'en reste pas moins que ces conditions sont les mêmes pour tous les empires qui ne sont pas en même temps des unités nationales. Il n'y a pas si longtemps, la plupart des penseurs politiques sentaient fortement la possibilité d'une dissolution automatique de l'Empire britannique par un détachement spontané des colonies, en dépit des liens étroits de race, de langue et d'origine qui auraient dû les lier à la mère patrie. Et ceci, parce que la commodité

politique d'une unité impériale, bien qu'elle fût avantageuse pour les colonies, n'était pas suffisamment appréciée et qu'en outre, il n'existait pas de principe vivant d'unité nationale. Les Australiens et les Canadiens commençaient à se considérer comme de nouvelles nations séparées bien plus que comme des membres d'une nationalité britannique élargie. Sur ces deux points, les choses ont maintenant changé; une formule plus large a été découverte¹ et, pour le moment, l'Empire britannique est relativement plus fort.

Cependant, pourquoi, peut-on se demander, faire cette distinction entre une unité politique et une unité réelle quand le nom, le mode et la forme sont les mêmes? La distinction s'impose parce qu'elle est de la plus grande utilité pour une science politique vraie et profonde, et qu'elle entraîne des conséquences de la plus grande importance. Quand un empire comme l'Autriche, qui était un empire non national, est démembré, il périt pour de bon; il ne tend pas spontanément à recouvrer une unité extérieure, parce qu'il n'avait pas d'unité intérieure réelle: c'était seulement un agrégat politiquement fabriqué. Par contre, une unité nationale réelle, même si elle est brisée par les circonstances, gardera toujours tendance à recouvrer et à réaffirmer son unité. L'Empire grec a fini comme tous les empires, mais la nation grecque, après de nombreux siècles d'inexistence politique, possède à nouveau un corps qui lui est propre, parce qu'elle avait conservé son ego distinct, et donc qu'elle existait réellement sous la domination turque qui le recouvrait. Il en a été de même de toutes les races soumises au joug turc, car cette puissante suzeraineté, si dure à certains égards, n'a jamais essayé de détruire les caractères nationaux ni d'y substituer une nationalité ottomane. Ces nations ont ressuscité et se sont reconstituées, ou essayent de se reconstituer, dans la mesure où

1. La formation du Commonwealth. (*Note de l'éditeur*)

elles ont conservé leur vrai sens national. L'idée nationale serbe a cherché à regagner, et a regagné, tous les territoires serbes ou de prédominance serbe. La Grèce essaye de se reconstituer sur le continent et dans ses îles, ses colonies asiatiques, mais elle ne peut plus reconstituer maintenant l'ancienne Grèce puisque même la Thrace est bulgare plutôt qu'hellénique. L'Italie est redevenue une unité extérieure après tant de siècles parce qu'elle n'avait jamais cessé d'être un seul peuple, même quand elle n'était plus un État.

Cette vérité de l'unité réelle est si forte que même les nations qui, dans le passé, n'avaient jamais réalisé leur unification extérieure — des nations auxquelles le Destin, les circonstances et leur propre tempérament étaient contraires, des nations pleines de forces centrifuges et aisément subjuguées par des invasions étrangères — ont toujours nourri en même temps une force centripète qui, inévitablement, les poussait à une unité organisée. La Grèce ancienne s'accrochait à ses tendances séparatistes, à ses cités et ses États régionaux indépendants, ses petites autonomies en détestation mutuelle ; mais la force centripète restait toujours là, se manifestant par des ligues, des associations d'États, des suzerainetés comme celles de Sparte et d'Athènes. Finalement, elle s'est retrouvée elle-même, d'abord imparfaitement et temporairement sous la domination macédonienne, puis en des circonstances assez étranges par la transformation du monde romain oriental en un Empire grec et byzantin, puis encore une fois elle s'est remise à vivre dans la Grèce moderne. De nos jours, nous avons vu l'Allemagne, constamment désunie depuis les temps anciens, retrouver finalement et pousser à de sinistres conclusions son sens inné de l'unité, qui s'est formidablement incarné dans l'Empire des Hohenzollern et a persisté jusqu'après la chute de celui-ci en une République fédérale. Il ne serait pas surprenant, non plus, pour ceux qui étudient l'action des forces sans s'arrêter au seul cours des circonstances extérieures, que

l'un des résultats encore lointains de la guerre¹ soit le fusionnement du seul élément germanique encore laissé en dehors, l'élément austro-allemand, au sein du bloc germanique, bien que, peut-être, sous une forme qui ne sera pas nécessairement celle de l'hégémonie prussienne ni de l'Empire des Hohenzollern². Ces deux exemples historiques, comme tant d'autres (l'unification de l'Angleterre saxonne, celle de la France médiévale, la formation des États-Unis d'Amérique), montrent qu'il existait une unité réelle, une entité psychologique distincte, qui tendait inévitablement à une unification extérieure, d'abord d'une façon ignorante sous la pression subconsciente de son être, puis par un éveil soudain, ou graduel, du sens de l'unité politique. C'est l'âme distincte du groupe qui est poussée par une nécessité intérieure et se sert des circonstances extérieures pour se constituer en un corps organisé.

Mais l'exemple le plus frappant de l'histoire est l'évolution de l'Inde. Nulle part ailleurs les forces centrifuges n'ont été si fortes, nombreuses, complexes, obstinées. Le temps qu'a pris l'évolution a été simplement prodigieux et les désastreuses vicissitudes à travers lesquelles elle a dû s'édifier, furent effroyables. Et cependant, à travers tout, l'inévitable tendance a agi constamment, opiniâtrement, avec cette obstination pesante, obscure, indomptable, acharnée, qui est celle de la Nature quand ses desseins instinctifs sont contrecarrés par l'homme; et finalement, après une lutte qui a duré des millénaires, elle a triomphé. Et comme il arrive d'habitude quand la Nature est ainsi contrariée par son propre matériau mental et humain, ce sont les circonstances les plus adverses que l'ouvrière subconsciente transforme en ses instruments les plus heureux. Les débuts de la tendance centripète

1. De 1914.

2. Cette possibilité s'est réalisée pendant un temps [*avec Hitler*], mais par des moyens et en des circonstances qui ont rendu inévitables le réveil du sentiment national autrichien et de son existence nationale distincte. (*Note de Sri Aurobindo*)

en Inde remontent aux temps les plus anciens rapportés par la chronique et sont typiquement représentés par l'idéal du *samrât* ou du *chakravartî rājâ* et par l'utilisation militaire et politique des sacrifices *ashvamedha* et *râjasûya*¹. Les deux grandes épopées nationales² pourraient presque avoir été écrites pour illustrer ce thème, car l'une raconte l'établissement d'un *dharmarājya* unificateur, ou règne impérial de justice, et l'autre commence par la description idéalisée d'un empire de ce genre qui aurait existé autrefois dans l'ancien passé sacré du pays. L'histoire politique de l'Inde est faite d'une succession d'empires indigènes et étrangers, chacun détruit par des forces centrifuges, mais chacun amenant la tendance centripète plus près de son émergence triomphante. Et il est significatif que plus la domination était étrangère, plus grande était la force d'unification du peuple asservi. C'est là, toujours, un signe certain que l'entité nationale essentielle est déjà vivante et qu'une vitalité nationale indissoluble existe, rendant inévitable l'émergence de la nation organisée. Dans le cas particulier de l'Inde, nous constatons qu'il a fallu plus de deux mille ans pour convertir cette unité psychologique, base de la nationalité, en une unité extérieure organisée capable de l'incarner parfaitement, et elle n'est pas encore complète³. Et cependant, l'essentiel étant là, ni les retards et les difficultés les plus formidables, ni

1. Il semble qu'il y ait eu un culte du « monarque universel » (*chakravartî rājâ*) dans l'Inde ancienne. Le symbole de la roue (*chakra*), dont tous les rayons sont joints au centre, se retrouve dans les Védas : « La roue du Soleil de Vérité » (*ekam chakram*) qui s'étendait sur toute la terre, avec, au centre, un monarque solaire. L'ancien sacrifice *ashvamedha* fut politiquement et militairement utilisé par de puissants rois de l'Inde ancienne. Il consistait à lâcher pendant un an un cheval dûment consacré, et toutes les terres parcourues par ce cheval tombaient sous l'autorité du roi, à moins qu'un autre roi plus puissant ne pût s'opposer à cette expansion. Ainsi, peu à peu, le royaume s'étendait dans toutes les directions et le roi était consacré empereur (*samrât*) par le sacrifice du *râjasûya*. (Note de l'éditeur)

2. Le Râmâyana et le Mahâbhârata. (Note de l'éditeur)

3. Mais il faut se souvenir que la France, l'Allemagne et l'Italie moderne ont pris chacune un ou deux milliers d'années, et plus, pour se former et établir une unité solide. (Note de Sri Aurobindo)

la plus opiniâtre incapacité d'union dans le peuple, ni les chocs les plus désintégrateurs venus du dehors, ne peuvent prévaloir contre l'obstination de la nécessité subconsciente. Ceci n'est que l'illustration extrême d'une loi générale.

Il est utile de s'étendre un peu sur l'aide apportée au processus de formation nationale par la domination étrangère, et de voir comment elle opère. L'histoire abonde en illustrations. Mais il est des cas où le phénomène de domination étrangère est momentané et imparfait ; d'autres où il est très durable et complet ; d'autres enfin où il se répète sous des formes souvent variées. Dans quelques cas, l'élément étranger est rejeté une fois passée son utilité ; en d'autres, il est absorbé ; en d'autres encore, il est accepté comme une caste dirigeante après une assimilation plus ou moins complète et pendant une longue ou brève période. Le principe reste le même, mais il est diversement appliqué par la Nature suivant les besoins du cas particulier. Aucune des nations modernes en Europe n'a pu échapper à une phase plus ou moins prolongée, plus ou moins complète, de domination étrangère afin de réaliser sa nationalité. En Russie et en Angleterre, la race conquérante étrangère est rapidement devenue la caste dirigeante, finalement assimilée et absorbée ; en Espagne, ce fut la succession des Romains, des Goths et des Maures ; en Italie, la souveraineté des Autrichiens ; dans les Balkans¹, la longue suzeraineté des Turcs ; en Allemagne, le joug passager de Napoléon. Mais dans tous les cas, l'essentiel était le choc ou la pression qui éveillait la vague entité psychologique à la nécessité de s'organiser du dedans, ou qui écrasait et décourageait, ou privait de pouvoir, de vitalité et de réalité, les facteurs de désunion les plus obstinés. Dans certains cas même,

1. Ici, ce n'était pas un peuple unique qu'il fallait unifier, mais plusieurs peuples séparés, dont chacun devait recouvrer son indépendance séparée ou, dans certains cas, former une coalition de peuples apparentés. (*Note de Sri Aurobindo*)

un changement complet de nom, de culture et de civilisation a été nécessaire ainsi qu'une modification plus ou moins profonde de la race. C'est ce qui s'est produit notamment pour la formation de la nationalité française. L'ancien peuple gaulois, en dépit, et peut-être à cause, de sa civilisation druidique et de sa grandeur première, fut incapable de s'organiser en une unité politique solide ; plus incapable même que la Grèce antique ou que les vieux royaumes et républiques de l'Inde. Il a fallu l'autorité romaine et la culture latine, la surimposition d'une caste dirigeante teutonique, et finalement le choc de la conquête anglaise temporaire et partielle, pour fonder l'unité sans pareille de la France moderne. Pourtant, bien que le nom, la civilisation et tout le reste semblent avoir changé, la nation française d'aujourd'hui est encore et reste toujours la vieille nation gauloise semée d'anciens éléments basques, gaéliques, armoricains et autres, qui ont été modifiés par le mélange des Francs et des Latins.

Ainsi, la nation est une entité psychologique persistante que la Nature s'est activement occupée à développer à travers le monde sous les formes les plus variées et qu'elle a éduquée à devenir une unité physique et politique. L'unité politique n'est pas le facteur essentiel ; elle peut ne pas exister encore, et pourtant la nation persiste et s'achemine inévitablement vers sa réalisation ; elle peut être détruite, et pourtant la nation persévère, peine et souffre, mais refuse d'être annihilée. Dans le passé, la nation n'était pas toujours une entité réelle et vivante ; les groupements vivants étaient la tribu, le clan, la commune, les provinces. Les entités qui, en voulant réaliser l'évolution nationale, ont détruit les anciens groupements vivants sans que la nation elle-même demeure une entité vivante, ont disparu dès que l'unité artificielle ou politique a été brisée. Mais à l'heure actuelle, la nation apparaît comme la seule entité collective vivante de l'humanité, en laquelle toutes les autres doivent se fondre ou se subordonner.

Même les vieilles entités persistantes, raciales ou culturelles, sont impuissantes devant elle. Les Catalans en Espagne, les Bretons, les Provençaux et les Alsaciens en France, les Gallois en Angleterre, peuvent chérir les signes de leur existence séparée, mais l'attraction de l'unité vivante plus grande qu'est la nation (espagnole, française ou britannique) est trop puissante pour être entamée par ces persistances. Dans les temps modernes, la nation est pratiquement indestructible, à moins qu'elle ne meure du dedans. La Pologne, mise en pièces et écrasée sous la botte de trois puissants empires, a cessé d'exister ; la nation polonaise a survécu et une fois de plus s'est reconstituée. L'Alsace, après quarante ans de joug allemand, est restée fidèle à sa nationalité française en dépit de ses affinités de race et de langage avec le conquérant. Tous les efforts modernes pour détruire par la force ou morceler une nation, sont insensés et futiles, parce qu'ils refusent de reconnaître la loi de l'évolution naturelle. Les empires sont encore des entités politiques périssables ; la nation est immortelle. Et elle le restera jusqu'à ce qu'une entité vivante plus grande soit découverte où l'idée de nation pourra se fondre en vertu d'une attraction supérieure.

Dès lors, on peut se demander si l'empire n'est pas justement cette entité prédestinée en voie d'évolution. Le simple fait qu'à l'heure actuelle l'unité vitale ne soit pas l'empire mais la nation, ne peut être un obstacle à quelque renversement futur des relations. Évidemment, pour qu'elles puissent être renversées, l'empire doit cesser d'être une simple entité politique et devenir une entité psychologique. Mais dans l'évolution des nations, il est des exemples où l'unité politique a précédé l'unité psychologique, et est devenue la base de l'unité psychologique, comme pour l'union de l'Écosse, de l'Angleterre et du pays de Galles, qui formèrent la nation britannique. Il n'existe pas de raison insurmontable qu'une évolution similaire ne puisse pas se produire à une échelle plus grande et qu'une unité impériale

ne vienne se substituer à l'unité nationale. La Nature travaille depuis longtemps à l'enfancement du groupement impérial ; elle a longtemps cherché de tous côtés à lui donner une force de permanence plus grande, et il ne serait pas irrationnel de penser que l'émergence sur toute la terre d'un idéal impérial conscient et ses efforts encore grossiers, violents et maladroits pour se substituer à l'idéal national, soient le signe précurseur d'un de ces bonds, d'une de ces transitions rapides par lesquelles si souvent la Nature accomplit ce qu'elle avait longuement préparé d'une façon graduelle et empirique. Telle est donc la possibilité qu'il nous faut maintenant examiner avant d'étudier le phénomène établi de la nationalité par rapport à l'idéal de l'unité humaine. Deux conceptions différentes, et par conséquent deux possibilités différentes, ont été brusquement précipitées en mouvement par le conflit européen : d'une part, une fédération de nations libres ; de l'autre, le partage de la terre entre un petit nombre de grands empires ou d'hégémonies impériales. Une combinaison pratique de ces deux idées est devenue la possibilité la plus tangible du proche avenir. Il est nécessaire de s'arrêter un moment et de considérer si, l'un des éléments de la combinaison possible étant déjà une unité vivante, l'autre ne pourrait pas, dans certaines conditions, être aussi converti en une unité vivante afin que la combinaison, si elle se réalise, devienne le fondement d'un ordre nouveau et durable. Sinon, ce ne serait encore qu'un expédient provisoire sans aucune possibilité de permanence stable.

Méthodes d'empire anciennes et modernes

Il faut faire une claire distinction entre deux agrégats politiques auxquels, dans le langage courant, on donne également le nom d'empire. Il existe, en effet, un empire national, homogène, et un empire composite, hétérogène. En un sens, tous les empires sont composites, du moins si nous remontons à leur origine ; mais pratiquement, il y a une différence entre un agrégat impérial dont les éléments constituants ne sont pas divisés par un sens aigu de leur existence séparée au sein de l'ensemble, et un agrégat impérial où la base psychologique de division est encore pleine de vigueur. Avant l'absorption de Formose et de la Corée, le Japon était un bloc national, et un empire seulement au sens honorifique du terme ; après cette absorption, il est devenu un empire réel et composite. L'Allemagne aussi aurait pu être un empire purement national si elle ne s'était pas encombrée de trois acquisitions mineures — l'Alsace, la Pologne et le Schleswig-Holstein — qui ne lui étaient pas attachées par un sens national germanique mais par la seule force militaire. Supposons que cet agrégat teutonique ait perdu ses éléments étrangers et qu'à leur place, il ait acquis tout au plus les provinces teutoniques de l'Autriche, nous aurions alors l'exemple d'un agrégat homogène, et pourtant un empire au sens honorifique du terme, car ce serait un composé de nations teutoniques homogènes ou, pour employer un terme commode, de sous-nations qui n'entretiendraient aucun sentiment séparatiste naturel et qui, poussées à une unité naturelle, formeraient aisément et inévitablement une unité psychologique au lieu d'une unité purement politique.

Mais il est maintenant difficile de trouver cette forme homogène à l'état pur. Les États-Unis sont l'exemple d'un tel agrégat, bien

que le fait accidentel qu'ils soient gouvernés par un président élu périodiquement et non par un monarque héréditaire, nous retienne d'associer ce type à l'idée d'empire. Pourtant, si un agrégat impérial doit passer de l'état d'unité politique à l'état d'unité psychologique, il semblerait qu'il faille reproduire plus ou moins, *mutatis mutandis*, le système des États-Unis; c'est-à-dire un système dont chaque élément pourrait garder une indépendance locale suffisante, tel un État, et un pouvoir d'action législative et exécutive distinct, tout en faisant inséparablement partie du grand agrégat. La transition pourrait se faire plus facilement si les éléments étaient à peu près homogènes, comme ce serait le cas pour une fédération de la Grande-Bretagne et de ses colonies.

Récemment, la pensée politique a montré quelque penchant pour les grands agrégats homogènes, tel le rêve d'un empire pangermanique, celui d'un grand empire russe et panslave, l'idée panislamique d'un monde musulman uni¹. Mais ces tendances s'accompagnent généralement d'une domination des éléments hétérogènes par l'agrégat homogène suivant le vieux principe de coercition militaire et politique: ainsi, la rétention du pouvoir russe sur les nations asiatiques², la mainmise de l'Allemagne sur des pays et des provinces entièrement ou partiellement non germaniques, le contrôle du Califat sur des sujets non musulmans³. Même si ces anomalies n'existaient pas, l'arrangement actuel du

1. Ces trois rêves ont été brisés par des révolutions ou des guerres. Mais le dernier pourrait revivre encore à une date ultérieure si l'idée de nation s'atténuait. Si le communisme détruisait l'idée nationale, le second de ces rêves serait encore possible. (Note de Sri Aurobindo)

2. Ceci s'est trouvé modifié du fait du remplacement de l'Empire russe par une Union Soviétique qui prétend unir volontairement les peuples asiatiques à la Russie; mais il n'est pas tout à fait sûr que ce soit là une réalité permanente et non un simple phénomène apparent, temporaire. (Note de Sri Aurobindo)

3. Ces deux derniers empires ont maintenant disparu et il semble qu'ils n'aient aucune possibilité de résurgence. (Note de Sri Aurobindo)

monde se prêterait difficilement à un remaniement d'empire sur une base raciale ou culturelle. Les vastes agrégats de ce genre trouveraient toujours, parmi leur dominion, des enclaves habitées par des éléments de nature totalement hétérogène ou mélangés. Par conséquent, outre la résistance des nations apparentées qui refuseraient de renoncer à leur nationalité chérie pour se fondre dans cette sorte de combinaison, on se heurterait encore à l'incompatibilité des éléments mixtes ou hétérogènes qui se regimberaient devant l'idée et la culture qui veulent les absorber. Ainsi, un empire panslave rendrait nécessaire le contrôle de la péninsule des Balkans par la Russie en tant que premier État slave ; mais pareille combinaison devrait faire face, non seulement à l'indépendance de la nation serbe et au slavisme imparfait des Bulgares, mais aussi aux éléments roumains, grecs et albanais qui restent tout à fait incompatibles. Il ne paraît donc pas que cette tendance à de vastes agrégats homogènes puisse jamais être la solution finale, quoique, pour un temps, elle ait joué un rôle dans l'histoire du monde et ne soit ni épuisée ni définitivement mise en échec ; car, même si elle triomphait, elle rencontrerait à un degré plus ou moins aigu des difficultés de type hétérogène. Le vrai problème de l'empire se ramène donc à la question de savoir comment transformer l'unité politique artificielle d'un empire hétérogène de par sa race, son langage et sa culture, en une unité psychologique réelle.

L'histoire nous donne un seul grand exemple précis d'un peuple qui a tenté de résoudre ce problème à une grande échelle et avec des antécédents tels qu'ils pourraient servir de guide aux vastes empires modernes hétérogènes auxquels le problème se pose maintenant, comme la Russie, l'Angleterre¹ et la France.

1. Cet empire a changé de forme et il est devenu une libre association, si bien que l'objection n'est plus valable ; ce n'est plus un empire du vieux monde, mais un libre Commonwealth avec, en outre, un certain nombre de peuples sujets progressant rapidement vers l'autonomie. (*Note de Sri Aurobindo*)

L'ancien empire chinois des cinq nations, admirablement organisé, n'est pas un exemple probant, car toutes ses parties constitutives étaient de race mongole et ne présentaient donc pas de difficultés culturelles insurmontables. Par contre, à part une ou deux complications très importantes, l'empire romain a dû essentiellement faire face aux mêmes problèmes que les empires modernes et, jusqu'à un certain point, il les a résolus avec un succès magistral. L'empire romain a duré plusieurs siècles, et pourtant, bien que souvent menacé de morcellement, son principe interne d'unité et sa formidable attraction centripète ont triomphé de toutes les tendances disruptives. Son seul insuccès a été la division en deux empires, d'Orient et d'Occident, qui a hâté sa fin. Mais même quand vint la fin, ce ne fut pas l'effet d'une rupture interne mais du dépérissement de son centre de vie. Il a fallu que la vie centrale s'affaiblisse pour que la pression extérieure du monde barbare (auquel on attribue faussement sa ruine) puisse prévaloir contre sa magnifique solidarité.

Les Romains établissaient leur domination par la conquête et la colonisation militaires; mais une fois la conquête assurée, ils ne se contentaient pas de la consolider par une unité politique artificielle, ni ne se fiaient exclusivement à la commodité politique d'un bon gouvernement efficace et bien organisé, bienfaisant économiquement et administrativement, qui commençait par rendre la conquête acceptable aux peuples conquis. Leur instinct politique était trop sûr pour se satisfaire aussi facilement; et il est certain que s'ils s'en étaient tenus là, l'empire se serait démembré beaucoup plus tôt. Les peuples sous leur domination auraient conservé le sens de leur nationalité distincte et, une fois accoutumés à l'efficacité et à l'organisation administrative romaine, ils auraient inévitablement cherché à jouir séparément de ces avantages comme des nations organisées indépendantes. C'est ce sens de la nationalité distincte que l'autorité romaine a réussi à effacer partout où elle établissait son influence dominatrice. Et

ce n'est pas par l'expédient stupide de la force brutale qu'elle y a réussi, à la manière teutonique, mais par une pression pacifique. D'abord, Rome a composé avec la seule culture rivale qui fût supérieure à la sienne à certains égards, et elle l'a acceptée, non seulement comme une partie de sa propre existence culturelle, mais même comme la partie la plus précieuse de son existence : elle a créé une civilisation gréco-romaine, permis à la langue grecque de se répandre en Orient et d'y consolider sa civilisation, s'est introduite partout ailleurs par l'intermédiaire de la langue et de l'éducation latines, et a réussi à venir pacifiquement à bout des cultures décadentes ou rudimentaires de la Gaule et des autres provinces conquises. Toutefois, comme ce procédé même n'aurait peut-être pas suffi à supprimer toute tendance séparatiste, elle a non seulement admis ses sujets latinisés aux plus hautes charges militaires et civiles, et même à la pourpre impériale (de sorte que moins d'un siècle après Auguste, un Gaulois italien, d'abord, puis un Espagnol ibérique, détinrent le titre et la puissance des César), mais elle s'est arrangée assez rapidement encore pour priver de vie et même abolir nominalement tous les échelons de privilèges civiques qu'elle avait établis au début, et conférer la pleine citoyenneté romaine à tous ses sujets, asiatiques, européens et africains, sans distinction.

Il en est résulté que tout l'empire est devenu psychologiquement (et pas seulement politiquement) une seule unité gréco-romaine. Ce n'était pas la seule force supérieure ni la reconnaissance de la paix romaine et de sa bonne administration, qui attachaient solidement les provinces au maintien de l'empire, mais aussi tout leur désir, leur fierté, leurs associations, leurs affinités culturelles. Chaque fois qu'un gouverneur de province ou un chef militaire a voulu fonder dans son propre intérêt un empire provincial, il a échoué, parce que son succès dépendait du peuple et qu'il n'y trouvait aucune base, aucun point d'appui, aucun sentiment national ou conviction qu'un changement puisse apporter un

avantage matériel ou autre. Dans cette mesure, les Romains ont réussi ; s'ils ont échoué, c'est en raison du vice essentiel de leur méthode. En étouffant, si pacifiquement que ce fût, les cultures vivantes ou l'individualité naissante des peuples qu'ils gouvernaient, ils avaient privé ces peuples des sources de leur vitalité, des racines de leur force. Sans doute, ils avaient éliminé toutes les causes positives de scission et établi une force d'opposition passive à tout changement disruptif ; mais l'empire ne vivait qu'en son centre, et lorsque ce centre a commencé de s'épuiser, le reste du corps n'avait plus de vie positive et abondante pour pouvoir régénérer l'empire. À la fin, Rome ne pouvait même plus compter sur l'appoint d'individus vigoureux venus des peuples dont elle avait exprimé la vie sous le poids d'une civilisation d'emprunt ; elle a dû faire appel aux barbares des frontières. Quand elle est tombée en miettes, ce furent les barbares, et non les vieux peuples ressuscités, qui sont devenus ses héritiers. Car leur barbarie était au moins une force vivante, un principe de vie, tandis que la civilisation gréco-romaine était devenue un principe de mort. Toutes les forces vivantes dont le contact aurait pu modifier ou renouveler sa propre force, étaient détruites. Finalement, sa forme même a dû être brisée, et son principe semé de nouveau dans le sol vierge de la culture vivante et vigoureuse de l'Europe médiévale. Ce que les Romains n'avaient pas eu la sagesse de faire dans leur empire organisé (car même l'instinct politique le plus profond et le plus sûr n'est pas la sagesse), a dû être fait par la Nature elle-même à travers l'unité vague, mais vivante, de la chrétienté du Moyen Âge.

Depuis lors, l'exemple de Rome a hanté l'imagination politique de l'Europe. On le retrouve, non seulement derrière le Saint-Empire de Charlemagne, derrière la tentative gigantesque de Napoléon et le rêve germanique d'un empire mondial gouverné par l'efficacité teutonique et la culture teutonique, mais toutes les nations impériales, y compris la France et l'Angleterre, ont

jusqu'à un certain point marché sur ses traces. Mais — et cela est assez frappant — chaque fois qu'un peuple a tenté de renouveler le succès romain, il a échoué. Les nations modernes n'ont pas été capables de suivre Rome jusqu'au bout du chemin qu'elle avait tracé, ou si elles ont essayé, elles se sont heurtées à des conditions différentes et se sont effondrées, ou elles ont dû faire halte. Tout se passe comme si la Nature avait dit : « Cette expérience a été une fois poursuivie jusqu'à sa conséquence logique, et une fois suffit. J'ai établi de nouvelles conditions, trouvez-vous de nouveaux moyens, ou du moins corrigez les anciens et complétez-les s'ils sont insuffisants ou mal dirigés. »

Les nations européennes ont étendu leurs empires selon la vieille méthode romaine de conquête et de colonisation militaires, abandonnant en grande partie le principe pré-romain de simple suzeraineté ou d'hégémonie tel qu'il était pratiqué par les rois assyriens et égyptiens, par les États indiens, les Cités grecques. Mais parfois aussi, le principe de suzeraineté fut utilisé sous forme de protectorat, pour préparer une occupation par des moyens plus normaux. Les colonies n'ont pas été du type romain pur, mais d'un type mixte, carthaginois et romain, civil et militaire, et les colons, comme chez les Romains, jouissaient de droits civiques supérieurs à ceux de la population indigène, mais en même temps, et beaucoup plus que chez les Romains, les colonies étaient faites pour l'exploitation commerciale. C'est l'établissement anglais en Ulster qui se rapproche le plus du type romain, et le vieux principe romain d'expropriation a été systématiquement mis en œuvre par les Allemands en Pologne. Mais ce sont là des exceptions et non la règle.

Une fois le territoire occupé et la conquête assurée, les nations modernes se sont heurtées à une difficulté qu'elles n'ont pas pu surmonter comme les Romains l'avaient fait : la difficulté de déraciner la culture indigène et, avec elle, le sentiment de séparatisme indigène. Tous ces empires ont commencé par avoir

l'idée d'imposer leur culture avec leur drapeau, d'abord par simple intérêt de conquérant et comme un complément nécessaire au fait de la domination politique, pour donner plus de sécurité à sa permanence, mais ensuite, quelque peu pharisaïquement, avec l'intention consciente de conférer aux races « inférieures » le bénéfice de la civilisation. On ne peut pas dire que cette tentative ait nulle part été très heureuse. C'est ce que l'on a tenté en Irlande avec une impitoyable perfection, mais, bien que la langue irlandaise eût été proscrite, sauf dans les landes du Connaught, et que tous les signes distinctifs de la vieille culture irlandaise eussent disparu, la nationalité persécutée s'est accrochée à tous les moyens de distinction possibles, si petits fussent-ils : sa religion catholique, sa race et son caractère national celtes — même en s'anglicisant, elle a refusé de devenir anglaise. Le retrait ou le simple relâchement de la pression étrangère, a amené un violent retour en arrière et un essai pour ressusciter la langue gaélique, reconstituer le vieil esprit et la culture celtiques. Les Allemands n'ont pas réussi à prussianiser la Pologne, ni même les Alsaciens, bien que ces derniers leur soient apparentés et parlent la même langue. Les Finnois sont restés irréductiblement finlandais en Russie. La bénigne méthode autrichienne a laissé les Polonais d'Autriche aussi polonais que leurs frères opprimés de la Posnanie allemande. Par suite, les esprits ont commencé à sentir de plus en plus la futilité de cette tentative et la nécessité de laisser libre l'âme de la nation sujette, en bornant l'action de l'État souverain à la mise en vigueur de nouvelles conditions administratives et économiques, avec quelques changements sociaux et culturels dans la mesure où ils pouvaient être acceptés librement et s'instaurer par l'éducation et la force des circonstances.

À la vérité, les Allemands, qui étaient nouveaux et inexpérimentés dans les méthodes impériales, se sont accrochés à la vieille idée romaine d'assimilation et ils ont tenté de l'appliquer par des moyens à la fois romains et non romains. Ils ont même eu tendance

à remonter plus loin que les César de jadis, jusqu'aux méthodes d'expulsion et de massacre pratiquées par les Juifs en terre de Chanaan et les Saxons dans l'Est de la Grande-Bretagne. Mais comme, après tout, ils étaient modernisés et avaient un certain sens des avantages et des nécessités économiques, ils n'ont pas pu pratiquer à fond cette politique, du moins en temps de paix. Pourtant, ils ont insisté sur la vieille méthode romaine, ils ont cherché à substituer à la langue et à la culture indigènes, celles de l'Allemagne et, quand une pression pacifique n'y suffisait pas, ils ont essayé par la force. Pareille tentative est vouée à l'échec ; au lieu d'amener l'unité psychologique qui est son but, elle réussit seulement à accentuer l'esprit national et à implanter une haine enracinée et invincible, dangereuse pour l'empire, qui peut même le détruire si les éléments contraires ne sont pas trop rares ni trop faibles. Or, s'il est impossible d'oblitérer en Europe des cultures hétérogènes dont les différences n'expriment que les variantes d'un type commun et où les éléments à dompter sont petits et faibles, il n'en est évidemment pas question pour les empires qui doivent faire face aux grandes masses asiatiques et africaines enracinées depuis des siècles dans une culture nationale ancienne et bien formée. Si une unité psychologique doit être créée, elle le sera par d'autres moyens.

Le choc des différentes cultures ne s'est pas atténué mais plutôt accentué dans les conditions du monde moderne. Pourtant, la nature du choc, les fins auxquelles il tend, les moyens d'atteindre le plus sûrement ces fins, ont profondément changé. La terre est maintenant en passe d'enfanter une civilisation unique, vaste, flexible, commune à l'espèce humaine tout entière, où chaque culture moderne et ancienne fournira sa contribution, où chaque agrégat humain clairement défini apportera un élément de variation nécessaire. Dans la poursuite de ce but, il y aura nécessairement une certaine lutte pour la vie. Sera le plus apte à survivre, tout ce qui servira le mieux les tendances voulues par

la Nature dans l'humanité, non seulement celles du moment, mais celles qui ressusciteront du passé et celles encore informes de l'avenir. Survivra également, tout ce qui pourra le plus efficacement aider les forces de libération et de synthèse, tout ce qui tendra le mieux à adapter et à ajuster, à révéler le sens caché des efforts de la Grande Mère. Mais dans cette lutte, la violence militaire et les pressions politiques n'aident pas au succès, bien au contraire. Bonne ou mauvaise, la culture allemande faisait de rapides conquêtes à travers le monde avant que les dirigeants de l'Allemagne fussent assez malavisés pour éveiller, par la violence armée, la force latente des idéaux opposés. Même maintenant, l'essentiel de cette culture — l'idée d'État et l'organisation étatique de la vie de la communauté, conceptions communes à l'impérialisme et au socialisme allemands — a beaucoup plus de chances de réussir par la défaite de l'impérialisme allemand dans la guerre que par sa victoire dans une lutte brutale.

Ce changement de mouvement et d'orientation des tendances mondiales suggère une loi d'échanges mutuels et d'adaptation ; elle annonce l'émergence d'une nouvelle naissance au point de rencontre de ces nombreux éléments disparates. Seuls, parmi ces agrégats impériaux, ont des chances de réussir et finalement de durer, ceux qui reconnaissent la loi nouvelle et y adaptent leur organisation. Il est vrai que les forces contraires peuvent remporter des victoires immédiates et faire violence à la loi ; mais l'histoire a montré à maintes reprises que pareil succès du présent se paye de tout l'avenir de la nation. Le développement des communications et l'élargissement des connaissances avaient déjà commencé à faire reconnaître la vérité nouvelle. On avait commencé à admettre la juste valeur des variations, et les vieilles prétentions arrogantes de telle ou telle culture à s'imposer et à écraser toutes les autres étaient en train de perdre de leur force et de leur morgue quand, soudain, la vieille croyance périmée a bondi, armée du glaive allemand, pour s'affirmer avant de mourir,

si elle le pouvait. Le seul résultat a été de donner une force accrue et une place honorable à la vérité qu'elle voulait nier. L'importance des petites nations — Belgique, Serbie — comme unités culturelles dans l'ensemble européen, a même été élevée à la hauteur d'un dogme, ou peu s'en faut. La reconnaissance de la valeur des cultures asiatiques, autrefois confinée aux penseurs, érudits et artistes, s'est maintenant répandue dans la mentalité populaire avec les camaraderies de champ de bataille. La théorie des races « inférieures » (l'infériorité ou la supériorité se mesurant d'après notre propre forme de culture) a reçu ce qui pourrait bien être le coup de grâce. La semence d'un nouvel ordre de choses s'est rapidement répandue dans la mentalité consciente de l'espèce.

Dans cette phase nouvelle, le choc des cultures se révèle plus clairement au point où l'Européen et l'Asiatique se rencontrent. La culture française en Afrique du Nord, la culture anglaise en Inde, cessent aussitôt d'être française ou anglaise et deviennent simplement la civilisation commune de l'Europe devant la civilisation asiatique. Il ne s'agit plus d'une domination impériale s'appliquant à consolider ses positions par voie d'assimilation, mais d'un dialogue entre continents. Le mobile politique sombre dans l'insignifiance, l'intérêt mondial prend sa place. Et dans cette confrontation, il n'est plus question d'une civilisation européenne sûre d'elle-même qui offre sa lumière et ses bienfaits à une Asie semi-barbare, laquelle accepte avec reconnaissance une transformation bénéfique. Même le malléable Japon, une fois passé le premier enthousiasme, a conservé tout ce qui était fondamental dans sa culture ; partout ailleurs, le flot européen s'est heurté à l'opposition d'une force et d'une voix intérieures qui criaient halte-là à son élan victorieux¹. En dépit de certaines

1. Il s'est produit une recrudescence du mouvement d'eupéanisation en Turquie et en Chine, renforcée par l'influence de la Russie bolchevique. Partout où il y a une

interrogations et de certains scrupules, l'Orient dans son ensemble consent (et s'il ne consent pas, s'y trouve forcé par les circonstances et par la tendance générale de l'humanité) à accepter les éléments réellement valables de la culture européenne moderne : sa science, sa curiosité, son idéal d'éducation et de relèvement universels, son abolition des privilèges, sa tendance démocratique élargissante et libéralisante, son instinct de liberté et d'égalité, son appel à la démolition des formes étroites et oppressives, son besoin d'air, d'espace, de lumière. Mais passé un certain point, l'Orient refuse d'aller plus loin, et ce point coïncide justement avec les données les plus profondes et les plus essentielles pour l'avenir de l'humanité : celles de l'âme et celles des profondeurs du mental et du caractère. Ici encore, tout suggère, non pas un remplacement ou une conquête, mais une compréhension et des échanges réciproques, une mutuelle adaptation, une formation nouvelle.

La vieille idée n'est pas tout à fait morte et ne mourra pas sans une dernière lutte. Il se trouve encore des gens pour rêver d'une Inde christianisée et qui pensent que la langue anglaise doit remplacer les langues indigènes, ou du moins les dominer définitivement, que la condition préalable à toute égalité de statut entre Européens et Asiatiques est l'adoption des formes et des manières sociales européennes. Mais ceux-là appartiennent en esprit à une génération passée, ils ne peuvent pas reconnaître les signes de l'heure annonçant une ère nouvelle. Le christianisme, par exemple, n'a réussi que là où il pouvait mettre en pratique ses quelques traits manifestement supérieurs : son empressement à se pencher pour relever les déçus et les opprimés (tandis que l'hindou, enfermé dans le monde des castes, se refusait à toucher ou à secourir) et sa grande promptitude à soulager dans

orthodoxie retardataire à surmonter, cette réaction se produira probablement, mais seulement comme une phase passagère. (*Note de Sri Aurobindo*)

le besoin ; en un mot, la compassion active et la bienfaisance qu'il a héritées de son père le bouddhisme. Là où il n'a pas pu utiliser ce levier, il a totalement échoué, et ce levier même, il peut facilement le perdre, car l'âme de l'Inde, réveillée par le nouveau choc, commence à retrouver ses tendances perdues. Les formes sociales du passé sont en train de changer partout où elles ne s'accordent plus aux conditions et aux idées politiques et économiques nouvelles, partout où elles sont incompatibles avec un grandissant besoin de liberté et d'égalité ; mais tous les signes indiquent que c'est essentiellement une nouvelle société asiatique, élargie et libéralisée, qui émergera de ce travail d'enfantement. Les signes sont partout les mêmes, partout les forces travaillent dans le même sens. Ni la France ni l'Angleterre n'ont le pouvoir de détruire et de remplacer la culture islamique en Afrique ou la culture indienne en Inde ; et d'ailleurs, rapidement ou lentement, elles en perdent le goût. Tout ce qu'elles peuvent faire, c'est de donner le meilleur d'elles-mêmes afin qu'il soit assimilé suivant les besoins et l'esprit intérieur des vieilles nations.

Il était nécessaire de s'étendre sur cette question, car elle est vitale pour l'avenir de l'impérialisme. Le remplacement de la culture locale par une culture impériale, et autant que possible de la langue locale par celle du conquérant, était essentiel à la vieille théorie impériale ; mais à partir du moment où ce n'est plus possible et où le désir même de cette substitution est répudié comme impraticable, le vieux modèle romain d'empire perd toute valeur pour la solution de notre problème. La leçon romaine laisse quelque chose de valable, en particulier les grands traits caractéristiques qui font l'essence de l'impérialisme et qui donnent un sens à l'empire ; mais un nouveau modèle est exigé. Ce nouveau modèle commence déjà à se façonner conformément aux besoins de l'époque ; c'est celui d'un empire fédéral, ou encore d'un empire confédéré. Le problème que nous devons examiner se ramène donc à cette question : est-il possible de créer un empire

fédéral solide et de vaste étendue qui soit composé de races ou de cultures hétérogènes? Et en admettant que l'avenir aille en ce sens, comment pareil empire, si artificiel en apparence, peut-il se souder pour devenir une unité naturelle et psychologique?

La création d'une nation hétérogène

Le problème de la fondation d'un empire fédéral ayant à combiner des éléments hétérogènes sur la seule base qui puisse être ferme et sûre — la création d'une unité psychologique vraie —, se ramène à deux questions différentes, celle de la forme et celle de la réalité que la forme a pour but de servir. La première est d'une grande importance pratique, mais seule la seconde est vitale. La forme extérieure de l'unité peut rendre possible, favoriser et même aider activement la création de la réalité correspondante, mais elle ne peut jamais la remplacer. Or, comme nous l'avons vu, la vraie réalité dans l'ordre de la Nature, est la réalité psychologique, car le simple fait physique d'une union politique et administrative peut n'être qu'une création temporaire et artificielle destinée à s'effondrer irrémédiablement sitôt que son utilité immédiate est passée ou que les conditions qui ont favorisé sa persistance, sont radicalement ou même sérieusement modifiées. La première question à considérer est donc la nature de la réalité que l'on entend créer sous la forme d'un empire fédéral, et plus spécialement si cette réalité doit être un simple élargissement du type nation, qui est le plus grand agrégat humain que la Nature ait jusqu'à présent façonné avec succès, ou, au contraire, un nouveau type d'agrégat, qui surpassera et tendra à supplanter la nation comme celle-ci a remplacé la tribu, le clan, la cité ou les États régionaux.

La première réaction naturelle du mental humain devant un tel problème, est de préférer l'idée qui flatte le plus ses notions familières et semble les perpétuer. Car, dans la masse, la mentalité humaine répugne à tout changement de conception radical. Elle accepte très facilement le changement si sa réalité

est voilée par la continuation de la vieille forme habituelle des choses, ou encore par quelque fiction rituelle, légale, intellectuelle ou sentimentale. C'est une fiction de ce genre que certains songent à créer pour jeter un pont entre l'idée de nation et l'idée d'empire comme unité politique. Ce qui unit le plus solidement les hommes, maintenant, c'est l'unité physique d'un pays commun qu'ils habitent et qu'ils défendent, c'est la vie économique commune issue de cette unité géographique et le sentiment de patrie qui grandit autour du fait physique et économique et qui crée une unité politique et administrative, ou en assure la permanence une fois qu'elle s'est créée. Élargissons donc, par quelque fiction, ce sentiment puissant, exigeons de chacun des constituants hétérogènes qu'il considère l'empire comme sa propre patrie, et non son pays natal, ou du moins, s'il s'accroche encore au vieux sentiment, qu'il apprenne à considérer d'abord et avant tout l'empire comme la grande patrie. Une variante de cette idée se retrouve dans la notion française de la mère-patrie française ; toutes les autres possessions de l'empire (qui dans la phraséologie anglaise seraient qualifiées de dépendances en dépit de l'importante part de droits politiques qui leur est concédée) doivent être considérées comme des colonies de la mère-patrie, rassemblées par l'idée qu'elles *sont* la France d'Outremer, et éduquées à centrer leurs sentiments nationaux sur la grandeur, la gloire et l'amabilité de leur mère commune, la France. Cette notion est naturelle au tempérament celto-latin, quoique étrangère au teuton, et elle est soutenue par la relative modération du préjugé de race et de couleur, et par la remarquable puissance d'attraction et d'assimilation que la France possède en partage avec toutes les nations celtiques.

Souvent miraculeux, le pouvoir de telles fictions ne doit pas être méconnu, fût-ce un instant. Ces fictions constituent la méthode la plus usuelle et la plus efficace de la Nature quand elle rencontre cette résistance obstinée à tout changement qu'elle

a elle-même implantée en son animal intelligent : l'homme. Cependant, il existe des conditions sans lesquelles la fiction ne peut pas tenir longtemps ni complètement. Tout d'abord, elle doit se fonder sur une ressemblance superficielle plausible. Ensuite, elle doit engendrer une réalité assez forte pour prendre sa place, ou éventuellement la justifier. Enfin, cette réalité doit se réaliser progressivement sans rester trop longtemps à l'état de nébuleuse informe. Il fut un temps où la nécessité de ces conditions était moins pressante, où la masse des hommes était plus imaginative, moins sophistiquée, plus facilement satisfaite d'un sentiment ou d'une apparence, mais à mesure que l'espèce avance, elle devient mentalement plus éveillée, plus consciente, plus critique et plus prompte à saisir la dissonance entre les faits et les prétentions. En outre, le penseur a pris une place mondiale et ses paroles sont écoutées comme elles ne l'ont jamais été dans l'histoire connue de l'humanité ; or, le penseur tend de plus en plus à devenir un inquisiteur, un critique, un ennemi de la fiction¹.

Cette fiction se fonde-t-elle donc sur quelque parallèle réalisable ? En d'autres termes, est-il vrai qu'une unité impériale véritable, si elle se réalise, sera simplement une unité nationale élargie ? Ou sinon, quelle réalité la fiction a-t-elle pour but de préparer ? On trouve dans l'histoire de nombreux exemples de nations composites, et, si nous admettons la validité du parallèle, c'est une nation composite de ce genre que l'empire fédéral a pour tâche de créer, mais à une plus grande échelle. Nous devons donc jeter un coup d'œil sur les exemples de nations composites les plus typiques qui aient réussi, afin de voir jusqu'où le parallèle s'applique et quelles sont les difficultés, s'il y en a,

1. Ces conditions mêmes peuvent très bien disparaître bientôt, car la liberté de pensée est partout menacée, et là où disparaît la liberté de pensée, le pouvoir du penseur disparaît. (*Note de Sri Aurobindo*)

qui indiqueraient la nécessité d'une évolution nouvelle plutôt que d'une variation du vieux succès. Avoir une idée juste des difficultés, nous aidera à trouver comment elles peuvent être surmontées.

La nation britannique, autrefois, et l'empire britannique à présent, nous donnent l'exemple le plus frappant d'une nation composite ou hétérogène qui s'est bâtie avec succès, puis d'un empire hétérogène en bonne voie de développement (avec quelques réserves pour le succès de ce dernier, car il est ouvert aux périls d'une masse de problèmes encore non résolus¹). Ont composé la nation britannique : l'Angleterre anglo-normande de langue anglaise ; le Pays de Galles cymrique parlant gallois, l'Écosse mi-saxonne et mi-gaélique parlant anglais et, très partiellement et imparfaitement, l'Irlande gaélique avec une colonie principalement anglo-écossaise qui la maintenait par force dans le corps uni sans jamais pouvoir imposer une union véritable. Jusqu'à une époque récente, l'Irlande était l'élément d'échec de cette formation, et c'est seulement maintenant, sous une forme et en des conditions différentes de celles des autres membres, qu'une certaine sorte d'unité, encore très précaire, est en train de s'établir ; bien qu'elle commence à peine à être réelle et qu'elle se soit faite avec l'empire et non avec la nation britannique². Quelles furent les circonstances qui ont déterminé ce succès général et cet échec partiel, et quelle lumière jettent-elles sur les possibilités du grand problème ?

En construisant ses agrégats humains, la Nature a généralement suivi la même loi que pour ses agrégats physiques. En

1. Il faut se souvenir que ceci fut écrit il y a quelques dizaines d'années et que les circonstances, et l'Empire lui-même, ont totalement changé. Le problème tel qu'il était alors, ne se pose plus. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Ceci fut écrit quand le *Home Rule* semblait être une solution possible ; l'échec est maintenant un fait établi et l'Irlande est devenue la République Indépendante d'Irlande. (*Note de Sri Aurobindo*)

premier lieu, elle fournit un corps naturel ; ensuite, une vie et un intérêt vital communs pour les constituants du corps ; enfin, une mentalité consciente ou un sens de l'unité et un centre ou organe directeur par lequel le sens de l'ego commun pourra s'accomplir et agir. Dans les processus ordinaires de la Nature, il faut quelque élément — un lien de descendance commune ou une association passée — qui permette au semblable d'adhérer au semblable et de se distinguer du dissemblable, mais il faut aussi un habitat commun, un pays disposé de telle façon que tous ceux qui habitent à l'intérieur de ses frontières naturelles, se trouvent dans une sorte de nécessité géographique de s'unir. Dans les temps anciens, quand les communautés étaient moins solidement enracinées au sol, la première de ces conditions était la plus importante. Dans les communautés modernes déjà fixées, la seconde l'emporte. Mais l'unité de la race, pure ou mélangée (car il n'est pas nécessaire qu'elle ait une origine unique), demeure un facteur d'importance, et de fortes dissemblances ou différences peuvent aisément créer de sérieuses difficultés et empêcher la nécessité géographique de s'imposer avec quelque permanence. Pour qu'elle puisse s'imposer, il faut que la deuxième condition de la Nature acquière une force considérable, c'est-à-dire la nécessité d'une unité économique ou habitude de subsister en commun, et la nécessité d'une unité politique ou habitude d'organisation vitale commune afin de pouvoir survivre, fonctionner et s'agrandir. Or, pour que cette deuxième condition puisse se réaliser avec toute sa force, il faut que rien ne vienne affaiblir ni détruire la création de la troisième condition et sa continuité. Rien ne doit être fait qui vienne accentuer la désunion des sentiments ou perpétuer la sensation de séparation du reste de l'organisme, sinon le centre ou l'organe directeur risquerait de ne plus être psychologiquement représentatif de l'ensemble, et donc de ne plus être le vrai centre de son sens de l'ego. Mais notons que le séparatisme n'est pas la même chose que

le particularisme qui, lui, peut fort bien coexister avec l'unité. Ce qui sépare, ce n'est pas le simple fait de la différence, c'est le sentiment de l'impossibilité d'une union vraie.

La nécessité géographique de l'union était évidemment présente dans la formation de la nation britannique ; la conquête du Pays de Galles et de l'Irlande et l'union avec l'Écosse furent des événements historiques qui exprimaient simplement l'application de cette nécessité ; mais l'unité de race et les vieilles associations faisaient complètement défaut et elles ont dû être créées avec plus ou moins de difficulté. Elles le furent avec un certain succès au Pays de Galles et en Écosse, après un délai plus ou moins long, mais pas du tout en Irlande. La nécessité géographique n'est qu'une force relative ; elle peut être annulée par un puissant sentiment de désunion si rien d'efficace n'est fait pour dissoudre l'impulsion désintégrant. Même quand l'union est politiquement réalisée, elle tend à être détruite s'il existe, à l'intérieur de l'unité géographique, une barrière physique notamment, ou une ligne de division assez solide pour servir de base à un conflit d'intérêts économiques, comme il en est entre la Belgique et la Hollande, la Suède et la Norvège, l'Irlande et la Grande-Bretagne. Dans le cas de l'Irlande, non seulement les dirigeants britanniques n'ont rien fait pour jeter un pont sur cette ligne de division économique ou pour la faire disparaître et neutraliser dans la mentalité irlandaise le sentiment d'une existence séparée dans un pays physiquement séparé, mais par un faux calcul des causes et des effets, ils ont au contraire accentué l'une et l'autre de la manière la plus forte.

Tout d'abord, la vie et la prospérité économiques de l'Irlande ont été délibérément écrasées dans l'intérêt du commerce et des affaires britanniques. Ceci fait, il ne servait plus à grand-chose d'opérer, par des moyens que l'on préfère ne pas approfondir, une « union » politique des deux îles sous l'égide d'un organisme législatif et exécutif commun, car ledit organisme n'était

aucunement un centre d'unité psychologique. Du moment où les intérêts les plus vitaux étaient non seulement différents mais en conflit, cette « union » ne pouvait représenter qu'une prolongation du contrôle et des intérêts du « partenaire principal », et une prolongation de la sujétion et de la frustration des intérêts du corps étranger lié à l'organisme supérieur par des chaînes législatives mais non uni par une fusion réelle. La famine qui a dépeuplé l'Irlande tandis que l'Angleterre profitait et prospérait, est un terrible témoignage de la Nature sur le sinistre caractère de cette « union », qui n'était pas une unité mais une opposition aiguë des intérêts les plus essentiels. Les mouvements séparatistes irlandais en faveur du Home Rule, étaient l'expression naturelle et inévitable de sa volonté de survivre ; c'était simplement l'instinct de conservation qui pressentait et revendiquait le seul moyen évident de conservation.

Dans la vie humaine, les intérêts économiques sont d'ordinaire ceux que l'on viole avec le moins d'impunité, car ils sont liés à la vie même ; et leur violation persistante, si elle ne détruit pas l'organisme opprimé, provoque nécessairement les plus amères révoltes et finit par l'une de ces inexorables représailles de la Nature. Mais en voulant se débarrasser par la violence des éléments du particularisme irlandais, la politique britannique a commis une faute également radicale quant à la troisième des conditions naturelles. Comme l'Irlande, le Pays de Galles avait été l'objet d'une conquête, mais jamais un processus si complet d'assimilation rigoureuse ne lui avait été appliqué ; après le premier malaise qui suit toute violence, après un ou deux essais de résistance avortés, le Pays de Galles fut abandonné à la pression pacifique des conditions naturelles, et la conservation de sa race ou de son langage n'ont pas fait obstacle à l'union graduelle des races cymrique et saxonne au sein d'une commune nationalité britannique. De même en Écosse, à part le problème mineur des clans des Highlands, la même non-interférence a

amené la fusion plus rapide encore des races écossaise et anglaise. Il existe maintenant dans l'île de Grande-Bretagne, une race britannique composite ayant un pays commun, liée ensemble par la communauté d'un sang mêlé, par une association passée qui s'est changée en unité, par la nécessité géographique, par des intérêts politiques et économiques communs, par l'accomplissement d'un ego commun. En Irlande, le procédé contraire et les efforts pour substituer un processus artificiel alors que le jeu des conditions naturelles aidées d'un peu de savoir-faire et de conciliation aurait suffi, puis l'application de méthodes vieilles à un ensemble de circonstances nouveau, ont eu un effet contraire. Quand l'erreur a été découverte, il fallait compter avec les effets du *karma*¹ passé, et l'union a dû s'effectuer suivant les méthodes réclamées par les intérêts et les sentiments particularistes irlandais (d'abord, par l'offre du Home Rule, puis par la création de l'État Libre) et non par une union législative complète.

Ces conséquences peuvent aller plus loin encore, et il peut finalement devenir nécessaire de remanier l'Empire britannique, et peut-être même toute la nation anglo-celtique suivant de nouvelles lignes, avec un principe fédératif à la base. Car le Pays de Galles et l'Écosse n'ont pas fusionné avec l'Angleterre aussi complètement que la Bretagne, l'Alsace, le Pays basque et la Provence se sont fondus dans l'indivisible unité de la France. Bien qu'aucun intérêt économique, aucune nécessité physique pressante n'appelle l'application du principe fédératif au Pays de Galles et à l'Écosse, il y reste tout de même un sentiment particulariste mineur mais suffisant pour sentir la répercussion de la solution irlandaise et éveiller ces deux pays à la commodité et à l'avantage qu'ils trouveraient aussi à la reconnaissance de leur séparation provinciale. Or, ce particularisme ne peut manquer de recevoir une force et un encouragement nouveaux si

1. Force résultant d'une action accomplie dans le passé. (Note de l'éditeur)

le principe fédératif venait à s'introduire pratiquement dans la réorganisation de l'empire colonial (qui peut devenir inévitable un jour) jusqu'à présent gouverné par la Grande-Bretagne sur la base d'un Home Rule sans fédérations¹. Les circonstances particulières, à la fois nationales et coloniales, qui ont présidé à la formation et à l'expansion des races habitant les Iles britanniques sont telles, en fait, qu'il semblerait presque que cet empire ait été constamment destiné et préparé par la marche de la Nature à être le grand champ d'expérience pour la création d'un type nouveau dans l'histoire des agrégats humains : l'empire fédéral hétérogène.

1. Le Home Rule est maintenant remplacé par le statut de Dominion, ce qui revient à une confédération de fait, bien que la forme n'y soit pas encore. (*Note de Sri Aurobindo*)

Le problème d'un empire fédéré hétérogène

Si l'édification d'une nation composite dans les Îles britanniques était d'avance acquise, car c'était une nécessité géographique et économique dont la réalisation complète n'était empêchée que par des erreurs de politique criantes et obstinées, on ne peut pas en dire autant du processus d'évolution — plus rapide, mais encore graduel et presque inconscient — par lequel l'empire colonial de la Grande-Bretagne est en train de devenir une unité réelle. Il n'y a pas si longtemps, on considérait que le détachement final des colonies et la formation de jeunes nations indépendantes, du moins pour l'Australie et le Canada, était le terme inéluctable de cet empire colonial, sa seule conclusion logique et à peine regrettable.

Cette façon de voir s'appuyait sur de bonnes raisons. La nécessité géographique de l'union faisait entièrement défaut ; au contraire, les distances créaient une séparation mentale tranchante. Chaque colonie avait un corps physique nettement séparé et, selon le cours de l'évolution humaine à cette époque, semblait prédestinée à devenir une nation distincte. Les intérêts économiques de la mère patrie et des colonies étaient disparates, isolés les uns des autres, souvent opposés comme l'ont montré les colonies en adoptant des tarifs protectionnistes contre la politique britannique de libre-échange. Le seul intérêt politique qu'elles trouvaient à l'Empire, était la sécurité de la flotte et de l'armée britanniques contre les invasions étrangères ; mais elles ne participaient nullement au gouvernement de l'Empire et ne prenaient aucun intérêt direct à l'élaboration de ses destinées. Psychologiquement, le seul lien était un fragile souvenir des origines, un tiède sentiment qui pouvait facilement s'évaporer,

combattu par une tendance séparatiste solide et par le penchant naturel des groupements humains fortement marqués à se créer eux-mêmes une vie et un type racial indépendants. L'origine de la race variait : en Australie, elle était britannique ; en Afrique du Sud, elle était surtout hollandaise ; au Canada, elle était mi-française, mi-anglaise. Mais dans ces trois pays, des modes de vie se sont créés, des tendances politiques, un nouveau type de caractère, de tempérament et de culture, si l'on peut dire, qui étaient aux antipodes de la vieille culture britannique et de son tempérament, son mode de vie et ses tendances sociales et politiques. De son côté, la mère patrie ne tirait aucun avantage tangible — politique, militaire ou économique — de ses rejets, mais le seul prestige que pouvait lui conférer le fait de posséder un empire. Des deux côtés, par conséquent, toutes les circonstances faisaient pressentir une séparation finale pacifique, qui ne devait laisser à l'Angleterre que la fierté d'avoir été la mère d'autant de nations nouvelles.

Du fait du rapetissement du monde amené par les sciences physiques, de la tendance à la formation de plus grands agrégats, de la transformation des conditions politiques mondiales et des profonds changements politiques, économiques et sociaux vers lesquels la Grande-Bretagne s'est acheminée, toutes les conditions sont maintenant modifiées et il est facile de voir que la fusion de l'empire colonial en un grand Commonwealth fédéré ou en quelque système qui puisse plausiblement porter ce nom, est pratiquement inévitable. La route est semée de difficultés, à commencer par des difficultés économiques car, nous l'avons vu, la séparation géographique entraîne une divergence, voire une opposition des intérêts économiques ; or, si un Zollverein impérial était assez naturel entre les États de l'empire germanique ou entre les membres d'une Confédération de l'Europe Centrale telle que la projetait l'un des groupes belligérants de la Grande Guerre, pareille création serait artificielle entre des

pays très espacés, et nécessiterait une vigilance constante et beaucoup de doigté. Et pourtant, l'unité politique tend naturellement à exiger une union économique concomitante, elle ne semble pas vraiment complète sans elle. En outre, des difficultés politiques ou autres, latentes, peuvent surgir et détruire la formation impériale si le processus d'unification pratique est mené trop précipitamment et sans sagesse. Mais aucune de ces difficultés n'est nécessairement insurmontable ; on ne peut même pas dire qu'elles soient une pierre d'achoppement réelle. La difficulté de race, qui fut un temps sérieuse et menaçante en Afrique du Sud, et qui n'est pas encore éliminée, n'est pas nécessairement plus formidable qu'au Canada, car dans ces deux pays existe un élément anglais qui, majoritaire ou minoritaire, peut, par union ou fusion amicale, rattacher l'élément étranger à l'Empire. Il n'existe pas non plus de puissante attraction extérieure, ni de conflit de cultures établies, ni de tempéraments incompatibles comme ceux qui ont rendu si difficile l'union réelle de l'empire autrichien.

La seule chose nécessaire est que l'Angleterre continue de traiter le problème avec un juste instinct et qu'elle ne recommence pas sa fatale bévue d'Amérique ni l'erreur commise en Afrique du Sud (dont elle est heureusement revenue). Elle doit toujours se rappeler que son destin éventuel n'est pas celui d'un pays dominateur qui contraint toutes les parties de son dominion à lui ressembler uniformément ou à rester en perpétuelle subordination, mais d'être le centre d'une grande confédération d'États et de nations qui, par sa puissance d'attraction, fusionneront en une nouvelle unité supranationale. Pour ce faire, la première condition est qu'elle respecte scrupuleusement la liberté interne de vie et de volonté des colonies, leurs tendances sociales, culturelles et économiques, tout en donnant à chacune une part égale à la sienne dans la gestion des grands problèmes communs de l'Empire. Le seul rôle auquel elle puisse prétendre dans l'avenir de ce

nouveau type d'agrégat, est celui de centre politique et culturel, de charnière ou de nœud de l'union. Si la pensée dirigeante de l'Angleterre s'oriente ainsi, seul un cataclysme imprévu pourrait empêcher la formation d'une unité impériale où le Home Rule sous une vague suzeraineté britannique, serait remplacé par une Fédération fondée sur le Home Rule¹.

Mais le problème devient beaucoup plus difficile quand il s'agit des deux autres grands constituants de l'Empire : l'Égypte et l'Inde ; si difficile que la première tentation de la pensée politique, appuyée par cent préjugés et intérêts momentanés, était naturellement de laisser de côté le problème et de créer un empire colonial fédéré où ces deux grands pays demeureraient à l'état de dépendances sujettes². Il est évident qu'une telle solution ne peut pas durer et qu'en s'obstinant à la maintenir, on va au devant des résultats les plus indésirables, sinon à un désastre final. La renaissance de l'Inde est aussi inévitable que, demain, le lever du soleil, et la renaissance d'une grande nation de trois cent millions d'hommes avec un tempérament aussi particulier, des traditions et des conceptions de vie si uniques, une intelligence si puissante et une si grande masse d'énergies potentielles, est évidemment l'un des plus formidables phénomènes du monde moderne. Il est évident que la nouvelle unité impériale fédérée ne peut pas se permettre de s'opposer d'une façon permanente à cette nation renaissante de trois cent millions d'âmes et que l'on ne peut pas laisser régner la politique à courte vue de

1. Ceci, à condition que l'empire continue d'être victorieux et prospère ; à condition aussi que la politique étrangère de la Grande-Bretagne ne rende pas les obligations de l'unité fédérée trop irritantes pour les petits membres. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. La question de l'Égypte a déjà été réglée depuis que ces lignes ont été écrites, et dans un sens opposé à l'union. L'Inde, qui était déjà sur la voie d'un statut libre, l'a maintenant obtenu, quoique ses deux parties séparées aient un moment figuré parmi les Dominions et que l'une d'elles (*le Pakistan*) adhèrera peut-être, pour quelque temps, à ce statut tandis que l'autre (*l'Inde*), tout en devenant une République indépendante, a adopté une nouvelle formule d'adhésion au Commonwealth. (*Note de Sri Aurobindo*)

fonctionnaires soumis à des intérêts immédiats et qui voudraient différer aussi longtemps que possible l'inévitable issue. Certes, tout cela a été reconnu en principe ; mais la difficulté viendra avec le règlement pratique du problème quand la question indienne ne pourra plus être renvoyée à une date indéterminée.

La nature des difficultés qui barrent le chemin à une union pratique entre des agrégats aussi différents, est assez évidente. Il y a d'abord l'isolement géographique qui a toujours fait de l'Inde un pays et un peuple à part même quand elle était incapable de réaliser son unité politique et qu'elle subissait tout le choc des invasions ou des influences culturelles des civilisations voisines. Il y a la masse même de sa population de trois cent millions d'âmes, dont la fusion sous une forme quelconque avec les autres nations de l'Empire, serait une tout autre affaire que la fusion des populations relativement peu nombreuses de l'Australie, du Canada et de l'Afrique du Sud. Il y a la ligne de démarcation saillante de la race, de la couleur et du tempérament entre l'Européen et l'Asiatique. Il y a le passé millénaire, la divergence absolue des origines, les souvenirs indélébiles, les tendances inhérentes, qui interdisent tout espoir d'effacer ou de minimiser la ligne de démarcation en faisant accepter à l'Inde une culture entièrement ou principalement anglaise ou européenne. Toutes ces difficultés ne veulent pas dire nécessairement que le problème soit insoluble ; au contraire, nous savons qu'il n'est pas de difficulté présentée au mental humain qu'il ne puisse résoudre, s'il le veut. Nous voulons supposer que dans le cas particulier, on saura trouver à la fois la volonté et la sagesse nécessaires ; que la politique britannique ne commettra pas d'erreur irréparable ; que selon son tempérament et son habitude passée, elle réparera à temps les erreurs mineures inévitables quand on aborde pareil problème ; et que, tôt ou tard, il sera possible de créer une sorte d'unité psychologique entre ces deux agrégats de l'espèce humaine si fortement disparates.

Reste à savoir dans quelles conditions ceci est possible et de quelle nature sera l'unité. Il est clair que la race dirigeante doit appliquer beaucoup plus scrupuleusement et avec beaucoup plus de fermeté résolue le principe qu'elle a déjà appliqué ailleurs si fructueusement, et dont l'abandon s'est finalement toujours révélé si préjudiciable à ses propres intérêts supérieurs. Elle doit permettre, respecter et même favoriser la libre évolution séparée de l'Inde dans le cadre de l'unité de l'Empire. Tant que l'Inde ne se gouvernera pas entièrement elle-même, ses intérêts devront prendre la première place dans la pensée de ceux qui la gouvernent, et, quand elle accédera à l'autonomie, il faudra faire en sorte que celle-ci n'entrave pas la gestion de ses propres intérêts. Par exemple, il ne faudra pas l'intégrer de force à un Zollverein impérial qui, dans les conditions actuelles, serait désastreux pour son avenir économique, à moins que ces conditions ne changent sous l'effet d'une politique résolue qui stimulera et encouragera son développement industriel en dépit du préjudice certain qui en résultera pour de nombreux intérêts commerciaux actuels au sein de l'Empire. Aucun effort ne doit être fait pour imposer à l'évolution indienne la culture ou les conditions de vie anglaises, ou pour en faire une condition *sine qua non* de son admission au rang des peuples libres de l'Empire ; et aucun effort ne doit être fait pour s'immiscer et empêcher l'Inde de défendre et suivre sa propre culture et de se développer selon son propre caractère. Sa dignité, ses sentiments, ses aspirations nationales doivent être reconnus de plus en plus, en pratique comme en principe. Si ces conditions sont remplies, la sécurité de ses intérêts politiques et économiques et le souci d'une croissance paisible pourraient la retenir au sein de l'Empire, et avec le temps, la partie plus difficile et plus subtile du processus d'unification pourrait s'accomplir plus ou moins rapidement.

L'unité créée ne pourra jamais prendre la forme d'un empire indo-britannique. C'est là une fiction, une chimère qu'il serait

vain de poursuivre au détriment des possibilités réelles. Ces possibilités peuvent être de plusieurs sortes : premièrement, une unité politique solide, scellée par des intérêts communs ; deuxièmement, des échanges commerciaux de bon aloi et une aide industrielle réciproque selon de sains principes ; troisièmement, de nouvelles relations culturelles entre les deux fractions les plus importantes de l'humanité, l'Europe et l'Asie, qui leur permettraient d'échanger ce qu'elles ont chacune de grand et de précieux, tels les membres égaux d'une même famille ; enfin, au lieu des habituelles associations passées fondées sur le développement politique et économique et sur la gloire militaire (qui ont joué le rôle principal dans la formation des entités nationales), on peut espérer la gloire plus grande d'une association et d'une collaboration étroite pour former une culture nouvelle, riche et diverse, au service d'une humanité plus noble. Tel devrait être certainement le type d'entité supranationale qui pourrait constituer la prochaine étape de l'agrégation progressive de l'humanité.

Il est évident que cette prochaine étape n'a de valeur et de raison d'être que si, par une démonstration pratique et la création de nouvelles habitudes de sentiment, de nouvelles attitudes mentales et d'une nouvelle vie commune, elle prépare l'unité de toute l'espèce humaine en une seule famille. Sans la vision de ce grand but final, la simple création d'une gigantesque unité impériale ne serait qu'un phénomène vulgaire, et même réactionnaire. La seule édification d'une unité indo-britannique multicolore, armée et rangée en ordre de bataille, séparée des autres vastes unités — russe, française, allemande, américaine — par des égoïsmes commerciaux, politiques et militaires, serait une régression et non un progrès. Par conséquent, si ce genre de développement est vraiment appelé à se produire (et nous avons pris l'exemple de l'empire britannique parce qu'il est la meilleure illustration d'un type nouveau possible), ce doit être comme une étape de transition

sur le chemin, et avec cet idéal devant nous ; c'est dans cette seule mesure que pourront l'accepter ceux dont l'amour de l'humanité n'est pas étouffé par les limitations des vieux patriotismes locaux qui dressent les nations les unes contre les autres. Et encore faut-il supposer que les moyens politiques et administratifs employés seront de ceux qui mènent à l'unité de l'espèce humaine — c'est l'hypothèse douteuse sur laquelle nous nous sommes engagés. Les chances de ce genre de développement sont encore faibles, car le tempérament de l'Inde musulmane, comme celui de l'Inde hindoue, pousse encore irrésistiblement à l'indépendance et, du côté anglais, rien n'a été fait pour mettre en œuvre la possibilité d'un empire fédéré. Il fallait pourtant envisager cette possibilité, car il n'est pas absolument impossible qu'en des conditions différentes, une indépendance virtuelle puisse être acceptée au lieu d'une autonomie isolée et séparée. Dans ce cas, ce serait un signe que l'une des étapes de la Nature vers le résultat final conduisait à ce passage. On peut dire en sa faveur que si pareille combinaison de deux peuples et de deux cultures aussi disparates s'avérait possible, la question plus vaste d'une union mondiale commencerait à sembler moins lointaine¹.

1. Comme il était pratiquement inévitable tout du long, les événements ont pris une tournure différente ; mais cette partie du chapitre a été laissée telle quelle parce que l'examen de la possibilité d'un empire fédéré était nécessaire à notre thème. Que cette possibilité d'expérience n'ait pu se concrétiser si peu que ce soit, montre bien que ce stade intermédiaire de la progression vers une union mondiale totale, présente des difficultés qui la rendent presque impossible. L'empire fédéré envisagé a été remplacé par des agglomérats tels le Commonwealth, l'Union Soviétique, ou par des possibilités du genre des États-Unis d'Europe et autres combinaisons continentales comme celles qui se préparent entre les deux Amériques et qui peuvent devenir un jour applicables à l'Asie. (*Note de Sri Aurobindo*)

La possibilité d'un empire mondial

Le progrès de l'idée impériale, depuis le stade où celle-ci est encore artificielle et en construction, jusqu'au moment où elle devient une vérité psychologique réalisée dominant le mental humain avec la même force et la même vitalité que celle qui place maintenant l'idée nationale au-dessus de tous les autres mobiles collectifs, n'est qu'une simple possibilité d'avenir et non une certitude. Ce n'est même qu'une vague possibilité naissante, et tant qu'elle ne sera pas sortie de l'état embryonnaire où elle est à la merci de l'extrême sottise des hommes d'État, des formidables passions des grandes masses humaines, des intérêts obstinés des égoïsmes établis, nous ne pouvons pas être sûrs qu'elle ne périra pas dès maintenant, mort-née. Or, s'il en est ainsi, existe-t-il une autre possibilité d'unir l'humanité par des moyens politiques et administratifs ? Ce ne serait possible que si, par une conjoncture qui paraît actuellement impossible, le vieil idéal d'un empire mondial unique devenait un fait accompli, ou encore si l'idéal opposé d'une libre association de nations libres arrivait à surmonter les mille et un puissants obstacles qui barrent la route à sa réalisation pratique.

Comme nous l'avons vu, l'idée d'un empire mondial qui s'imposerait par la force pure est en contradiction directe avec les conditions nouvelles introduites dans le monde moderne par la nature progressive des choses. Cependant, faisons abstraction de ces conditions nouvelles et admettons la possibilité théorique d'une grande nation unique qui impose à toute la terre son autorité politique et sa culture prédominante, comme Rome l'avait fait avec les peuples méditerranéens, la Gaule et l'Angleterre. Ou même, supposons que l'une des grandes nations réussisse

à triompher de toutes ses rivales par la force et la diplomatie, puis, respectant la culture et la vie intérieure séparée de ses nations sujettes, qu'elle assure son autorité par l'attrait d'une paix mondiale, d'une administration bienfaisante et d'une organisation sans pareille de la connaissance et des ressources humaines pour l'amélioration de l'état présent de l'humanité. Reste à savoir si cette possibilité théorique a quelque chance de réunir les conditions qui lui permettraient de se transformer en possibilité pratique ; or, si nous regardons, nous constatons que ces conditions n'existent pas à présent ; au contraire, tout s'oppose à la réalisation d'un rêve aussi colossal ; il ne pourrait prendre corps que par des changements immenses encore dissimulés dans les secrets de l'avenir.

On suppose généralement que c'est le rêve d'un empire de ce genre qui a récemment poussé l'Allemagne à se battre contre le monde. On peut se demander jusqu'à quel point cette intention était consciente dans le mental de ses dirigeants, mais il est certain que si l'Allemagne avait gagné la guerre comme elle s'y attendait au début, la situation ainsi créée l'aurait inévitablement entraînée à cette grande aventure. En effet, elle aurait joui d'une position dominante telle qu'aucune nation n'en a connue au cours de la période historique du monde ; et avec les idées qui gouvernaient dernièrement l'intelligentsia allemande — la conception de sa mission, de sa supériorité de race, de l'excellence incommensurable de sa culture, sa science et son organisation, de son droit divin à conduire la terre et à lui imposer sa vie et ses idéaux —, auxquelles venait s'ajouter l'esprit avide du commercialisme moderne, elle aurait inévitablement été poussée à assumer la domination universelle comme une tâche de droit divin. Le fait qu'une nation moderne (et vraiment la plus avancée par sa compétence professionnelle, son utilisation pratique de la science, son esprit d'organisation, le soutien de l'État, sa gestion intelligente des problèmes nationaux et sociaux et son

agencement du bien-être économique, bref, ce que l'Europe appelle la « civilisation »), le fait, donc, qu'une nation comme celle-là soit possédée et mue par de telles idées et de telles impulsions, est certainement une preuve que les vieux dieux ne sont pas morts, que le vieil idéal de conquête, de gouvernement et de perfectionnement du monde par la Force est encore une réalité vivante et que son emprise sur la psychologie de l'espèce humaine n'est pas encore détruite. Rien n'est moins certain que la dernière guerre ait tué ces forces et cet idéal ; car l'issue de la guerre a été décidée par la force s'opposant à la force, par l'organisation triomphant de l'organisation, par une utilisation supérieure (ou du moins plus heureuse) des armes mêmes qui faisaient la puissance réelle du grand pouvoir agressif teuton. La défaite de l'Allemagne par ses propres armes ne suffit pas à extirper l'esprit qui s'incarnait alors en Allemagne ; elle aboutira probablement à quelque incarnation nouvelle du même esprit, ailleurs, dans une autre race ou un autre empire, et il faudra alors recommencer une fois de plus toute la bataille. Tant que les vieux dieux sont vivants, il ne sert pas à grand-chose de briser ou d'affaiblir le corps qu'ils animent, car ils savent fort bien transmigrer. L'Allemagne a abattu l'esprit napoléonien en 1813 et brisé les restes de l'hégémonie française en Europe en 1870 ; cette même Allemagne est devenue l'incarnation de l'esprit qu'elle avait abattu. Le phénomène peut aisément se renouveler à une échelle plus formidable.

L'échec de l'Allemagne n'est pas plus une preuve de l'impossibilité du rêve impérial que ne le fut l'échec de Napoléon. Car, sauf un, tous les facteurs nécessaires au succès de cette vaste entreprise manquaient à la combinaison teutonnes. Elle avait l'organisation militaire, scientifique et nationale la plus forte qu'aucun peuple eût jamais développée, mais il lui manquait le gigantesque élan qui seul peut mener à maturité une tentative aussi colossale, élan que la France possédait à un bien plus

haut degré à l'époque napoléonienne. Il lui manquait le génie diplomatique heureux qui crée les conditions indispensables au succès. Il lui manquait la puissance navale complémentaire, plus nécessaire peut-être que la supériorité militaire pour entreprendre la domination du monde ; enfin, sa situation géographique et son encerclement par l'ennemi, l'exposaient tout particulièrement aux dangers de la maîtrise des mers par ses adversaires naturels. Seule, la conjonction d'une puissance navale écrasante et d'une écrasante puissance sur terre¹, peut rendre vraiment possible une entreprise aussi vaste. Rome elle-même n'a pu espérer une semblance d'empire mondial que du jour où elle a détruit la force maritime de Carthage. Mais la politique allemande a fait une erreur de calcul si complète qu'elle est entrée dans le conflit au moment même où la plus forte puissance navale du monde était déjà rangée dans la coalition ennemie. Au lieu de concentrer ses efforts sur cet adversaire naturel, au lieu d'utiliser la vieille hostilité de la Russie et de la France contre l'Angleterre, la diplomatie allemande, maladroite et brutale, n'a réussi qu'à liguer ces anciens ennemis contre elle-même : au lieu d'isoler l'Angleterre, elle n'a réussi qu'à s'isoler elle-même ; enfin, la manière dont elle a déclenché et conduit la guerre, l'a davantage proscrite moralement et donné une force supplémentaire à l'isolement physique réalisé par le blocus britannique. En poursuivant aveuglément une grande concentration militaire en Europe centrale et en Turquie, elle s'était aliénée de gâté de cœur la seule puissance maritime susceptible de se ranger à ses côtés.

On peut concevoir qu'à quelque date future de l'histoire du monde, l'entreprise impériale soit reprise par une nation ou des hommes d'État mieux situés, mieux équipés, doués d'un

1. Mais maintenant aussi, et beaucoup plus, une écrasante puissance aérienne.
(*Note de Sri Aurobindo*)

génie diplomatique plus subtil ; par une nation favorisée par les circonstances, le tempérament et la chance comme le fut Rome dans le monde antique. Quelles seraient alors les conditions nécessaires à son succès ? En premier lieu, son plan aurait peu de chances de réussir s'il lui manquait l'extraordinaire bonne fortune qui permit à Rome d'affronter l'un après l'autre ses rivaux et ennemis probables, et d'éviter ainsi une victorieuse coalition des forces ennemies. Quelles sont les chances d'un destin aussi favorable dans un monde vigilant et informé comme le monde moderne, où tout est connu, espionné, observé par des yeux jaloux et des pensées actives, et dans les conditions de la publicité moderne, avec la rapidité de communications mondiales ? Le simple fait de jouir d'une situation prépondérante suffit à mettre en garde le monde entier et à concentrer son hostilité sur la puissance dont il sent instinctivement les ambitions secrètes. Par conséquent, un concours de circonstances aussi heureux ne paraît possible que si, tout d'abord, la puissance grandissante se mettait en marche d'une façon presque inconsciente, sans qu'aucune ambition définie ni visible vienne à éveiller la jalousie générale ; ensuite, si quelque série d'événements propices la conduisait si près du but désiré qu'il serait à portée de main avant même que ne s'éveillent ceux qui pourraient encore s'y opposer. Par exemple, si une série de conflits dressaient les quatre ou cinq grandes puissances qui dominent maintenant le monde et si chaque conflit laissait l'agresseur brisé sans espoir de relèvement et sans qu'aucune puissance nouvelle se lève pour prendre sa place, on pourrait concevoir que l'une de ces puissances se trouve finalement dans une position si naturellement prépondérante, obtenue sans aucune agression préméditée, gagnée même (du moins en apparence) en résistant à l'agression des autres, que l'empire du monde serait naturellement à sa portée. Mais dans les conditions actuelles de la vie, et surtout étant donné la nature ruineuse des guerres modernes, pareille succession de conflits,

tout à fait naturelle et possible dans l'ancien temps, semble être hors du domaine des possibilités réelles.

Nous devons donc présumer que la puissance en marche pour la domination du monde rencontrerait inévitablement, à un moment donné, une coalition de presque toutes les puissances capables de s'opposer à elle, et ceci avec la sympathie du monde entier. Même avec la plus heureuse diplomatie, ce moment de coalition semble inévitable. La puissance en marche devrait alors posséder une suprématie militaire et navale combinée et parfaitement organisée pour pouvoir triompher dans cette lutte, par ailleurs inégale. Mais où est l'empire moderne qui peut espérer pareille supériorité? Parmi ceux qui existent déjà, il est possible que la Russie, un jour, arrive à une puissance militaire écrasante devant laquelle la force actuelle de l'Allemagne serait une simple bagatelle, mais il est impensable qu'elle puisse allier à cette force terrestre, une puissance navale correspondante. L'Angleterre a joui d'une suprématie navale écrasante jusqu'à présent, et, dans certaines conditions, elle pourrait l'augmenter encore au point de défier le monde en armes¹; mais elle ne pourrait pas, même avec la conscription et l'aide de toutes ses colonies, parvenir à une force semblable sur terre (à moins, bien entendu, qu'elle ne crée des conditions qui lui permettent d'utiliser toutes les possibilités militaires de l'Inde). Même alors, si l'on songe aux formidables masses et aux puissants empires qu'elle devrait être prête à affronter, il apparaît que la création de cette double suprématie est une éventualité que les faits eux-mêmes prouvent hautement improbable, sinon chimérique.

Même confrontée par la grande supériorité numérique de ses ennemis éventuels, on pourrait concevoir qu'une nation réussisse à triompher de la coalition adverse par une science supérieure et

1. Ceci n'est plus vrai depuis l'énorme accroissement de la marine américaine.
(*Note de Sri Aurobindo*)

un usage plus habile de ses ressources. L'Allemagne comptait sur la supériorité de sa science pour mener à bien son entreprise, et le principe qu'elle suivait, était sain. Mais dans le monde moderne, la science est un bien commun, et même si une nation prend une avance telle sur les autres que celles-ci soient au début dans une position de grande infériorité, l'expérience a montré qu'au bout de peu de temps (et il est peu probable qu'une puissante coalition soit écrasée au premier choc), le terrain perdu peut être regagné rapidement, ou, en tout cas, des méthodes de défense mises au point qui neutralisent largement l'avantage gagné. Par conséquent, pour que la nation ou l'empire ambitieux réussisse, nous devons supposer qu'il ait développé une science nouvelle ou des découvertes nouvelles que les autres ne partagent pas, et qui lui confèreraient une supériorité technique sur la supériorité numérique, un peu à la manière de Cortès et de Pizarre sur les Aztèques et les Péruviens. La supériorité de discipline et d'organisation qui a donné l'avantage aux anciens Romains ou aux Européens en Inde, n'est plus suffisante pour un projet aussi vaste.

Nous voyons donc que les conditions de succès d'un empire mondial sont telles qu'il n'est guère besoin de faire figurer ce mode d'unification parmi les possibilités pratiques. Il est possible que l'entreprise soit de nouveau tentée, mais on peut presque prophétiser qu'elle échouera. Il faut également tenir compte des surprises de la Nature et de la grande part d'imprévu à laquelle il faut s'attendre dans ses façons de nous manœuvrer. Nous ne pouvons donc pas affirmer que cette issue soit absolument impossible. Au contraire, si telle est son intention, la Nature créera, soudainement ou graduellement, les moyens et les conditions nécessaires. Mais même s'il devait réussir, l'empire ainsi créé aurait à lutter contre tant de forces diverses que son maintien serait encore plus difficile que sa création : ou bien il s'effondrerait rapidement, remettant tout le problème

en question pour arriver à une solution meilleure, ou bien il devrait se dépouiller des éléments de force et de domination qui avaient inspiré la tentative, et renier ainsi le but essentiel de son grandiose effort. Mais ceci touche à un autre aspect de notre sujet, que nous devons laisser de côté pour le moment. D'ores et déjà, nous pouvons dire que si l'unification graduelle du monde par l'avènement de grands empires hétérogènes formant des unités psychologiques vraies, n'est qu'une possibilité naissante et vague, son unification par une unique domination impériale exclusive et violente n'est plus possible, ou est en train de disparaître du domaine des possibilités, à moins que ne se produisent de nouvelles conjonctures inattendues parmi les infinies surprises que la Nature tient en réserve.

Les États-Unis d'Europe

Nous avons dû nous étendre longuement sur les possibilités d'un groupement de forme impériale, car l'évolution de l'État impérial est l'un des phénomènes principaux du monde moderne; elle a régi les tendances politiques de la dernière partie du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, comme l'évolution de la nation libre et démocratique a régi l'époque qui précédait la nôtre. L'idée dominante de la Révolution française était la formule du « peuple libre et souverain », et, en dépit de l'élément de cosmopolitisme introduit dans la formule révolutionnaire par l'idéal de fraternité, l'idée française est en fait devenue l'affirmation de la « nation libre et indépendante, se gouvernant démocratiquement elle-même ». Au temps de la Grande Guerre, cet idéal ne s'était pas encore tout à fait imposé, même dans le monde occidental : l'Europe centrale n'était que partiellement démocratisée et la Russie avait tout juste commencé à tourner son regard vers le but commun; même maintenant, des peuples, ou des fractions de peuples européens, sont encore assujettis¹. Néanmoins, malgré toutes les imperfections, l'idée de nation libre et démocratique avait pratiquement triomphé en Amérique et en Europe. Les peuples d'Asie aussi avaient accepté l'idéal fondamental du dix-neuvième siècle, et, bien que les premières tentatives du nationalisme démocratique dans les pays orientaux comme la Turquie, la Perse, l'Inde ou la Chine, n'aient pas été très heureuses, l'influence profonde, mondiale, de cette idée ne peut être mise en doute par aucun

1. Ce n'est plus un fait évident, quoiqu'un état de vassalité subsiste encore à la place de l'assujettissement pur et simple. (*Note de Sri Aurobindo*)

observateur attentif. Dès lors, quelles que soient les modifications qui puissent survenir par la suite ou les tendances nouvelles qui puissent surgir et les réactions contraires qui puissent faire obstacle, il n'est guère douteux que les principaux dons de la Révolution française persisteront et s'universaliseront comme des acquisitions permanentes et des éléments indispensables de l'ordre futur du monde, c'est-à-dire une conscience nationale et un gouvernement national autonome, la liberté et la lumière pour le peuple, autant d'égalité et de justice sociales qu'il est indispensable à la liberté politique, car un gouvernement démocratique du peuple par le peuple est incompatible avec toute forme d'inégalité rigide et établie.

Mais avant que la grande impulsion du dix-neuvième siècle ait pu émerger partout, avant même qu'elle ait pu s'installer tout à fait en Europe, une nouvelle tendance a surgi, une idée nouvelle s'est emparée du mental progressif de l'humanité : l'idéal de l'État parfaitement organisé. Fondamentalement, l'idéal d'un État parfaitement organisé est d'origine socialiste ; il se fonde sur le deuxième principe de la grande formule révolutionnaire : l'« Égalité » ; de même que le mouvement du dix-neuvième siècle s'était centré sur le premier : la « Liberté ». Le premier élan du grand bouleversement européen n'avait produit qu'une certaine sorte d'égalité politique. Un nivellement social incomplet laissait encore intactes les inégalités, et surtout cette forme de prépondérance politique qu'aucune société fondée sur la concurrence ne peut éliminer : la prépondérance des possédants sur les non-possédants, l'inégalité de ceux qui réussissent dans la lutte pour la vie contre ceux qui réussissent moins bien, inégalité rendue inévitable par les différences de capacités, les chances inégales, le handicap des circonstances et du milieu. Le socialisme essaye donc de se débarrasser de cette inégalité tenace en détruisant la forme concurrentielle de société pour y substituer une forme coopérative. Il existait bien autrefois une forme coopérative de

société humaine — la commune —, mais restaurer la commune comme unité de base, impliquerait pratiquement le retour à la Cité antique, et, comme ce n'est plus possible étant donné les groupements plus vastes et les complexités plus grandes de la vie moderne, l'idée socialiste ne peut donc se réaliser que par un État national rigoureusement organisé. Éliminer la pauvreté, non par l'idée sommaire d'une distribution égale mais par la mise en commun de tous les biens et leur gestion par un État organisé; égaliser autant que possible les chances et les capacités par une éducation et une instruction universelles confiées également à l'État organisé, telle est l'idée fondamentale du socialisme moderne. Elle implique une abrogation, du moins une rigoureuse diminution de la liberté individuelle. Il est vrai que le socialisme démocratique reste encore attaché à l'idéal de liberté politique du dix-neuvième siècle; il déclare que chacun dans l'État a un droit égal de choisir, juger et changer les gouvernants; mais il est prêt à sacrifier toutes les autres libertés à son idée centrale.

Il semblerait donc que le progrès de l'idée socialiste conduise à l'apparition d'un État national parfaitement organisé qui assurerait et contrôlerait l'instruction et l'éducation, administrerait et dirigerait toutes les activités économiques, et pour ce faire (autant que pour assurer l'efficacité, la moralité, la justice sociale et le bien-être parfaits), réglerait toute la vie extérieure et intérieure des individus qui le composent, ou en tout cas la plus grande partie de leur existence. Ainsi s'opérerait, par le contrôle organisé de l'État, ce que les sociétés antérieures avaient tenté d'opérer par la pression sociale, par les règles coutumières rigoureuses, les codes ou les *shâstras* minutieux. Tel est l'aboutissement inévitable inhérent à l'idéal révolutionnaire. Le phénomène s'est manifesté tout d'abord sous la pression du danger extérieur pendant le gouvernement jacobin en France et le règne de la Terreur; puis il a émergé et tendu à se réaliser sous la pression des nécessités intérieures au cours de la dernière

partie du dix-neuvième siècle ; pendant la guerre actuelle¹, la combinaison des nécessités intérieures et extérieures l'a fait surgir, non pas dans toute sa pureté, mais avec un premier semblant rudimentaire de totalité. Ce qui n'était tout d'abord qu'un idéal lointain dont on s'approchait à petites étapes imparfaites, est devenu maintenant un programme tout à fait réalisable, comme l'a prouvé certaine démonstration pratique convaincante, bien que nécessairement hâtive et imparfaite². Il est vrai que pour réaliser ce programme, même la liberté politique a dû être temporairement abolie, mais on peut soutenir que c'est là un accident momentané, une concession à une nécessité provisoire. En des conditions plus libres, ce qui s'est réalisé partiellement et momentanément par des gouvernements que le peuple avait consenti à investir d'une autorité absolue (provisoirement sans contrôle), pourrait l'être pleinement et d'une façon permanente par un État démocratique autonome, quand la pression de la guerre ne serait plus à craindre.

En ce cas, le proche avenir du groupe humain semblerait prendre la forme d'une série de nations autonomes, libres politiquement, mais visant à une organisation sociale et économique parfaite, et prêtes pour cela à mettre toute la liberté individuelle sous le contrôle de l'État national organisé³. De même que la France à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième, était la principale propagandiste et l'atelier expérimental de la

1. De 1914-18.

2. Rappelons la violence du socialisme à l'époque d'avant 1914 et le Congrès d'Amsterdam qui était une sorte d'union des socialismes de tous les pays (ce qui n'empêcha pas les socialistes allemands de voter dès 1912 les crédits militaires demandés par Guillaume II, tandis que les socialistes français refusèrent les crédits jusqu'en 1914, à quelques mois de la guerre). Puis, sous la pression de la guerre, les divers gouvernements d'Europe ont effectué ce qu'on a appelé en France « l'Union sacrée », réalisant enfin la « démonstration pratique » d'un « contrôle d'État organisé ». (*Note de l'éditeur*)

3. C'est ce qui s'est produit avec un prodigieux commencement de perfection en Russie bolchevique, en Allemagne nazie, en Italie fasciste, et ce qui, par nécessité ou par choix, menaçait pendant un temps de se répandre partout. (*Note de Sri Aurobindo*)

liberté et de l'égalité politiques, de même l'Allemagne, à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, est devenue la principale propagandiste et le terrain d'expérience de l'idée d'État organisé. C'est de là qu'est partie la théorie du socialisme, et c'est là que sa propagande a été le plus efficace, tant et si bien qu'une grande partie de la nation s'est convertie au nouvel évangile; c'est là aussi qu'ont été le plus minutieusement et le plus admirablement conçues et appliquées les grandes mesures socialistes, et celles qui ont soumis l'individu au contrôle de l'État pour le bien commun et le meilleur rendement de la nation. Peu importe que ces mesures aient été l'œuvre d'un gouvernement antisocialiste, militariste et aristocratique; le seul fait qu'elles aient été prises, est la preuve de la force irrésistible de la nouvelle tendance; pour compléter le triomphe, il ne manquait plus que l'inévitable transfert du pouvoir administratif des mains de ses anciens détenteurs, aux mains du peuple¹.

Au cours des dernières décennies, nous avons vu les idées allemandes et les méthodes allemandes d'ingérence et de contrôle de l'État, gagner du terrain en d'autres pays, même en Angleterre, foyer de l'individualisme. La défaite de l'Allemagne dans la guerre européenne n'a pas davantage signifié l'échec de son idéal, que la défaite de la France révolutionnaire et napoléonienne par la coalition européenne, ni même le triomphe temporaire du système monarchique et aristocratique en France, n'ont empêché ses idées nouvelles de se répandre dans toute l'Europe. Même si le militarisme et le junkérisme allemands sont détruits, l'écroulement de la forme impériale de gouvernement ne peut

1. Les mesures socialistes ont été adoptées par le gouvernement antisocialiste des hobereaux prussiens (mis en place par Bismarck dès 1860), qui voyait là un excellent moyen d'encourager la production, afin de faire de l'Allemagne le premier pays après l'Angleterre. Mais le « transfert » entre les mains du peuple, dont parle Sri Aurobindo, n'a pas réussi à se produire en dépit des tentatives communistes de Liebknecht et de Rosa Luxembourg en 1920. (*Note de l'éditeur*)

que hâter le développement et la victoire plus complète de cela même qui était à l'œuvre derrière eux et les poussait à son service : la grande tendance moderne à l'État socialiste parfaitement organisé ; tandis que le résultat évident de la guerre chez les nations qui s'opposaient à l'Allemagne, était de les pousser plus rapidement vers le même idéal.

Si aucun autre facteur n'était en jeu, le cours naturel des choses, aidé par l'anéantissement de la forme allemande d'impérialisme, devrait logiquement conduire à une nouvelle organisation du monde sur la base d'un système d'États nationaux indépendants mais de plus en plus organisés, associés plus ou moins étroitement à des fins internationales mais préservant leur existence indépendante. Tel est l'idéal qui a charmé l'esprit humain depuis l'apparition du grand ferment révolutionnaire et qui semble encore une possibilité lointaine : l'idée d'une fédération de nations libres, d'un parlement du genre humain, d'une fédération du monde. Mais les circonstances présentes interdisent l'espoir de cet accomplissement idéal dans un proche avenir. Car les idées nationalistes, démocratiques et socialistes ne sont pas seules à l'œuvre dans le monde : l'impérialisme aussi est à l'ascendant. Rares sont les peuples d'Europe qui, pour le moment, se réduisent à leur seule nation ; chaque nation est libre en elle-même, mais chacune domine d'autres groupements humains, qui ne sont pas libres ou ne le sont que partiellement. Même la petite Belgique a son Congo ; le petit Portugal, ses colonies ; la petite Hollande, ses dépendances en Insulinde. Il n'est pas jusqu'aux petits États balkaniques qui n'aient aspiré à faire revivre un « empire » et à gouverner des peuples d'une autre nationalité que la leur ou caressé l'espoir de jouer un rôle prépondérant dans la péninsule. L'Italie de Mazzini a eu ses aventures impérialistes et ses ambitions en Tripolitaine, en Abyssinie, en Albanie, dans les îles grecques. Il est probable que cette tendance impérialiste se renforcera pendant quelque

temps plutôt qu'elle ne s'affaiblira. Même l'idée de remodeler l'Europe d'après le strict principe des nationalités — qui au début de la guerre captivait les esprits libéraux d'Angleterre — ne s'est pas encore inscrite dans le domaine pratique, et même si elle se réalisait, il resterait encore toute l'Asie et toute l'Afrique comme une proie pour les ambitions impérialistes des nations occidentales et du Japon. Le désintéressement qui a conduit la majorité de l'Amérique à décréter la libération des Philippines et refréné le désir de profiter des troubles du Mexique, n'est pas possible pour la mentalité du vieux continent ; et il est douteux que pareil désintéressement puisse subsister longtemps, même en Amérique, contre la marée montante du sentiment impérialiste. L'égoïsme national, l'orgueil de la domination et le désir d'expansion, gouvernent encore le mental humain, bien que leurs méthodes commencent à s'adoucir maintenant sous l'influence naissante de motifs supérieurs et d'une moralité nationale plus élevée. Tant que cet esprit ne sera pas radicalement changé, l'union du genre humain en une fédération de nations libres restera nécessairement une noble chimère.

Sans doute, le but ultime de notre développement est-il une libre association dans l'unité, et tant que ceci ne sera pas réalisé, le monde sera constamment sujet à des changements et des révolutions. Chacun des ordres établis, parce qu'il est imparfait, parce qu'il s'obstine à des arrangements qui finalement s'avèrent entachés d'injustice ou barrent la route à des tendances et à des forces nouvelles, parce qu'il survit à son utilité et à sa justification, doit nécessairement aboutir à un malaise, à une résistance et un soulèvement — il faut qu'il change lui-même ou qu'il soit changé, sous peine de conduire à l'un de ces cataclysmes qui troublent périodiquement le progrès humain. Mais le temps n'est pas encore venu où le vrai principe d'ordre peut remplacer ceux qui sont artificiels et imparfaits. Il est vain d'espérer qu'une fédération de nations libres puisse s'établir tant que les inégalités actuelles entre

nations ne seront pas éliminées ou tant que le monde entier ne se sera pas élevé à une culture commune fondée sur un état moral et spirituel supérieur à celui qui a cours maintenant ou qui est maintenant possible. L'instinct impérial est vivant et triomphant, plus fort à présent que le principe du nationalisme, et par conséquent l'évolution de grands empires ne peut manquer — pour un temps du moins — d'éclipser le développement des libres nationalités. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que le vieil empire artificiel et purement politique soit remplacé par un type plus vrai et plus moral ; que les empires actuels, cédant à la nécessité de se fortifier et à une conception plus éclairée de leur propre intérêt, en viennent à comprendre que la reconnaissance de l'autonomie nationale est une sage et nécessaire concession à l'instinct encore vivant du nationalisme, et que cette reconnaissance, au lieu de les affaiblir, peut servir à fortifier leur puissance impériale et leur unité. Ainsi, tandis qu'une fédération de nations libres est impossible pour le moment, un système d'empires fédérés et de nations libres rassemblés en une association plus étroite que n'en a jamais connu le monde, n'est pas tout à fait impossible. En franchissant ce pas, et quelques autres, une certaine forme d'unité politique serait peut-être réalisable pour l'humanité à une date plus ou moins éloignée¹.

La guerre a fait naître de nombreuses suggestions visant à créer cette sorte d'association plus étroite, mais elles se bornent généralement à un meilleur agencement des relations internationales en Europe même. L'une de ces suggestions² proposait l'élimination de la guerre par une loi internationale plus

1. L'apparition de Hitler et sa tentative colossale de domination du monde par l'Allemagne, ont paradoxalement aidé, par sa défaite, à l'accélération de ce mouvement ; la réaction contre Hitler a entièrement changé la conjoncture mondiale : les États-Unis d'Europe sont maintenant une possibilité d'ordre pratique qui s'achemine à tâtons vers son accomplissement. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Il s'agit sans doute des Conférences de La Haye. (*Note de l'éditeur*)

stricte, appliquée par un tribunal international et appuyée par la sanction de toutes les nations en accord pour imposer la loi au délinquant. Pareille solution est chimérique si elle n'est pas immédiatement suivie d'autres développements d'une très vaste portée. En effet, la sentence rendue par le tribunal ne pourrait être appliquée que par une alliance de quelques-unes des plus fortes Puissances — la coalition des Alliés victorieux dominant le reste de l'Europe, par exemple — ou bien par un accord de toutes les Puissances européennes, ou encore par des États-Unis d'Europe ou quelque autre forme de fédération européenne. Mais une alliance dominatrice des grandes Puissances serait simplement une répétition du système de Metternich et s'effondrerait inévitablement au bout de quelque temps, tandis qu'un Concert européen, comme l'expérience l'a prouvé, signifierait une tentative malaisée de groupements rivaux pour maintenir une entente précaire, qui pourrait retarder mais non définitivement prévenir les luttes et les collisions nouvelles. Dans ces systèmes imparfaits, la loi ne serait respectée que tant qu'il serait avantageux de le faire, c'est-à-dire tant que les Puissances qui désirent des changements et des réajustements nouveaux non admis par les autres considéreraient que le moment n'est pas encore propice pour l'enfreindre. Au sein d'une nation, la loi est solidement établie parce qu'il existe une autorité reconnue, habilitée à la définir et à la changer en cas de besoin, et qu'elle possède assez de force pour punir toute violation de ses édits. Une loi internationale ou inter-européenne devrait forcément bénéficier des mêmes avantages si elle veut être autre chose qu'une force purement morale que l'on peut ridiculiser quand on est assez fort pour la défier ou quand on trouve avantage à la violer. Il est donc essentiel d'arriver à une certaine forme de fédération européenne, si lâche soit-elle, si l'on veut que l'idée derrière toutes ces suggestions d'ordre nouveau, puisse recevoir quelque application pratique; or, cette fédération, dès qu'elle

aura commencé à s'instaurer, devra nécessairement se resserrer et prendre de plus en plus la forme d'États-Unis d'Europe.

Seule l'expérience peut montrer si ce genre d'unité européenne peut se former, et si, une fois formée, elle peut subsister et se parfaire en dépit de toutes les forces de dissolution et toutes les causes de querelles qui pendant longtemps chercheront à la pousser au point de rupture. Mais en l'état actuel de l'égoïsme humain, il est évident que si cette unité européenne se formait, elle deviendrait un instrument terriblement puissant de domination et d'exploitation du reste du monde par le groupe de nations à présent à l'avant-garde du progrès humain. Inévitablement, elle éveillerait l'idée antagoniste d'une unité asiatique et celle d'une unité américaine ; or, même si le remplacement des petites unités nationales actuelles par des groupements continentaux marque un certain progrès vers l'union finale de toute l'humanité, leur formation, cependant, entraînerait des cataclysmes d'un genre et d'une étendue qui éclipseraient la dernière catastrophe et pourraient bien réduire à néant les espoirs de l'humanité au lieu de rapprocher leur accomplissement. Mais l'objection principale à l'idée d'États-Unis d'Europe est que le sentiment général de l'humanité cherche déjà à dépasser les distinctions continentales et à les subordonner à une idée humaine plus large. De ce point de vue, une division sur des bases continentales serait peut-être une étape réactionnaire du genre le plus grave et pourrait entraîner des conséquences extrêmement sérieuses pour le progrès humain.

En vérité, l'Europe se trouve dans une position anormale : elle est à la fois mûre pour l'idée paneuropéenne et dans la nécessité de dépasser cette idée. Le conflit de ces deux tendances se trouve curieusement illustré par certaines spéculations assez récentes sur la nature du dernier conflit européen. On a suggéré que le péché de l'Allemagne dans cette guerre, était sa conception nationale exagérément égoïste et son dédain pour l'idée plus vaste

d'Europe, à laquelle l'idée de nation doit désormais se soumettre et se subordonner. La vie totale de l'Europe doit désormais former une unité qui absorbe tout et dont le bien-être prime tout, et l'égoïsme des nations accepter de n'être plus qu'une partie organique de cet égoïsme plus vaste. En fait, c'est revenir à l'idée nietzschéenne, après quelques décennies, et admettre avec ce philosophe que le nationalisme et la guerre sont des anachronismes et que tous les esprits éclairés doivent avoir pour idéal d'être de bons Européens et non de bons patriotes. Mais une question se pose aussitôt : qu'advient-il alors de l'importance croissante de l'Amérique dans la politique mondiale ? Du Japon et de la Chine ? De la nouvelle effervescence en Asie ? Nietzsche a donc dû revenir sur sa première formule et expliquer que, par Europe, il ne voulait pas dire l'Europe, mais bien toutes les nations qui avaient accepté les principes de civilisation européenne pour base de leur méthode de gouvernement et de leur organisation sociale. Cette formule plus philosophique a l'avantage évident (ou du moins précieux) d'inclure l'Amérique et le Japon et d'admettre dans le cercle de la solidarité envisagée toutes les nations actuellement libres ou prépondérantes, et en même temps d'offrir aux autres l'espoir de faire partie un jour du « cercle », dès qu'elles auront pu prouver qu'elles étaient « à la hauteur » du niveau européen, soit à la manière forte du Japon, soit autrement.

À vrai dire, l'Europe est inextricablement mêlée à l'Amérique et à l'Asie, quoique sa propre conception la sépare encore fortement du reste du monde, comme l'ont montré son ressentiment souvent exprimé contre la présence persistante de la Turquie en Europe et son désir de mettre fin à ce gouvernement d'Européens par des Asiatiques. Certaines nations européennes ont des colonies en Amérique, toutes ont des possessions et des ambitions en Asie (où seul le Japon échappe à l'ombre de l'Europe), ou en Afrique du Nord dont la culture est inséparable de celle de l'Asie. Les États-Unis d'Europe signifieraient donc une

fédération de nations européennes libres, dominant une Asie à demi sujette, et possédant des fragments d'Amérique (où elles se trouveraient à proximité gênante de nations encore libres qui seraient nécessairement troublées et alarmées par l'ombre de cette intrusion géante). En Amérique, le résultat inévitable serait de rapprocher plus étroitement les nations latines du centre et du sud, des nations de langue anglaise du nord, et d'accentuer immensément la doctrine de Monroe, avec des conséquences qu'il est difficile de prévoir. En Asie, la situation ne pourrait être finalement réglée que par deux solutions : ou bien par la disparition des derniers États asiatiques libres, ou bien par une vaste résurrection asiatique et le retrait de l'Europe hors de l'Asie. Pareils mouvements seraient simplement un prolongement de la vieille courbe du développement humain et réduiraient à néant les conditions cosmopolites nouvelles créées par la culture et la science modernes. Mais ces résultats seraient inévitables si l'idée de nation en Occident devait se fondre dans l'idée d'Europe, c'est-à-dire dans une idée de continent, au lieu de se fondre dans la conscience plus vaste d'une communauté de l'humanité.

Par conséquent, si quelque ordre supranational nouveau doit se former tôt ou tard après le bouleversement actuel, il faudra que ce soit une association qui embrasse l'Asie, l'Afrique et l'Amérique autant que l'Europe, et, essentiellement, une organisation de la vie internationale composée d'un certain nombre de nations libres, telles la Suède, la Norvège, le Danemark, les États-Unis, les républiques de l'Amérique latine, et, provisoirement, d'un certain nombre de nations impériales et colonisatrices comme le sont la plupart des pays d'Europe. Ces dernières pourraient rester telles qu'elles sont, libres elles-mêmes mais maîtresses de peuples assujettis — qui avec le temps toléreraient de moins en moins le joug imposé — ou bien, par un progrès moral encore fort loin d'être accompli, elles pourraient devenir en partie les centres de libres empires fédéraux, et en partie assumer la

tutelle des races retardataires ou insuffisamment développées en attendant qu'elles atteignent une maturité suffisante pour s'administrer elles-mêmes, comme les États-Unis ont prétendu le faire aux Philippines pendant un certain temps. Dans le premier cas, l'unité, l'ordre, la loi commune établie, perpétueraient et fonderaient partiellement un énorme système d'injustice qui s'exposerait aux révoltes et aux révolutions de la Nature, et aux grandes revanches par lesquelles elle affirme finalement l'esprit de l'homme contre les injustices qu'elle a pu tolérer un moment comme des incidents nécessaires au développement humain. Dans le second cas, il y aurait quelque chance que l'ordre nouveau, si loin qu'il fût au début de l'ultime idéal d'une libre association de libres agrégats humains, conduite pacifiquement et par un déroulement naturel du progrès spirituel et moral du genre humain, à une structure politique, sociale et économique suffisamment juste, saine et solide pour permettre à l'humanité de sortir de ses préoccupations inférieures et de commencer enfin à cultiver son moi supérieur ; car telle est la partie noble de sa destinée en puissance, ou du moins (car qui sait si la longue expérimentation de la Nature dans le type humain sera vouée au succès ou à l'échec) telle est la possibilité la plus haute que le mental humain puisse envisager pour son avenir.

*Les petites unités libres
et l'unité supérieure centralisée*

Si nous examinons les possibilités d'unification du genre humain par des voies politiques, administratives et économiques, nous constatons qu'une certaine sorte d'unité ou un premier pas dans cette direction paraît non seulement possible mais qu'un esprit fondamental dans l'espèce humaine et un sentiment de nécessité la réclament d'une façon assez pressante. Cet esprit s'est créé en grande partie sous l'effet d'une connaissance mutuelle accrue et de relations plus étroites, mais en partie aussi par l'apparition d'idéaux intellectuels et de sympathies émotives plus larges et plus libres dans la mentalité progressive de l'espèce. Le sentiment de nécessité est dû pour une part au désir de satisfaire ces idéaux et ces sympathies, mais aussi à des changements matériels, économiques ou autres, qui ont rendu de plus en plus insupportables, tant pour l'animal humain économique et politique que pour le penseur idéaliste, les conséquences d'une vie nationale divisée, de la guerre et des rivalités commerciales, avec l'insécurité qu'elles apportent et leur dangereuse menace pour la complexité aisément vulnérable de l'organisation sociale moderne. En partie aussi, la nouvelle orientation est due au groupe de nations privilégiées qui désirent posséder et exploiter le reste du monde et en jouir à leur aise, tout en évitant le danger des formidables rivalités et concurrences qu'elles ont elles-mêmes créées, préférant arriver entre elles à quelque entente ou quelque compromis commode. La vraie force de cette tendance unitaire réside dans ses éléments intellectuels, idéalistes et émotifs. Ses causes économiques sont en partie permanentes et représentent donc des éléments de force

et d'accomplissement certain, en partie artificielles et temporaires, et sont donc des éléments d'insécurité et de faiblesse. Les motifs politiques constituent la partie grossière de l'amalgame ; leur présence peut même vicier le résultat d'ensemble et amener finalement un retour en arrière et la nécessité de dissoudre l'unité que l'on avait pu commencer à instaurer.

Cependant, un certain résultat est possible dans un avenir plus ou moins éloigné. Voyons donc, s'il se produit, par quelles voies il a des chances de venir ; d'abord, par une sorte d'entente et d'union initiale pour les besoins communs les plus pressants : accords commerciaux, accords de paix et de guerre, conventions d'arbitrage des conflits, dispositifs pour la police du globe. Une fois acceptés, ces premiers accords sommaires se développeront naturellement sous la pression de l'idée directrice et des besoins inhérents, puis finiront par se changer en une unité plus étroite, ou peut-être même, à la longue, en un gouvernement commun suprême qui durera jusqu'à ce que les défauts du système établi et l'éveil d'idéaux et de tendances nouvelles incompatibles avec son maintien, conduisent à un nouveau changement radical ou à sa désintégration complète en ses composants naturels. Nous avons vu aussi que ce genre d'union s'établira probablement sur la base du monde actuel, plus ou moins modifié par divers changements qui d'ores et déjà sont inévitables : changements internationaux (qui seront probablement plus des ajustements qu'une intronisation d'un principe radicalement nouveau) et changements sociaux à l'intérieur des nations elles-mêmes, et ceux-ci seront d'une portée bien plus vaste. Autrement dit, cette union se décidera entre les nations libres et les empires colonisateurs actuels, mais dans le cadre d'une organisation sociale et administrative interne qui évoluera rapidement vers un rigoureux socialisme d'État et un égalitarisme dont les femmes et les travailleurs seront les principaux bénéficiaires. Telles sont, en effet, les tendances maîtresses de l'heure. Certainement,

personne ne peut prédire avec assurance que les tendances de l'heure prévaudront victorieusement dans l'avenir tout entier. Nous ne savons pas quel coup de théâtre du grand drame humain, quels réveils violents de la vieille idée nationale, quels heurts, quels échecs ou résultats inattendus surgiront du creuset des nouvelles tendances sociales, ni quelle révolte de l'esprit humain contre un collectivisme d'État vexatoire et mécanique, quelle puissante poussée peut-être d'un évangile d'anarchisme philosophique qui aura pour mission de réaffirmer l'aspiration indéterminable de l'homme à la liberté individuelle et à la libre réalisation de soi, quelles révolutions religieuses et spirituelles imprévues, peuvent intervenir dans le cours du mouvement actuel de l'humanité et l'entraîner vers un dénouement tout différent. Le mental humain n'a pas encore atteint l'illumination ni la science infallible qui lui permettraient de prévoir avec certitude, même son lendemain.

Supposons, cependant, qu'aucun de ces facteurs inattendus n'intervienne. Dès lors, une certaine sorte d'unité politique pourrait se réaliser dans l'humanité. Reste à savoir s'il est désirable qu'elle se réalise de cette façon et maintenant ; et dans l'affirmative, quelles sont les circonstances et les conditions nécessaires à cette réalisation, faute de quoi les résultats obtenus seraient encore temporaires comme le furent les précédentes unifications partielles de l'humanité. Tout d'abord, n'oublions pas quel prix l'humanité a dû payer les grandes unités qu'elle a déjà accomplies dans le passé. Le passé immédiat nous a effectivement créé la nation, puis l'empire homogène naturel formé de nations apparentées par la race et la culture ou unies par une nécessité géographique et une attraction mutuelle, enfin l'empire hétérogène artificiel instauré par la conquête et entretenu par la force et par le joug de la loi, par la colonisation commerciale et militaire, mais pas encore soudé en une unité psychologique réelle. Chacun de ces principes d'agrégation a apporté à l'ensemble de

l'humanité quelque gain réel ou quelque possibilité de progrès, mais chacun aussi a apporté ses désavantages temporaires ou inhérents et infligé quelque blessure à l'idéal humain complet.

Quand elle s'effectue par des moyens extérieurs et mécaniques, la création d'une nouvelle unité doit généralement (et en fait presque par nécessité pratique) passer par une période de contraction interne avant qu'elle puisse donner à sa vie intérieure une nouvelle et libre expansion, car son premier besoin et son premier instinct sont de former et de consolider sa propre existence. Imposer son unité est l'impulsion dominante chez elle, et à ce besoin suprême elle doit sacrifier la diversité, la complexité harmonieuse, la richesse des matériaux variés, la liberté des relations internes, sans lesquelles la vraie perfection de la vie est impossible. Pour établir une unité forte et sûre, elle doit donc créer un centre souverain, un pouvoir d'État concentré — que ce soit un roi, une aristocratie militaire, une classe ploutocratique, ou n'importe quelle autre combinaison de gouvernement — et à ce centre, doivent être subordonnées et sacrifiées l'indépendance et la libre vie de l'individu, de la commune, de la cité, de la province ou de toute autre unité moindre. En même temps, nous observons une tendance à créer une société rigide et fortement mécanisée, parfois une hiérarchie de classes ou d'ordres où l'inférieur est relégué à une position et à une tâche plus basses que celle du supérieur et contraint à une vie plus étroite, telle la hiérarchie qui a remplacé en Europe la vie libre et riche des cités et des tribus — roi, clergé, aristocratie, classe moyenne, paysannerie, serfs —, ou tel le rigide système des castes qui en Inde a remplacé l'existence franche et naturelle des vigoureux clans aryens. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà vu, la participation active et stimulante du grand nombre, sinon de tous, à la pleine vigueur de la vie commune — participation qui faisait le grand avantage des premières communautés, petites mais libres — est beaucoup plus difficile dans un agrégat plus vaste, et même impossible au

début. Au lieu de cela, la force de vie est concentrée en un centre directeur, ou au mieux entre les mains d'une ou de plusieurs classes dirigeantes, tandis que la grande masse de la communauté est abandonnée à une torpeur relative et ne jouit que d'une part minime et indirecte de cette vitalité, dans la mesure où celle-ci est admise à filtrer d'en haut et à toucher indirectement la vie d'en bas, plus grossière, plus pauvre et plus étroite. En tout cas, tel est le phénomène que nous observons dans la période historique du développement humain qui a précédé et préparé la création du monde moderne. Dans l'avenir aussi, il se pourrait que la nécessité de concentration et de formation rigide se fasse sentir si l'on veut établir et consolider les nouvelles formes politiques et sociales qui sont en train de prendre la place des agrégats actuels du monde moderne.

Les petites communautés humaines auxquelles chacun peut prendre aisément une part active et où tous ressentent promptement et intensément les idées et les mouvements (qui peuvent alors rapidement grandir et prendre forme sans qu'une organisation étendue et compliquée soit nécessaire), se tournent naturellement vers la liberté dès qu'elles cessent d'être préoccupées par la nécessité immédiate et absorbante de leur propre conservation. Dans un milieu comme celui-là, les formes de gouvernement comme la monarchie absolue, l'oligarchie despotique, la papauté infaillible ou quelque classe théocratique sacro-sainte, ne peuvent pas prospérer à leur aise. Elles n'ont pas, pour soutenir leur prestige, l'avantage d'être éloignées des masses et hors de portée des critiques quotidiennes de la mentalité individuelle; elles ne peuvent pas non plus arguer de la nécessité pressante d'uniformiser de grandes multitudes et de vastes étendues, qui, ailleurs, leur permet d'asseoir et de maintenir leur pouvoir. C'est pourquoi nous voyons à Rome le régime monarchique incapable de se maintenir, et la Grèce le considère comme une brève et anormale usurpation, tandis

que la forme oligarchique de gouvernement, bien que plus vigoureuse, n'a pas pu s'assurer une suprématie exclusive ni une stabilité durable, sauf dans une communauté purement militaire comme Sparte. La tendance à la liberté démocratique qui fait que chaque homme participe naturellement à la vie civique et aux institutions culturelles de l'État, qu'il possède une voix égale à la réglementation de la loi et de la politique et prend part à leur exécution dans toute la mesure où son droit de citoyen et sa capacité individuelle le lui permettent, était innée dans l'esprit de la Cité libre et inhérente à sa forme. À Rome, cette tendance existait aussi, mais elle n'a pu grandir aussi rapidement ni se réaliser aussi complètement qu'en Grèce du fait des nécessités d'un État militaire et conquérant qui, pour diriger sa politique étrangère et ses opérations militaires, avait besoin d'un chef absolu, un « Imperator », ou d'un petit corps oligarchique ; mais même là, l'élément démocratique n'a jamais fait défaut et la tendance démocratique était si forte qu'elle a commencé à agir et à croître presque depuis les temps pré-historiques et au milieu même des luttes constantes de Rome pour assurer sa propre conservation et son expansion ; elle n'a été exclue que pendant les conflits suprêmes, tel le grand duel de Carthage et de Rome pour l'empire de la Méditerranée. En Inde, les premières communautés étaient des sociétés libres ; le roi n'était qu'un commandant militaire ou le chef des citoyens, et nous voyons l'élément démocratique persister au temps du Bouddha et survivre encore dans les petits États de l'époque de Chandragupta et de Mégasthènes, alors même que les grandes monarchies ou les empires gouvernés bureaucratiquement avaient finalement remplacé les premiers régimes libres. C'est seulement lorsque s'est fait sentir le besoin d'une vaste organisation de la vie indienne dans toute la péninsule, ou du moins dans sa partie septentrionale, que la forme monarchique absolue s'est étendue sur le pays et que la caste érudite et sacerdotale

a imposé au mental collectif sa domination théocratique et son *shâstra* rigide comme la chaîne obligatoire de l'unité sociale et le trait d'union nécessaire de la culture nationale.

Il en est de la vie sociale comme de la vie politique et civique. Une certaine égalité démocratique est presque inévitable dans une petite communauté; le phénomène inverse et les fortes distinctions ou les supériorités de classes peuvent s'établir pendant la période militaire du clan ou de la tribu, mais elles ne peuvent pas subsister longtemps dans l'étroite intimité d'une Cité stable, sinon par des moyens artificiels comme en usèrent Sparte et Venise. Même quand les distinctions persistent, leur exclusivisme s'émousse et elles sont incapables de s'enraciner ni de s'intensifier au point de se changer en une hiérarchie fixe. Le type social naturel de la petite communauté est celui que nous trouvons à Athènes, où non seulement le tanneur Cléon exerçait une influence politique aussi forte que le riche Nicias de haute naissance et où les positions et les fonctions civiques les plus élevées étaient ouvertes aux hommes de toutes classes, mais où les cérémonies et les relations sociales aussi se déroulaient dans une libre association et une libre égalité. Nous trouvons une égalité démocratique du même genre, bien que d'un type différent, dans les premières annales de la civilisation indienne. La rigide hiérarchie des castes et les arrogantes prétentions de l'esprit de caste ne sont apparues que plus tard; dans la vie plus simple des temps anciens, la différence, ou même la supériorité de la fonction, n'entraînait pas un sentiment de supériorité personnelle ni de supériorité de classe: au début, la fonction religieuse et sociale la plus sacrée, celle du rishi et prêtre du sacrifice, semble avoir été accessible à des hommes de toutes les classes et de tous les métiers. La théocratie, le système des castes et la royauté absolue ont grandi de pair — comme l'Église et le pouvoir monarchique en Europe au Moyen Âge — et elles ont grandi sous la contrainte des circonstances nouvelles créées par le développement de vastes agrégats sociaux et politiques.

Les sociétés dont la culture s'est développée dans les mêmes conditions que les cités-États et les nations-clans de la Grèce, de Rome et de l'Inde primitive, étaient obligées de faire preuve d'une intensité de vie collective et d'une force de culture et de création dynamique que les agrégats nationaux plus récents ont été contraints d'abandonner, et qu'ils n'ont pu retrouver qu'après une longue période de formation propre où ils ont dû affronter et surmonter les difficultés qui accompagnent le développement de tout organisme nouveau. La vie culturelle et civique de la cité grecque, dont Athènes était l'accomplissement suprême, une vie où le fait même de vivre était une éducation, où le plus pauvre et le plus riche s'asseyaient côte à côte au théâtre pour voir et apprécier les drames de Sophocle et d'Euripide, où le marchand et le commerçant prenaient part aux subtiles conversations philosophiques de Socrate, a créé pour l'Europe non seulement ses prototypes et ses idéaux politiques fondamentaux, mais aussi pratiquement toutes les formes essentielles de sa culture intellectuelle, philosophique, littéraire et artistique. De même, l'intense vie politique, juridique et militaire de Rome a créé à elle seule pour l'Europe ses prototypes d'activité politique, de discipline et de science militaires, de jurisprudence et d'équité, et même ses idéaux d'empire et de colonisation. En Inde, ce fut la première intensité de la vie spirituelle — dont nous devinons quelque lueur dans la littérature védique, upanishadique et bouddhique — qui a créé les religions, les philosophies et les disciplines spirituelles qui, depuis lors, par influence directe ou indirecte, ont répandu en partie leur esprit et leur connaissance sur l'Asie et l'Europe. Et partout, la source de cette libre force vitale dynamique aux larges pulsations que le monde moderne est maintenant seulement en train de retrouver d'une certaine façon, était la même en dépit de toutes les différences : c'était une totale participation de l'ensemble des individus, et non d'une classe limitée, à la vie multiforme de la communauté, chacun

ayant le sentiment d'être rempli de l'énergie de tous et d'avoir une certaine liberté de croître et d'être lui-même, de réaliser, de penser et de créer, dans le flot sans barrière de cette énergie universelle. C'est cette situation, cette relation entre l'individu et l'agrégat que, dans une certaine mesure, la vie moderne a essayé de restaurer — d'une manière encombrante, maladroite et imparfaite, mais en ayant à sa disposition des forces de vie et de pensée beaucoup plus vastes que celles que possédait l'humanité d'autrefois.

Si les anciennes cités-États et nations-clans avaient duré et s'étaient modifiées assez pour créer de plus grands agrégats libres sans toutefois perdre leur vie propre dans la masse nouvelle, il est possible que de nombreux problèmes auraient été résolus plus simplement, avec une vision plus directement accordée à la vérité de la Nature, alors que, maintenant, nous sommes obligés de les régler d'une façon très complexe et très encombrante, sous la menace d'énormes dangers et de convulsions générales. Mais cela ne devait pas être. Cette vie ancienne avait des défauts essentiels qu'elle ne pouvait pas guérir. Dans le cas des nations méditerranéennes, la participation générale de tous les individus à la vie civique et culturelle intégrale de la communauté, souffrait de deux lacunes très importantes : cette participation était refusée aux esclaves et à peine accordée aux femmes, auxquelles une vie étroite était concédée. En Inde, l'institution de l'esclavage était pratiquement absente et la femme y jouissait tout d'abord d'une position plus digne et plus libre qu'en Grèce et à Rome ; mais bientôt, l'esclave a été remplacé par le prolétaire, appelé *shûdra* en Inde, et la tendance croissante à dénier au *shûdra* et à la femme les plus hauts bénéfices de la vie et de la culture communes a fait descendre la société indienne au niveau de ses congénères d'Occident. Il est possible que ces deux grands problèmes du servage économique et de la sujétion des femmes, eussent pu être affrontés et résolus dans la communauté ancienne si celle-ci avait

duré plus longtemps, de même qu'ils sont affrontés maintenant et en voie de solution dans l'État moderne. Mais c'est douteux ; seule Rome nous laisse entrevoir quelques tendances initiales qui auraient pu s'orienter dans cette voie, mais ces tendances n'ont jamais dépassé le stade de vagues allusions à une possibilité d'avenir.

Plus fatale encore était la complète impuissance des premières formes de société humaine à résoudre le problème des relations entre communautés. La guerre restait leur relation normale. Tous les essais de fédération libre ont échoué, la conquête militaire restait le seul moyen d'unification. Leur attachement au petit agrégat où chaque homme se sentait plus vivant, avait engendré une sorte d'insularité mentale et vitale qui ne pouvait pas s'adapter aux idées nouvelles plus larges que la philosophie et la pensée politique, poussées par des besoins et des tendances plus vastes, avaient amenées dans le champ de la vie. Par suite, les vieux États ont dû disparaître et se dissoudre, comme ceux de l'Inde dans les énormes empires bureaucratiques des Guptas et des Mauryas, auxquels succédèrent les Pathans, les Moghols et les Anglais, ou comme ceux d'Occident dans les vastes expansions militaires et commerciales entreprises par Alexandre, par l'oligarchie carthaginoise, par la république et l'empire romains. Ces nouvelles unités n'étaient pas des unités nationales mais supranationales ; c'étaient des tentatives prématurées et trop vastes d'unification de l'humanité qui, en fait, ne pouvait pas se réaliser d'une manière décisive tant que l'unité nationale intermédiaire ne s'était pas pleinement et sainement développée.

La création de l'agrégat national était donc réservée au millénaire qui a suivi l'écroulement de l'Empire romain ; et pour résoudre le problème qui lui avait été légué, le monde a dû subir un recul et abandonner pendant cette période la plupart des gains, sinon tous, que l'humanité avait acquis avec les cités-États. Il fallait résoudre ce problème avant de pouvoir tenter un

effort véritable, non seulement pour développer une communauté solidement organisée mais progressive et de plus en plus perfectionnée, non seulement un moule de vie sociale solide mais, à l'intérieur de ce moule, une libre croissance de la vie elle-même dans son intégralité. Il nous faut étudier rapidement ce cycle avant de pouvoir examiner si un nouvel effort vers un agrégat plus vaste n'entraînera pas le danger d'un nouveau recul au cours duquel le progrès intérieur du genre humain devrait être sacrifié, du moins temporairement, afin de concentrer l'effort sur l'affirmation et le développement d'une unité extérieure massive.

*L'ancien cycle prénational de
formation des empires — Le cycle moderne
de formation des nations*

La formation de l'unité nationale vraie est un problème d'agrégation humaine légué au Moyen Âge par l'Antiquité, nous l'avons vu. L'Antiquité est partie de la tribu, de la Cité, du clan, du petit État régional et tous étaient des unités mineures vivant au milieu d'autres unités semblables par le type général et qui étaient habituellement apparentées par le langage et le plus souvent ou en grande partie par la race. Ces unités mineures se distinguaient des autres groupes humains par une tendance à une civilisation commune et par des circonstances géographiques favorables qui protégeaient à la fois leurs ressemblances entre elles et leur diversité par rapport aux autres. Ainsi, la Grèce, l'Italie, la Gaule, l'Égypte, la Chine, la Perse médique, l'Inde, l'Arabie, Israël, débutèrent par une agrégation culturelle et géographique imprécise qui en fit des unités culturelles séparées et distinctes avant même qu'elles fussent devenues des unités nationales. À l'intérieur de cette unité imprécise, tribus, clans, cités et États régionaux formaient autant de points d'unité distincts, vigoureux et compacts au milieu de la masse générale, qui, certes, sentaient de plus en plus puissamment la divergence et l'opposition de leur unité culturelle globale par rapport au monde extérieur, mais qui pouvaient sentir aussi, et souvent d'une façon beaucoup plus tangible et plus aiguë, leurs propres divergences, oppositions et contrastes mutuels. Quand le sens des distinctions locales était plus aigu, le problème de l'unification nationale était nécessairement aussi plus difficile, et sa solution, quand on la trouvait, tendait à être plus illusoire.

Dans la plupart des cas, on a tenté de trouver une solution. Elle a réussi en Égypte et en Judée au milieu même de cet ancien cycle de l'évolution historique ; mais en Judée certainement, et probablement en Égypte, le résultat complet n'a pu être obtenu que par la sévère discipline de la sujétion à un joug étranger. Quand cette discipline a fait défaut, quand l'unité nationale s'est accomplie du dedans pour ainsi dire (généralement par le triomphe du plus fort des clans, cités ou unités régionales comme il en fut à Rome, en Macédoine et parmi les clans montagnards de la Perse), le nouvel État, au lieu d'attendre d'avoir solidement assis son œuvre et posé en profondeur les bases vigoureuses de son unité nationale, s'est aussitôt mis à dépasser les nécessités immédiates et s'est embarqué dans une carrière de conquêtes. Avant que les racines psychologiques de l'unité nationale n'eussent été profondément enfoncées, avant que la nation fût solidement consciente d'elle-même et irrésistiblement en possession de son unité, invinciblement attachée à elle, l'État souverain, entraîné par l'impulsion militaire qui l'avait porté au pouvoir, tentait aussitôt de former par les mêmes moyens un agrégat impérial plus vaste. L'Assyrie, la Macédoine, Rome, la Perse, et plus tard l'Arabie, ont toutes suivi la même tendance et le même cycle. La grande invasion de l'Europe et de l'Asie occidentale par la race gaélique, puis la désunion et le déclin de la Gaule qui suivirent, furent probablement dus au même phénomène et sont le résultat d'une unification encore plus prématurée et plus mal formée que celle de la Macédoine. Toutes furent le point de départ de grands mouvements impériaux avant d'être devenues la pierre angulaire d'une unité nationale solidement bâtie.

Ces empires ne pouvaient donc pas durer. Quelques-uns subsistèrent plus longtemps que d'autres parce qu'ils avaient posé des fondations plus solides au sein de l'entité nationale centrale, comme l'avait fait Rome en Italie. En Grèce, le premier

unificateur, Philippe, avait fait une ébauche d'unification rapide, mais imparfaite, dont la rapidité n'avait été possible que grâce à l'hégémonie préalable, mais plus lâche encore, de Sparte. Eût-il été suivi d'un homme de talent patient au lieu d'un homme de vaste imagination et de suprême génie, cette première ébauche pratique aurait pu être complétée, fortifiée, et une œuvre durable accomplie. Celui qui commence par fonder à grande échelle et vite, a toujours besoin pour successeur d'un talent ou d'un génie organisateur et non d'un foudre d'expansion. César suivi d'Auguste, donne une œuvre d'une durée massive ; Philippe suivi d'Alexandre, donne un accomplissement d'une vaste importance pour le monde, par ses résultats, mais c'est seulement la splendeur d'un éclat de courte durée. Rome, à qui la prudente Nature avait refusé tout homme de génie éminent tant qu'elle n'avait pas fermement unifié l'Italie et posé les bases de son empire, a pu construire beaucoup plus solidement ; et encore, n'est-ce pas comme centre et tête d'une grande nation qu'elle a fondé cet empire, mais toujours comme une cité prépondérante qui se servait de l'Italie sujette comme d'un tremplin pour bondir sur le monde environnant et le subjuguier. Elle a donc dû faire face à un problème d'assimilation beaucoup plus difficile, celui d'une nébuleuse de nations et de cultures établies ou encore rudimentaires, différentes de la sienne, avant d'avoir appris à appliquer au nouveau problème l'art d'une unification complète et absolue à une échelle plus petite et plus facile, et avant d'avoir pu souder en un seul organisme national vivant, non plus romain mais italien, les éléments de différence et d'identité que représentaient les facteurs gaulois, latins, ombriens, osques et gréco-apuliens dans l'ancienne Italie. Par conséquent, bien que son empire ait duré plusieurs siècles, c'est au prix d'une vaste dépense d'énergie, de vitalité et de vigueur intérieure, que Rome a pu temporairement le conserver ; elle n'a pas réussi à accomplir son unité nationale, ni une unité impériale durable, et tels les

autres empires anciens, le sien s'est effondré pour faire place à une ère nouvelle de construction nationale véritable.

Il est nécessaire de souligner où gît l'erreur. L'organisation administrative, politique et économique de l'humanité en agrégats plus ou moins grands est un travail qui relève fondamentalement du même ordre de phénomènes que la création d'un organisme vivant dans la Nature physique. C'est-à-dire que la Nature se sert essentiellement de méthodes extérieures et physiques qui obéissent aux principes d'énergie de la vie physique pour créer des formes vivantes, bien que son but secret soit de libérer, de manifester et de mettre solidement en action un principe supraphysique et psychologique latent derrière les opérations de la vie et du corps. Construire un corps et un fonctionnement vital solides et durables pour un ego collectif distinct, puissant, bien centré et bien ramifié, tel est son but et sa méthode. Au cours de ce processus, nous l'avons vu, de petites unités distinctes sont tout d'abord formées au sein d'une unité plus large, mais plus lâche ; ces petites unités ont une forte existence psychologique et un corps, un fonctionnement vital bien développés, tandis que la masse plus large possède un sens psychologique et une énergie vitale inorganisés et qui n'ont pas la puissance d'un fonctionnement précis : le corps est une quantité fluide, une masse semi-nébuleuse, ou tout au plus mi-fluide mi-solide, un protoplasme plutôt qu'un corps. Cet ensemble doit à son tour être formé et organisé ; il faut construire pour lui une forme physique solide, un fonctionnement vital bien défini et une réalité psychologique claire, une conscience de soi, une volonté mentale de vivre.

Ainsi se forme une nouvelle unité plus grande ; et de nouveau celle-ci se trouve au milieu d'un certain nombre d'unités similaires qu'elle considère tout d'abord comme hostiles et tout à fait différentes d'elle-même, puis elle entre dans une sorte de communauté avec elles, tout en restant différente, jusqu'à ce

que nous voyions se répéter le phénomène originel d'un certain nombre d'unités distinctes, plus petites, groupées au sein d'une unité plus vaste, mais lâche. Les unités incluses sont plus grandes et plus complexes qu'autrefois, l'unité englobante est aussi plus grande et plus complexe qu'avant, mais la position essentielle est la même et le problème à résoudre identique. Ainsi, au début, nous observons le phénomène de cités-États et de peuples régionaux coexistant comme des parties désunies d'une unité géographique et culturelle vague, telles l'Italie et l'Hellade, et le problème était alors de créer la nation italienne ou hellénique. Puis s'est présenté le phénomène des unités nationales formées, ou en formation, qui coexistaient comme des parties désunies d'une vague unité géographique et culturelle : la chrétienté d'abord, puis l'Europe ; le problème était donc d'unir cette chrétienté ou cette Europe ; or, cette union, bien qu'elle ait été plus d'une fois conçue par des hommes d'État ou des penseurs politiques, n'a jamais été réalisée, et à vrai dire n'a jamais même été ébauchée. Avant que ses difficultés n'eussent pu être résolues, le mouvement moderne et ses forces d'unification nous ont présenté un phénomène nouveau et plus complexe, celui d'un certain nombre d'unités nationales et impériales englobées dans le réseau commercial de plus en plus étroit et dans l'interdépendance vitale vague, mais grandissante, de toute l'humanité ; et le problème connexe de l'unification de l'humanité éclipse déjà le rêve irréalisé de l'unification de l'Europe.

Dans la Nature physique, les organismes vivants ne peuvent pas vivre entièrement sur eux-mêmes ; ils vivent par des échanges avec les autres organismes vitaux, ou en partie par des échanges et en partie en dévorant les autres, car tels sont les procédés d'assimilation communs à la vie physique séparée. Par contre, quand la vie s'unifie, une assimilation est possible qui dépasse l'alternative de s'entre-dévorer ou de continuer à rester séparé et distinct en limitant l'assimilation à une mutuelle réception

des énergies déchargées par chaque vie sur les autres. Au lieu de cela, les unités peuvent s'associer et se subordonner consciemment à l'unité générale, qui grandit alors par le processus de leur rassemblement. Quelques-unes d'entre elles, il est vrai, sont tuées et utilisées comme matériaux de nouveaux éléments, mais elles ne peuvent pas toutes être traitées ainsi ; elles ne peuvent pas toutes être dévorées par une unité dominatrice, sinon il n'y aurait ni unification ni création d'une unité plus vaste, ni continuité d'une vie plus grande, mais seulement une survie temporaire de l'élément dévorant par la digestion et l'utilisation de l'énergie des dévorés. Pour l'unification des agrégats humains, le problème est donc celui-ci : comment les unités composantes pourront-elles se subordonner à une nouvelle unité sans mourir et disparaître ?

La faiblesse des vieilles unités impériales nées de la conquête, était leur tendance à détruire les unités plus petites, qu'elles assimilaient afin d'en nourrir la vie de l'organe dominateur, comme l'a fait l'Empire romain. La Gaule, l'Espagne, l'Afrique, l'Égypte furent donc anéanties, transformées en matière morte, tandis que leurs énergies étaient aspirées par le centre : Rome. L'empire est ainsi devenu une immense masse moribonde qui a nourri Rome pendant plusieurs siècles. Mais avec cette méthode, la vie s'épuise chez les nations sujettes, et la voracité du centre dominateur finit par n'avoir plus de source où puiser de l'énergie nouvelle. Au début, le meilleur de la force intellectuelle des provinces conquises s'est écoulé vers Rome, et leur énergie vitale y a déversé en abondance force militaire et aptitude au gouvernement ; mais finalement, ce double courant s'est tari et on a vu s'éteindre, d'abord l'énergie intellectuelle de Rome, puis ses aptitudes militaires et politiques au sein d'une mort générale. La civilisation romaine n'aurait même pas vécu si longtemps sans les idées et les impulsions nouvelles qu'elle recevait de l'Orient. Cependant, ces échanges n'avaient ni la vigueur ni la continuité

qui, dans le monde moderne, marquent le flux et le reflux toujours nouveaux des vagues de pensées et des impulsions de vie; ils ne pouvaient pas revivifier vraiment la vitalité appauvrie du corps impérial, ni même arrêter bien longtemps le processus de sa décomposition. Quand l'étreinte de Rome s'est relâchée, le monde qu'elle avait si fermement étranglé n'était plus depuis longtemps qu'un énorme mort vivant, décoratif, magnifiquement organisé, mais incapable d'une nouvelle organisation ni de se régénérer lui-même; sa vitalité n'a pu être restaurée que par l'invasion du vigoureux monde barbare venu des plaines de Germanie, des steppes au-delà du Danube et des déserts d'Arabie. Il a fallu que la dissolution précédât un mouvement de construction plus solide.

Au cours de la période de construction nationale au Moyen Âge, nous voyons la Nature réparer cette erreur première. En vérité, quand nous parlons des « erreurs de la Nature », nous nous servons d'une image empruntée illégitimement à notre psychologie humaine et à notre expérience; car, dans la Nature, il n'est pas d'erreurs, mais seulement une cadence délibérée et des allées et venues qui suivent un rythme préfiguré, dont chaque pas a un sens et une place dans l'action et les réactions de sa marche progressive. L'écrasante domination de l'uniformité romaine était un artifice, non pas pour tuer d'une façon permanente mais pour décourager l'excessive vitalité séparatiste des petites unités anciennes, afin qu'au temps de leur renaissance elles ne présentent plus un obstacle insurmontable à la croissance d'une unité nationale véritable. Ce qu'une unité nationale peut perdre à ne pas passer par cette cruelle discipline (nous laisserons de côté le danger d'une mort réelle, comme ce fut le cas pour l'Assyrie et la Chaldée, et les gains spirituels ou autres que l'on peut acquérir en évitant cette méthode), nous est montré par l'exemple de l'Inde où les empires Maurya, Gupta, Andhra, Moghol, si énormes, puissants et bien organisés qu'ils fussent,

n'ont jamais réussi à passer leur rouleau compresseur sur la vie trop fortement indépendante des unités subordonnées, pas plus sur la communauté villageoise que sur les groupements régionaux ou linguistiques. Il a fallu la pression d'un régime qui n'était ni d'origine indigène ni centré dans le pays, la domination d'une nation étrangère entièrement différente par sa culture et moralement cuirassée contre les sympathies et les attractions de l'atmosphère culturelle de l'Inde, pour faire en un siècle le travail que deux mille ans d'impérialisme plus relâché n'avaient pu accomplir. Ce procédé implique nécessairement une pression cruelle et souvent dangereuse et la démolition des vieilles institutions ; car la Nature, lasse de l'opiniâtre immobilité d'une résistance vieille comme les âges, semble fort peu se soucier du nombre des beautés et des valeurs détruites, pourvu que son but principal soit atteint ; mais nous pouvons être sûrs que s'il y a destruction, cette destruction était indispensable pour parvenir au but.

En Europe, une fois la pression romaine disparue, la cité-État et la nation régionale se ranimèrent pour former les éléments d'une nouvelle construction ; mais à l'exception d'un pays (et il est curieux de constater que ce pays fut l'Italie elle-même), la cité-État n'a pas offert de résistance réelle au processus d'unification nationale. Nous pouvons attribuer à deux causes la résurrection énergique de la Cité en Italie. D'abord, à l'oppression prématurée que Rome avait fait subir à l'antique vie urbaine libre en Italie avant que toutes ses potentialités n'eussent été réalisées ; ensuite, à sa survie à l'état de germe, non seulement dans la vie civile prolongée de Rome même, mais dans la persistance, au sein de la *Municipia* italienne, d'un sentiment de vie séparée, qui avait été opprimé mais jamais tout à fait écrasé comme le furent la vie séparée du clan en Gaule et en Espagne ou la vie séparée de la Cité en Grèce. Ainsi, psychologiquement, la cité-État italienne ne s'est pas éteinte satisfaite d'avoir donné

sa mesure, pas plus qu'elle n'a été irrémédiablement brisée; elle a revécu en d'autres incarnations. Or, cette résurrection fut un désastre pour la vie nationale de l'Italie¹, bien qu'elle ait été un bienfait et un avantage incalculables pour la culture et la civilisation du monde, car, de même que la vie de la Cité grecque avait à l'origine créé l'art, la littérature, la pensée et la science du monde gréco-romain, de même la vie de la Cité en Italie a retrouvé l'art, la littérature et la science antiques et les a renouvelés en leur donnant une forme nouvelle pour nos temps modernes. En tant qu'unité, la Cité n'a revécu ailleurs que sous la forme des municipalités libres ou à demi libres, comme en France médiévale, dans les Flandres et l'Allemagne du Moyen Âge, mais à aucun moment elles n'ont été un obstacle à l'unification; au contraire, elles ont aidé à former la base subconsciente de l'unification, et en attendant, par la richesse de leurs impulsions et le libre mouvement de leur pensée et de leur art, elles ont prévenu la tendance médiévale à l'uniformité intellectuelle, à la stagnation et à l'obscurantisme.

La vieille nation-clan a péri, sauf dans les pays qui n'avaient pas subi la pression romaine, comme l'Irlande et l'Écosse septentrionale et occidentale, et elle y fut aussi fatale à l'unification que la cité-État en Italie; elle a empêché l'Irlande de former une unité organisée et les Celtes des Highlands de s'amalgamer à la nation écossaise anglo-celtique, jusqu'au jour où l'Angleterre a abattu sur eux son joug et fait ce que la domination romaine aurait accompli si son expansion n'avait été arrêtée par les Grampians et la mer d'Irlande. Dans le reste de l'Europe occidentale, l'œuvre accomplie par la loi romaine était si solide que même la domination des nations-tribus de la Germanie sur les pays occidentaux n'a pas réussi à ranimer la vieille nation-clan, pourtant fortement

1. En effet, il fallut attendre 1861 pour que Victor-Emmanuel II soit proclamé roi d'Italie. (*Note de l'éditeur*)

enracinée et obstinément séparatiste. À leur place, elle a créé les royaumes régionaux de l'Allemagne et les divisions féodales et provinciales de la France et de l'Espagne ; or, c'est seulement en Allemagne, qui comme l'Irlande et les Highlands écossais n'avait pas subi le joug romain, que la vie régionale s'est révélée un sérieux obstacle à l'unification. En France, elle a semblé pendant un temps empêcher l'unification, mais en réalité la vie régionale n'a résisté que juste assez de temps pour devenir un élément de valeur, de richesse et de variation dans l'unité française finale. La perfection sans pareille de cette unité est un signe de la sagesse secrète dissimulée sous les tribulations prolongées que nous observons d'un bout à l'autre de l'histoire de la France, histoire qui, pour un observateur superficiel, semble si douloureuse et tourmentée, une si longue alternance d'anarchie et de despotisme féodal ou monarchique, et si différente du développement graduel, régulier et beaucoup plus ordonné de la vie nationale de l'Angleterre. Mais en Angleterre la variation et la richesse nécessaires à l'organisme final furent apportées autrement, par la vaste différence des races qui ont formé la nouvelle nation et par la persistance du pays de Galles, de l'Irlande et de l'Écosse en tant qu'unités culturelles distinctes, dotées d'une conscience subordonnée et bien à elles au sein de l'unité plus vaste.

Le cycle européen de construction nationale diffère donc du cycle ancien qui a conduit de l'État régional ou de la cité-État à l'empire. Premièrement, en n'outrepassant pas son but pour procéder à une unification plus large, il n'a pas négligé les agrégats intermédiaires indispensables ; deuxièmement, en mûrissant lentement et progressivement par trois étapes successives, il a pu établir l'unité sans détruire les éléments constituants ni les opprimer prématurément ou excessivement par le mécanisme d'unification. La première étape a suivi une longue oscillation de tendances centripètes et centrifuges pendant laquelle le système féodal a apporté un principe d'ordre et d'unité, fluide mais tout

de même organique. La deuxième étape a vu s'instaurer un mouvement d'unification et d'uniformité croissante au cours duquel se sont répétés certains traits de l'ancien système impérial de Rome, mais avec une force moins écrasante et une tendance moins épuisante. Elle a été tout d'abord marquée par la création d'un centre métropolitain qui, comme Rome, a commencé par absorber les meilleures énergies de vie de toutes les autres parties. Un deuxième trait de ce mouvement d'unification a été la croissance d'une autorité souveraine absolue ayant pour fonction d'imposer à la vie nationale une uniformité et une centralisation judiciaires, administratives, politiques et linguistiques. Un troisième signe a été l'établissement d'une tête et d'un corps spirituels directeurs qui ont servi à imposer la même uniformité dans la pensée religieuse, l'éducation intellectuelle et l'opinion publique. Poussée trop loin, cette pression unificatrice aurait pu s'achever d'une manière désastreuse, comme à Rome, si une troisième étape de révolte et de diffusion n'était venue briser ou subordonner les instruments qu'étaient la féodalité, la monarchie et l'autorité de l'Église sitôt leur travail terminé, et n'avait remplacé ceux-ci par un nouveau mouvement tendant à la diffusion de la vie nationale grâce à une organisation systématique et forte de la liberté et de l'égalité politiques, légales, sociales et culturelles. Cette troisième étape cherchait donc, dans la nation moderne comme dans la Cité ancienne, à doter toutes les classes et tous les individus des bienfaits d'une existence nationale libérée et à les faire participer tous aux libres énergies de la nation.

La troisième étape de la vie nationale bénéficie des avantages de l'unité et de l'uniformité plus ou moins grande créées par la deuxième étape ; elle peut alors réutiliser, et en toute sécurité, les possibilités de la vie régionale et urbaine que la première étape avait sauvées d'une destruction complète. Grâce à cette gradation du progrès national, nos temps modernes vont pouvoir de plus en plus envisager (si et quand ce sera voulu ou nécessaire) l'idée

d'une nation fédérée ou d'un empire fédéral solidement fondé sur la base d'une unité psychologique bien acquise ; en fait, c'est ce qui s'est déjà réalisé sous une forme simple en Allemagne et en Amérique. En outre, nous pouvons dès maintenant, si nous le voulons, nous orienter sans danger vers une décentralisation partielle en faisant appel à des gouvernements subordonnés, des communes et des cités provinciales, qui pourront aider à guérir cette maladie qu'est l'excessive succion des meilleures énergies nationales par la métropole, et faciliter la libre circulation des forces dans les divers centres et plexus. En même temps, nous pouvons commencer à prévoir l'utilisation organisée d'un État intelligemment représentatif de toute la nation consciente, active et énergique, comme un moyen de perfectionner la vie de l'individu et de la communauté. Tel est le point auquel le développement de l'agrégat national est parvenu pour le moment, et nous sommes de nouveau en présence, suivant l'orientation future, soit du problème plus vaste de l'agrégat impérial, soit des problèmes encore plus immenses créés par l'unité culturelle grandissante et l'interdépendance commerciale et politique accrue de tout le genre humain.

*La formation de l'unité nationale :
les trois étapes*

On peut considérer que les trois étapes de développement qui ont marqué l'évolution de l'agrégat du type nation pendant les époques médiévale et moderne, constituent le processus naturel de création quand une nouvelle forme d'unité doit s'édifier en des conditions complexes, avec des matériaux hétérogènes et par des méthodes externes plutôt qu'internes. La méthode externe cherche toujours à mouler la condition psychologique des hommes en des formes et des habitudes nouvelles sous la pression des circonstances et des institutions au lieu de créer directement une nouvelle condition psychologique qui engendre d'elle-même, spontanément et avec souplesse, les formes sociales utiles et appropriées. Avec le processus externe, il est nécessaire que la nature des choses présente déjà une certaine sorte d'ordre social et un type de civilisation commun, assez vagues et cependant assez impérieux, pour servir de cadre ou d'armature à l'édifice nouveau. Bien entendu, il faut ensuite qu'intervienne une période d'organisation rigoureuse orientée vers l'unité et la centralisation de l'autorité, et peut-être un nivellement général ou une uniformité sous cette direction centrale. Enfin, si l'organisme nouveau ne doit pas se fossiliser ni stéréotyper la vie, s'il veut rester une création vivante et vigoureuse de la Nature, il faut que suive une période de libre développement interne sitôt que la formation nationale est assurée et que l'unité est devenue une habitude dans la pensée et dans la vie des hommes. Cette activité interne plus libre, une fois assise au centre et à la base par les besoins, les idées et les instincts établis de la communauté, n'entraînera plus de danger

de désordre, de dislocation ou d'arrêt dans la croissance et dans la formation solide de l'organisme.

La forme et le principe de cette première étape, assez imprécise, dépendent de l'histoire antérieure et de la condition présente des éléments qui doivent se souder pour constituer la nouvelle unité. Mais nous remarquons qu'en Europe comme en Asie il existe une tendance commune (qui ne saurait être attribuée à aucun proche échange d'idées, et qui doit donc être assignée à l'action des mêmes causes naturelles et des mêmes nécessités), une tendance à former une hiérarchie sociale fondée sur une division en quatre activités sociales différentes : l'autorité spirituelle, la domination politique, la double fonction économique de production et d'échanges commerciaux, enfin le travail et le service subalternes. L'esprit, la forme et l'équilibre qui ont résulté de cette quadruple hiérarchie ont beaucoup varié suivant les parties du monde et les penchants de la communauté ou les circonstances, mais le principe initial était presque identique. Partout, la même force motrice et la même nécessité poussaient à la création d'une forme de vie commune large et efficace où la fixité de la condition sociale devait permettre de subordonner les intérêts individuels et mineurs de la communauté au joug d'une unité et d'une similitude religieuses, politiques et économiques suffisantes. Il est remarquable que la civilisation de l'Islam, avec son grand principe d'égalité et de fraternité dans la foi et sa curieuse institution d'un esclavage qui n'empêchait pas l'esclave de s'élever jusqu'au trône, n'a jamais été capable d'édifier cette forme de société et n'a jamais pu, en dépit de son contact étroit avec l'Europe politique et progressive, et même après le démembrement de l'empire des califes, parvenir à créer des unités nationales fortes, vivantes, conscientes et bien organisées. C'est maintenant seulement, sous la pression des idées et des conditions du monde moderne, que cette formation nationale est en train de se produire.

Mais même quand cette étape préliminaire arrivait à prendre corps effectivement, les autres étapes ne suivaient pas nécessairement. La période féodale de l'Europe avec ses quatre ordres — clergé, roi et noblesse, bourgeoisie, prolétariat — ressemble d'assez près à l'ordre indien quadruple avec ses prêtres, soldats, marchands et *shûdras*. Le système indien tirait son empreinte caractéristique d'un ordre d'idées différent, plus religieux et éthique que politique et social ou économique ; et pourtant, pratiquement, la fonction dominante du système indien était sociale et économique, et à première vue il semble qu'il n'y ait eu aucune raison qu'il ne suive pas, avec des différences de détail, l'évolution commune. Le Japon et son grand ordre féodal sous la direction spirituelle et séculière du Mikado, puis sous la double direction du Mikado et du Shogun, est devenu l'une des unités nationales les plus vigoureuses et les plus conscientes que le monde ait jamais vues. La Chine et sa grande classe de lettrés, qui remplissaient à la fois la fonction du brâhmane et celle du *kshatriya*, la connaissance spirituelle et séculière et les fonctions exécutives, avec, au sommet, son Empereur Fils du Ciel représentant l'unité nationale, a réussi à devenir une nation unie. Si le résultat a été différent en Inde, c'est que, entre autres causes, l'évolution de l'ordre social a été différente. Partout ailleurs, cette évolution s'est orientée vers une organisation et une direction séculières ; elle a créé au sein de la nation une claire conscience politique et, par suite, une subordination de la classe sacerdotale à la classe militaire et administrative, ou parfois leur égalité, parfois même leur fusion sous une direction spirituelle et séculière commune. Dans l'Inde médiévale, au contraire, cette évolution s'est acheminée vers la domination sociale de la classe sacerdotale et a substitué une conscience spirituelle commune à une conscience politique commune, comme base du sentiment national. Elle n'a produit aucun centre séculier durable, aucune grande figure impériale ou royale qui par son prestige, son pouvoir, son ancienneté, ses titres

à la vénération et à l'obéissance générales aurait pu excéder, ou même simplement équilibrer, le prestige et le pouvoir sacerdotaux, et créer un sentiment d'unité politique autant qu'un sentiment d'unité spirituelle et culturelle.

Le conflit de l'Église et de l'État monarchique est l'une des caractéristiques les plus importantes et les plus capitales de l'histoire de l'Europe. Ce conflit se fût-il achevé par un dénouement contraire, tout l'avenir de l'humanité eût été en péril. En tout cas, l'Église a dû renoncer à ses prétentions d'indépendance et de domination du pouvoir temporel. Même dans les nations qui sont restées catholiques, l'indépendance et la domination effectives de l'autorité temporelle ont bien fini par triompher ; ainsi, le contrôle exercé sur l'Église et le clergé gallicans par le roi de France, a rendu impossible toute intervention effective du Pape dans les affaires de la France. En Espagne, en dépit de l'étroite alliance du Pape et du roi et de l'acceptation théorique d'une complète autorité spirituelle de la papauté, c'est l'autorité temporelle qui pratiquement a déterminé la politique ecclésiastique et ordonné les terreurs de l'Inquisition. En Italie, la présence directe du chef spirituel du catholicisme à Rome, a été un grand obstacle moral au développement d'une nation politiquement unie ; la résolution passionnée avec laquelle le peuple italien libéré a voulu établir son roi à Rome, était vraiment le symbole de la loi suivant laquelle une nation consciente et politiquement organisée ne peut reconnaître en son sein qu'une seule autorité centrale et suprême, celle du pouvoir séculier. La nation qui est parvenue à ce stade, ou qui est sur le point d'y parvenir, se doit de séparer l'exigence religieuse ou spirituelle de sa vie ordinaire, séculière et politique, en individualisant la religion ; ou alors elle doit unir l'une et l'autre par une alliance de l'Église et de l'État qui soutienne l'autorité unique du chef temporel ou combine les directions spirituelle et temporelle en une seule autorité, comme ce fut le cas au Japon et en Chine, ou en Angleterre pendant la

Réforme. Même en Inde, le premier peuple qui ait développé une conscience nationale non exclusivement spirituelle, fut le peuple rajput, et en particulier les Rajputs de Mewar pour qui le raja était en tous points le chef de la société et de la nation ; et les peuples qui, après avoir instauré une conscience nationale, ont été le plus près d'accomplir également une unité politique organisée, furent les Sikhs, auxquels Guru Govind Singh a délibérément donné un centre commun séculier et spirituel à la fois, avec le « Khalsa », puis le peuple mahratte, qui non seulement a établi une autorité séculière représentant la nation consciente, mais s'est sécularisé au point que le peuple tout entier, pour ainsi dire, brâhmanes et *shûdras* sans distinction, est devenu potentiellement, pendant un temps, un peuple de soldats, de politiciens et d'administrateurs.

En d'autres termes, si l'institution d'une hiérarchie sociale fixe semble avoir été une étape nécessaire pendant les premières tentatives de formation nationale, il fallait qu'elle se modifie et prépare sa propre dissolution afin que les étapes ultérieures deviennent possibles. Un instrument qui est bon pour un certain travail et dans certaines conditions déterminées, devient nécessairement un obstacle s'il se perpétue quand les conditions changent et qu'un autre travail doit s'accomplir. Le cours des choses voulait que l'on passât de l'autorité spirituelle d'une classe et de l'autorité politique d'une autre, à la centralisation de la vie commune de la nation grandissante sous une direction séculière plutôt que religieuse, ou si la tendance religieuse était trop forte dans le peuple pour séparer le spirituel du temporel, sous une direction nationale qui devînt la source unique de l'autorité dans les deux ordres. Aucune unité nationale distincte ne peut réussir à se former sans la création d'une conscience politique ; il était donc particulièrement nécessaire que les sentiments, les activités et les instruments propres à cette création prissent le dessus pendant un temps et que tout le reste demeurât à l'arrière-plan pour les

soutenir. Une Église ou une caste sacerdotale prépondérante qui se confine dans sa propre fonction, est incapable de former l'unité politique organisée d'une nation, car elle est gouvernée par des considérations étrangères à la politique et à l'administration et il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle leur subordonne ses propres sentiments et ses propres intérêts. Il ne peut pas en être autrement, à moins que la caste religieuse ou la classe sacerdotale ne devienne aussi, comme au Tibet, une classe politique qui gouverne réellement le pays. En Inde, la prépondérance d'une caste guidée par des considérations et des intérêts sacerdotaux, religieux et partiellement spirituels — une caste qui dominait la pensée et la société et déterminait les principes de la vie nationale sans la gouverner ni l'administrer réellement — a toujours barré le chemin au développement national tel qu'il a été suivi par les peuples européens et mongols, d'esprit plus séculier. C'est de nos jours seulement, après l'avènement de la civilisation européenne et quand la caste des brâhmanes eut non seulement perdu la majeure partie de son emprise exclusive sur la vie nationale mais se fut aussi largement sécularisée, que les considérations politiques et séculières sont passées au premier plan, qu'une conscience politique générale s'est éveillée et que l'unité organisée de la nation, distincte de l'unité spirituelle et culturelle, est devenue pratiquement possible au lieu de rester à l'état de tendance subconsciente informe.

La deuxième étape du développement de l'unité nationale a donc été marquée par une modification de la structure sociale permettant d'ouvrir la porte à un centre d'unité politique et administrative puissant et visible. Cette étape, nécessairement accompagnée d'une forte tendance à abroger jusqu'aux libertés qu'offrait la hiérarchie sociale fixe, a généralement concentré le pouvoir entre les mains d'un gouvernement monarchique puissant, sinon absolu. Selon les idées démocratiques modernes, le monarque n'est tolérable que comme un personnage décoratif

inopérant ou comme un serviteur de la vie de l'État, un centre commode du pouvoir exécutif, mais il n'est plus indispensable en tant qu'autorité réelle ; pourtant, on ne saurait trop exagérer l'importance historique d'une royauté puissante pour la formation du type national tel qu'il s'est effectivement créé au Moyen Âge. Même dans une Angleterre insulaire et individualiste, amoureuse de la liberté, les Plantagenêts et les Tudors furent le noyau réel et actif autour duquel la nation a acquis une forme définie, une vigueur adulte ; et dans les pays du continent, le rôle joué par les Capétiens et leurs successeurs en France, par la maison de Castille en Espagne et les Romanov ou leurs prédécesseurs en Russie, est encore plus frappant. Dans le cas des Romanov, on pourrait presque dire que sans les Ivan, les Pierre et les Catherine, il n'y aurait pas eu de Russie. Même dans les temps modernes, les peuples démocratiques ont observé avec étonnement et malaise le rôle presque médiéval joué par les Hohenzollern dans l'unification et le développement de l'Allemagne ; pareil phénomène ne leur était plus intelligible et leur semblait à peine sérieux. Nous observons le même phénomène dans la première période de formation des nouvelles nations balkaniques. En dépit de toutes les étranges tragi-comédies qui l'ont accompagnée, la recherche d'un roi qui pût centraliser et aider leur développement, devient parfaitement intelligible si l'on comprend que c'est la manifestation sentimentale d'une ancienne nécessité, qui n'est plus si nécessaire maintenant¹ mais qui s'était fait sentir dans le mental subconscient de ces peuples. Le Mikado a joué le même rôle pour la transformation du Japon en une nation de type moderne ; l'instinct des rénovateurs l'a fait sortir de sa réclusion impuissante pour satisfaire à ce besoin intérieur. En

1. Elle a maintenant cédé la place à l'autorité politico-spirituelle d'un chef semi-divin, ou peu s'en faut, en la personne d'un Führer qui « incarne » en quelque sorte la personnalité de la race. (*Note de Sri Aurobindo*)

Chine révolutionnaire, l'essai de brève dictature¹ pour convertir le pays en une nouvelle monarchie nationale, peut tout autant être attribué à ce même sentiment, exprimé par un esprit pratique, qu'à une simple ambition personnelle². Le sentiment du grand rôle joué par la royauté dans la centralisation et la formation de la vie nationale au stade le plus critique de sa croissance, explique la tendance générale en Orient, et assez fréquente dans l'histoire de l'Occident, à investir celle-ci d'un caractère presque sacré; ce même sentiment explique également la loyauté passionnée avec laquelle les grandes dynasties nationales ou leurs successeurs furent servis, même au moment de leur dégénérescence et de leur chute.

Mais cette phase du développement national, quelque salutaire qu'ait été son rôle particulier, s'accompagne presque fatalement d'une suppression des libertés internes du peuple; c'est ce qui explique la sévérité (toute naturelle, bien que peu scientifique) avec laquelle la pensée moderne a jugé le vieil absolutisme monarchique et ses tendances. Car c'est toujours un mouvement de concentration, de resserrement, d'uniformité, de contrôle rigoureux et de direction à sens unique; universaliser une loi, un gouvernement, une autorité centrale, est le besoin de l'heure, et par conséquent l'esprit du mouvement est d'imposer et de centraliser l'autorité, de restreindre ou de supprimer complètement la liberté et les libres variations. En Angleterre la période de la Nouvelle Monarchie depuis Édouard IV jusqu'à Élisabeth, en France la grande période des Bourbons depuis Henri IV jusqu'à

1. Il s'agit, rappelons-le, d'un ambitieux sans génie, le général Yuan Chekai, qui par la constitution du 1^{er} mai 1914, et après avoir écarté Sun Yat-sen, est devenu « dictateur ». Il projetait de se faire nommer empereur lorsqu'il mourut à point nommé en 1916. (*Note de l'éditeur*)

2. Remarquons que même l'idéalisme démocratique de la pensée moderne en Chine, a été obligé de se cristalliser autour d'un « chef » — un Sun Yat-sen ou un Tchang Kai-shek — et que la force de l'inspiration a dépendu du pouvoir de ce centre vivant. (*Note de Sri Aurobindo*)

Louis XIV, en Espagne l'époque qui va de Ferdinand à Philippe II, en Russie les règnes de Pierre le Grand et de Catherine, furent les époques où ces nations sont parvenues à leur maturité, se sont formées pleinement, ont consolidé leur esprit et établi une robuste organisation. Ce furent des périodes d'absolutisme ou de tendance à l'absolutisme durant lesquelles se fonda, ou tenta de se fonder, une certaine uniformité. Sous des dehors plus primitifs, cet absolutisme cachait déjà un renouveau de l'idée étatique et du droit de l'État à imposer sa volonté à la vie, à la pensée et la conscience du peuple afin d'en faire un unique corps et un unique esprit, indivisibles, parfaitement efficaces et parfaitement dirigés¹.

Si nous partons de ce point de vue, nous comprendrons plus clairement les efforts des Tudors et des Stuarts afin d'imposer au peuple, non seulement l'autorité monarchique mais l'uniformité religieuse, et nous saisirons le vrai sens des guerres de religion en France, de la domination de la monarchie catholique en Espagne avec ses atroces méthodes d'Inquisition, de la volonté tyrannique des tsars absolus en Russie pour imposer aussi une Église nationale absolue. La tentative a échoué en Angleterre, car, après Élisabeth, elle ne correspondait plus à un besoin réel ; la nation était déjà bien formée, solide et à l'abri des forces de démembrement. Il a réussi ailleurs, en des pays aussi bien protestants que catholiques ; et dans les rares cas où le mouvement absolutiste n'a pas pu se produire ou a échoué, le résultat, comme en Pologne, a été désastreux. Certainement, c'était partout une violence à l'âme humaine, mais ce n'était pas simplement l'effet de quelque méchanceté naturelle des dirigeants ; c'était une étape inévitable dans la formation de l'unité nationale par des moyens politiques et mécaniques. Si l'Angleterre est devenue le

1. C'est ce que démontrent maintenant, avec une intéressante perfection, la Russie, l'Allemagne et l'Italie : l'idée totalitaire. (*Note de Sri Aurobindo*)

seul pays d'Europe où la liberté a pu grandir par une gradation naturelle, c'est sans doute en grande partie du fait des fortes qualités du peuple, mais plus encore à cause de son heureuse histoire et de sa situation insulaire.

Au cours de cette évolution, l'État monarchique a écrasé ou subordonné les libertés religieuses des hommes et fait d'un ordre ecclésiastique servile ou complaisant le prêtre de son droit divin, et de la religion la servante du trône séculier. Il a détruit les libertés de l'aristocratie tout en lui laissant ses privilèges, et encore ceux-ci ne lui étaient-ils laissés que pour soutenir et étayer le pouvoir du roi. Après s'être servi de la bourgeoisie contre les nobles, il a détruit ses libertés civiques réelles et vivantes chaque fois qu'il le pouvait et ne lui a laissé que quelque forme extérieure de liberté avec sa part de droits et de privilèges spéciaux. Quant au peuple, il n'avait aucune liberté à perdre. Ainsi, l'État monarchique a concentré entre ses mains toute la vie de la nation. L'Église l'a servi avec son influence morale ; les nobles avec leur tradition et leurs aptitudes militaires ; la bourgeoisie avec le talent ou la chicane de ses hommes de loi, avec le génie littéraire ou le pouvoir administratif de ses érudits et de ses penseurs, avec le talent naturel de ses hommes d'affaires ; le peuple a payé les impôts et servi de son sang les ambitions personnelles et nationales de la monarchie. Mais toute cette structure puissante, cette organisation étroitement tissée, était condamnée par son triomphe même et prédestinée à l'écroulement d'une chute brutale, ou d'une abdication graduelle plus ou moins involontaire devant les influences et les nécessités nouvelles. La structure monarchique a été tolérée et supportée aussi longtemps que la nation sentait consciemment ou subconsciemment sa nécessité et sa justification ; dès que son rôle eut été rempli et que son utilité eut disparu, la vieille contestation est revenue, dès lors pleinement consciente, et il n'était plus possible de la repousser ni de la supprimer d'une façon permanente. En faisant de

l'ordre ancien un vulgaire simulacre, la monarchie avait détruit ses propres fondements. L'autorité sacerdotale de l'Église, une fois contestée pour des raisons spirituelles, ne pouvait plus longtemps subsister par des moyens temporels, par l'épée et la loi ; l'aristocratie, qui avait gardé ses privilèges en perdant ses fonctions réelles, était devenue odieuse et contestable pour les classes inférieures ; la bourgeoisie, consciente de son talent, irritée par son infériorité sociale et politique, éveillée par la voix de ses penseurs, prit la tête du mouvement de révolte et fit appel à la populace ; les masses — muettes, opprimées, douloureuses — se soulevèrent avec le nouvel appui qu'on leur avait autrefois refusé et renversèrent toute la hiérarchie sociale. D'où l'effondrement du monde ancien et la naissance d'un âge nouveau.

Déjà, nous avons vu la justification profonde du grand mouvement révolutionnaire. L'entité nationale ne se forme pas et n'existe pas pour elle-même ; sa raison d'être est de fournir le cadre d'une agrégation plus vaste où le génie de l'espèce, et non plus seulement de quelques classes ou de quelques individus, pourra progresser vers un développement humain complet. Tant que le travail de formation est en cours, ce développement plus large peut être retardé et la considération primordiale doit être l'ordre ou l'autorité ; mais dès que l'existence de l'agrégat est assurée et que celui-ci ressent le besoin d'une expansion intérieure, il n'en va plus de même. Alors, les vieux liens doivent éclater et les moyens qui avaient servi à la formation doivent être maintenant rejetés comme des obstacles à la croissance. La liberté devient le mot d'ordre du genre humain. L'ordre ecclésiastique, qui supprimait la liberté de pensée et le progrès éthique et social nouveau, doit être dépossédé de son autorité despotique afin que l'homme devienne mentalement et spirituellement libre. Les monopoles et les privilèges du roi et de l'aristocratie doivent être détruits afin que tous puissent avoir leur part de la puissance, de la prospérité et de l'activité nationales. Enfin, le capitalisme

bourgeois doit être amené, par la persuasion ou la contrainte, à consentir à un ordre économique d'où la souffrance, la pauvreté et l'exploitation seront éliminées et où la richesse de la communauté sera plus équitablement partagée entre tous ceux qui contribuent à la créer. Dans tous les domaines, les hommes doivent entrer en possession de leur dû, réaliser la dignité et la liberté humaines qui sont en eux et donner libre essor à leurs capacités les plus hautes.

Mais la liberté est insuffisante, la justice aussi est nécessaire et devient une revendication pressante ; le cri de l'égalité s'élève. Certes, l'égalité absolue n'existe pas en ce monde, mais ce mot d'ordre visait les inégalités injustes et inutiles du vieil ordre social. Dans un ordre social équitable, les chances doivent être égales pour tous ; une égale éducation doit permettre à chacun de développer et d'utiliser ses facultés ; une part égale aux avantages de la vie de l'agrégat doit autant que possible être réservée à ceux qui contribuent à son existence, à sa vigueur et son développement par leurs capacités. Comme nous l'avons noté, ce besoin d'expansion interne aurait pu prendre la forme idéale d'une libre coopération guidée et protégée par une autorité centrale sage et libérale qui aurait représenté la volonté commune ; mais en fait, nous sommes revenus à la notion antique d'un État absolu et efficace, non plus monarchique, ecclésiastique ni aristocratique, mais séculier, démocratique et socialiste, où la liberté est sacrifiée au besoin d'égalité et à l'efficacité de l'agrégat. Nous n'examinerons pas maintenant les causes psychologiques de ce retour en arrière. Peut-être la liberté et l'égalité, la liberté et l'autorité, la liberté et l'efficacité organisées ne peuvent-elles pas se concilier d'une façon tout à fait satisfaisante tant que l'homme individuel et collectif vit dans l'égoïsme, tant qu'il est incapable d'opérer une profonde transformation spirituelle et psychologique et de dépasser la simple association collective pour s'élever jusqu'au troisième idéal, que par une vague intuition

les penseurs révolutionnaires de France ont ajouté à leur mot d'ordre de liberté et d'égalité — le plus grand des trois, bien qu'il ne soit encore qu'un mot vide de sens sur les lèvres des hommes —, l'idéal de fraternité, ou, traduit d'une façon moins sentimentale et plus vraie : l'idéal de l'unité intérieure. Cet idéal, aucun mécanisme social, politique ni religieux ne l'a jamais créé et ne peut le créer ; il doit prendre naissance dans l'âme et jaillir du dedans, des profondeurs cachées et divines.

*Possibilité d'un début d'unité internationale :
ses énormes difficultés*

La croissance de l'entité nationale se fait en réalité sous la pression d'un besoin intérieur et d'une idée intérieure, mais par l'entremise de forces, de formes et de moyens politiques, économiques et sociaux. L'étude de ce développement nous montre un progrès qui part d'une formation imprécise où sont rassemblés divers éléments en vue de l'unification, puis une période de forte concentration et de contrainte pendant laquelle un ego national conscient se développe, se fortifie et acquiert un centre et les organes nécessaires à sa vie, enfin une période finale d'existence séparée et de solide unité interne qui permet de résister aux pressions externes et qui donne à chacun la liberté et la possibilité de participer activement et de plus en plus également aux bénéfices de la vie nationale. Si l'unité de l'espèce humaine doit se réaliser par les mêmes voies et les mêmes moyens et d'une manière analogue à celle de la nation, nous devons nous attendre à ce qu'elle suive un cours analogue. Du moins, c'est la probabilité la plus évidente, et elle semble conforme à la loi naturelle de toute création : d'abord une masse imprécise, une vague plus ou moins amorphe de forces et de matériaux, puis une contraction, un resserrement, une solidification dans un moule précis où peut enfin se dérouler en toute sécurité l'évolution féconde de formes vivantes variées.

Si nous considérons l'état actuel du monde et ses possibilités immédiates, nous voyons qu'une période initiale de formation imprécise et d'ordre imparfait est inévitable. Ni l'état de préparation intellectuelle de l'espèce humaine, ni le développement de ses sentiments ni les forces et les conditions économiques

et politiques qui la meuvent ou dont elle se préoccupe, n'ont atteint le point de tension interne ou de pression externe qui permettrait d'espérer un changement total de notre base de vie et l'établissement d'une unité complète et réelle. Pour le moment, il ne peut y avoir d'unité réelle, même extérieure, et encore moins d'unité psychologique. Il est vrai qu'un vague sentiment ou un besoin de quelque chose de ce genre a rapidement grandi et que la leçon de la guerre a fait sortir de l'état naissant où elle n'était encore que la chimère généreuse de quelques pacifistes ou idéalistes internationalistes, ce qui sera l'idée maîtresse de l'avenir. On est arrivé à reconnaître que l'idée d'unité humaine recèle une force de réalisation finale, et la voix de ceux qui la décriaient comme une marotte d'intellectuels excentriques et de maniaques, n'a plus autant de volume, ni la même confiance, n'étant plus aussi solidement soutenue par le bon sens de l'homme moyen, ce bon sens à courte vue du mental matériel qui est doté d'un fort sentiment des réalités immédiates et d'un complet aveuglement pour les possibilités futures. Mais jusqu'à présent, la longue préparation intellectuelle a manqué ; les intellectuels de l'époque n'ont pas jeté la semence d'une pensée de plus en plus impérieuse afin de remodeler les idées de l'homme moyen, et la révolte grandissante contre les conditions actuelles n'a pas encore atteint le point où de grandes masses d'hommes, saisies par la passion d'un idéal et l'espoir d'un bonheur nouveau pour l'humanité, sont prêtes à briser les bases existantes pour bâtir un nouvel ordre de vie collective. Il y a bien eu, dans une large mesure, une certaine préparation intellectuelle et un rassemblement des forces de révolte, mais dans une autre direction et pour remplacer la base individualiste de la société par un collectivisme de plus en plus complet. Ici, la guerre a agi comme une force accélératrice et nous a beaucoup rapprochés de la réalisation d'un socialisme d'État (pas nécessairement démocratique). Mais nulle part, ne sont apparues les conditions

préalables qui favoriseraient un fort mouvement d'unification internationale. On ne peut raisonnablement prédire un grand jaillissement dynamique d'idéalisme en masse allant dans ce sens. Il est possible que la préparation ait commencé, que les événements récents l'aient grandement facilitée et hâtée, mais elle n'en est encore qu'à ses premières étapes.

Dans ces conditions, il est peu probable que les idées et les projets des intellectuels du monde qui voudraient repenser le statut de la vie internationale de fond en comble à la lumière de principes généraux, puissent se réaliser tout de suite. En l'absence d'une explosion idéaliste générale de l'aspiration humaine créatrice qui rendrait possible pareil changement, ce ne sont pas les idées du penseur qui façonneront l'avenir, mais le mental pratique du politicien, parce qu'il représente la raison moyenne et le tempérament moyen de l'époque — mais ce qu'il accomplit est généralement beaucoup plus proche du minimum que du maximum possible. La mentalité moyenne des grandes masses est prête à écouter les idées qu'on l'a préparée à recevoir et elle a l'habitude de se jeter sur une notion ou l'autre avec une avidité sectaire, tandis que son action reste moins gouvernée par sa pensée que par ses intérêts, ses passions, ses préjugés. Le politicien et l'homme d'État (le monde est maintenant plein de politiciens, mais bien vide d'hommes d'État) obéissent à l'état d'esprit général de la masse ; le politicien est gouverné par cet état d'esprit, tandis que l'homme d'État doit toujours en tenir le plus grand compte et ne peut conduire la masse où il voudrait, à moins qu'il ne soit l'un de ces grands génies ou de ces puissantes personnalités qui unissent la largeur d'esprit, la force de conception dynamique, à un pouvoir ou à une influence énormes sur les hommes. De plus, le mental politique a ses limitations particulières, outre celles de la mentalité générale de la masse : plus qu'elle encore, il est respectueux du statu quo, moins disposé encore aux grandes aventures et à abandonner les sûrs

ancrages du passé, plus incapable de se lancer dans l'incertain et le nouveau. Pour s'y résoudre, il faut qu'il soit contraint par l'opinion générale ou par un intérêt puissant, à moins qu'il ne tombe lui-même sous le charme d'un grand et nouvel enthousiasme qui flotte dans l'atmosphère mentale de l'époque.

Si le mental politicien est entièrement laissé à lui-même, nous ne pouvons guère espérer que la plus grande convulsion internationale de l'histoire apporte un résultat autrement tangible qu'un réarrangement de frontières, une redistribution du pouvoir et des possessions, et quelques développements plus ou moins désirables dans les relations internationales, commerciales ou autres. C'est là une désastreuse possibilité qui conduirait (tant que le problème n'est pas résolu) à des convulsions plus désastreuses encore, et l'avenir du monde n'est en rien protégé contre cette éventualité. Cependant, puisque le mental de l'humanité a été grandement ému et ses sentiments puissamment éveillés, puisque l'on sent de plus en plus que le vieil état de choses n'est plus tolérable et que même le mental politicien doit s'être aperçu maintenant assez clairement à quel point est indésirable un équilibre international reposant sur une alliance d'égoïsmes nationaux seulement refrénés par des frayeurs mutuelles et des hésitations communes ou par d'inefficaces traités d'arbitrage, des tribunaux de La Haye et tous les grincements maladroits d'un Concert européen, nous devrions pouvoir espérer que l'écroulement moral du vieil ordre amène quelque tentative sérieuse pour instaurer un ordre nouveau. Les passions, les haines, les espoirs nationaux égoïstes attisés par la guerre, seront certainement de grands obstacles sur le chemin et peuvent aisément frapper d'inanité ce commencement d'ordre ou ne lui conférer qu'une stabilité momentanée. Mais à défaut d'autre chose, le simple épuisement et la réaction interne qui se sont produits après le relâchement de la tension du combat, pourraient peut-être donner le temps à des idées nouvelles, des sentiments, des

forces, des événements nouveaux, d'émerger et de contrecarrer l'influence pernicieuse¹.

Cependant, le maximum que nous puissions espérer sera nécessairement peu de chose. Dans la vie interne des nations, les effets ultimes de la guerre ne peuvent manquer d'être puissants et radicaux, car là tout est prêt : après l'énormité de la pression subie, l'expansion qui suit aura certainement des résultats d'une grandeur correspondante. Mais dans la vie internationale, on ne peut guère s'attendre à mieux qu'à un minimum de changement radical qui, si petit qu'il soit, pourrait malgré tout se révéler un point de départ irrévocable, une graine de vitalité suffisante pour assurer l'inévitabilité de la croissance future. À vrai dire, si avant la fin de ce conflit mondial il s'était produit quelque fait nouveau assez puissant pour changer la mentalité générale de l'Europe, pour contraindre à plus de profondeur les pensées naines de ses gouvernants, pour faire sentir plus largement la nécessité d'un changement radical, nous aurions pu espérer davantage, mais à mesure que le grand conflit tirait à sa fin, aucune possibilité de ce genre n'a émergé ; la période dynamique de la crise pendant laquelle prennent forme les idées et les tendances effectives des hommes, s'est écoulée sans créer aucune impulsion forte ni profonde. Sur deux points seulement, la mentalité générale des peuples s'est trouvée puissamment affectée. D'abord, un sentiment de révolte s'est éveillé contre la répétition possible de la grande catastrophe ; puis, plus fortement encore, s'est fait sentir la nécessité de trouver les moyens d'éviter la dislocation

1. Ceci fut originellement écrit en 1916, avant la fin de la guerre. Cette possibilité plus heureuse n'a pu se matérialiser tout de suite ; mais l'insécurité croissante, la confusion et le désordre, ont rendu de plus en plus impérieuse la création de quelque système international, si la civilisation moderne ne doit pas s'effondrer dans le sang et le chaos. C'est cette nécessité qui a déterminé la création de la Société des Nations, d'abord, puis de l'ONU. Ni l'une ni l'autre ne se sont montrées très satisfaisantes du point de vue politique ; mais désormais l'existence d'un centre d'ordre organisé est devenu très évidemment indispensable. (*Note de Sri Aurobindo*)

sans égale de la vie économique de l'humanité issue de cette convulsion. C'est donc dans ces deux directions que l'on pouvait s'attendre à un fait nouveau réel, car il fallait bien faire quelque chose si l'on voulait satisfaire l'attente générale et le désir de tous ; traiter à la légère ces sentiments, c'était déclarer en faillite l'intelligence politique de l'Europe. Cet échec aurait convaincu d'impuissance morale et intellectuelle les gouvernements et les classes dirigeantes, et finalement, peut-être, provoqué une révolte générale des peuples européens contre les institutions existantes et contre la présente direction des affaires publiques, aveugle et sans gouvernail.

On pouvait donc espérer quelque effort afin de trouver le moyen sûr et efficace de réglementer et de restreindre la guerre, de limiter les armements, de régler d'une manière satisfaisante les disputes dangereuses, et surtout, bien que ce fût le plus difficile, de pallier le conflit des visées et des intérêts commerciaux qui sont actuellement le facteur vraiment décisif (mais certes pas le seul) du retour périodique des guerres. Si ces nouvelles mesures pouvaient contenir en germe un contrôle international, si elles marquaient un premier pas vers un vague organisme international ou en recelaient peut-être les éléments ou une première ébauche, si même elles apportaient un premier modèle auquel l'humanité pût se reporter pour façonner son effort vers une existence unifiée, alors, si rudimentaires et peu satisfaisantes que fussent ces mesures, elles porteraient une promesse d'avenir certaine. Une fois l'humanité mise en route, il sera impossible de revenir en arrière et, quels que soient les conflits, les difficultés, les déceptions, les réactions, les arrêts ou les interruptions brutales qui puissent marquer le cours du développement, tous ces incidents devront en fin de compte aider plutôt qu'entraver l'inévitable résultat final.

Pourtant, il serait vain d'espérer que le principe d'un contrôle international soit tout de suite entièrement efficace ni que cet

organisme imprécis (qui sera probablement au début une nébuleuse semi-formée) puisse prévenir de nouveaux conflits, de nouvelles explosions ou catastrophes¹. Les difficultés sont trop grandes. La mentalité de l'espèce n'a pas encore l'expérience nécessaire, l'intellect de ses classes dirigeantes n'a pas acquis le minimum de sagesse et de prévoyance requis, le tempérament des peuples n'a pas cultivé les instincts et les sentiments indispensables. Quelles que soient les mesures adoptées, elles reposeront sur la vieille base des égoïsmes nationaux, sur les appétits, les cupidités, l'arrogance des nations, et elles s'efforceront simplement de les modérer juste assez pour éviter les heurts trop désastreux. Les premiers moyens employés seront nécessairement insuffisants parce qu'ils respecteront trop les égoïsmes mêmes que l'on cherche à refréner. Les causes de conflit resteront, l'état d'esprit qui les a engendrées persistera, peut-être atténué et épuisé pour un temps et sous certains de ses aspects, mais nullement exorcisé; les moyens de combat seront peut-être mis sous contrôle, mais il leur sera permis de subsister. Les armements seront réduits, peut-être, mais ils ne seront pas abolis; l'effectif des armées nationales pourra être limité (illusoire limitation) mais les armées resteront; la science continuera à servir ingénieusement l'art du massacre collectif. La guerre ne peut être abolie que si les armées nationales sont abolies, et même alors, ce ne sera pas sans difficulté, car il faudrait mettre au point quelque mécanisme nouveau, et l'humanité ne sait pas encore comment le trouver, et serait-il trouvé que pendant longtemps elle ne serait pas capable de l'utiliser et n'en aurait pas vraiment le désir. Or, il n'y a aucune chance que les armées nationales soient abolies; chaque nation se méfie trop

1. Cette prédiction, facile à faire alors, et l'examen de ses causes, ont été pleinement justifiés par les événements qui ont suivi et par le déclenchement d'une guerre encore plus formidable et plus désastreuse. (*Note de Sri Aurobindo*)

des autres, a trop d'ambitions et d'appétits, trop besoin de rester armée, fût-ce pour garder ses marchés et tenir en laisse ses dominions, ses colonies, ses peuples en sujétion. Les ambitions et les rivalités commerciales, l'orgueil politique, les rêves, les soifs, les jalousies ne vont pas disparaître comme par un coup de baguette magique, simplement parce que l'Europe, dans un fol éclat d'ambitions, de jalousies et de haines longuement mûries, a décimé sa population mâle et jeté en trois ans dans le creuset de la guerre les ressources de plusieurs décennies. L'éveil doit aller plus profond ; il doit se saisir de sources d'action beaucoup plus pures avant que la psychologie des nations puisse se transmuer en un « quelque chose de merveilleux, de fécond et d'étrange » qui éliminera de notre vie humaine affligée et trébuchante, les collisions internationales et la guerre.

L'égoïsme national demeurant, les moyens de conflit demeurant, leurs causes, occasions ou prétextes ne manqueront jamais. La guerre actuelle a éclaté parce que les nations prépondérantes avaient depuis longtemps fait tout ce qu'il fallait pour la rendre inévitable ; elle a éclaté parce qu'il y avait un imbroglio dans les Balkans et un espoir au Proche-Orient, parce qu'il y avait des rivalités commerciales et coloniales en Afrique du Nord (et les grandes nations s'étaient déjà battues pour cela pendant la paix, bien avant que l'une, puis d'autres, se jettent sur les fusils et les obus). Sarajevo et la Belgique furent de simples facteurs décisifs ; pour trouver les causes profondes, il faut remonter au moins à Agadir et à Algésiras. Du Maroc à Tripoli, de Tripoli à la Thrace et à la Macédoine, de la Macédoine à l'Herzégovine, la charge électrique s'est propagée avec cette inévitable logique des causes et effets, des actions et de leurs fruits — ce que nous appelons le *karma* —, semant sur son chemin des petites détonations, jusqu'à ce qu'elle ait touché le point inflammable et provoqué la vaste explosion qui a couvert l'Europe de sang et de ruines. Il se peut que la question des Balkans soit définitivement réglée, bien

que ce soit loin d'être sûr ; il se peut que l'expulsion définitive de l'Allemagne hors d'Afrique puisse détendre la situation en laissant ce continent aux mains de trois ou quatre nations qui, pour le moment, se trouvent alliées. Mais même si l'Allemagne était effacée de la carte et ses ressentiments et ses ambitions rayés des facteurs européens, les causes fondamentales du conflit resteraient. Il y aurait encore la question asiatique du Proche et de l'Extrême-Orient, qui peut se présenter en d'autres conditions, prendre de nouvelles apparences et regrouper ses éléments, mais qui restera si grosse de dangers que si elle était stupidement réglée ou ne se réglait pas d'elle-même, on pourrait à coup sûr prédire une grande conflagration humaine dont l'Asie serait l'origine ou le premier champ de bataille. Même si cette difficulté est résolue, de nouvelles causes de conflit surgiront nécessairement partout où l'esprit d'égoïsme et de cupidité nationale cherchera sa satisfaction ; tant que l'égoïsme subsistera, il cherchera à se satisfaire, et même la satiété ne le satisfera jamais pour de bon. L'arbre doit porter ses fruits, et la Nature est toujours un jardinier diligent.

Limiter les armées et les armements est un remède illusoire. Même si l'on réussissait à trouver un instrument de contrôle international efficace, il cesserait de fonctionner sitôt l'apparition d'un choc de guerre réel. Le conflit européen a démontré qu'en temps de guerre, un pays peut se transformer en une énorme manufacture d'armes, qu'une nation peut convertir en armée toute sa population mâle pacifique. L'Angleterre, qui avait commencé par une petite force armée, voire insignifiante, put en une seule année lever des millions d'hommes ; en deux ans, ils étaient entraînés, équipés et jetés effectivement dans la balance. Cet exemple suffit à prouver que la limitation des armées et des armements peut seulement alléger le fardeau national en temps de paix, lui laissant par cela même davantage de ressources pour le conflit, mais elle ne peut empêcher, ni même diminuer,

l'intensité désastreuse et la généralisation de la guerre. Mais l'établissement d'une loi internationale plus forte, appuyée par des sanctions plus efficaces, ne serait pas davantage un remède parfait et indubitable. On a souvent prétendu que c'était cette loi qui était nécessaire; de même qu'au sein de la nation la loi a remplacé et supprimé la vieille méthode barbare de règlement des différends entre individus, familles ou clans par l'arbitrage de la force, de même quelque progrès de ce genre devrait être possible dans la vie des nations. C'est peut-être ce qui se produira finalement, mais espérer que ce mécanisme fonctionnera tout de suite avec succès, c'est ignorer à la fois la base réelle de l'autorité effective de la loi et la différence qui existe entre les éléments constitutifs d'une nation développée et les éléments constitutifs du comité international mal développé que l'on se propose d'instaurer.

En fait, l'autorité de la loi dans une nation ou une communauté ne dépend pas d'une prétendue « majesté », d'une sorte de pouvoir mystique des règlements et des décrets conçus par les hommes. La vraie source de son pouvoir est double : d'abord, le puissant intérêt de la majorité ou de la minorité dominante, ou même de l'ensemble de la communauté, à maintenir la Loi; ensuite la possession exclusive de la force armée, policière et militaire, pour appuyer cet intérêt. Le glaive métaphorique de la justice ne peut agir que parce que, derrière lui, se trouve un glaive réel qui impose ses décrets et ses sanctions aux rebelles et aux dissidents. Or, le caractère essentiel de cette force armée est de n'appartenir à personne, à aucun individu, aucun groupe particulier de la communauté, mais seulement à l'État — roi, classe ou corps dirigeant — qui centralise l'autorité souveraine. Il n'y aurait aucune sécurité si la force armée de l'État se trouvait contrebalancée ou son efficacité exclusive amoindrie par l'existence d'autres forces armées appartenant à des groupes ou des individus et soustraites le moins du monde au contrôle central,

ou même si elles étaient susceptibles d'utiliser leur pouvoir contre l'autorité gouvernementale. Mais même ainsi, même avec une autorité appuyée par une force armée unique et centralisée, la loi n'a jamais été capable d'empêcher les conflits entre individus et entre classes, et ceci parce qu'elle n'a jamais réussi à supprimer les causes de conflit, psychologiques, économiques ou autres. Par les sanctions qu'il encourt, le crime prend toujours l'aspect d'une violence réciproque ; c'est une sorte de révolte du même genre que la guerre civile, et même dans les communautés les plus policées et les plus respectueuses de la loi, le crime sévit encore. Même l'organisation du crime est possible, bien qu'elle ne puisse généralement pas durer ni établir son pouvoir, ayant contre elle les sentiments véhéments et l'organisation effective de toute la communauté. Mais — et ceci entre davantage dans notre sujet — la loi n'a jamais pu éliminer les possibilités de conflits civils ni de dissensions violentes et armées au sein même de la nation organisée, bien qu'elle ait pu les minimiser. Chaque fois qu'une classe ou une opinion s'est crue opprimée ou traitée avec une intolérable injustice, chaque fois qu'elle a trouvé la loi et sa force armée associées si totalement à des intérêts contraires que la suspension du principe légal était ou paraissait être le seul remède et que l'insurrection ou la violence de la révolte semblaient devoir s'opposer à la violence de l'oppression, elle a eu recours à l'antique arbitrage de la force, si elle pensait avoir quelque chance de succès. Même de nos jours, nous avons vu la nation la plus soumise aux lois chanceler au bord d'une guerre civile désastreuse et des hommes d'État conscients de leurs responsabilités déclarer qu'ils étaient prêts à recourir à la force si telle ou telle mesure qu'ils réprouvaient était mise en vigueur, et ceci en dépit du fait que cette mesure avait été adoptée par l'autorité législative suprême avec l'approbation du souverain¹.

1. Il s'agit probablement de l'affaire du Home Rule irlandais, voté au printemps de

Mais dans une formation internationale imprécise telle qu'elle est actuellement possible, la force armée resterait encore partagée entre les groupes constituants ; c'est à eux qu'elle appartiendrait et non à l'autorité souveraine, que ce soit un Super-État ou un conseil fédéral. Cette situation ressemblerait assez à l'organisation chaotique des âges féodaux où chaque prince ou baron avait sa juridiction et ses propres ressources militaires et pouvait défier l'autorité du souverain, à condition d'être assez puissant ou de pouvoir disposer d'alliés suffisants en nombre et en force parmi ses pairs. Mais dans le cas présent, nous n'aurions même pas l'équivalent d'un souverain féodal (un roi qui, s'il n'était pas vraiment un monarque, était du moins le premier de ses pairs) ayant le prestige de la souveraineté et les moyens d'en faire une réalité forte et permanente.

Les choses n'iraient guère mieux si une force armée composite contrôlait les nations et leur puissance militaire individuelle, car dès qu'un conflit éclaterait ouvertement, la force composite se décomposerait et ses éléments retourneraient à leur origine. Au sein d'une nation développée, l'individu est une unité et il est perdu dans la masse des individus, il est incapable d'évaluer avec certitude la force dont il pourrait disposer en cas de conflit, il a peur des autres individus qui n'ont pas un lien direct avec lui et voit en eux des soutiens naturels de l'autorité outragée ; la révolte est pour lui une affaire des plus dangereuses et ses conséquences sont imprévisibles, même un début de conspiration est à chaque instant gros de mille dangers et mille terreurs qui viennent en rangs serrés s'abattre sur de rares chances éparses. Le soldat aussi est un individu solitaire, effrayé par les autres ; un terrible châtiment est suspendu sur sa tête, prêt à tomber au moindre signe d'insubordination, il n'est jamais sûr de l'appui confiant de

1914 mais dont l'application fut remise pour après la guerre. Toute l'Angleterre était divisée à ce sujet. (*Note de l'éditeur*)

ses camarades, et quand même il aurait quelque assurance, il ne pourrait pas compter sur le soutien effectif de la population civile ; il est donc privé de la force morale qui pourrait l'encourager à défier l'autorité de la loi et du gouvernement. De plus, il sent bien qu'il n'appartient plus à un individu, une famille ou une classe, mais à l'État et au pays, ou du moins à la machine dont il fait partie. Or, dans le cas dont nous nous occupons, les parties constituantes représenteraient un petit nombre de nations, dont certaines seraient de puissants empires bien capables de regarder autour d'eux et de mesurer leur propre force, de s'assurer des alliés et d'évaluer les forces adverses ; ils auraient simplement à considérer les chances de succès ou d'échec. Les soldats de cette armée composite seraient donc de cœur avec leur pays et pas du tout avec l'entité nébuleuse qui les commanderait.

Par conséquent, en attendant la formation effective d'un État international constitué de telle manière qu'il ne soit pas simplement un conglomérat de nations mal liées, ou plus exactement un bavardage de députés des gouvernements nationaux, le règne de la paix et de l'unité rêvé par les idéalistes, ne sera jamais possible par ces moyens politiques et administratifs, ou s'il est possible, il n'offrira aucune sécurité. Même si la guerre était éliminée sous sa forme actuelle, d'autres moyens de conflit seraient inventés, peut-être beaucoup plus catastrophiques que la guerre, de même que les crimes individuels continuent d'exister au sein des nations, de même que d'autres moyens d'agression, telles les désastreuses grèves générales, sont utilisés dans la lutte des classes. On peut même dire que les moyens de conflit sont nécessaires et inévitables dans l'économie de la Nature, non seulement pour satisfaire à la nécessité psychologique des discordes, des passions et des ambitions égoïstes, mais aussi comme une soupape de sûreté et pour donner une arme au sens de l'injustice, aux droits opprimés, aux possibilités frustrées. La loi est toujours la même : partout où l'égoïsme est la source de

l'action, il engendre nécessairement ses résultats et réactions, et même si ceux-ci sont contenus et réprimés par un mécanisme extérieur, leur déchaînement final est certain ; il peut être différé mais non définitivement évité.

Du moins, il est évident que sans autorité centrale puissante, aucune formation imprécise ne peut être satisfaisante et efficace ni durable, même si elle est beaucoup moins imprécise et beaucoup plus compacte que tout ce qui semble pouvoir se créer dans un proche avenir. La nature des choses veut qu'une deuxième étape intervienne, un mouvement vers une rigidité plus grande, une restriction des libertés nationales, et que s'érige une autorité centrale unique dotée d'un pouvoir de contrôle uniforme sur les peuples de la terre.

Quelques possibilités de réalisation

Parmi les forces, les formes, les systèmes actuellement possibles ou susceptibles d'émerger, quel sera le choix de la Volonté secrète dans les choses pour réaliser l'unification extérieure de l'humanité? C'est là un sujet de spéculation intéressant, fascinant pour ceux qui voient plus loin que l'horizon étroit des événements passagers; malheureusement ce ne peut être rien de plus pour le moment. La multitude même des possibilités en présence dans cette période de l'histoire si lourde des forces les plus variées et les plus puissantes, si féconde en développements subjectifs nouveaux et en mutations objectives nouvelles, crée un brouillard impénétrable à travers lequel seules des formes géantes peuvent se deviner. Tout ce que nous pouvons nous permettre dans un domaine aussi hasardeux, c'est de noter quelques idées suggérées par l'état actuel des forces et par l'expérience du passé.

L'idée d'une solution immédiate sur la base d'une association de nationalités libres, est une impossibilité pratique dans les conditions internationales actuelles et vu l'état de la mentalité ou de la moralité internationales. Nous ne la prenons donc pas en considération, bien que ce soit évidemment la base idéale. Il faudrait en effet qu'elle appuie sa force motrice sur une harmonie des deux grands principes qui s'affrontent maintenant: le nationalisme et l'internationalisme. Adopter cette idée, c'est aborder le problème de l'unité humaine non seulement sur une base rationnelle mais solidement morale: d'une part, il faudrait reconnaître le droit de tous les grands groupements humains naturels à vivre et à être eux-mêmes, et que le respect de la liberté nationale devînt un principe de conduite humaine reconnu;

et d'autre part, il faudrait un sens suffisant de la nécessité de l'ordre et de l'entraide, et d'une participation commune, mutuelle, à une vie commune et à des intérêts communs dans le cadre d'une espèce humaine associée et unifiée. La société idéale, l'État parfait, est celui où le respect de la liberté individuelle et la libre croissance de la personne vers la perfection s'allient au respect des besoins, de l'efficacité, de la solidarité, de la croissance naturelle et de la perfection organique de l'entité collective, société ou nation. De même, dans un agrégat idéal de toute l'humanité — une société internationale ou un État universel —, la liberté nationale et la libre croissance des nations, leur réalisation individuelle, devraient s'allier progressivement à un esprit de solidarité et à une croissance, une perfection unifiées de toute l'espèce humaine.

Ce principe de base étant admis, il y aurait encore certainement des fluctuations dues aux difficultés de mise en application parfaite, de même que dans la croissance de l'agrégat national on a tantôt insisté sur la liberté, tantôt sur l'efficacité et sur l'ordre ; mais puisque les vraies conditions du problème auraient été dès le départ reconnues et non laissées au hasard d'une aveugle lutte à la corde, nous aurions quelques chances d'arriver plus rapidement à une solution raisonnable et avec beaucoup moins de frictions et de violences en cours de route.

Il est peu probable que l'humanité jouisse d'une si rare bonne fortune, le fait serait sans précédent. On ne peut pas s'attendre à des conditions idéales ; elles exigent une clarté psychologique, une modération générale, une intelligence scientifique commune et, par-dessus tout, une élévation et une rectitude morales dont ne se sont jamais encore approchés ni la masse de l'humanité, ni ses gouvernements, ni ses chefs. Sans elles, ce n'est pas la raison, la justice ni la bienveillance mutuelle qui détermineront la solution du problème mais, comme ailleurs, le jeu des forces et leur arrangement pratique et légal. De même que le problème

des rapports entre l'État et l'individu s'est trouvé embrouillé et obscurci non seulement par le conflit des égoïsmes individuels et collectifs, mais par le heurt continu des pouvoirs intermédiaires — luttes des classes, querelles de l'Église et de l'État, du roi et des nobles, du roi et du Tiers-État, de l'aristocratie et de la plèbe, de la bourgeoisie capitaliste et du prolétariat ouvrier —, de même le problème de la nation et de l'humanité internationale se trouvera sûrement embrouillé par les revendications des mêmes pouvoirs intermédiaires. Sans parler des combinaisons et des intérêts commerciaux, des sympathies culturelles et raciales, des mouvements de masse comme le panislamisme, le panslavisme, le pangermanisme, le pananglo-saxonisme, et peut-être un panaméricanisme et un panmongolisme qui pointent dans l'avenir, et sans parler d'autres monstres encore à naître, il restera toujours un grand facteur intermédiaire : l'impérialisme, ce formidable titan armé et dominateur qui, par nature, exige de se satisfaire, fût-ce au prix de l'étouffement des unités nationales gênantes, et qui ne manquera pas d'affirmer la primauté de ses besoins contre tous ceux du comité international nouveau-né. Cette satisfaction, on peut présumer qu'il l'obtiendra pendant un certain temps ; pendant longtemps il sera impossible de résister à ses exigences. En tout cas, ne pas tenir compte de ses revendications ou imaginer qu'elles peuvent être écartées d'un trait de plume d'écrivain, c'est vouloir bâtir des châteaux symétriques sur les sables dorés d'un idéalisme impraticable.

Quand il s'agit d'une réalisation pratique, les forces prennent la première place ; les principes moraux, la raison, la justice, n'interviennent qu'autant que les forces peuvent être contraintes ou persuadées de les admettre ; le plus souvent, même, elles s'en servent comme d'auxiliaires subalternes, comme de cri de guerre inspireur ou de camouflage de leurs propres intérêts. Les idées parfois bondissent en forces armées et brisent les remparts des pouvoirs dépourvus d'idéal ; quelquefois elles renversent

la situation et font des intérêts leur auxiliaire subordonné, un combustible de leur propre flambée ; parfois, elles conquièrent par le martyre ; mais en général, elles doivent travailler par une pression semi-voilée et faire quelque compromis avec des forces puissantes, ou même les soudoyer, les enjôler, travailler par leur intermédiaire et en se cachant derrière elles. Il ne peut pas en être autrement tant que l'homme moyen, du troupeau, ne sera pas devenu davantage un être intellectuel, moral et spirituel, et moins exclusivement un animal humain vital, émotif et semi-raisonnable. L'idée internationale n'est pas encore admise et elle devra, du moins pour quelque temps, travailler par cette méthode détournée et s'en tenir à des compromis avec les forces admises du nationalisme et de l'impérialisme.

On peut se demander si, par les efforts des penseurs et des intellectuels du monde, l'idée d'un juste internationalisme fondé sur le respect du principe des libres nationalités, n'aura pas suffisamment fait de chemin pour qu'au moment où tout sera prêt pour l'élaboration d'un système solide et durable, elle vienne exercer une pression irrésistible sur les États et les gouvernements et réussisse à se faire accepter dans une large mesure sinon dans la totalité de ses exigences. La réponse est que les États et les gouvernements ne cèdent pas généralement à une pression morale, sauf dans la mesure où elle ne les contraint pas à sacrifier leurs intérêts vitaux. Aucun empire établi ne libérera de bon cœur ses dépendances ni n'acceptera, à moins d'y être forcé, qu'une nation qui est maintenant sa sujette, vienne s'asseoir à la table d'un conseil international à titre de libre partenaire. Le vieil enthousiasme pour l'idéal de liberté avait fait intervenir la France en faveur de la formation d'une Italie libre, puis conduit la France et l'Angleterre à recréer une nation grecque. Les libertés nationales dont on exigeait le respect à la pointe de l'épée pendant la guerre (on devrait plutôt dire maintenant au fracas de l'obus) étaient de celles qui avaient déjà acquis droit

de cité, et qui avaient donc le droit de se perpétuer. Au-delà de cette limite, rien de mieux n'a été proposé que de restituer aux États libres déjà existants les populations de leur propre nationalité encore sous un joug étranger. On a proposé la réalisation d'une grande Serbie, d'une grande Roumanie, la réintégration de l'Italie irrédentiste et le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. À la Pologne, on ne promettait guère que l'autonomie sous la souveraineté russe, jusqu'à ce que la victoire allemande sur la Russie ait modifié les intérêts en présence, et du même coup l'idéalisme des Alliés. Un certain genre d'autonomie sous une souveraineté impériale, ou à défaut sous une « protection » ou une « influence » impériales, est maintenant considérée par beaucoup comme plus pratique que la restauration des libertés nationales. C'est peut-être un signe de l'obscurie croissance de cette notion d'empire fédéré que nous avons abordée et envisagée comme l'une des possibilités de l'avenir. En tant qu'idéal absolu, la liberté nationale n'a plus l'aveu général ni la force créatrice qu'elle avait autrefois. Les nations qui luttent pour la liberté, ne peuvent compter que sur leur propre force et leur propre ferveur ; le soutien qu'elles peuvent espérer est tiède et incertain, à part celui d'individus et de petits groupes enthousiastes dont l'aide est purement verbale et sans effet. La plupart même des intellectuels les plus avancés approuvent chaudement l'idée d'une « autonomie subordonnée » pour les nations encore sujettes, mais paraissent regarder avec impatience leurs velléités de complète indépendance. Bref, l'impérialisme a fait tant de chemin sur sa route florissante, qu'auprès des imaginations les plus libres, les agrégats impériaux font figure de puissance accomplie du progrès humain.

À plus forte raison, ce sentiment doit-il gagner du terrain avec la tendance nouvelle de l'humanité à organiser son existence internationale sur des principes plus larges et plus commodes ! Il est même possible que l'impatience sans vergogne de l'Allemagne,

en ses jours impériaux, devant l'existence prolongée de petites nationalités persistant à opposer la barrière de leurs droits acquis contre de vastes combinaisons politiques et commerciales, puisse dorénavant, en adoucissant sa rigueur, justifier ses prétentions et recevoir l'approbation générale de l'humanité, bien que sous une forme moins brutale, moins arrogante et moins agressivement égoïste. Autrement dit, il se peut qu'un fort courant grandisse dans la raison politique de l'humanité et l'amène à désirer, peut-être même finalement à imposer, une réorganisation des États suivant un système de vastes consortiums impériaux et non sur la base d'un statu quo où empires et libres nationalités se trouveraient mélangés¹.

Mais même si cet ordre de choses ne se réalise pas ou s'il se réalise trop tardivement, les États libres actuels, non impériaux, vont se trouver obligatoirement inclus dans les systèmes internationaux susceptibles de se créer — conseil international ou autre ; or, leur statut ressemblerait sans doute beaucoup à celui des petits seigneurs du Moyen Âge par rapport aux grands princes féodaux : un statut de vassal plus que d'égal. La guerre a montré clairement que seules les grandes puissances comptent vraiment dans la balance internationale ; toutes les autres n'existent que par tolérance, protection ou alliance. Tant que le monde était organisé sur le principe des nationalités séparées, la prépondérance des grandes puissances pouvait avoir une réalité latente simplement, sans effet vraiment important sur la vie des petites nations, mais cette immunité pourrait bien cesser du jour où la nécessité d'une action combinée ou d'une interdépendance active et permanente deviendra un élément reconnu ou la base même du système mondial. La position d'un État mineur qui

1. Si les ambitions de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon avaient triomphé, et les idées fascistes en général, cet ordre de choses aurait pu finir par s'imposer. (*Note de Sri Aurobindo*)

voudrait s'opposer à la volonté d'une grande puissance ou d'un groupe de puissances, serait même bien pire que celle des petits États neutres pendant la guerre actuelle ou que celle d'une petite industrie privée entourée de grands trusts. L'État mineur serait contraint de suivre l'un ou l'autre des groupes de Léviathans qui l'entourent, et son poids, son action en tant que puissance indépendante seraient nuls dans les conseils internationaux.

Sans doute, le droit des petites nations à exister et à défendre leurs intérêts contre les agressions impérialistes est-il encore une force ; du moins c'était l'un des points en litige dans la récente conflagration internationale. Mais une chose est d'affirmer ce droit contre l'agression d'une unique puissance ambitieuse, et une autre d'affirmer ce même droit contre les dispositions prises par la majorité des grandes puissances dans l'intérêt commun des nations — un proche avenir verra cela probablement sous un tout autre jour. L'embarras causé par un certain nombre de petits neutres qui prétendaient se tenir à l'écart d'un immense conflit international et se laisser troubler le moins possible, a été vivement ressenti, non seulement par les combattants qui ont dû user de pression directe ou indirecte pour remédier à cette gêne, mais par les petits neutres eux-mêmes, pour qui la neutralité n'était qu'un moindre mal, préférable au fardeau de la calamité d'une participation active au combat. Dans n'importe quel système international, l'assertion de ces petites libertés serait probablement considérée comme un égoïsme mesquin, un obstacle intolérable aux grands intérêts communs ou, peut-être, à la solution des conflits qui opposent les grands intérêts mondiaux. En fait, il est probable que, dans n'importe quelle constitution de l'unité internationale, les grandes puissances s'arrangeront pour que leur voix corresponde à leur force et à leur influence ; même si cette constitution était apparemment démocratique, elle deviendrait en fait une oligarchie de grandes puissances. Les constitutions peuvent seulement déguiser les

faits, elles ne peuvent pas les supprimer, car quelles que soient les idées inscrites dans la forme de la constitution, son action reste toujours celle que lui dictent les forces réelles capables de l'employer efficacement. La plupart des gouvernements ont maintenant une forme démocratique (ou l'ont eue pendant un temps), mais nulle part encore n'existe de vraie démocratie ; ce sont partout les classes possédantes, les membres des professions libérales et la bourgeoisie qui ont gouverné au nom du peuple. De même, dans un conseil ou contrôle international quel qu'il soit, ce serait un petit nombre de grands empires qui gouverneraient au nom de l'humanité.

S'il en était autrement, ce ne pourrait être que pour peu de temps tout au plus, à moins que des forces nouvelles n'entrent en jeu et n'arrêtent ou ne déracinent la tendance à la formation de grands agrégats impériaux, qui actuellement domine le monde. La position serait alors, pour un temps, très semblable à celle de l'Europe féodale quand elle s'efforçait vainement d'engendrer une chrétienté unie : un grand enchevêtrement d'intérêts hétérogènes et compliqués se chevauchant et s'interpénétrant, et une masse de petites puissances, comptant certes pour quelque chose, mais surplombées et en partie tyrannisées par un petit nombre de grandes puissances qui débrouilleraient l'inévitable complexité de leurs intérêts alliés, divisés ou antagonistes par tous les moyens que pourrait leur offrir le nouveau système mondial, et se serviraient à leurs fins de toutes les classes, toutes les idées, les tendances et les institutions sur lesquelles elles pourraient mettre la main. Que verrait-on alors resurgir ? Des problèmes de marchés ou de fiefs asiatiques, africains ou américains. Des luttes de classes, issues d'une simple question nationale et devenues internationales. Le socialisme, l'anarchisme et tout le résidu d'un âge de concurrence bataillant pour la suprématie. Les égoïsmes d'Europe, d'Asie et d'Amérique qui s'entrechoquent. De toute cette confusion, il faudrait

bien que sorte quelque chose. Il se pourrait que ce fût par des méthodes très différentes de celles que l'histoire nous a rendues familières : la guerre pourrait être éliminée ou réduite à un rare phénomène de guerre civile au sein de la confédération ou du Commonwealth international ; de nouvelles sortes de coercitions, tels les embargos commerciaux que nous voyons maintenant se multiplier, pourraient peut-être la remplacer, ou d'autres expédients dont nous n'avons aucune idée à l'heure actuelle. Mais pour l'humanité en général, la situation serait essentiellement la même que celle qui confrontait les petits agrégats informes d'autrefois, et elle devrait aboutir aux mêmes résultats : succès, réalisation partielle ou échec.

La simplification la plus naturelle du problème, bien qu'elle ne semble pas possible à présent, serait de diviser le monde en un petit nombre d'agrégats impériaux composés de Commonwealths ou d'empires en partie fédéraux, en partie confédérés. La force actuelle des égoïsmes nationaux rend irréalisable pareille création, mais il se pourrait que l'évolution des idées et la pression de circonstances différentes, la rendent possible un jour et que nous arrivions à une étroite confédération. L'Amérique semble se tourner obscurément vers une plus large entente entre les États-Unis, devenus de plus en plus cosmopolites, et les républiques latines d'Amérique Centrale et du Sud ; cette entente pourrait éventuellement se matérialiser sous forme d'État interaméricain confédéré. Si l'Allemagne et l'Autriche n'avaient été complètement brisées par la guerre, l'idée d'un empire teutonique confédéré aurait eu des chances de se réaliser dans un proche avenir ; et même si ces nations sont maintenant brisées, cette idée peut encore se réaliser dans un avenir plus lointain. Des agrégats du même genre peuvent émerger dans le monde asiatique. La répartition de l'humanité en grands agrégats naturels aurait l'avantage de simplifier un certain nombre de problèmes mondiaux difficiles,

et la paix s'affermissant, la compréhension mutuelle et les idées s'élargissant, l'agrégation en un seul État mondial pourrait se faire relativement sans peine.

Une autre solution possible nous est suggérée par le précédent de l'évolution du type national quand il est sorti de sa première forme féodale imprécise. De même que le choc continu de forces disparates et de pouvoirs équipollents a par nécessité fait émerger un roi féodal qui n'était tout d'abord que le premier parmi ses pairs, puis une monarchie centralisée, de même, si les empires et les nations du monde n'arrivaient pas à une solution pacifique entre eux, si les luttes de classes, les conflits commerciaux, le choc des idées et des tendances nouvelles innombrables, aboutissaient à une confusion prolongée, à un désordre persistant et de constants changements, on peut concevoir qu'une nation reine émerge avec la mission de faire sortir de cet ordre partiel et semi-chaotique, un ordre réel et durable. Nous sommes déjà arrivés à la conclusion qu'une conquête militaire du monde par une seule nation n'était pas possible, sauf en certaines conditions qui n'existent pas et que rien ne laisse prévoir pour le moment. Mais une nation impériale, telle l'Angleterre, par exemple, s'étendant sur le monde entier, possédant l'empire des mers, sachant habilement fédérer ses éléments composants et organiser toutes leurs forces potentielles, ayant l'adresse de se faire le champion et le protecteur des tendances les plus progressives et les plus libérales des temps nouveaux, s'alliant à d'autres forces et d'autres nations intéressées pour faire triompher ces tendances et montrant qu'elle a le secret d'une organisation internationale juste et efficace, pourrait bien devenir, on le conçoit, l'arbitre des nations et le centre effectif d'un gouvernement international. Pareille possibilité, sous quelque forme que ce soit, reste encore tout à fait lointaine, mais à la faveur de circonstances nouvelles, elle pourrait devenir une possibilité réalisable de l'avenir.

Si la tâche d'organiser le monde s'avérait trop difficile et qu'aucun accord durable ne pouvait être conclu, qu'aucune autorité légale solidement constituée ne pouvait être créée, on pourrait concevoir que la tâche d'unification soit entreprise, non par un seul empire mais par deux ou trois grandes puissances impériales suffisamment proches par leurs intérêts et unies dans leurs idées pour faire table rase de leurs différends ou de leurs jalousies et suffisamment fortes pour dominer ou écraser toute résistance et imposer une sorte de loi internationale ou de gouvernement international effectifs. Le processus serait alors douloureux et pourrait impliquer une coercition morale et économique très brutale, mais s'il s'assurait le prestige du succès et mettait sur pied quelque forme tolérable d'égalité et de justice, ou même seulement un ordre prospère, il pourrait finir par se concilier l'appui moral de tous et servir de point de départ à des formules meilleures et plus libres.

Il existe une autre possibilité encore, que nous ne pouvons négliger, à savoir que l'évolution exclusivement intergouvernementale et politique que nous avons seule considérée jusqu'à présent, soit bouleversée par une guerre des classes depuis longtemps menaçante. Mis à l'épreuve brutale de la guerre¹, l'internationalisme ouvrier s'est écroulé comme les autres — comme l'internationalisme scientifique, culturel, pacifiste ou religieux — et pendant la grande crise, le conflit du Travail et du Capital est resté en suspens. On espérait qu'après la guerre, l'esprit d'unité, de conciliation et de compromis continuerait à régner et que le conflit menaçant serait conjuré. Pourtant, rien dans la nature humaine ni dans l'histoire ne justifiait une si ferme confiance en les espoirs d'alors. Le conflit des classes menace depuis longtemps, comme menaçait la conflagration européenne. Celle-ci avait été précédée de grands espoirs de paix mondiale, de tentatives de concert européen et de traités

1. De 1914-18.

d'arbitrage qui devaient rendre la guerre finalement impossible. De même, l'espoir d'un concert du Capital et du Travail réglant idyllyquement toutes les causes aiguës de conflit par le duo lyrique d'un harmonieux compromis au nom des intérêts supérieurs de la nation, semble devoir être aussi traître et aussi illusoire. Même la socialisation des gouvernements, même la nationalisation croissante de l'industrie, n'élimineront pas la cause profonde du conflit. En effet, il restera encore la question cruciale de la forme et des modalités du nouveau socialisme d'État. Sera-t-il organisé dans l'intérêt du prolétariat ou de l'État capitaliste? Sa direction sera-t-elle démocratique et sous l'autorité des ouvriers eux-mêmes, ou oligarchique, ou bureaucratique encore sous l'égide des classes dirigeantes actuelles? Cette question risque de soulever des luttes qui peuvent aisément se transformer en conflit international, ou du moins inter-européen; il se pourrait même que chaque nation se déchirât en deux au lieu de s'unir comme pendant la crise de la guerre. Les répercussions d'un tel conflit pourraient être incalculables, soit qu'elles changent dynamiquement les idées et la vie des hommes en les orientant dans un nouveau sens, soit qu'elles renversent les barrières des nations et des empires actuels¹.

1. Cette prévision hypothétique a pleinement été justifiée (et tend à l'être de plus en plus) par les développements de la vie nationale et internationale d'après-guerre. La boucherie inhumaine en Espagne, l'apparition de deux types de socialisme opposés en Russie, en Italie et en Allemagne, le malaise de la situation politique en France, sont des exemples montrant où aboutit cette tendance. Mais celle-ci a atteint son paroxysme avec l'émergence du communisme et il semble maintenant probable que l'avenir dépendra d'un conflit entre le communisme et l'industrialisme capitaliste qui survit dans le nouveau monde, ou même entre le communisme et un système de démocratie sociale plus modéré dans les deux continents du vieux monde. Mais d'une façon générale, les spéculations de ce chapitre ont été faites à un moment où les possibilités d'avenir étaient très différentes de ce qu'elles sont maintenant et où tout était en changement perpétuel, dans un tourbillon confus et douteux; elles sont périmées depuis qu'un conflit encore plus formidable est survenu, bouleversant les conditions précédentes. Néanmoins, quelques-unes des possibilités envisagées survivent encore et menacent la sécurité du nouvel ordre mondial en formation, ou même de tout ordre mondial futur. (*Note de Sri Aurobindo*)

Le problème de l'uniformité et de la liberté

Nous avons répondu dans une certaine mesure à la question que nous nous étions posée en commençant. Nous avons sondé autant que nos lumières nous le permettaient, la possibilité d'une unification politique et administrative de l'humanité par des moyens purement politiques et administratifs et pour des raisons politiques et économiques. Nous en avons conclu que non seulement cette unification était possible, mais que les idées et les tendances de l'humanité, ainsi que les conséquences des événements actuels et les nécessités ou les forces en présence, s'orientaient d'une façon décisive dans cette direction. C'est l'un des courants dominants de la Nature universelle dans le flux du développement humain et c'est la conséquence logique des circonstances actuelles et du passé historique de l'humanité. Toutefois, rien ne permet de prévoir une évolution rapide et sans douleur, ni même un succès final certain. Nous avons noté quelques-unes des difficultés de la route; nous avons vu aussi par quelles voies l'unification pouvait pratiquement s'acheminer pour surmonter ces difficultés. Nous en avons conclu que la seule voie (qui ne sera probablement pas suivie) était la voie idéale, celle qu'exigent la justice, la nécessité la plus haute et les plus nobles idées de l'humanité, celle qui aurait les plus grandes chances de succès durable. Il est probable qu'il faudra attendre une période encore très éloignée de notre évolution collective avant que l'unification prenne la forme parfaite d'une fédération de nations libres et égales ou qu'elle accepte pour principe une harmonie parfaite des deux forces opposées du nationalisme et de l'internationalisme.

Et maintenant, nous devons examiner le deuxième aspect du problème, les effets de l'unification sur les ressorts de la vie et

du progrès humain. L'unification politique et administrative de l'humanité est non seulement possible mais annoncée par notre évolution actuelle ; la résistance des égoïsmes nationaux collectifs finira probablement par être renversée sous la poussée grandissante de la tendance unificatrice actuelle, encore renforcée par les angoisses de la guerre européenne. Reste à savoir si une organisation strictement unifiée n'impliquera pas nécessairement — peut-être pas dans ses premières formes imprécises mais à mesure qu'elle se développera et deviendra plus complète et même plus vigoureuse — un écrasant dédain des libertés de l'homme, individuelles ou collectives, et la création d'un énorme mécanisme oppressif qui, pour un temps du moins, entravera et restreindra le libre développement de l'âme humaine ou la menacera d'une excessive répression. Nous avons vu qu'une période de formation imprécise était généralement suivie, dans l'évolution, d'une période de restriction et de resserrement tendant à réaliser une unification plus rigide afin de donner une structure stable à la nouvelle unité. Maintenant aussi, comme dans les unifications passées, ceci impliquera probablement une suppression du principe de liberté de la vie humaine, gain le plus précieux des luttes passées, spirituelles, politiques et sociales de l'humanité. Il est probable que sur cette nouvelle voie, la progression suivra encore une fois le même cycle.

Ce genre d'évolution serait non seulement probable mais inévitable si l'unification de l'humanité devait suivre l'évangile germanique et s'acheminer vers la domination grandissante du monde par la race, la nation ou l'empire, les plus aptes. Elle serait également inévitable si le moyen choisi par la Destinée était de mettre l'humanité sous la domination de deux ou trois grandes nations impériales, ou encore si la force réalisatrice poussait à la création d'une Europe unie et étroitement organisée qui tiendrait en main le reste du monde (comme l'avaient projeté

certaine sorte de penseurs politiques¹⁾ et mettrait en tutelle les races moins blanches pour une durée indéfinie.

Le but apparent de cette sorte de tutelle et sa prétendue justification seraient de civiliser (c'est-à-dire d'européaniser) les races moins développées. Pratiquement, nous savons que ceci signifierait l'exploitation des races moins développées puisque, suivant les habitudes de la nature humaine, le gardien bienveillant, mais puissant, se sentirait fondé à tirer le meilleur profit de sa situation avantageuse et ce, bien entendu, comme toujours, dans l'intérêt commun de son propre développement et de celui du monde en général. Pour se maintenir, ce régime s'appuierait sur la supériorité de sa force et combattrait les velléités de liberté des gouvernés sous prétexte qu'ils sont inaptes ou que leur aspiration est prématurée; ces deux arguments ont des chances de demeurer éternellement valables puisqu'ils ne pourront jamais être réfutés à la satisfaction de ceux qui les avancent. Au début, ce régime pourrait fonctionner avec l'intention de garder le principe de liberté individuelle pour les races gouvernantes, tout en imposant aux gouvernés une sujétion bienfaisante; mais ceci ne peut pas durer. L'expérience du passé nous enseigne que le peuple impérial prend l'habitude de préférer le principe d'autorité au principe de liberté et que cette habitude réagit sur lui, dans son propre pays, et le conduit à sacrifier sa propre liberté intérieure, insensiblement d'abord, puis par un changement dans sa façon de penser, enfin par l'apparition d'une sorte de fatalité des circonstances. Pareille situation ne peut avoir que deux issues: soit le déclin général du principe de liberté dans le monde, soit son extension aux peuples encore sujets ou, disons, « administrés » par d'autres dans leur propre intérêt. Ou bien l'ordre supérieur

1. Gobineau (*Essai sur l'Inégalité des Races Humaines*), puis tous les déformateurs de la pensée de Nietzsche qui sévissaient autour de Guillaume II et dont le plus bel exemple fut Hitler. (*Note de l'éditeur*)

gagne vers le bas, ou bien l'inférieur gagne vers le haut ; ils ne peuvent pas subsister perpétuellement ensemble dans la même économie humaine. Mais neuf fois sur dix, en l'absence de circonstances qui mettent fin au rapport de maître à sujet, c'est la possibilité la moins bonne qui triomphe¹.

Tous ces procédés d'unification s'appuieraient pratiquement sur l'usage de la force et de la coercition ; or, tout usage délibéré, organisé, prolongé et étendu, de moyens restrictifs, tend non seulement à abattre la liberté chez ceux qui sont soumis à la contrainte, mais à affaiblir le respect du principe de liberté chez ceux-là mêmes qui usent de la contrainte. Ces procédés favorisent la croissance du principe opposé d'autorité absolue, qui tend naturellement à introduire une rigidité, une uniformité, un système de vie mécanique et donc finalement incapable de progrès. La relation psychologique de cause à effet agit inévitablement, à moins que l'on ne prenne soin de fonder l'usage de l'autorité sur la base d'un libre consentement aussi large que possible. Or, les systèmes d'unification ainsi édifiés seraient de par leur nature même et leur origine, privés du libre usage de ce correctif puisqu'ils devraient user de contrainte à l'égard de matériaux en grande partie récalcitrants et imposer leur volonté pour éliminer toutes les forces et les tendances résistantes. Ils seraient amenés à réprimer, réduire, peut-être même abolir, toutes les formes de liberté qui, selon leur expérience, encouragent l'esprit de révolte et de résistance, c'est-à-dire toutes les grandes libertés d'action et d'expression individuelle qui constituent la meilleure part, la plus vigoureuse et la plus stimulante, de la liberté humaine. Ils seraient obligés d'abolir, d'abord par la violence, puis par des moyens de répression et de

1. Ces considérations n'ont maintenant plus de rapport avec l'état actuel du monde. L'Asie est presque totalement libre ou en voie de libération. L'idée d'une domination occidentale ou européenne a perdu tout pouvoir et s'est en fait retirée de la pensée des hommes ; elle est pratiquement inexistante. (*Note de Sri Aurobindo*)

suppression légaux, tous les éléments de ce que nous appelons maintenant la liberté nationale ; au cours du processus, la liberté individuelle serait détruite, non seulement dans les pays soumis à la contrainte, mais aussi, par réaction et contagion inévitables, dans la ou les nations impériales elles-mêmes. Une rechute dans ce sens est toujours facile car l'affirmation de la dignité et de la liberté humaines est une vertu que l'homme n'a acquise que par une longue évolution et un effort douloureux ; respecter la liberté des autres est encore moins naturel pour lui, bien que sans ce respect, sa propre liberté ne soit jamais vraiment sûre ; opprimer et dominer quand il le peut (souvent avec d'excellents motifs, notons-le), sont au contraire ses tendances animales innées, à moins qu'il ne soit mi-dupe mi-esclave de ceux qui peuvent le dominer. Ainsi, toute restriction non indispensable des quelques libertés communes que l'homme a pu instaurer, équivaut pratiquement à un pas en arrière, quel que soit le profit immédiat qu'elle puisse apporter, et toute oppression, toute répression organisée qui dépasse ce que l'état imparfait de la nature et de la société humaines rend inévitable, devient une atteinte au progrès de l'espèce entière, où qu'elle soit employée et quel que soit celui qui l'emploie.

Par contre, le danger de régression sera grandement atténué si l'unification extérieure de l'humanité se forme par une combinaison de nations libres et d'empires, et si ces empires s'efforcent de devenir des réalités psychologiques, donc des organismes libres, ou encore, si au moment de l'unification, l'espèce humaine a suffisamment progressé pour pouvoir adopter un principe de liberté de groupement, national ou culturel, au sein d'une humanité unifiée. Mais le danger restera tout de même. Car le principe d'ordre et d'uniformité est la tendance naturelle de la période d'unification, nous l'avons vu. Le principe de liberté est un obstacle naturel à l'extension de l'uniformité, et, bien qu'il soit parfaitement conciliable avec un

ordre vrai, qu'il puisse coexister aisément et s'insérer dans un ordre déjà établi, pratiquement il se concilie mal avec un ordre nouveau qui exige de lui des sacrifices auxquels il n'est pas encore psychologiquement préparé. Ceci n'est pas nécessairement grave en soi, car tout mouvement en avant implique une certaine somme de frictions et des difficultés d'adaptation; et si la liberté d'un côté, et l'ordre de l'autre, subissaient quelques chocs en cours de route, il serait tout de même possible d'arriver assez facilement à un ajustement nouveau après un certain nombre d'expériences. Malheureusement, il est de la nature de tout principe ou tendance qui cherche à s'imposer, de se surfaire et d'enfler ses prétentions au moment de sa croissance, et si les circonstances lui sont favorables, de pousser ses impulsions à leur exclusif aboutissement, d'affirmer despotiquement son règne et d'abattre, voire même de piétiner les autres principes et tendances, surtout ceux qu'il sent instinctivement les plus éloignés de sa nature. Et s'il rencontre une résistance parmi les forces opposées, son impulsion dominatrice devient alors agressive, violente, tyrannique; au lieu d'un frottement pour s'ajuster, c'est une lutte ennemie semée de violentes vicissitudes, d'actions et de réactions, d'évolutions et de révolutions, jusqu'à ce qu'un côté ou l'autre finisse par l'emporter.

C'est ce qui s'est produit au cours du développement passé de l'humanité; la lutte de l'ordre et de l'uniformité contre la liberté est le fait dominant de toutes les grandes formations humaines et de tous les grands accomplissements de l'humanité, religieux, sociaux et politiques. Rien ne laisse encore prévoir un principe de développement plus raisonnable dans un proche avenir. Certes, plus qu'à aucune période connue de son histoire, l'homme semble être en train de devenir assez généralement un animal raisonnant, mais il n'est pas pour autant devenu un esprit beaucoup plus raisonnable et plus harmonieux, sauf sur un ou deux points, et il se sert encore de sa raison beaucoup

plus souvent pour justifier ses conflits et ses oppositions que pour parvenir à de sages accords. Et toujours, son mental et sa raison sont à la merci complète des désirs et des passions de son être vital. Il faut donc supposer que même dans les meilleures circonstances, la vieille méthode de développement continuera de prévaloir et que la vieille lutte reprendra dès que l'on voudra procéder à une unification humaine. Le principe d'autorité et d'ordre cherchera une organisation mécanique, tandis que le principe de liberté résistera et revendiquera un système plus flexible, plus libre, plus spacieux. Les deux vieux ennemis se battront pour le contrôle de l'unité humaine, comme ils se sont battus dans le passé pour le contrôle de la formation nationale. Au cours du processus, les circonstances favorisent toujours le pouvoir le plus étroit, et par conséquent la liberté nationale et la liberté individuelle seront vraisemblablement mises au pied du mur, s'estimant heureuses si elles ne sont pas envoyées au peloton d'exécution des lois et des restrictions, liquidées d'un coup de grâce militaire.

Ceci pourrait être évité si, au sein des nations elles-mêmes, l'esprit de liberté individuelle reflleurissait avec son ancienne vigueur ; il demanderait alors, non seulement par sympathie naturelle mais dans son propre intérêt, le respect des mêmes libertés pour toutes les nations constituantes. Mais pour autant que les apparences actuelles le laissent voir, nous entrons dans une période où l'idéal de liberté individuelle est destiné à une totale éclipse à l'ombre de l'idée étatique et, sinon à une sorte de mort temporaire, du moins à une longue stupeur, un coma, une hibernation. Le resserrement et la mécanisation du processus d'unification coïncideront probablement, simultanément, avec un processus de resserrement et de mécanisation dans chacune des unités constituantes. Où donc, avec ce double processus, l'esprit de liberté trouverait-il une sauvegarde et de quoi se nourrirait-il ? Les vieilles formules pratiques de liberté disparaîtraient du coup et le seul

espoir d'une saine progression dépendrait d'une reformulation de la liberté, issue de quelque puissant mouvement nouveau de la pensée humaine, spirituel ou intellectuel, qui réconcilierait la liberté individuelle et l'idéal collectif de vie en communauté, la liberté des groupements nationaux et le besoin nouveau d'une vie plus unie de l'espèce humaine.

En attendant, nous devons examiner jusqu'où il est probable, ou possible, de pousser le principe d'unification par les méthodes extérieures et mécaniques actuellement en faveur, c'est-à-dire politiques et administratives, et jusqu'à quel point leurs formules extrêmes aideront ou retarderont le progrès véritable de l'espèce humaine vers sa perfection. Il faut examiner aussi dans quelle mesure le principe de nationalité a des chances d'être lui-même affecté et s'il risque d'être dissous complètement, et au cas où il serait maintenu, quelle place prendront les unités nationales subordonnées au sein de la nouvelle vie unifiée. Cette étude met en question le problème du contrôle, l'idée d'un « Parlement de l'Homme » et les diverses notions d'organisation politique qui s'appliquent à ce prodigieux problème nouveau de la science de l'existence collective. Enfin se pose la question de l'uniformité : à quel point est-elle salutaire à la race humaine et nécessaire à l'unité ? Évidemment, nous abordons ici des problèmes que nous devons traiter d'une manière beaucoup plus abstraite que ceux dont nous nous sommes occupés jusqu'à présent et en tenant beaucoup moins compte des réalités immédiates. Car tout cela est encore dans l'obscurité de l'avenir ; la seule lumière que nous ayons, vient de l'expérience passée et des principes généraux qui gouvernent la vie, la nature, la sociologie ; le présent ne jette qu'une pâle lueur sur un problème dont l'origine remonte un peu plus loin dans le temps, au sein d'une ténébreuse obscurité pleine d'incalculables possibilités. Nous ne pouvons rien prévoir, nous pouvons seulement spéculer et poser des principes.

■ Nous observons qu'il existe toujours deux possibilités extrêmes et un certain nombre de compromis plus ou moins probables. Actuellement, la nation est l'unité de groupement la plus solide de l'agrégation humaine, tous les autres groupements tendent à s'y subordonner ; même l'unité impériale n'a été jusqu'à présent qu'un prolongement de l'unité nationale, car les empires des temps modernes ne se sont pas consciemment constitués pour créer une agrégation plus vaste, comme l'avait fait le monde romain impérial, mais pour servir l'instinct de domination et d'expansion, la soif de terres, la soif d'argent, la soif de produits de consommation et l'agressivité vitale, intellectuelle et culturelle des nations puissantes et prospères. Mais ceci ne met pas l'unité nationale à l'abri d'une dissolution finale au sein d'un principe d'agrégation plus vaste. Dans toute unité humaine, même la plus entière, la plus intolérante, la plus uniforme, il faudra toujours qu'il y ait des unités de groupement, car c'est le principe même, non seulement de la nature humaine mais de la vie et de toute agrégation. Nous touchons ici à une loi fondamentale de l'existence universelle, à la mathématique et à la physique fondamentales de la création. Mais ceci ne veut pas dire nécessairement que la nation persistera en tant qu'unité de groupement. Elle peut disparaître complètement ; déjà on a commencé à rejeter l'idée de nation ; l'idée inverse du « sans-patrie » ou du citoyen du monde s'est fait jour avec une force grandissante dès avant la guerre, et, bien qu'elle soit temporairement abattue, réduite au silence et découragée, elle n'est nullement détruite et très probablement se ranimera avec une violence accrue. Mais il est possible aussi que l'idée de nation persiste de plus belle et que, finalement, quelles que soient ses luttes et son apparent déclin, elle affirme vigoureusement sa vie, sa liberté et son particularisme au sein d'une unité plus grande. Il est possible enfin qu'elle subsiste, mais avec une vitalité réduite et subjuguée, ou même sans vitalité vraie et sans

esprit de particularisme ni de séparatisme vivant, comme une commodité, un fait administratif plutôt que psychologique, tel un département français ou un comté d'Angleterre. Néanmoins, l'idée de nation pourrait subsister d'une façon mécanique et juste assez distincte pour servir de point de départ à une dissolution ultérieure de l'unité humaine, qui se produira inévitablement si l'unification est plus mécanique que réelle, c'est-à-dire si le principe de l'unité humaine continue d'être régi par des mobiles politiques et administratifs, fondé sur des habitudes de facilité et de commodité économiques, sociales ou purement culturelles, et si cette base matérielle ne sert pas à une unité spirituelle de l'humanité.

De même pour l'idéal d'uniformité. Pour beaucoup d'esprits, surtout ceux d'une tournure rigide et mécanique et dont la logique ou l'intellectualité sont plus fortes que l'imagination et qu'un libre instinct vital, ceux qui sont facilement séduits par la beauté d'une idée, quitte à oublier ses limitations, pour ceux-là l'uniformité est un idéal, voire même le plus haut idéal qu'ils puissent concevoir. L'uniformité de l'humanité n'est pas une éventualité impossible, bien qu'elle soit impraticable en les circonstances actuelles et à peine concevable à certains points de vue, sinon dans un très lointain avenir. Certainement, il y a, ou il y a eu, une immense poussée vers une uniformisation des habitudes de vie, une uniformisation des connaissances, uniformisation politique, sociale, économique, éducative, et si cette tendance était poussée jusqu'à sa conclusion finale, elle entraînerait naturellement une uniformité de culture. Si pareille situation se produisait, la seule barrière qui résisterait au nivellement absolu d'une uniformité complète, serait la différence de langage ; car le langage crée et détermine la pensée autant que la pensée crée et détermine le langage ; or, tant qu'il y aura une différence de langage, il restera toujours une certaine somme de libre variation dans la pensée, dans la connaissance et la

culture. Mais on peut aisément concevoir qu'une uniformité culturelle générale et une vie étroitement associée finissent par donner une force irrésistible au besoin, déjà ressenti, d'une langue universelle ; une fois créée ou adoptée, la langue universelle peut finir par détruire les langues régionales, comme le latin a tué les langues de la Gaule, de l'Espagne et de l'Italie, ou comme l'anglais a tué le cornique, le gaélique et l'érse, et empiété sur le gallois. En revanche, le subjectivisme grandissant de la pensée humaine a suscité de nos jours un renouveau du principe de libre variation et un refus de l'uniformité. Si cette tendance triomphe, il faudra bien que l'unification de l'espèce humaine s'organise de façon à respecter la liberté de culture, de pensée et de vie des diverses unités constituantes. Mais il existe une troisième possibilité : une uniformité qui permettrait cependant, ou même encouragerait, les variations mineures ne menaçant pas les fondements du règne uniforme. Ici aussi, dans leurs limites, ces variations pourraient être vivantes, énergiques, particularistes jusqu'à un certain point, sans être séparatistes ; ou elles pourraient exprimer simplement des tonalités et des nuances tout à fait mineures, mais elles seraient cependant juste assez distinctes pour servir de point de départ à une dissolution du règne de l'uniformité et ouvrir un nouveau cycle de progrès diversifié.

De même pour l'organisation du gouvernement de l'espèce humaine. On peut concevoir un embrigadement rigide sous une autorité centrale, comme certains systèmes socialistes l'envisagent pour la nation ; un régime qui supprimerait toute liberté individuelle et régionale dans l'intérêt d'une étroite organisation uniforme de l'éducation, de la vie économique, des habitudes sociales et morales, de la connaissance, de la religion même, bref de toutes les catégories de l'activité humaine. Pareille éventualité peut sembler impossible, et serait en fait irréalisable dans un proche avenir étant donné l'immensité des masses qu'il faudrait

inclure, les difficultés à surmonter, les innombrables problèmes à résoudre avant qu'elle puisse s'instaurer. Mais croire que cette idée est impossible, c'est ne pas tenir compte de deux facteurs importants : d'abord, du progrès de la science qui permet de manipuler de plus en plus facilement des masses énormes (la guerre actuelle en est la preuve) et de régler des problèmes à grande échelle, puis de la marche rapide du socialisme¹. Si l'idée socialiste ou son application pratique sous un déguisement quelconque venait à triompher dans tous les continents, il pourrait en résulter naturellement une socialisation internationale, facilitée par les progrès de la science et de l'organisation scientifique et par la disparition des difficultés d'espace et de nombre. Il est possible, en revanche, qu'après un cycle de luttes violentes qui mettrait aux prises l'idéal d'embrigadement et l'idéal de liberté, la période socialiste de l'humanité se révélât d'une assez brève durée, comme le fut l'absolutisme monarchique en Europe, et qu'elle fût suivie d'un autre cycle, inspiré davantage par un principe d'anarchisme philosophique : un cycle d'unité fondé sur la liberté individuelle la plus complète et sur une liberté de groupement naturelle, non forcée. Il se peut aussi que l'on arrive à un compromis : enrégimentation générale concédant une liberté limitée, plus ou moins vigoureuse, suffisamment vivante cependant pour servir de point de départ à la dissolution du régime dès l'instant où l'humanité commencerait à sentir que l'embrigadement n'est pas sa destinée ultime et qu'un nouveau cycle de recherche et d'expérience est une fois de plus devenu indispensable à son avenir.

Il n'est pas possible ici d'examiner en détail ces vastes questions. Nous pouvons seulement tenter d'émettre quelques idées

1. Même les réactions apparentes, tel le régime fasciste italien, maintenant renversé, ne font que préparer ou mettre en œuvre des possibilités qui font appel au même principe de contrôle et de direction étatiques, ce qui est l'essence même du socialisme. (*Note de Sri Aurobindo*)

susceptibles de guider notre approche du problème de l'unification. Le problème est vaste et obscur, mais même un rayon de lumière çà et là peut aider à réduire la difficulté et diminuer l'obscurité.

*La loi de la Nature dans notre progrès :
l'unité dans la diversité — la loi et la liberté*

Pour l'homme, et pour lui seul parmi les créatures terrestres, vivre correctement implique la nécessité de connaître correctement, soit, comme le prétend le rationalisme, par l'instrument unique ou dominant de la raison, soit, d'une façon plus large et plus complexe, par la somme de ses facultés ; et ce qu'il doit connaître, c'est la vraie nature de l'existence et comment elle se réalise constamment dans les valeurs de la vie, c'est-à-dire, en langage moins abstrait, la loi de la Nature et particulièrement de sa propre nature, ainsi que les forces qui sont en lui et autour de lui, et leur utilisation correcte en vue d'une perfection et d'un bonheur plus grands pour lui-même individuellement, ou pour lui-même et ses semblables. Selon l'antique formule, la tâche de l'homme est d'apprendre à vivre selon la Nature. Mais la Nature ne peut plus être dépeinte à l'instar des anciens comme une règle éternellement juste dont l'homme se serait écarté, puisqu'elle est elle-même assez changeante et qu'elle progresse, évolue, s'élève de plus en plus haut et repousse de plus en plus les limites de ses propres possibilités. Cependant, en dépit de tout ce changement, certains principes éternels ou vérités d'être demeurent les mêmes, et c'est sur ce roc fondamental, avec cette matière première et dans ce cadre que notre progrès et notre perfectionnement doivent obligatoirement se dérouler. Sinon, nous aurions un chaos infini et non un monde ordonné, même au milieu du choc de ses forces.

La vie infrahumaine de l'animal et de la plante n'est pas soumise à la nécessité de la connaissance ni à son inévitable

corollaire : une volonté consciente sans cesse poussée à exécuter ce que la connaissance perçoit. Par cette exonération, elle est sauvée d'un nombre immense d'erreurs, de déformations et de maladies, car elle évolue spontanément en accord avec la Nature ; sa connaissance et sa volonté sont celles de la Nature et donc incapables, consciemment ou subconsciemment, de dévier de ses lois et de ses commandements. L'homme, au contraire, semble posséder le pouvoir d'appliquer son mental et sa volonté à la Nature, et donc avoir la possibilité d'en gouverner les mouvements, voire même de dévier du chemin qu'elle lui trace. Mais en fait, il y a ici un artifice de langage qui fait illusion. Car la mentalité de l'homme fait aussi partie de la Nature ; sa mentalité constitue même la partie la plus importante de sa nature, sinon la plus grande. Nous pouvons dire qu'elle est la Nature devenue partiellement consciente de ses propres forces et de ses propres lois, consciente de sa lutte pour le progrès et animée de la volonté consciente d'imposer une loi de plus en plus haute à ses propres modes de vie et d'être. Dans la vie infrahumaine, la lutte est vitale et physique, et il n'y a pas de conflit mental. L'homme est soumis au conflit mental et, par suite, il est en guerre, non seulement contre les autres mais contre lui-même ; et parce qu'il est capable de cette guerre contre lui-même, il est aussi capable de ce qui est refusé à l'animal : une évolution intérieure, une progression en des types de plus en plus hauts, un constant dépassement de soi.

Pour le moment, cette évolution s'opère par le conflit et le progrès des idées appliquées à la vie. Dans leur aspect primaire, les idées humaines sur la vie sont simplement une traduction mentale des forces et des tendances de la vie elle-même telles qu'elles émergent sous forme de besoins, de désirs et d'intérêts. La mentalité humaine possède une intelligence pratique plus ou moins claire et exacte qui tient compte de ces forces et de ces tendances, et elle donne à l'une ou l'autre une valeur plus

ou moins grande suivant son expérience, sa préférence ou son jugement. Par sa volonté et son intelligence, l'homme accepte les unes parce qu'elles aident sa croissance, rejette les autres, les décourage ou même réussit à les éliminer. Mais de ce processus élémentaire, sort une deuxième caractéristique plus avancée qui modifie les idées humaines sur la vie ; l'homme passe au-delà de la simple traduction mentale et du facile maniement dynamique des forces et des tendances qui ont émergé ou sont en train d'émerger en lui et dans son milieu, et il parvient à leur évaluation ordonnée. Il les étudie comme des processus et des règles fixes de la Nature et s'efforce de comprendre leur loi et leur norme. Il essaye de déterminer les lois de son propre mental, de sa vie et de son corps, la loi et la règle des faits et des forces autour de lui qui constituent son milieu et déterminent le champ et le cadre de son action. Mais puisque nous sommes des êtres évolutifs imparfaits, cette étude des lois de la vie doit nécessairement envisager deux aspects : elle perçoit la règle de ce qui est et la règle de ce qui peut ou doit être — la loi de nos réalités et la loi de nos potentialités. Or, l'intelligence humaine tend toujours à affirmer les choses arbitrairement et catégoriquement, et, par suite, la loi des potentialités prend la forme d'un modèle idéal fixe ou d'un corps de principes fixes dont notre vie actuelle est une chute et une déviation lorsqu'elle s'en éloigne, un progrès et une aspiration lorsqu'elle s'en rapproche.

La conception évolutive de la Nature et de la vie nous conduit à une vision plus profonde. Toute la vie est la Nature s'accomplissant elle-même, non la Nature se détruisant ou se reniant elle-même. Donc, ce qui est, autant que ce qui peut être, est l'expression des mêmes faits permanents de l'existence et des mêmes forces ou pouvoirs de notre Nature, dont nous ne pouvons pas et ne sommes pas censés pouvoir nous échapper. Mais nous pouvons — et c'est notre destin — élever, changer, élargir les formes, les combinaisons et les valeurs de ces forces et de ces

faits permanents de notre nature et de notre existence ; et au cours de notre progrès, ce changement ou ce perfectionnement peuvent se traduire par ce qui semble être une transformation radicale, bien que rien d'essentiel n'ait été modifié. Nos réalités sont la forme, la valeur ou le pouvoir d'expression auxquels notre nature et notre vie présentes ont atteint ; la norme ou la loi de nos réalités sont l'organisation et le processus établis particuliers à ce stade de l'évolution. Nos potentialités nous orientent vers une forme, une valeur, un pouvoir d'expression nouveaux, une organisation et un processus nouveaux appropriés qui représentent leur loi et leur norme propres. Ainsi situé entre le réel et le possible, notre intellect tend à prendre la loi et la forme présentes pour la loi éternelle de notre nature et de notre existence, et à regarder tout changement comme une déviation et une chute ; ou, au contraire, à prendre quelque loi et quelque forme futures et potentielles pour notre règle idéale de vie, et tout ce qui s'en écarte actuellement, pour une erreur ou un péché de notre nature. En réalité, cela seul est éternel qui reste constant à travers tous les changements, et notre idéal ne peut être au mieux qu'une expression progressive de cette constante éternelle. Seul, donc, pourrait être considéré comme idéal éternel, l'extrême limite en hauteur, en ampleur et en plénitude, de l'expression possible à l'homme, si tant est que cette limite existe et que nous puissions la connaître ; mais nous ne connaissons même pas encore nos possibilités extrêmes.

Quels que soient les idées et les idéaux que le mental humain extraie de la vie ou essaye d'appliquer à la vie, ils ne peuvent être autre chose que l'expression de cette vie elle-même et de son effort pour découvrir de plus en plus sa propre loi, pour la fixer de plus en plus haut et réaliser de plus en plus ses potentialités. Notre mentalité constitue le stade conscient du mouvement de la Nature dans son effort de réalisation et d'accomplissement progressifs des valeurs et des potentialités de son humaine manière

de vivre. Si cette mentalité était parfaite, sa connaissance et sa volonté ne feraient qu'une avec la totalité de la Connaissance et de la Volonté secrètes que la Nature essaye d'amener à la surface, et il n'y aurait pas de conflit mental. Nous serions alors capables de nous identifier à son mouvement, de connaître son but et de suivre intelligemment sa marche ; nous comprendrions la vérité sur laquelle la Gîtâ insistait tant, à savoir que seule la Nature agit et que les mouvements de notre mental et de notre vie sont seulement l'action de ses modes. C'est ce que fait vitalement, instinctivement et mécaniquement, la vie infrahumaine ; elle évolue selon la Nature, dans les limites de son type, et elle est exempte de conflit interne, bien qu'elle ne soit pas exempte de conflit avec d'autres vies. Une vie suprahumaine atteindrait consciemment à cette perfection ; elle ferait siennes la Connaissance et la Volonté secrètes dans les choses, et son accomplissement suivrait le libre mouvement spontané et harmonieux de la Nature, sans hâte et sans trêve, vers le développement complet qui est son but inhérent et donc prédestiné. En fait, parce que notre mentalité est imparfaite, nous saisissons seulement quelques aperçus des tendances et des fins de la Nature, et chaque aperçu, nous l'érigeons en principe absolu, en théorie idéale de notre vie et de notre conduite ; nous ne voyons qu'un côté du procédé de la Nature et nous le poussons en avant comme le système complet et parfait qui doit gouverner l'organisation de notre vie. Travaillant par l'entremise de la mentalité imparfaite de l'individu et de celle plus imparfaite encore de la collectivité, la Nature dresse les faits et les pouvoirs de notre existence les uns contre les autres comme des principes et des forces opposés auxquels nous nous attachons par notre intellect et nos émotions ; elle favorise ou décourage tantôt l'un, tantôt l'autre, et par la lutte et le conflit, les conduit à une connaissance mutuelle dans le mental de l'homme et au sens de leur commune nécessité, à une relation de plus en plus juste et à une synthèse de leurs potentialités qui, dans l'élastique

potentialité de la vie humaine, se traduit par une harmonie et une combinaison grandissante des pouvoirs réalisés.

L'évolution sociale de l'espèce humaine s'effectue nécessairement par le jeu des relations de trois facteurs constants : les individus, les diverses sortes de communautés, et l'humanité. Chacun cherche son accomplissement et sa satisfaction propres, et pourtant chacun est contraint de se développer en fonction des autres et non indépendamment. Le premier but naturel de l'individu doit être sa croissance et sa plénitude intérieures, puis l'expression de cette vie intérieure dans sa vie extérieure ; mais il ne peut y parvenir que par ses relations avec d'autres individus et avec les diverses communautés auxquelles il appartient — religieuses, sociales, culturelles ou politiques — et aussi avec les idées et le besoin de l'humanité dans son ensemble. La communauté aussi doit chercher son propre accomplissement, et pourtant, quelle que soit la force de sa conscience commune et de son organisation collective, elle ne peut croître que par ses membres, sous la pression de circonstances créées par son entourage et selon les conditions imposées par ses relations avec les autres communautés ou les autres individus et l'humanité en général. Pour le moment, l'humanité dans son ensemble n'a pas de vie commune consciemment organisée ; elle possède seulement une organisation rudimentaire qui est bien plus déterminée par les circonstances que par l'intelligence et la volonté humaines. Et cependant, l'idée et le fait de notre existence humaine commune, de notre nature et de notre destinée communes, ont toujours exercé une puissante influence sur la pensée et l'action des hommes. L'une des principales préoccupations de l'éthique et de la religion a été les obligations de l'homme envers l'humanité. La pression des grands mouvements et des grandes fluctuations de l'espèce humaine s'est toujours fait sentir sur la destinée de ses communautés séparées et, inversement, ces communautés séparées, sociales, culturelles, politiques et religieuses, n'ont pas

cessé de faire pression pour s'étendre et, si possible, englober la totalité de l'espèce. En admettant que l'humanité tout entière parvienne à une vie commune organisée et cherche un accomplissement commun et une satisfaction commune, ce ne pourrait être que par une relation du tout et des parties et à l'aide de l'expansion de la vie des individus humains et des communautés séparées, puisque c'est leur progrès qui détermine l'élargissement de la vie de l'espèce.

La Nature œuvre toujours par ces trois facteurs et nul d'entre eux ne peut être supprimé. Son point de départ est la manifestation visible de l'unité et de la multiplicité, de la totalité et de ses éléments constitutifs, puis elle crée les unités intermédiaires entre les deux extrêmes, car sans elles, il ne peut pas y avoir de développement complet, ni pour la totalité ni pour les éléments. Dans les formes vivantes, de même, elle crée toujours trois facteurs : genre, espèce et individu. Mais tandis que dans la vie animale elle se contente de séparations rigides et de groupements sommaires, dans la vie humaine elle s'efforce au contraire de déborder les divisions qu'elle a créées et de mener l'espèce tout entière au sens de l'unité et à la réalisation de l'unité. Les communautés humaines ne se sont pas tant formées par un attroupement instinctif d'individus du même genre ou de la même espèce, que par des associations locales, des communautés d'intérêts et des communautés d'idées ; et les limites ainsi établies ont toujours tendance à être débordées par l'élargissement des pensées et des sympathies humaines nées du mélange grandissant des races, des nations, des intérêts, des idées et des cultures. Toutefois, si leur séparatisme est débordé, les limites ne sont pas en fait abolies, car elles reposent sur un principe essentiel de la Nature : la diversité dans l'unité. Par conséquent, il semblerait que l'idéal ou le but ultime de la Nature fût de développer chaque individu et tous les individus au maximum de leur capacité, chaque communauté et toutes les communautés au maximum

d'expression de la diversité d'existence et de la potentialité que leurs différences étaient destinées à exprimer, puis de façonner la vie unifiée de l'humanité au maximum de sa capacité et de sa satisfaction communes, non pas en étouffant la plénitude de la vie individuelle ni de la petite collectivité, mais en tirant tout l'avantage possible de la diversité qu'elles ont créée. Ceci semblerait le moyen le plus sain d'accroître la richesse totale de l'humanité en versant les richesses humaines dans un fonds commun de possession et de jouissance.

Le progrès unifié de l'humanité s'opérerait donc par un principe général d'échanges et d'assimilation entre individus, puis entre individus et communautés et d'une communauté à l'autre, enfin entre la petite collectivité et la totalité de l'humanité, entre la conscience et la vie communes de l'humanité et les diverses communautés et individus constitutifs qui s'y développent librement. En fait, bien que ces échanges soient ce que la Nature s'ingénie d'ores et déjà à créer dans une certaine mesure, la vie est fort loin d'être gouvernée par ce principe de libre et harmonieuse mutualité. Au lieu d'échanges libres et fructueux, c'est une lutte, une opposition d'idées, d'impulsions et d'instincts, chacun tentant de s'enrichir aux dépens de l'autre par toutes sortes de guerres, de vols et de brigandages sur tous les plans — intellectuel, vital et physique —, ou même par la suppression pure et simple, la déglutition et la digestion du semblable. C'est un aspect de la vie que, dans sa pensée et son aspiration les plus hautes, l'humanité sait qu'elle doit dépasser. Mais, ou bien elle n'en a pas encore trouvé le vrai moyen, ou bien elle n'a pas eu la force de l'appliquer. Au lieu du vrai moyen, elle tente maintenant d'éliminer les conflits et les troubles de croissance par une étroite subordination ou un asservissement de la vie de l'individu à celle de la communauté, et de même, logiquement, elle sera amenée à tenter d'éliminer les conflits entre communautés par une étroite subordination ou un asservissement de la vie de

la communauté à celle de l'espèce humaine unie et organisée. Pour se débarrasser du désordre, des luttes et du gaspillage, on supprime la liberté ; pour se débarrasser du séparatisme et des complexités discordantes, on supprime la diversité ; en poussant à la réglementation et à l'embrigadement, l'arbitraire rigidité de la raison intellectuelle cherche à substituer sa ligne droite aux courbes difficiles du processus de la Nature.

Mais la liberté est aussi nécessaire à la vie que ne le sont les lois et un régime ; la diversité est aussi nécessaire que l'unité à notre véritable plénitude. L'existence n'est « une » que dans son essence et sa totalité ; dans son jeu, elle est nécessairement multiforme. L'uniformité absolue équivaldrait à la cessation de la vie, alors qu'au contraire la vigueur de la pulsation de la vie peut se mesurer à la richesse des diversités qu'elle crée. Et pourtant, si la diversité est essentielle à la puissance et à la fécondité de la vie, l'unité est nécessaire à son ordre, à son aménagement, sa stabilité. Nous devons créer l'unité, mais non nécessairement l'uniformité. Si l'homme pouvait réaliser une unité spirituelle parfaite, aucune uniformité d'aucune sorte ne serait nécessaire, car le jeu le plus extrême de la diversité pourrait s'exercer sans risque sur cette base. Ou encore, s'il pouvait réaliser une solide unité de principe, claire et bien saisie, la plus riche diversité d'application, même illimitée, pourrait se faire sans crainte de désordre, de confusion ni de conflit. Parce qu'il est incapable de l'une et de l'autre, l'homme est toujours tenté de substituer l'uniformité à l'unité réelle. Mais tandis que la puissance de vie dans l'homme exige la diversité, sa raison favorise l'uniformité. Elle la préfère, parce que l'uniformité lui donne une forte et facile illusion d'unité en guise d'unité réelle, à laquelle il est beaucoup plus difficile d'arriver. Elle la préfère aussi parce que l'uniformité facilite la tâche, autrement difficile pour l'homme, d'établir la loi, l'ordre et l'embrigadement. Elle la préfère enfin parce que l'impulsion naturelle du mental humain est de faire de toute

diversité un peu forte, une excuse de conflit et de séparation et, par suite, l'uniformité lui semble le seul chemin sûr et facile de l'unification. En outre, l'uniformité dans une direction ou dans un domaine quelconque de la vie, aide l'homme à économiser ses énergies pour se développer en d'autres directions. S'il peut normaliser son existence économique et échapper à ses problèmes économiques, il aura probablement plus de loisir et d'espace pour s'occuper de sa croissance intellectuelle et culturelle. Ou encore, s'il normalise toute son existence sociale et écarte ses problèmes plus lointains, il aura probablement la paix et la liberté d'esprit pour s'occuper plus énergiquement de son développement spirituel. Mais même là, l'unité complexe de l'existence affirme sa vérité : en fin de compte, la croissance intellectuelle et culturelle totale de l'humanité souffre de l'immobilité sociale, elle souffre de toute restriction ou appauvrissement de sa vie économique ; l'existence spirituelle de l'espèce, même si elle touche de lointains sommets, finit par affaiblir sa richesse et ses sources permanentes de vitalité lorsqu'elle dépend d'une société trop normalisée et enrégimentée — l'inertie d'en bas monte et touche même les sommets.

Du fait des défauts de notre mentalité, l'uniformité doit jusqu'à un certain point être admise et recherchée ; cependant, le vrai but de la Nature est une unité réelle qui servira de base à une diversité féconde. Son secret est assez clair si l'on voit comme elle insiste toujours sur une variété infinie, tout en façonnant selon un unique plan général. Le plan du corps humain est unique, pourtant il n'est pas deux êtres humains absolument semblables dans leurs caractères physiques. La nature humaine est une en ses composantes et ses grandes lignes, mais il n'est pas deux êtres humains qui soient exactement semblables dans leur tempérament, leur caractère et leur substance psychologique. Toute la vie est une en son plan et son principe essentiels ; même la plante est une sœur visible de l'animal, et pourtant cette unité de

vie admet et encourage une infinie variété de types. La variation naturelle entre les communautés humaines suit le même plan que celle des individus ; chacune engendre son caractère propre, son principe de variation et sa loi naturelle. Cette variation et cette adhésion fondamentale à sa propre loi séparée, lui sont nécessaires pour vivre, mais elles sont également nécessaires à la santé de la vie totale de l'humanité. Car le principe de variation n'empêche pas les libres échanges, il ne s'oppose pas à l'enrichissement de chacun par le fonds commun et du fonds commun par tous, principe idéal de l'existence, nous l'avons vu ; au contraire, sans solide variation, ces échanges et cette assimilation mutuelle seraient hors de question. Par conséquent, nous constatons que c'est dans l'harmonie de notre unité et de notre diversité que se trouve le secret de la vie ; la Nature insiste également, dans toutes ses œuvres, sur l'unité et sur la variété. Nous verrons qu'une unité spirituelle et psychologique réelle peut admettre une libre diversité et se passer de toute uniformité, sauf un minimum suffisant pour délimiter la communauté de nature et des principes essentiels. Tant que nous n'aurons pas atteint à cette perfection, nous devons appliquer la méthode de l'uniformité, mais nous ne devons pas la surappliquer, au péril de décourager la vie aux sources mêmes de sa puissance et de sa richesse et de son sain développement naturel.

La querelle de la loi et de la liberté est du même ordre et évolue vers la même solution. La diversité ou la variation doit être une libre variation. La Nature ne fabrique pas un modèle ni une règle pour l'imposer du dehors ; elle pousse la vie à croître du dedans et à affirmer sa propre loi naturelle et son propre développement naturel, modifiés seulement par le commerce avec son milieu. Toute liberté, quelle qu'elle soit, individuelle, nationale, religieuse, sociale ou éthique, repose sur ce principe fondamental de notre existence. Par liberté, nous entendons la possibilité de suivre la loi de notre être, de croître jusqu'à notre

accomplissement naturel, de trouver naturellement et sans entrave notre harmonie avec notre milieu. Les dangers et les désavantages de la liberté, le désordre, les conflits, le gaspillage et la confusion qu'entraîne son usage abusif, sont bien évidents. Mais ils tiennent à l'absence ou à l'insuffisance du sens de l'unité entre individus et entre communautés, qui pousse chacun à s'affirmer aux dépens des autres au lieu de croître à l'aide des autres et par échanges mutuels, et à revendiquer la liberté pour lui-même tout en empiétant sur le libre développement du semblable. Si une unité réelle, spirituelle et psychologique, pouvait s'instaurer, la liberté n'offrirait plus de dangers ni de désavantages ; car des individus libres, épris d'unité, se sentiraient spontanément contraints, par leur propre besoin, d'adapter parfaitement leur croissance à celle de leurs semblables, et ils ne se considéreraient complets que dans la libre croissance des autres. Du fait de notre présente imperfection et de l'ignorance de notre mental et de notre volonté, la loi et l'embrigadement doivent être appelés du dehors pour restreindre et contraindre. Les faciles avantages d'une loi et d'une contrainte énergiques sont évidents, mais leurs désavantages sont également grands. Le genre de perfection qu'elles réussissent à créer, tend à être mécanique ; même l'ordre qu'elles imposent, s'avère artificiel et s'écroule vite si le joug faiblit ou la poigne se relâche. Poussé trop loin, l'ordre imposé décourage le principe de croissance naturelle, qui est la vraie méthode de la vie, et peut même détruire la capacité de croissance véritable. Nous réprimons et hypernormalisons la vie à nos risques ; par un embrigadement excessif, nous écrasons l'initiative de la Nature et son habitude d'auto-adaptation intuitive. Rapetissé ou dépouillé de son élasticité, l'individu est dévitalisé et, bien qu'il semble extérieurement beau et symétrique, il périt du dedans. Mieux vaut l'anarchie que la longue persistance d'une loi qui n'est pas nôtre ou que notre vraie nature ne peut pas assimiler. Toute loi répressive ou

préventive n'est qu'un expédient, un succédané de la vraie loi, qui doit se développer du dedans et ne doit pas être un frein à la liberté mais son image extérieure et son expression visible. La société humaine ne progresse réellement et vitalement que dans la mesure où la loi devient l'enfant de la liberté; elle trouvera sa perfection quand l'homme aura appris à connaître son unité spirituelle et à s'unir à ses semblables, et quand la loi spontanée de sa société sera seulement le moule extérieur de sa liberté intérieure, maîtresse d'elle-même.

*La solution idéale :
un libre groupement de l'humanité*

Les principes d'unité et de liberté dans la diversité étant fondés sur les tendances essentielles et constantes de la Nature dans le développement de la vie humaine, il est clair qu'ils devraient gouverner toute tentative intelligente d'unification de l'espèce humaine. Et il en serait probablement ainsi si l'unification pouvait se réaliser à la manière d'une constitution à la Lycurgue ou par la loi d'un *Manu* idéal, roi et sage parfait. Mais puisqu'elle sera tentée d'une manière très différente, suivant les désirs, les passions et les intérêts des grandes masses et sans meilleure lumière pour la guider que la raison à demi éclairée des intellectuels du monde et l'opportunisme empirique des hommes d'État et des politiciens, elle se fera probablement par une succession d'expériences confuses, de reculs et de retours, de résistances et de persistances; elle progressera en dépit de la déraison des hommes et sous la clameur des idées et des intérêts rivaux, cahin-caha, par une guerre de principes et sous le choc de partis véhéments, et finira par des compromis plus ou moins maladroits. Elle peut même, nous l'avons dit, s'édifier par la méthode la moins idéale de toutes, mais non la plus incommode, par une certaine somme de violence et sous la domination d'un petit nombre de vastes et puissants empires, voire même par l'émergence d'un unique Empire mondial prédominant, un État-roi qui serait accepté ou s'imposerait comme l'arbitre de l'humanité, sinon comme son souverain. Ce ne sera probablement pas un principe intelligent mais la nécessité et la commodité, pas l'urgence d'une lumière mais l'urgence d'un pouvoir, qui seront la force effective de toute unification politique, administrative et économique du genre humain.

Cependant, même si l'idéal n'est pas immédiatement praticable, c'est vers lui que notre action devrait s'acheminer de plus en plus. Et si la meilleure méthode ne peut pas toujours être employée, il est bon de connaître cette meilleure méthode afin qu'au milieu du conflit des principes, des forces et des intérêts, quelque lueur puisse en pénétrer nos relations mutuelles et atténuer les erreurs, les faux pas et les souffrances auxquels notre ignorance et notre déraison nous obligent pour payer notre progrès. En principe donc, l'unification idéale de l'humanité serait un système où la première règle de vie commune harmonieuse permettrait aux peuples humains de se grouper d'eux-mêmes suivant leurs divisions naturelles de lieu, de race, de culture, de commodité économique, et non selon les accidents violents de l'histoire ni la volonté égoïste des nations puissantes dont la politique est toujours de forcer les petites nations ou celles qui sont moins bien organisées à servir leurs intérêts comme protégées ou à obéir à leurs ordres comme sujettes. L'arrangement actuel du monde a été façonné par des forces économiques, des diplomaties politiques, des traités d'acquisition et des violences militaires, sans la moindre considération pour les principes moraux et les règles générales du bien-être de l'humanité. Il a grossièrement servi certaines fins du développement de la Force cosmique et aidé au rapprochement des hommes, mais au prix de bien du sang versé, de souffrances, de cruautés, d'oppressions et de révoltes. Comme toute chose non idéale qui a existé et s'est affirmée avec force, cet arrangement trouve sa justification, non morale mais biologique, dans la nécessité des méthodes brutales auxquelles la Nature doit avoir recours vis-à-vis d'une humanité semi-animale, de même qu'avec sa création animale. Mais une fois franchi le grand pas de l'unification, les arrangements artificiels nés de cette nécessité, n'auront plus de raison d'être. Car, en premier lieu, l'objectif à poursuivre sera la commodité et le bien du monde dans son ensemble, et non plus la satisfaction de l'égoïsme, de la vanité et de

la convoitise de telle ou telle nation particulière ; en second lieu, dans une union mondiale ou un État mondial sainement organisé, les revendications légitimes d'une nation vis-à-vis des autres, par exemple les nécessités de son bien-être et de son expansion économique, ne seront plus réglées par le principe de la lutte et de la concurrence, mais suivant un principe de coopération ou d'adaptation mutuelle, ou du moins de concurrence réglementée par la loi, par l'équité et une juste réciprocité. Par conséquent, il ne restera plus rien pour justifier les groupements forcés et artificiels, sauf la tradition historique et le fait accompli, ce qui ne pèsera guère évidemment dans une grande transformation des conditions du monde, impossible à réaliser si l'espèce n'est pas prête à briser des centaines de traditions et à bousculer la grande majorité des faits accomplis.

Les groupements étant nécessaires, le premier principe de l'unification humaine devrait consister en un système de groupements libres et naturels ne laissant aucune place aux discordes internes, aux incompatibilités, aux répressions et révoltes, comme il en fut entre races et entre peuples. Sinon, l'État mondial serait fondé, du moins en partie, sur un système d'injustice et de répression légalisées ou, au mieux, sur un principe de force et de contrainte, si mitigé soit-il. Pareil système renfermerait des éléments mécontents qui n'auraient rien de plus pressé que de saisir n'importe quel espoir de changement et de mettre leur force morale, ou ce qu'ils auraient pu conserver de pouvoir matériel, à l'appui de toutes les velléités de désordre, de sécession, de dissolution du système pouvant apparaître dans l'espèce, voire même de retour au vieil ordre de choses. Des centres de révolte morale persisteraient donc, et étant donné l'agitation naturelle du mental humain, ceux-ci ne manqueraient pas d'avoir un fort pouvoir de contagion et de diffusion, pour peu que les circonstances soient favorables. En fait, tout système qui semblerait stéréotyper des anomalies, éterniser l'injustice et l'inégalité, ou

s'appuyer d'une façon permanente sur un principe de contrainte et d'assujettissement forcé, n'offrirait aucune sécurité et, de par sa nature même, serait condamné à l'éphémère.

Ce fut la principale faiblesse de la tendance apparue pendant la guerre et qui voulait régler le sort du monde sur la base du statu quo tel qu'il existait au lendemain de cette récente convulsion. Pareil arrangement était forcément vicié puisqu'il voulait stabiliser des conditions essentiellement transitoires. Il impliquait non seulement la domination de telle ou telle nation sur des minorités étrangères insatisfaites, mais la suprématie de l'Europe sur la plus grande partie de l'Asie et la totalité de l'Afrique. Dans ces conditions, une Ligue de l'unité naissante des Nations¹ équivaldrait à établir l'autorité d'une oligarchie de quelques races blanches sur l'énorme masse de l'humanité. Tel ne peut être le principe d'une organisation du monde durable. Car, dès lors, l'une des deux éventualités suivantes devient inévitable. Ou bien le nouveau système doit soutenir les conditions existantes par la loi et la force et résister à toute tentative de changement radical ; mais ceci conduirait à une répression antinaturelle des grandes forces naturelles et morales, et aboutirait finalement à un épouvantable désordre, peut-être même à une explosion qui ébranlerait le monde. Ou bien il faut établir quelque autorité législative générale et des moyens de changement qui permettront au jugement et au sentiment du genre humain de prévaloir sur les égoïsmes impérialistes, et aux peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique actuellement asservis de faire entendre dans les conseils du monde² les revendications de leur conscience de plus en plus éveillée. Mais

1. La Société des Nations fut fondée le 10 janvier 1920, deux ans après la publication de ce texte. (*Note de l'éditeur*)

2. La Société des Nations a débuté par un vague idéal de ce genre ; mais même ses premières tentatives hésitantes d'opposition aux égoïsmes impériaux n'ont abouti qu'à une sécession et elle n'a évité une guerre civile entre ses membres qu'en revenant sur ses propres engagements. En fait, elle n'a jamais été mieux qu'un instrument servile de la politique de quelques grandes puissances. (*Note de Sri Aurobindo*)

cette autorité, quand elle voudrait intervenir dans l'égoïsme des grands et puissants empires, serait difficile à établir, lente à agir et nullement à l'aise dans l'exercice de son pouvoir ou de son influence morale, et ses délibérations ne seraient probablement ni pacifiques ni harmonieuses. Elle se bornerait à représenter les sentiments et les intérêts d'une oligarchie de grandes puissances dirigeantes, ou bien elle aboutirait à des mouvements de sécession et de guerre civile entre États, comme ceux qui ont réglé la question de l'esclavage en Amérique. La seule autre issue possible est que les sentiments et les principes libéraux réveillés par la guerre en Europe, deviennent des forces agissantes, permanentes et établies, et s'étendent aux relations entre les nations européennes et leurs dépendances extra-européennes. En d'autres termes, il faut que les nations d'Europe acceptent pour principe politique bien établi de changer le caractère de leur impérialisme et de convertir dès que possible l'unité artificielle de leurs empires en une unité psychologique vraie.

Mais ceci revient inévitablement à reconnaître le principe que nous avons soutenu : un arrangement du monde en un système de groupements libres et naturels au lieu des groupements actuels partiellement libres et partiellement forcés. Car l'unité psychologique ne peut être garantie que si les nations actuellement sujettes consentent librement à s'inclure dans l'agrégat impérial ; or, la liberté d'assentiment implique la liberté de dissentiment et de séparation. Si, en raison d'incompatibilité de culture, de tempérament, d'intérêt économique ou autres, l'unité psychologique ne peut s'établir, la séparation devient inévitable, à moins d'avoir recours au vieux principe de force, recours difficile quand il s'agit de grandes masses d'hommes qui seraient devenues conscientes d'elles-mêmes au cours du nouveau processus et auraient retrouvé dans l'union leur force intellectuelle et leur vitalité. Il faut reconnaître que des unités impériales de ce genre peuvent constituer la prochaine étape (nullement inévitable) de

l'agrégation humaine, plus facile dans les conditions actuelles que l'unification de toute l'humanité. Toutefois, des unités de ce genre ne pourraient avoir que deux objectifs rationnels : d'une part, être une halte à mi-chemin de l'union de toutes les nations du monde et constituer une expérience de confédération administrative et économique à grande échelle, et d'autre part, être un moyen d'habituer des nations de races différentes, de tradition, de couleur et de civilisation différentes, à cohabiter en une famille politique commune, comme le devra l'ensemble de l'espèce humaine dans tout système d'unification qui respecte le principe de la diversité sans imposer un nivellement absolu dans l'uniformité. Les unités impériales hétérogènes n'ont de valeur dans le processus de la Nature que comme un moyen d'arriver à cette unité plus grande, et elles devraient cesser d'exister sitôt que celle-ci sera accomplie, à moins qu'elles ne subsistent par quelque attraction naturelle ou quelque miracle de fusion complète, improbable mais non impossible. Suivant cette ligne d'évolution (et en fait suivant n'importe quelle ligne d'évolution), le principe de libre groupement naturel des peuples doit être l'aboutissement final, la base finale parfaite. Il doit en être ainsi, car sur aucun autre fondement l'unification de l'humanité ne peut être sûre et solide. Il est inévitable qu'il en soit ainsi parce que, une fois l'unification solidement établie, une fois la guerre et les concurrences jalouses remplacées par de meilleures méthodes d'échange et d'adaptation mutuelle, il n'y aurait plus avantage à maintenir des systèmes artificiels ; par conséquent, la raison et la commodité exigeront toutes deux le changement. L'institution d'un système naturel de groupement ira de soi, comme va de soi l'arrangement administratif d'un pays en provinces naturelles. Et ce ne serait pas seulement une nécessité de la raison et de la commodité, mais du respect que tout système de décentralisation ou de libre fédération doit nécessairement avoir pour les sentiments nationaux ou raciaux et pour les unités

locales établies de longue date. D'autres considérations pourraient modifier l'application du principe, mais aucune n'aurait assez de force pour l'abroger.

L'unité naturelle dans un libre groupement de ce genre est la nation, car elle est la base que l'évolution naturelle a solidement créée et que, en fait, elle semble avoir produite en vue de l'unité plus grande. Par conséquent, à moins que l'unification ne soit différée à une date suffisamment lointaine de notre histoire pour que le principe national d'agrégation perde de sa force et de sa vitalité et se résolve en quelque chose d'autre, la nation libre et naturelle, ou peut-être des groupes de nations, seraient le juste et vivant support d'un système mondial solide et harmonieux. La race compte encore et pourrait être un élément du système, mais un élément subordonné. Dans certains groupements, elle pourrait prédominer et être décisive; en d'autres, elle serait annulée, en partie parce que le sentiment historique et national l'emporterait sur les différences de langue et de race, en partie sous la pression des relations économiques ou autres créées par les contacts locaux ou par l'unité géographique. L'unité culturelle compterait, mais ne l'emporterait pas nécessairement dans tous les cas; même les forces réunies de la race et de la culture ne seraient probablement pas suffisamment puissantes pour être décisives.

Nous trouvons partout des exemples de cette complexité. La Suisse, par le langage, la race et la culture, voire même par les affinités de sentiment, appartient à des agrégats nationaux différents : deux agrégats par le sentiment et la culture (le latin et le teuton), trois par la race et la langue (l'allemand, le français et l'italien). Ces différences ont pu désorienter et diviser les sympathies suisses pendant le conflit des nations¹, mais le sentiment décisif qui l'emporte sur tous les autres, reste celui

1. La Première Guerre mondiale. (Note de l'éditeur)

d'une nationalité helvétique, et ceci semble devoir interdire à présent et pour toujours toute idée de démembrement ou de dissolution volontaire de l'unité naturelle, locale, historique et de longue date qu'est la Suisse. Par la race, le langage et le passé historique, l'Alsace appartient d'une façon prédominante à une union germanique, mais les Allemands se sont vainement réclamés de ces titres, et leurs efforts pour transformer l'Alsace-Lorraine en Elsass-Lothringen se sont révélés vains ; les affinités nationales, historiques, culturelles et les sentiments vivants du peuple l'ont toujours rattaché à la France. Le Canada et l'Australie n'ont aucun lien géographique avec les Îles britanniques, ni même entre eux, et le premier semblerait prédestiné à appartenir à un groupe unitaire américain ; mais en l'absence d'un changement de sentiment, difficile à envisager maintenant, il est certain que l'un et l'autre préféreront appartenir à un groupement britannique plutôt que, l'un de se fondre dans une nation américaine de plus en plus cosmopolite, et l'autre, de constituer une union australasienne séparée. Par contre, les éléments slaves et latins de l'Autriche-Hongrie, bien qu'ils appartiennent à cet empire par l'histoire, par la position géographique et la commodité économique, se sont dirigés avec force vers la séparation et, quand les sentiments locaux le permettaient, vers l'union avec leur parenté raciale, culturelle et linguistique. Si l'Autriche avait traité ses sujets slaves sur le même pied que les Magyars, ou si elle avait été capable d'édifier sa propre culture nationale avec ses éléments germains, slaves, magyars et italiens, il en eût été autrement et son unité aurait été protégée contre toutes les forces extérieures de démembrement. La race, le langage, les relations locales et la commodité économique sont des facteurs puissants, mais le facteur décisif reste toujours l'élément psychologique, qui cherche spontanément l'union. Toutes les autres forces, si turbulentes soient-elles, doivent céder devant cette force plus subtile ; si intense que soit leur désir de trouver la libre expression

et le libre usage de leur particularisme au sein de l'unité plus grande, les forces économiques, culturelles ou raciales doivent se subordonner à une force d'attraction plus puissante.

Pour cette raison même, le principe de base à adopter doit être un libre groupement et non quelque règle abstraite ou pratique ni quelque principe de tradition historique, quelque statut de fait imposé aux nations. Il est aisé de construire un système en pensée et de vouloir l'ériger sur un fondement qui semblerait à première vue rationnel et convenable. Il semblerait, à première vue, que l'unité de l'humanité pût s'arranger très rationnellement et tout à fait commodément sur la base d'un triple groupement — européen, asiatique et américain —, avec deux ou trois sous-groupes en Amérique (latins et de langue anglaise), trois en Asie (mongol, indien et ouest-asiatique, l'Afrique du Nord musulmane pouvant être une annexe naturelle du groupe ouest-asiatique), quatre en Europe (latins, slave, teuton et anglo-celtique, ce dernier englobant les colonies qui choisiraient encore d'y adhérer), tandis que l'Afrique centrale et l'Afrique méridionale pourraient continuer de se développer dans les conditions actuelles mais avec des principes plus humains et plus progressifs ainsi que l'exigeraient les sentiments d'une humanité unifiée. Certaines des difficultés actuelles évidentes n'auraient probablement plus une grande importance dans un meilleur système des choses. Nous savons, par exemple, que des nations très proches par tous les liens apparents, sont en fait divisées par des antipathies plus fortes que celles (plus idéalistes que réelles) qui les séparent de peuples n'ayant avec elles aucun lien d'affinité. Le Japon mongol et la Chine mongole sont, en sentiment, nettement divisés l'un de l'autre ; l'Arabe, le Turc et le Persan, unis par la religion et la culture islamiques, ne feraient pourtant pas une famille très heureuse si les sentiments qu'ils éprouvent maintenant entre eux devaient persister. La Suède et la Norvège scandinaves avaient tout ce qu'il fallait pour se rapprocher et perpétuer leur union,

sauf un fort sentiment, bien qu'irrationnel, qui a rendu impossible la continuation de cette union. Mais en fait, ces antipathies ne persistent que tant qu'existe entre nations quelque pression inamicale évidente, quelque sentiment de subjugation ou de domination, quelque peur d'oppression ; ceci supprimé, les antipathies disparaîtraient probablement. On peut noter, par exemple, que depuis la séparation de la Norvège et de la Suède, les trois États scandinaves se sont sentis de plus en plus disposés à agir en commun et à se considérer comme un groupement naturel en Europe. La longue antipathie des nations irlandaise et anglaise est en train de s'effacer devant la réalité d'une relation plus juste, bien qu'encore imparfaite, entre ces deux individualités nationales. De même, l'antipathie de l'Autrichien pour le Magyar a cédé le pas dès qu'une relation plus juste s'est établie entre ces deux royaumes. Par conséquent, on peut facilement imaginer que dans un système où les causes d'hostilité disparaîtraient, les affinités naturelles l'emporteraient et un groupement du genre que nous concevons deviendrait plus aisément réalisable. On peut aussi soutenir que, sous la forte pression de la tendance unificatrice, l'humanité s'orientera naturellement vers la création d'une symétrie de ce genre. Un grand changement, une grande révolution dans le monde, pourrait puissamment et rapidement abolir tous les obstacles, comme la Révolution française avait aboli l'obstacle de l'ancien régime à un système démocratique uniforme. Mais aucun de ces arrangements ne serait réalisable si les systèmes de commodité rationnelle ne correspondaient pas aux sentiments réels des peuples ; or, l'état actuel du monde est fort éloigné d'une correspondance aussi idéale.

L'idée d'une nouvelle base fondée sur le principe du sentiment national semblait à un moment donné susceptible d'une réalisation pratique dans un champ limité. Elle se bornait à une redistribution européenne, et encore, par la logique de la guerre et de la force, ne devait-elle s'appliquer qu'aux seuls empires

vaincus. Les autres nations n'acceptaient de la reconnaître pour elles-mêmes que sous une forme restreinte : la Russie par la concession de l'autonomie à la Pologne, l'Angleterre par celle du Home Rule à l'Irlande et par une fédération avec ses colonies, alors que d'autres dénis du même principe devaient persister ou même s'instaurer ici et là pour satisfaire les ambitions et les exigences impériales. Un nom a même été donné à ce principe nouveau, et pendant un certain temps l'idée du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » avait reçu une sanction officielle et faisait presque figure d'évangile. Si imparfaite qu'en ait été l'application, sa mise en vigueur pratique, eût-elle réussi, aurait signifié la naissance physique et les premiers pas d'un idéal nouveau et ouvert aux espoirs de l'humanité la perspective d'une application à une échelle plus vaste, et finalement universelle. S'il est vrai que la victoire des Alliés a mis fin à ces hautes déclarations, l'idéal de redistribution du monde sur la base de libres groupements nationaux ne peut plus désormais être considéré comme un rêve impossible ni comme un idéal tout à fait chimérique.

Cependant, les forces opposées à cette redistribution sont considérables et il est vain d'espérer qu'elles seront surmontées sans de longues et difficiles batailles. L'égoïsme national et impérial est la première et la plus puissante de ces forces antagonistes. Abandonner l'instinct de domination et le désir de rester le maître suprême quand le pouvoir et la suprématie ont été la récompense de tant d'efforts passés, sacrifier les avantages de l'exploitation commerciale des dépendances et des colonies (qui ne peuvent être conservés qu'en consolidant la domination et la suprématie), envisager avec désintéressement l'accès à une libre activité nationale de masses d'hommes vigoureuses et parfois énormes qui furent autrefois des sujets et des moyens passifs d'enrichissement, mais qui seraient désormais des égaux puissants et peut-être même des rivaux formidables,

c'est trop demander à l'égoïsme de la nature humaine pour qu'elle le concède facilement et spontanément, à moins que la concession ne s'impose par une nécessité urgente ou par l'espoir de quelque gain important et palpable qui compenserait la perte immédiate et visible. En outre, l'Europe n'a pas encore renoncé à la prétention de tenir en main le reste du monde dans l'intérêt de la civilisation (c'est-à-dire de la civilisation européenne) ni d'exiger l'adoption de cette civilisation comme condition de l'accession des races asiatiques à un degré quelconque d'égalité ou de liberté. Cette prétention, bientôt destinée à perdre tout pouvoir en Asie, trouve encore sa justification sérieuse dans l'état actuel du continent africain. En tout cas, reconnaissons que, pour le moment, elle s'oppose avec force à une reconnaissance plus vaste de l'idéal nouveau-né, et que, tant que les problèmes qu'elle soulève ne seront pas résolus, l'organisation du monde sur le principe idéal d'un libre groupement devra attendre l'évolution de forces nouvelles et le déclenchement, tant en Asie qu'en Europe, de révolutions spirituelles, intellectuelles et matérielles qui n'ont pas encore eu lieu¹.

1. Ces révolutions se sont maintenant produites et les obstacles (du moins partiellement) se sont évanouis ou sont en train de s'évanouir. (*Note de Sri Aurobindo*)

*La poussée à la centralisation
et à l'uniformité – L'administration
et la direction des affaires étrangères*

En supposant qu'une union mondiale stable se fonde finalement sur un libre groupement des nations suivant leurs affinités naturelles, leurs sentiments, leurs évaluations des commodités économiques ou autres, la question reste encore de savoir quel serait exactement le statut de ces unités nationales au sein de cette unité humaine plus vaste et plus complexe. Posséderaient-elles une indépendance purement nominale et deviendraient-elles les simples rouages d'une machine, ou bien garderaient-elles une individualité réelle et vivante, une liberté effective et une vie organique? Pratiquement, ceci revient à savoir si l'idéal de l'unité humaine s'oriente vers une humanité fondue et soudée par la force (ou du moins avec force) en une seule et vaste nation, en un État mondial centralisé avec de nombreuses provinces, ou bien vers une agrégation en un système plus complexe, plus lâche et plus flexible : vers une union mondiale de libres nationalités. Si la première conception ou tendance, ou nécessité, devait dominer dans toute sa rigueur, nous aurions devant nous une période de compression, de restriction, de négation des libertés nationales et individuelles, comme il en fut pendant la seconde des trois étapes historiques qui marquèrent la formation nationale en Europe. S'il triomphait entièrement, ce processus aboutirait à un gouvernement mondial centralisé qui imposerait à l'humanité tout entière un règne et une loi uniformes, une administration uniforme, un système économique et éducatif uniforme, une seule culture, un seul

principe social, une seule civilisation, et peut-être même une seule langue et une seule religion. Centralisé, ce gouvernement mondial déléguerait quelques-uns de ces pouvoirs aux autorités et aux conseils nationaux, mais seulement à la manière dont le gouvernement français centralisé (parlement et administration) délègue certains de ses pouvoirs aux préfets et aux conseils des départements et aux fonctionnaires et communes qui leur sont subordonnés.

Pareil état de choses semble un rêve assez lointain, et, certes, ce n'est pas un très beau rêve, sauf pour le doctrinaire rigide. Il faudrait certainement fort longtemps pour qu'il devienne tout à fait praticable, et il devrait être précédé d'une période de formation imprécise correspondant à celle de l'unité féodale en France et en Allemagne dans l'Europe du Moyen Âge. Cependant, étant donné le rythme toujours plus accéléré avec lequel le monde commence à progresser et les révolutions gigantesques que promet l'avenir dans le domaine de la pensée, des conceptions et des pratiques internationales, nous devons envisager ce rêve, non seulement comme une éventualité ultime mais comme une possibilité qui n'est peut-être pas démesurément éloignée. Si les choses continuent à évoluer obstinément et victorieusement dans la même direction, si la science réussit à éliminer toujours davantage les obstacles de l'espace et des divisions géographiques et mentales, et qu'elle développe ses moyens et ses pouvoirs d'organisation à une vaste échelle et dans tous les détails, alors le rêve pourrait devenir réalisable d'ici un siècle ou deux, voire même trois ou quatre tout au plus. Ce serait l'aboutissement logique d'un processus où l'instrument d'unification principal serait la force et la contrainte, soit la prépondérance d'un petit nombre de grandes nations, soit l'apparition d'un État-roi, un empire maître sur terre et sur mer. En supposant qu'une première unité imprécise soit déjà établie, ce rêve pourrait se matérialiser si dans le monde entier venaient à triompher la doctrine politique

et la domination politique d'un parti de doctrinaires socialistes et internationalistes dont l'esprit ressemblerait assez à celui des Jacobins unitaires de la Révolution française; sans tendresse pour les sentiments du passé ni pour toutes les formes d'individualisme de groupe, ils chercheraient à écraser et à éliminer tout ce qui pourrait donner un appui visible à ces vestiges, afin d'asseoir parfaitement leur idée d'égalité et d'unité humaines absolues.

Pour un système de ce genre, quelles que soient la manière dont il s'instaure et les forces qui l'établissent — qu'il soit gouverné par l'idée d'État démocratique comme le socialisme moderne, ou simplement par l'idée d'État, peut-être socialiste mais non démocratique ou même antidémocratique — l'unité parfaite ne peut se réaliser que dans l'uniformité. En fait, toute pensée qui cherche à établir l'unité par des moyens mécaniques ou extérieurs, est naturellement attirée par l'uniformité. Cette thèse semble confirmée par l'histoire et par les leçons du passé; la tendance à la centralisation et à l'uniformité a en effet joué un rôle décisif dans la formation des unités nationales, dont le point culminant a coïncidé avec un état d'uniformité. La réunion des éléments divers et souvent contradictoires d'un peuple en un seul État national, constitue naturellement un précédent décisif pour le rassemblement des populations de la terre, du peuple humain, en une seule nation, un seul État mondial. Les temps modernes nous offrent des exemples significatifs du pouvoir de cette tendance à l'uniformité, et cette tendance grandit à mesure que la civilisation progresse. Ainsi, le mouvement turc a commencé par un idéal de tolérance pour tous les éléments hétérogènes de son empire croulant — races, langues, religions, cultures —, mais inévitablement l'élément Jeune Turc qui prédominait, a d'instinct été entraîné à établir, au besoin par la coercition, une culture et une nationalité ottomanes uniformes. Cette tendance a abouti au petit État purement turc d'aujourd'hui, après l'élimination

de l'élément grec et la ruine de l'empire ; mais chose curieuse, l'uniformité nationale a trouvé son couronnement en s'adjoignant et en assimilant la culture, les formes sociales et les habitudes européennes. La Belgique, composée presque également de Flamands teutons et de Wallons gaulois, s'est formée en une seule nationalité sous l'égide d'une culture franco-belge avec le français comme langue dominante ; le mouvement flamingant, qui logiquement aurait dû se contenter de droits égaux pour les deux langues, visait en fait à un complet renversement de la situation et voulait affirmer non seulement la langue flamande et une culture flamande indigène, mais leur suprématie. L'Allemagne, en unissant ses anciens éléments en un seul corps, a toléré la continuation des États existants avec leur gouvernement et leur administration propres, mais la possibilité de diversité considérable ainsi offerte fut annulée par la centralisation de la vie nationale à Berlin ; des séparations nominales existaient bien, mais recouvertes par une uniformité réelle générale qui fit presque de l'Allemagne l'image d'une plus grande Prusse malgré les tendances et les institutions plus démocratiques et plus humanitaires des États du Sud. Certes, il existe des types de fédération d'un genre apparemment plus libre comme la Suisse, les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud ; mais ici aussi, c'est l'esprit d'uniformité qui prévaut réellement ou tend à prévaloir en dépit des variations de détail et malgré la latitude laissée aux États membres de légiférer librement sur des questions mineures. Partout, l'unité semble appeler et s'efforce de créer une plus ou moins grande uniformité pour consolider ses bases.

La première uniformité, d'où partent toutes les autres, est celle d'un gouvernement centralisé dont la fonction naturelle est de créer et d'assurer une administration uniforme. Un gouvernement central est nécessaire à tout agrégat qui veut donner une unité organique à sa vie politique et économique. Nominale, ou au début, ce gouvernement central peut être un

simple organe créé par plusieurs États qui prétendent encore être souverains à l'intérieur de leurs frontières ; ce peut être un instrument auquel, pour plus de commodité, ils délèguent quelques-uns de leurs pouvoirs à des fins communes ; mais en fait, ce gouvernement central tend toujours à devenir lui-même le corps souverain ; il désire toujours concentrer davantage de pouvoir entre ses mains, et concéder seulement des pouvoirs délégués aux législatures et aux autorités locales. Les inconvénients pratiques d'un système plus lâche viennent encore renforcer cette tendance centralisatrice et affaiblissent graduellement les sauvegardes érigées contre un empiètement qui, de plus en plus, semble n'offrir que des avantages et avoir pour lui la logique de l'utilité générale. Cette tendance apparaît même aux États-Unis malgré leur solide attachement pour la constitution originelle et leur lenteur à accepter toute innovation constitutionnelle qui dépasse le cadre purement local, et elle aurait certainement déjà abouti à des changements radicaux importants s'il n'y avait eu une Cour Suprême dont la mission était d'annuler toute intrusion législative dans la constitution originelle, ou si la politique américaine de non-ingérence dans les affaires étrangères et leurs complications n'avait écarté la pression des nécessités qui, en d'autres nations, ont aidé le gouvernement central à accaparer tout le pouvoir réel et à devenir la source des activités nationales autant que leur tête ou leur centre. La politique traditionnelle des États-Unis, leur pacifisme, leur antimilitarisme, leur répugnance à s'engager dans l'imbroglio européen ou à s'approcher de trop près de la politique de l'Europe, leur susceptibilité jalouse à l'égard de toute intervention des Puissances européennes dans les affaires américaines en dépit de leurs colonies et de leurs intérêts dans l'hémisphère occidental, sont dus principalement à leur conviction instinctive que ce séparatisme est la seule sécurité pour le maintien de leurs institutions et de leur type particulier de vie nationale. S'ils se militarisaient, s'ils se laissaient entraîner

dans le tourbillon de la politique du vieux continent, comme il menace de le faire parfois, rien ne pourrait longtemps protéger les États-Unis contre la nécessité de vastes changements tendant à la centralisation et à l'affaiblissement du principe fédéral¹. C'est à une neutralité pareillement centrée sur elle-même que la Suisse doit la sécurité de sa constitution fédérale.

Car la croissance de la centralisation nationale tient à deux besoins primordiaux, dont le premier et le plus pressant est la nécessité de cohésion, d'unité de but, d'action unique et concentrée contre les autres nations, soit pour se défendre des agressions extérieures, soit pour attaquer les autres afin de satisfaire les ambitions et les intérêts nationaux. L'effet centralisateur de la guerre et du militarisme avec son appel à la concentration des pouvoirs, est un lieu commun de l'histoire depuis les temps les plus anciens. Ce fut le facteur principal de la formation des monarchies absolues et centralisées comme du maintien des aristocraties fermées et puissantes ; il a soudé ensemble les éléments disparates et découragé les tendances centrifuges. Les nations qui ont dû faire face à la nécessité de cohésion et n'ont pas réussi à organiser ou à maintenir cette concentration des pouvoirs, se sont toujours trouvées en mauvaise posture dans la bataille de la vie, quand bien même elles n'ont pas partagé le sort longtemps subi par l'Italie et la Pologne en Europe ou par l'Inde en Asie. La force d'un Japon centralisé et la faiblesse d'une Chine décentralisée sont une preuve évidente que, même dans les conditions modernes, la vieille règle tient bon. Hier encore, les États libres de l'Europe occidentale se sont trouvés contraints de suspendre toutes leurs libertés si durement gagnées et de recourir à l'expédient de la Rome ancienne, à un Sénat

1. La politique de Roosevelt et les difficultés qu'elle a rencontrées, illustrent clairement le pouvoir de ces deux forces antagonistes aux États-Unis ; la tendance à renforcer le principe fédéral, si lente soit-elle, ne fait aucun doute. (*Note de Sri Aurobindo*)

irresponsable et même à une dictature voilée afin de faire face à la force concentrée d'une nation puissamment centralisée, dotée d'une armée capable de se défendre et d'attaquer. Si la perception de cette nécessité réussissait à se prolonger au-delà de la durée effective de la guerre, il n'y a pas de doute que la démocratie et la liberté recevraient le coup le plus dangereux, et peut-être fatal, qu'elles aient jamais subi depuis leur rétablissement dans les temps modernes¹.

Si la Prusse a pu saisir dans sa poigne la vie de l'Allemagne, c'est presque entièrement en raison du sentiment d'insécurité qu'imposait au Reich sa position particulière en Europe entre deux grandes nations hostiles et parce qu'il se sentait encerclé et menacé dans son expansion. La force acquise par l'idée de confédération en Angleterre et dans ses colonies à la suite de la guerre, est un autre exemple de la même tendance. Tant que les colonies pouvaient rester à l'écart, non affectées par les guerres de l'Angleterre ou par sa politique étrangère, l'idée de confédération avait peu de chances de se réaliser ; mais l'expérience de la guerre et de ses gênes, ainsi que l'évidente incapacité de concentrer toutes les forces potentielles de l'Empire dans un système de décentralisation presque totale, semblent avoir rendu inévitable le resserrement de la structure fluide et lâche de l'Empire britannique, resserrement qui peut aller très loin une fois que le principe a été admis et qu'il a commencé à être mis en pratique². Une fédération fluide,

1. Même actuellement, la poussée des forces tend manifestement à s'écarter de la démocratie et à s'acheminer vers un contrôle d'État et un embrigadement de plus en plus rigides. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Jusqu'à présent, ce resserrement n'est pas allé au-delà d'une égalité de statut avec une étroite consultation dans les affaires étrangères, et de quelques tentatives de coopération économique plus étroite. Mais la persistance de grandes guerres pourrait, suivant leurs fortunes, dissoudre le système encore fluide, ou en imposer un autre plus cohérent. Pour le moment cependant, cette dernière possibilité se trouve écartée par l'accession à la condition de Dominion vrai et au statut de Westminster, qui rendent la fédération pratiquement inutile et peut-être même indésirable pour les partisans de l'indépendance de fait. (*Note de Sri Aurobindo*)

sous une forme ou une autre, peut être commode lorsque règne la paix ; mais partout où la paix est en danger et où la lutte pour la vie est difficile et menaçante, la fluidité devient désavantageuse et peut même se changer en un défaut fatal qui donne au destin une occasion de destruction.

La pression d'un péril extérieur et le besoin d'expansion créent seulement la tendance à une forte centralisation politique et militaire ; le développement de l'uniformité naît de la nécessité d'une étroite organisation interne, dont le centre ainsi créé devient l'instrument. Cette organisation est en partie exigée par les nécessités mêmes qui ont créé l'instrument, mais beaucoup plus par les avantages de l'uniformité dans une vie sociale et économique bien ordonnée et fondée sur certaine commodité dont la vie se soucie peu, mais que l'intelligence de l'homme réclame constamment : un principe d'ordre clair, simple, et, pour autant que la complexité de la vie le permette, d'application facile. Dès que l'intelligence humaine se met à organiser la vie à son idée au lieu de suivre le principe d'ordre organique inhérent à la vie, qui est plus instinctivement souple et flexible, elle a non seulement tendance à imiter la fixité de la Nature physique dans l'uniformité de ses principes d'organisation fondamentaux, mais elle essaye aussi, autant qu'il se peut, de leur donner une application uniforme. Elle travaille à la suppression de toutes les variations importantes. Plus tard seulement, quand elle s'est élargie et se sent davantage capable de comprendre et de manier les complexités naturelles, l'intelligence humaine se trouve suffisamment à l'aise pour accepter ce que le principe de vie exige constamment : une libre variation et l'application subtilement diverse de principes uniformes. Avant tout, dans l'organisation d'une société nationale, l'intelligence cherche spontanément à uniformiser celui des aspects qui touche le plus près au besoin particulier du centre d'ordre créé : sa fonction politique et militaire. Son but est donc une unité et une uniformité administratives, suffisantes tout d'abord, puis absolues.

Nées du besoin de concentration, les monarchies travaillèrent d'abord à une concentration préliminaire, à rassembler les fils principaux de l'administration entre les mains de l'autorité centrale. Nous observons partout le même phénomène, mais c'est dans l'histoire politique de la France que les étapes du processus sont le plus clairement marquées. Car c'est là que la confusion causée par le séparatisme féodal et les juridictions féodales, avait créé les plus formidables difficultés ; et cependant, c'est là qu'elles furent résolues et éliminées avec le plus de succès, par une constante insistance centralisatrice et par une violente réaction finale contre les survivances féodales. La monarchie centralisatrice, amenée au pouvoir suprême par les leçons répétées des invasions anglaises, de la pression espagnole et des guerres civiles, a inévitablement évolué vers cet absolutisme, si remarquablement personnifié par la grande figure historique de Louis XIV. Son mot célèbre : « L'État, c'est moi », exprime vraiment le besoin que ressentait le pays, un besoin de développer un pouvoir souverain incontesté qui concentrât en lui toute l'autorité militaire, législative et administrative, par opposition à l'organisation fluide et presque chaotique de la France féodale. Le régime des Bourbons cherchait d'abord la centralisation et l'unité administratives, et accessoirement un certain degré d'uniformité. Il ne réussit pas entièrement dans cette dernière tâche parce qu'il dépendait de l'aristocratie qu'il avait remplacée, mais à laquelle cependant il était obligé de laisser les débris confus de ses privilèges féodaux. La Révolution fit bon marché de cette aristocratie et balaya les reliques de l'Ancien Régime. En établissant une uniformité rigoureuse, elle n'a pas renversé l'œuvre de la monarchie mais l'a parachevée plutôt. Une unité et une uniformité complètes, législatives, fiscales, économiques, judiciaires et sociales, étaient le but prédestiné de l'absolutisme français, monarchique ou démocratique, de par sa poussée première. Le gouvernement des Jacobins et le

règne de Napoléon n'ont fait que mûrir rapidement ce qui s'était lentement préparé sous la monarchie à partir de l'organisme confus qu'était la France féodale.

En d'autres pays, le mouvement absolutiste a été moins direct, et la survivance des vieilles institutions plus obstinée, même après la disparition de leur raison d'être originelle ; mais partout en Europe, même en Allemagne¹ et en Russie, la tendance a été la même et le résultat final était inévitable. L'étude de cette évolution est donc d'une importance considérable pour l'avenir, car les difficultés à surmonter, quoique différentes en leur forme et leur étendue, sont essentiellement identiques à celles qui feraient obstacle au développement d'un État mondial à partir de cet organisme fluide et encore confus qu'est le monde civilisé moderne.

1. Observons que le point culminant de cette poussée absolutiste se situe en Allemagne avec la centralisation sans précédent, la standardisation et l'uniformité rigides du régime national-socialiste sous Hitler. (*Note de Sri Aurobindo*)

La poussée à la centralisation économique

L'organisation objective d'une unité nationale n'est pas encore complète quand elle est entrée en possession d'une autorité centrale unique et qu'elle a accompli l'unité et l'uniformité de ses fonctions politiques, militaires et strictement administratives. Il existe un autre côté de sa vie organique, qui est également important, le législatif, et son corollaire, la fonction judiciaire ; car en fin de compte, l'exercice du pouvoir législatif devient le signe caractéristique du souverain, bien qu'il ne l'ait pas toujours été. Logiquement, on pourrait supposer que la première tâche d'une société dût être de déterminer d'une façon consciente et organisée ses propres règles de vie, d'où toutes les autres dériveraient et dont elles dépendraient, et que, par conséquent, ces règles seraient naturellement les premières à apparaître. Mais la vie se développe en obéissant à sa loi propre et à la pression des forces, et non suivant la loi et la logique d'un mental conscient de lui-même ; son premier cours est déterminé par le subconscient, et n'est conscient de lui-même que d'une façon secondaire et dérivée. Le développement de la société humaine n'a pas fait exception à cette règle ; si l'homme, en l'essence de sa nature, est un être mental, il a pratiquement débuté avec une mentalité mécanique en grande partie, comme un être vivant doué de conscience, un animal humain de la Nature ; plus tard seulement, il a pu devenir l'être vivant conscient de soi, le *Manu* se perfectionnant lui-même. Tel est le cours que l'individu doit suivre ; l'homme grégaire marche dans le sillage de l'individu, il est toujours loin derrière le plus haut développement individuel. Ainsi, bien que la logique de la raison voudrait que la première étape nécessaire soit la création d'un organisme social qui légifère

consciemment et intégralement pour ses propres besoins, la logique de la vie fait que cet organisme vient en dernier lieu, comme une étape culminante. La société peut dès lors, grâce à l'État, perfectionner consciemment toute l'organisation de sa vie, militaire, politique, administrative, économique, sociale et culturelle. Le processus est complet quand s'achève la courbe par laquelle l'État et la société deviennent synonymes, autant qu'il se peut. C'est en cela que réside l'importance de la démocratie ; en cela aussi qu'est l'importance du socialisme. L'un et l'autre sont le signe que la société est en passe de devenir un organisme intégralement conscient, et par conséquent se réglant lui-même librement et consciemment¹. Mais remarquons que la démocratie et le socialisme modernes sont seulement un premier essai grossier et maladroit vers cet accomplissement, une ébauche inefficace et non une réalisation librement intelligente.

Au début, au premier stade de la société, il n'existe pas de « loi » au sens où nous l'entendons, telle la *lex* romaine ; il n'existe qu'une masse d'habitudes obligatoires, *nomoi*, *mores*, *âchâra*, déterminées par la nature interne de l'homme grégaire et par l'action qu'exercent sur lui les forces et les nécessités de son milieu. Puis elles acquièrent un statut fixe et formel, deviennent *instituta*, des institutions, et se cristallisent en lois. En outre, elles embrassent toute la vie de la société et il n'existe pas de distinction entre la loi politique et la loi administrative, la loi sociale et la loi religieuse ; non seulement elles se rejoignent toutes en un système unique, mais elles se fondent inextricablement l'une en l'autre et se déterminent l'une l'autre. L'ancienne loi juive et le *shâstra* hindou étaient de ce type, et jusqu'à ces derniers temps avaient conservé ce premier principe d'organisation sociale en

1. Le fascisme et le national-socialisme ont supprimé le mot « librement » de cette formule, et ils se sont donné pour tâche de créer cette conscience organisée se réglant elle-même par un violent embrigadement. (*Note de Sri Aurobindo*)

dépit des tendances à la spécialisation et à la séparation qui ont triomphé ailleurs avec le développement normal de la raison humaine analytique et pratique. Certes, ce droit coutumier compliqué a évolué, mais par un développement naturel du corps des habitudes sociales, qui répondait au changement des idées et à des impératifs de plus en plus complexes. Il n'y avait pas d'autorité législative unique et fixe qui déterminât les lois par un travail d'ajustement et de sélection consciente ou en anticipant sur l'assentiment populaire, ou par une action directe des idées sur l'unanimité des besoins et de l'opinion. Les rois et les prophètes, les rishis et les juristes brâhmanes ont pu exercer une action de ce genre dans les limites de leur pouvoir et de leur influence, mais aucun d'eux n'était le souverain législatif constitué; en Inde, le roi était l'administrateur du *dharmā*¹, mais pas du tout le législateur, sauf d'une façon exceptionnelle et à peine visible.

Il est bon de remarquer que ce droit coutumier était souvent attribué à un législateur originel, un Manu, un Moïse, un Lycurgue; mais la vérité historique de ces traditions a été contestée par les études contemporaines, et peut-être avec raison si nous considérons seulement les faits réels, vérifiables, et le fonctionnement ordinaire du mental humain et de son développement. En fait, si nous examinons la profonde tradition légendaire de l'Inde, nous voyons que son idée du Manu est plus un symbole qu'autre chose. Ce nom veut dire l'homme, l'être mental. Il est le législateur divin, le demi-dieu mental dans l'humanité, qui trace les lignes suivant lesquelles l'espèce ou le peuple gouvernera son évolution. Dans les Purânas, il est dit que Manu et ses fils règnent sur des terres ou des mondes subtils; ils règnent, pouvons-nous dire, dans cette vaste mentalité qui est subconsciente pour nous, et de là, ils ont le

1. Ensemble des règles de conduite.

pouvoir de déterminer les grandes lignes du développement de la vie consciente de l'homme. La loi de Manu est le *mânava-dharmashâstra*, la science qui règle la conduite de l'être mental ou humain et, dans ce sens, nous pouvons penser que la loi de toute société humaine représente l'évolution consciente du type et des lignes que son Manu a fixés pour elle. S'il survient un Manu incarné, un Moïse ou un Mahomet vivant, il est seulement le prophète ou le porte-parole de la Divinité voilée dans les flammes et les nuages : Jéhovah sur le Sinaï, Allah parlant par ses anges. Comme nous le savons, Mahomet a seulement développé les coutumes sociales, religieuses et administratives déjà existantes chez le peuple arabe et il en a fait un nouveau système que la Divinité dictait à sa mentalité intuitive cachée quand il se trouvait en état de transe, souvent, et qu'il passait de son moi conscient à son moi supraconscient. Tout cela peut être suprarationnel ou, si l'on veut, irrationnel, mais en tout cas représente une étape du développement humain différente de celle d'une société gouvernée par son mental rationnel et pratique qui, par son contact avec les besoins mouvants de la vie et ses nécessités permanentes, exige une loi créée et codifiée, déterminée par une autorité législative fixe : cerveau ou centre organisé de la société.

Ce développement rationnel, nous l'avons vu, consiste à créer une autorité centrale qui prenne graduellement la charge des diverses parties spécialisées de l'activité sociale — d'abord une force centrale distincte, mais qui s'étend ensuite et se fond de plus en plus avec la société elle-même ou la représente directement. Au début, cette autorité était le roi, électif ou héréditaire ; à l'origine, c'était un capitaine de guerre, et, dans son pays, seulement le chef, la tête des anciens ou des plus forts, celui qui convoque la nation et l'armée, la charnière des activités et non le facteur déterminant principal — dans la guerre seulement, quand une complète centralisation du pouvoir est la condition

première d'une action efficace, il était l'autorité suprême. En tant que *strategos*, conducteur des troupes, il était aussi *imperator* et avait le commandement absolu. Quand il a étendu de l'extérieur à l'intérieur cette combinaison de direction et d'autorité, il était en voie de devenir le pouvoir exécutif : non seulement l'instrument principal de l'administration sociale, mais aussi le souverain exécutif.

Il était naturellement plus facile pour le roi de devenir l'autorité suprême en politique étrangère qu'en politique intérieure. Même maintenant, certains gouvernements européens qui, dans les affaires intérieures, doivent en référer à la volonté populaire ou persuader et cajoler la nation, peuvent en politique étrangère agir entièrement ou dans une très large mesure suivant leurs idées propres ; il leur est permis de décider de leurs actes par une diplomatie secrète, à laquelle le peuple n'a rien à dire, les représentants de la nation ayant seulement le pouvoir général de critiquer ou de ratifier les résultats. En politique étrangère, l'action de ces représentants est nominale, ou en tout cas réduite à un minimum puisqu'ils ne peuvent pas empêcher les arrangements et les traités secrets ; et même quand les traités sont rendus publics assez tôt, les représentants ne peuvent guère que refuser leur ratification, et ce, au risque de détruire la sûreté, la continuité et l'uniformité nécessaire à l'action extérieure de la nation, et, par là, de détruire aussi la confiance des gouvernements étrangers sans laquelle il est impossible de mener aucune négociation, ni de former aucune alliance ou association stable. Ils ne peuvent pas non plus vraiment refuser leur sanction en cas de crise, qu'il s'agisse de guerre ou de paix, au seul moment où ils sont effectivement consultés, c'est-à-dire à la dernière heure, ou plutôt à la dernière minute, quand la guerre ou la paix sont devenues inévitables. Telle était encore plus inévitablement la situation sous les anciennes monarchies quand le roi faisait lui-même la guerre ou la paix et conduisait

les affaires extérieures du pays selon son idée personnelle des intérêts nationaux, qu'influençaient fortement ses propres passions, prédilections et intérêts personnels ou familiaux. Mais quels que fussent les désavantages du système, la conduite de la guerre et de la paix, et celle de la politique étrangère, comme la conduite des troupes sur le champ de bataille, étaient du moins, de ce fait, centralisées et unifiées en l'autorité souveraine. La revendication d'un contrôle parlementaire réel en politique étrangère, voire d'une diplomatie ouverte (qui a déjà été pratiquée, et est parfaitement praticable bien qu'elle semble difficile pour nos conceptions courantes), indique une étape déjà plus avancée de la transformation d'un système monarchique et oligarchique en un système démocratique, transformation qui est loin d'être achevée en dépit de la prétention moderne à la démocratie ; elle marque la prise en charge, par l'ensemble de la société organisée en État démocratique, de toutes les fonctions souveraines qui appartenaient au seul administrateur souverain ou au petit nombre des agents exécutifs principaux.

Pour s'emparer des fonctions internes, l'autorité centrale a une tâche plus ardue, car si elle veut les absorber ou saisir les principaux leviers de commande, elle doit compter avec la rivalité ou l'intervention de forces et d'intérêts puissants, avec la résistance d'habitudes nationales invétérées et souvent chères au peuple, avec des droits et des privilèges établis. Mais finalement, il est inévitable qu'elle parvienne à un certain contrôle unifié des fonctions exécutives et administratives. Le côté administratif de l'organisation nationale se divise en trois parties principales : financière, exécutive proprement dite, et judiciaire. Le pouvoir financier comprend la haute main sur les finances publiques et sur l'emploi des contributions de la société aux fins nationales ; il est évident que ce pouvoir doit passer entre les mains de toute autorité qui a entrepris d'organiser et de rendre efficace l'action unifiée de la communauté. Mais poussée à une gestion

sans partage et sans contrôle, à une complète unification des pouvoirs, il est naturel que cette autorité veuille non seulement fixer à son gré les dépenses, mais aussi la contribution de la société aux finances publiques, tant en importance que pour la répartition entre les individus et les classes qui constituent la nation. La monarchie, qui tend à tout centraliser de façon despotique, a constamment essayé d'accaparer ce pouvoir et s'est battue pour le conserver, car la maîtrise des finances nationales est le signe le plus important et l'élément le plus effectif de la souveraineté réelle, plus essentiel peut-être que le droit de vie et de mort. Dans les régimes les plus despotiques, cette maîtrise est absolue et va jusqu'au droit de confiscation et de spoliation sans recours à une procédure judiciaire. Par contre, un souverain qui doit marchander avec ses sujets sur le montant de leur contribution et les méthodes d'imposition, est aussitôt entravé dans sa souveraineté et n'est plus en fait le souverain unique et total. Un pouvoir essentiel est dès lors entre les mains d'un ordre inférieur du royaume, et ce pouvoir peut se retourner contre lui et lui être fatal dans tout conflit qui voudrait transférer la souveraineté à cet ordre. C'est pourquoi, dans son opposition à la monarchie, l'instinct politique supérieur du peuple anglais s'est attaqué à la question des impôts comme au premier point vital de la lutte pour le pouvoir financier. Dès que ce problème a été réglé par la défaite des Stuarts au Parlement, le changement de la souveraineté monarchique en souveraineté populaire, ou plus exactement la transmission du pouvoir fondamental — d'abord du trône à l'aristocratie, puis à la bourgeoisie, enfin au peuple entier — n'était plus qu'une question de temps, ces deux dernières étapes — la seconde est encore inachevée — couvrant la rapide évolution des quatre-vingts dernières années. En France, la force de la monarchie est d'avoir réussi à absorber pratiquement ce pouvoir ; c'est son incapacité à administrer avec justice et économie les deniers publics, sa mauvaise grâce à imposer

les richesses énormes de l'aristocratie et du clergé alors que le peuple était écrasé d'impôts, et par suite la nécessité de faire encore appel à la nation, qui furent l'occasion de la Révolution. Dans les pays modernes développés, nous avons une autorité dirigeante qui, du moins, prétend représenter plus ou moins parfaitement la nation dans sa totalité ; les individus et les classes doivent s'y soumettre puisqu'il n'est aucun recours contre la volonté d'une société tout entière. Mais même ainsi, ce sont encore des questions, non plus d'impôt mais d'organisation et d'administration correctes de la vie économique de la société, qui préparent les révolutions de l'avenir.

La poussée à la centralisation et à l'uniformité législatives et sociales

Le rassemblement des pouvoirs essentiels d'administration entre les mains du souverain est complet quand l'unité et l'uniformité de l'administration judiciaire sont achevées, en particulier dans le domaine criminel qui est étroitement lié au maintien de l'ordre et de la paix intérieure. Et d'ailleurs, il est nécessaire que le souverain tienne la justice criminelle entre ses mains afin de pouvoir écraser toute rébellion contre lui-même comme une trahison, et même, autant qu'il se peut, étouffer la critique et l'opposition et sévir contre cette libre pensée et cette libre parole qui, par leur constante recherche d'un principe social plus parfait et leur façon directe ou subtile d'encourager le progrès, sont si dangereuses pour les institutions et les pouvoirs établis, et par leur élan vers un ordre meilleur en devenir, si subversives. L'unité de juridiction, le pouvoir de constituer des tribunaux, de nommer, payer et révoquer les juges, et le droit de décider des délits, des crimes et de leurs sanctions, constituent tout le pouvoir judiciaire du souverain sur le plan criminel. De même, l'unité de juridiction, le pouvoir de constituer des tribunaux administrant la justice civile et le droit de modifier les lois relatives à la propriété, au mariage et autres affaires sociales touchant à l'ordre public, représentent son pouvoir sur le plan civil. Mais l'unité et l'uniformité de la justice civile sont d'une importance moins pressante et moins immédiate pour l'État quand il se substitue à la société organique naturelle; la justice civile est un instrument moins directement essentiel. Par conséquent, la juridiction criminelle est la première à être absorbée plus ou moins complètement.

À l'origine, tous ces pouvoirs appartenaient à la société organique et s'appliquaient principalement par des moyens naturels divers, d'un caractère vague et tout à fait coutumier, tels le *panchayat* indien ou jury de village, la juridiction des guildes ou autres associations naturelles, le pouvoir judiciaire de l'assemblée ou des conseils de citoyens dans les diverses *commitia* romaines, ou tels certains grands jurys peu maniables, tirés au sort ou choisis de quelque autre façon, comme à Rome et à Athènes — et seulement dans une petite mesure par l'action judiciaire directe du roi ou des anciens en leur capacité administrative. Par suite, les sociétés humaines du début ont pendant longtemps gardé un aspect très complexe dans leur administration judiciaire ; elles ne possédaient pas de juridiction uniforme ni d'unité centralisée qui fût la source de l'autorité judiciaire, et elles n'en sentaient pas non plus le besoin. Mais à mesure que l'idée d'État se développe, cette unité et cette uniformité doivent nécessairement se produire. Au début, elles s'accomplissent par un rassemblement des diverses juridictions, le roi étant simultanément la source des sanctions, la haute cour d'appel et le possesseur des pouvoirs originels, qui parfois s'exercent, comme dans l'Inde ancienne, par une procédure judiciaire, mais parfois aussi par *ukase* dans les régimes plus autocratiques, ce dernier procédé servant surtout en matière criminelle pour décider du châtement et plus particulièrement de la punition des crimes contre la personne du roi ou contre l'autorité de l'État. Cette tendance à l'unification et à l'autorité de l'État est souvent combattue par le sens religieux de la communauté, qui attache un caractère sacro-saint à ses lois et coutumes, comme dans la plupart des pays d'Orient, et tend à circonscrire le roi ou l'État en d'étroites limites : le souverain est accepté en tant qu'administrateur de la justice, mais il est censé être strictement limité par la loi, dont il n'est pas la source mais seulement le canal. Parfois, ce sens religieux introduit un élément théocratique dans la société : une Église

possédant une autorité et une juridiction ecclésiastiques séparées, un shâstra sous la garde de juristes brâhmanes, une loi confiée aux ulémas. Quand le sens religieux garde sa prépondérance, la solution consiste à associer les juristes brâhmanes au roi ou au juge désigné par lui dans chaque tribunal d'État, et à maintenir l'autorité suprême des pandits et des ulémas dans toutes les questions judiciaires sujettes à controverse. Quand l'instinct politique est plus fort que le sens religieux, comme en Europe, la juridiction ecclésiastique finit à la longue par se subordonner à celle de l'État, et finalement disparaît.

Ainsi, en fin de compte, l'État ou la monarchie, ce grand instrument de transition de la société organique à la société rationnelle, devient la tête de la loi autant que l'incarnation de l'efficacité et de l'ordre publics. Le danger de subordonner entièrement le judiciaire à un exécutif qui possède des pouvoirs tant soit peu arbitraires et irresponsables, est évident ; mais c'est en Angleterre seulement — le seul pays où la liberté ait toujours été considérée comme d'une importance égale à l'ordre et non comme une nécessité moindre ou même nulle — qu'a réussi très tôt la tentative de limiter le pouvoir judiciaire de l'État. Ceci tenait en partie à la solide tradition d'indépendance des tribunaux, soutenue par la complète sécurité des juges dans leur position et leurs émoluments, une fois nommés, et en partie à l'institution du jury. Il restait encore une large place à l'oppression et à l'injustice, comme dans toutes les institutions humaines, politiques et sociales, mais le but était atteint dans ses grandes lignes. Notons que d'autres pays ont adopté le système du jury, mais dominés davantage par un instinct d'ordre et de système, ils ont laissé le judiciaire sous l'autorité de l'exécutif. Ce n'est pas un défaut si grave lorsque l'exécutif, non seulement représente la société mais est nommé et contrôlé par elle ; le fait est plus grave lorsque l'exécutif est indépendant du contrôle public.

L'uniformité du droit s'est développée suivant diverses voies à partir de l'unité et de l'uniformité de l'administration judiciaire. À ses débuts, le droit est toujours coutumier, et partout où il est librement coutumier, c'est-à-dire où il exprime seulement les habitudes sociales du peuple, il doit naturellement, sauf dans les petites sociétés, aboutir à une variété de coutumes considérable, ou tout au moins la permettre. En Inde, chaque secte ou même chaque famille était autorisée à introduire des variantes dans la coutume religieuse ou civile, et la loi générale de la société était tenue de les accepter dans certaines limites assez vagues ; cette liberté fait encore théoriquement partie du droit hindou, bien qu'il soit maintenant très difficile en pratique de faire reconnaître toute nouveauté. Cette liberté de variation spontanée est le signe résiduel de l'ancienne vie naturelle ou organique de la société, par opposition à une existence sociale intellectuellement organisée, rationalisée ou mécanisée. La vie organique du groupe fixait ses lignes générales et ses divergences particulières par son sens et son instinct collectifs ou par son intuition propre, plutôt que par les structures rigoureuses de la raison.

Le premier signe manifeste d'une évolution rationnelle apparaît quand le code et la constitution tendent à l'emporter sur la coutume. Encore y a-t-il code et code. Car, d'abord, il existe des systèmes qui ne sont pas écrits ou ne le sont que partiellement et qui ne se laissent pas couler dans la forme rigide d'un code, mais englobent une masse flottante de lois, *decreta*, ou de précédents, comportant encore un grand nombre de lois purement coutumières. Ou encore, il existe des systèmes qui prennent bien la forme rigide d'un code, tel le *shâstra* hindou, mais qui ne sont en réalité qu'une ossification de la coutume et qui aident à stéréotyper la vie de la société plutôt qu'à la rationaliser. Enfin, il est des codes délibérément ordonnés qui sont un essai de systématisation intelligente : une autorité souveraine fixe les cadres de la loi et admet de temps en temps des changements qui

sont des accommodements intelligents à de nouveaux besoins, des variations qui ne dérangent pas l'unité intelligente ni la fixité raisonnable du système mais seulement les modifient et les élargissent. L'approche de la perfection dans ce dernier type représente le triomphe de l'instinct rationnel, plus étroit mais aussi plus conscient et plus industrieux, sur l'instinct de vie de la société, plus vaste mais aussi plus vague et moins efficace. La société est prête pour la seconde étape de son développement quand elle a réussi l'exploit de fixer et d'arranger sa vie d'une façon parfaitement consciente et systématiquement rationnelle par une constitution fixe et uniforme, d'une part, et d'autre part, par un droit civil et criminel uniforme et intelligemment structuré. Elle peut alors entreprendre d'ordonner consciemment et uniformément sa vie tout entière à la lumière de la raison, comme le veut le principe du socialisme moderne et comme l'a voulu la tendance générale de toutes les utopies des penseurs.

Mais avant de pouvoir arriver à cette étape, une grande question reste à régler : qui doit être l'État ? L'incarnation de l'intelligence, de la volonté et de la conscience de la société sera-t-elle un roi avec ses conseillers, ou une classe gouvernante (théocratique, autocratique ou ploutocratique) ou un corps qui sera, ou du moins semblera, suffisamment représentatif de l'ensemble de la société, ou encore un compromis entre certaines de ces possibilités, ou entre toutes ? Le cours entier de l'histoire constitutionnelle a tourné autour de cette question et, en toute apparence, a oscillé obscurément entre des possibilités variées. Mais en fait, nous observons tout du long la pression d'une nécessité qui, certes, a traversé les étapes monarchique, aristocratique et les autres, mais pour aboutir finalement et inévitablement à une forme démocratique de gouvernement. Le roi, dans sa tentative pour être l'État — tentative qui lui était imposée par la poussée de l'évolution — devait certes essayer de devenir la source autant que l'autorité juridique ; il devait chercher à

s'emparer des fonctions législatives de la société autant que de ses fonctions administratives, de sa sphère de pensée agissante autant que de sa sphère d'action efficace. Mais ce faisant, il préparait seulement la voie de l'État démocratique.

Le roi, son conseil militaire et civil, le clergé, et l'assemblée des citoyens (transformée en troupe armée pour les besoins de la guerre) furent probablement partout, mais certainement dans les races aryennes, les éléments de début de l'évolution consciente de la société : ils représentent les trois ordres d'une nation libre sous sa première forme élémentaire, avec le roi comme clef de voûte de l'édifice. Le roi peut se débarrasser du pouvoir du clergé, il peut réduire son conseil au simple rôle d'instrument de sa volonté et faire de la noblesse, représentée par le conseil, un soutien politique et militaire de ses actes ; mais tant qu'il ne s'est pas débarrassé de l'assemblée ou de l'obligation de la convoquer (comme le fit la monarchie française avec ses états généraux convoqués une fois ou deux seulement au cours des siècles, et encore sous la pression de grandes difficultés), il ne peut pas être la principale autorité législative, et encore moins l'unique autorité. Même s'il laisse le travail pratique de la législation à un corps judiciaire non politique, comme le furent les parlements français, il est sûr de trouver là un centre de résistance. Par conséquent, la disparition de l'assemblée, ou le pouvoir du monarque de convoquer ou non l'assemblée selon son bon plaisir, est toujours le vrai signe de son absolutisme. Mais une fois qu'il s'est débarrassé de tous les autres pouvoirs de la vie sociale ou les a subordonnés à son autorité, dès lors, à l'instant même de son plus haut succès, commence son échec : le système monarchique a rempli son rôle positif dans l'évolution sociale, et tout ce qui lui reste à faire est, ou bien d'assurer la cohésion de l'État jusqu'à ce qu'il se transforme lui-même, ou bien, par son oppression, de déclencher le mouvement qui conduira à la souveraineté du peuple.

La raison en est que la monarchie, en s'emparant du pouvoir législatif, a outrepassé la vraie loi de son être, son dharma ; elle s'est chargée de fonctions qu'elle ne peut pas remplir sainement ni effectivement. L'administration est simplement la réglementation de la vie extérieure du peuple, l'organisation du maintien des activités externes de son être constitué, ou en cours de constitution, et le roi peut fort bien être leur régulateur ; il peut parfaitement remplir la fonction que la forme indienne de gouvernement lui assignait : être le gardien du dharma. Par contre, la législation, le développement social, la culture, la religion, et même le règlement de la vie économique, sont en dehors de sa sphère ; ils représentent l'expression de la vie, de la pensée et de l'âme de la société. Le roi peut aider à les influencer s'il a une forte personnalité en contact avec l'esprit de l'époque, mais il ne peut pas les régler ; ils constituent le dharma national (nous sommes obligés d'employer le mot indien qui seul est capable d'exprimer l'idée complète, notre mot dharma signifiant la loi de notre nature et aussi son expression dans les formes). Seule la société elle-même peut régler le développement de son propre dharma ou peut formuler son expression ; et si elle doit le faire, non pas de la vieille manière, par un développement naturellement organique et intuitif, mais par une réglementation consciente à l'aide de la raison et de la volonté nationales organisées, un corps gouvernant doit alors être créé qui représentera plus ou moins adéquatement la raison et la volonté de la société tout entière, s'il ne peut les incarner tout à fait. Une classe gouvernante — aristocratie ou théocratie intelligente — peut représenter, non pas certes la totalité, mais une partie vigoureuse et noble de la raison et de la volonté nationales ; mais même ainsi, ce ne peut être qu'une étape du développement vers un État démocratique. Certainement, telle qu'elle est pratiquée maintenant, la démocratie n'est pas la dernière étape, ni même l'avant-dernière. Souvent, elle n'est démocratique qu'en apparence, et même la

meilleure des démocraties équivaut à la domination de la majorité et fonctionne par la méthode défectueuse d'un gouvernement de partis. Ces défauts, de plus en plus perçus, sont pour beaucoup dans le mécontentement actuel vis-à-vis des systèmes parlementaires. Il est même probable qu'une démocratie parfaite ne sera pas la dernière étape de l'évolution sociale ; elle est pourtant la large base nécessaire sur laquelle la conscience de l'être social peut s'appuyer pour entrer en possession d'elle-même¹. La démocratie et le socialisme, nous l'avons dit, sont le signe que cette conscience de soi commence à atteindre sa maturité.

À première vue, la législation peut sembler une chose extérieure, une simple forme d'administration, et ne pas faire partie de la texture intime de la vie sociale au même titre que ses formes économiques, sa religion, son éducation et sa culture. Il peut en sembler ainsi parce que, dans l'ancien régime politique des nations européennes, elle n'a pas tout embrassé comme l'a fait la législation orientale ou *shâstra* ; elle s'est bornée, jusqu'à une époque récente, à la politique et au droit constitutionnel, aux principes et méthodes d'administration et à la partie de la législation sociale et économique qui était tout juste nécessaire pour assurer la sécurité de la propriété et maintenir l'ordre public. Tout ceci, semblerait-il, pourrait fort bien entrer dans les attributions du roi, être accompli par lui avec autant de compétence que par un gouvernement démocratique. Mais en fait, il n'en est rien, l'histoire en témoigne : le roi est un législateur inefficace, et les aristocraties « pures » ne valent guère mieux. Car les lois et les institutions d'une société sont le cadre qu'elle construit pour sa vie et son *dharma*. Quand elle commence à

1. Il ne s'ensuit pas que la vraie démocratie doive nécessairement voir le jour à un moment donné de l'histoire. Pour l'homme, individuel ou collectif, le chemin de la pleine conscience de soi est un labyrinthe inextricable. Avant qu'une vraie démocratie ne puisse s'établir, son développement sera très probablement dépassé par une tentative prématurée de socialisme. (*Note de Sri Aurobindo*)

fixer ses lois par elle-même, si peu que ce soit, par une action consciente de sa raison et de sa volonté, elle fait le premier pas dans une direction qui doit inévitablement aboutir à une tentative de réglementation consciente de toute sa vie sociale et culturelle ; elle doit nécessairement, à mesure que sa conscience croît, se sentir poussée à tenter de réaliser l'Utopie du penseur. Car le penseur utopique représente le mental individuel qui, par l'orientation de sa pensée, annonce la direction que finalement doit prendre le mental social.

Mais de même qu'aucun penseur individuel ne peut décider en pensée, et par sa raison arbitraire, de l'évolution d'une société consciente rationnelle, de même aucun agent exécutif ni suite d'agents exécutifs ne peuvent en décider pratiquement par leur pouvoir arbitraire. Il est évident qu'un agent de cette sorte ne peut pas décider de toute la vie sociale d'une nation, elle est beaucoup trop vaste pour lui ; aucune société ne tolérerait que la lourde main d'un individu arbitraire pesât sur la totalité de son existence sociale. Il ne peut pas non plus décider de la vie économique, elle est aussi beaucoup trop vaste pour lui ; il peut seulement la surveiller et la pousser dans une direction ou une autre quand le besoin s'en fait sentir. Il ne peut pas davantage décider de la vie religieuse, encore que cette tentative ait été faite ; elle est trop profonde pour lui, car la religion est la vie spirituelle et éthique de l'individu, les relations de son âme avec Dieu, les rapports intimes de sa volonté et de son caractère avec les autres individus ; or, aucun monarque, aucune classe gouvernante, pas même une théocratie ni un clergé, ne peuvent vraiment se substituer à l'âme de l'individu ni à l'âme de la nation. Il ne peut pas non plus décider de la culture nationale ; il peut seulement, aux grandes époques d'épanouissement de cette culture, la protéger et l'aider en fixant l'orientation qu'elle était déjà en train de prendre par la force de sa propre tendance. Vouloir tenter davantage, est une entreprise irrationnelle et ne

peut pas conduire au développement d'une société rationnelle. L'agent exécutif peut seulement soutenir sa tentative par une oppression autocratique, qui finalement conduit à l'affaiblissement et à la stagnation de la société, et la justifier par de fallacieux arguments mystiques tels le « droit divin », source du pouvoir royal, ou le caractère particulièrement divin de l'institution monarchique. Même les souverains exceptionnels — un Charlemagne, un Auguste, un Napoléon, un Chandra-gupta, Ashoka ou Akbar — ne peuvent guère que fixer certaines institutions nouvelles exigées par l'époque et, dans les périodes critiques, aider à l'émergence des tendances les plus fortes, sinon les meilleures. Quand ils veulent tenter davantage, ils échouent. L'effort d'Akbar pour créer par sa raison éclairée un nouveau dharma pour la nation indienne, fut une brillante futilité. Les édits d'Ashoka restent gravés sur les piliers et les rocs, mais le développement de la religion et de la culture indiennes a suivi sa propre voie en d'autres directions, bien plus complexes, déterminés par l'âme d'un grand peuple. Seul le rare individu, Manu, Avatâr ou prophète, qui vient sur la terre peut-être une fois par millénaire, peut parler avec vérité de son droit divin, car le secret de sa force n'est point politique mais spirituel. Qu'un souverain politique ordinaire ou qu'une institution politique ait émis pareille prétention, est l'une des plus ahurissantes parmi les nombreuses folies de la pensée humaine.

Cependant la tentative, en dehors de ses fausses justifications et de son échec pratique, était en elle-même inévitable et féconde; c'était un pas nécessaire dans l'évolution sociale. Elle était inévitable parce que cet instrument de transition qu'était l'absolutisme représentait la première idée de la raison et de la volonté humaines s'emparant de la vie du groupe pour la façonner, la modeler et l'ordonner selon leur plaisir, leur pouvoir et leur choix intelligent, et pour gouverner la nature dans la masse humaine comme elles avaient déjà partiellement appris

à la gouverner dans l'individu humain. Et puisque la masse n'est pas éclairée ni capable de pareil effort intelligent, qui donc peut le faire pour elle, sinon l'individu capable ou un corps d'individus intelligents et capables? Tel est tout le fondement de l'absolutisme, aristocratique ou théocratique. L'idée est fausse, ou n'est qu'une demi-vérité ou une vérité temporaire, parce que la vraie tâche de la classe ou de l'individu évolué est d'éclairer et d'éduquer progressivement la masse à faire consciemment pour elle-même son propre travail, et non d'agir éternellement pour elle¹. Mais l'idée devait suivre son cours, et la volonté dans l'idée — car chaque idée porte en soi une volonté impérieuse de réalisation — devait nécessairement aller à l'extrême de sa tentative. La difficulté était que le souverain ou la classe dirigeante pouvaient prendre en main la partie la plus mécanique de la vie de la société, mais tout ce qui représente son existence plus intime échappait à leur emprise : ils ne pouvaient pas se saisir de son âme. Pourtant, à moins de pouvoir saisir l'âme, leur poussée absolutiste restait inaccomplie et leur possession incertaine, puisque, à tout moment, ils pouvaient être supplantés par des pouvoirs plus adéquats, qui devaient inévitablement se lever dans la mentalité élargie de l'humanité et les évincer, puis occuper leur trône.

Seuls deux moyens principaux semblaient adéquats et ont été employés dans toutes ces tentatives de maîtrise absolue. L'un était surtout négatif ; il consistait à opprimer la vie et l'âme de la communauté par une inhibition plus ou moins totale de sa liberté de pensée, de parole, d'association, d'action individuelle ou de groupe (souvent accompagnée des plus abominables méthodes d'inquisition, d'ingérence et de pression sur les relations et les

1. Ceci ne veut pas dire que dans une société parfaite, il n'y aurait pas de place pour les éléments monarchiques, aristocratiques ou théocratiques. Mais dans une société parfaite, ils rempliraient leurs fonctions naturelles au sein d'un corps conscient ; ils n'auraient pas à porter et à entraîner une masse inconsciente. (*Note de Sri Aurobindo*)

libertés les plus sacrées de l'homme en tant qu'être individuel et social), tandis que l'on encourageait et patronnait exclusivement la pensée, la culture et les activités qui acceptaient, flattaient et aidaient l'absolutisme régnant. L'autre moyen était positif; il consistait à contrôler la religion de la société et à appeler le prêtre à l'aide spirituelle du roi. Car, dans les sociétés naturelles et dans celles qui, même partiellement intellectualisées, restent encore attachées aux principes naturels de notre être, la religion, si elle n'est pas toute la vie, veille pourtant sur toute la vie de l'individu et de la société, l'influence, la moule puissamment, comme elle le faisait encore récemment en Inde et en grande partie dans toutes les contrées asiatiques. Les religions d'État sont l'expression de cette tentative. Mais une religion d'État est une monstruosité artificielle, encore qu'une religion nationale puisse être une réalité vivante; pourtant, même dans ce cas, elle doit être tolérante, capable de s'adapter, flexible, un miroir de l'âme profonde de la société, si elle ne veut pas céder au conformisme et finalement tuer l'esprit religieux ou arrêter l'expansion spirituelle. Ces deux moyens, même s'ils semblent réussir un certain temps, sont voués à l'échec — échec par la révolte de l'être social opprimé, ou échec parce que l'être social dégénère, s'affaiblit et meurt, ou n'est plus qu'un mort vivant. Le seul aboutissement de l'absolutisme est, ou bien la stagnation et la faiblesse comme celles qui frappèrent finalement la Grèce, Rome, les nations musulmanes, la Chine et l'Inde, ou bien une révolution salvatrice, spirituelle, politique et sociale. Quoi qu'il en soit, l'absolutisme était une étape inévitable du développement humain, une expérience qui ne pouvait manquer d'être faite. Il était aussi fécond en dépit de son échec, et peut-être même à cause de lui; car l'État absolutiste monarchique et aristocratique a été le père de l'idée moderne d'État absolutiste socialiste qui semble maintenant en voie de naître. En dépit de tous ses vices, il était un pas nécessaire, parce que c'est seulement ainsi que

pouvait émerger solidement l'idée claire d'une société se gouvernant elle-même intelligemment.

De fait, ce que le roi et l'aristocratie n'ont pas réussi, l'État démocratique pourra le tenter — peut-être avec une meilleure chance de succès et une plus grande sécurité — et l'amener plus près de la maturité : une unité consciente et organisée, une efficacité réglementée par des principes uniformes et intelligents, un ordre rationnel et un perfectionnement dirigé au sein d'une société développée. Telle est l'idée et, si imparfaite soit-elle, telle est la tentative de la vie moderne ; cette tentative est tout le fondement du progrès moderne. L'unité et l'uniformité constituent sa tendance principale, sinon comment l'intelligence logique et la volonté unifiée pourraient-elles saisir, dominer et rendre calculables et maniables les incalculables complexités de cette chose vaste et profonde que nous appelons la vie ? Le socialisme est l'expression complète de cette idée. Assurer l'uniformité des méthodes et des principes sociaux et économiques qui régissent la collectivité, au moyen d'une égalité fondamentale de tous, et donner à l'État la direction de toute la vie sociale et économique dans toutes ses parties ; assurer l'uniformité de la culture au moyen d'une éducation d'État organisée selon des principes scientifiques ; enfin, pour régulariser et maintenir le tout, établir un gouvernement et une administration unifiés, uniformes et parfaitement organisés, qui représenteront l'être social tout entier et agiront pour lui — telle est l'Utopie moderne dont on espère, sous une forme ou une autre et en dépit de tous les obstacles existants et de toutes les tendances opposées, faire une réalité vivante. La science humaine, semble-t-il, remplacera les vastes méthodes obscures de la Nature et réalisera la perfection, ou du moins quelque approche de la perfection, dans la vie humaine collective.

Union mondiale ou État mondial

Telle est donc, en principe, l'histoire de la croissance de l'État. C'est l'histoire d'une unification rigoureuse par la création d'une autorité centrale, puis d'une uniformité grandissante de l'administration, de la législation, la vie sociale et économique, la culture et les principaux instruments de la culture : l'éducation et le langage. Dans tous ces domaines, l'autorité centrale devient de plus en plus le pouvoir qui décide et régleme. Le processus aboutit au transfert de l'autorité gouvernante ou du pouvoir souverain exclusif, des mains d'une personne centrale exécutive ou de celles d'une classe compétente, entre les mains d'un corps constitué dont la fonction prévue est de représenter la pensée et la volonté de la communauté tout entière. En principe, ce changement représente le passage évolutif d'un état social naturel et organique à un état social rationnel et mécaniquement organisé. Une unification centralisée intelligente visant à une efficacité rationnelle parfaite, remplace la première unité fluide et naturelle dont l'efficacité était celle de la vie même quand elle façonnait avec spontanéité ses organes et ses pouvoirs sous la pression d'une poussée intérieure et des besoins du milieu ou des conditions premières de l'existence. Une uniformité rationnelle, ordonnée, rigoureuse, remplace la vague unité pleine de complexités et de variations naturelles. La volonté intelligente de la société entière, exprimée par une loi soigneusement étudiée et une réglementation ordonnée, remplace sa volonté organique naturelle exprimée par une masse de coutumes et d'institutions qui avaient grandi selon sa nature et son tempérament. Avec l'ultime perfection de l'État, la vigueur et la fertilité de la vie, la naturelle simplicité de ses grandes méthodes et l'obscur et

luxuriante complexité confuse de ses détails, sont remplacées par un mécanisme producteur et régulateur soigneusement combiné, et finalement par une gigantesque machine. L'État, c'est la science et la raison de l'homme triomphantes, mais arbitraires et intolérantes, qui réussissent à prendre la place des intuitions et des expérimentations évolutives de la Nature : l'organisation intelligente remplace l'organisme naturel.

Accomplir l'unité de l'espèce humaine par des moyens politiques et administratifs, implique finalement la formation et l'organisation d'un État mondial unique fondé sur l'unité organique naturelle récemment créée, mais vague encore : l'humanité tout entière. Car l'unité organique naturelle existe déjà, une unité de vie, d'association involontaire, d'interdépendance étroite des parties constituantes, où la vie et le mouvement des uns affectent la vie des autres d'une manière qui eût été impossible il y a seulement cent ans. Un continent n'a plus de vie séparée d'un autre continent ; aucune nation ne peut plus s'isoler à volonté pour vivre une existence indépendante. La science, le commerce et les communications rapides ont produit un état de fait tel que les fractions disparates de l'humanité qui vivaient autrefois pour elles-mêmes, se trouvent rapprochées par un processus d'unification subtil, soudées en une seule masse qui possède déjà une existence vitale commune, et qui rapidement est en train de se former une existence mentale commune. Un grand choc accélérateur et transformateur était nécessaire pour rendre manifeste cette subtile unité organique, révéler la nécessité d'une union organisée plus étroite, et en créer la volonté ; ce choc s'est produit avec la Grande Guerre. L'idée d'un État mondial ou d'une Union mondiale est née, non seulement dans l'esprit spéculatif et prophétique des penseurs, mais dans la conscience même de l'humanité, par la nécessité de cette nouvelle existence commune.

Dès lors, l'État mondial doit être créé, et il peut l'être soit par accord mutuel, soit par la force des circonstances et par

une nouvelle série de chocs désastreux. Le vieil ordre de choses régnant encore était fondé sur des circonstances et des conditions qui n'existent plus. Les conditions nouvelles exigent un ordre nouveau, et tant qu'il n'est pas créé, nous passerons par une ère de transition faite de troubles continus, de désordres récurrents, de crises inévitables par lesquels la Nature, à sa manière violente, travaille à mettre en œuvre la nécessité qu'elle a engendrée. Il se peut que le processus entraîne un maximum de pertes et de souffrances sous le choc des égoïsmes nationaux et impériaux, ou peut-être un minimum si la raison et la bonne volonté l'emportent. Deux possibilités éventuelles se présentent à la raison, et donc deux idéaux : un État mondial fondé sur le principe de centralisation et d'uniformité, donc une unité mécanique et formelle ; ou une Union mondiale fondée sur le principe de liberté et de variation au sein d'une libre unité intelligente. Il nous faut examiner tour à tour ces deux idées ou possibilités.

Formes de gouvernement

L'idée d'une union mondiale des nations libres et des empires, d'abord assez lâche, puis plus serrée avec le temps et l'expérience, semble à première vue la forme d'unité politique la plus facilement réalisable ; en fait, c'est la seule forme qui pourrait être immédiatement praticable, à supposer que la volonté d'unité se concrétise rapidement dans le mental de l'espèce humaine. Mais par ailleurs, c'est l'idée d'État qui domine maintenant. L'État a été le moyen d'unification le plus réussi et le plus efficace ; il a été le plus capable de satisfaire aux besoins variés que la vie agrégée des sociétés s'est créés en progressant, et continue de se créer. En outre, c'est l'expédient auquel la présente mentalité humaine s'est habituée, et c'est aussi le moyen de travail le plus commode pour la raison logique et pratique parce qu'il fournit ce que notre intelligence limitée est toujours tentée de considérer comme son meilleur instrument : un mécanisme net et précis et une méthode d'organisation rigoureuse. Par conséquent, il n'est pas du tout impossible que même si les nations commençaient par une union un peu lâche, elles soient rapidement poussées par la pression des innombrables problèmes nés de l'entrelacement de plus en plus étroit de leurs besoins et de leurs intérêts, à convertir cette union en une forme plus rigide : celle d'un État mondial. Nous ne pouvons tirer aucun argument certain de l'impraticabilité immédiate de cette création ou des nombreuses difficultés qui y feraient obstacle, car l'expérience passée montre que l'argument d'impraticabilité a très peu de valeur. Ce que l'homme pratique d'aujourd'hui repousse comme absurde et impossible, est bien souvent exactement la chose que les générations futures se mettent à réaliser et, finalement, sous une forme ou une autre, réussissent à mettre au monde effectivement.

Mais un État mondial implique un fort organe central de pouvoir qui représente la volonté unie des nations, ou du moins en tient lieu. Une unification de tous les pouvoirs nécessaires entre les mains de ce corps gouvernant central, commun — pouvoirs militaire, administratif, judiciaire, économique, législatif, social et éducatif — serait indispensable, du moins en leur source. Le résultat presque inévitable serait une uniformité grandissante de la vie humaine à travers le monde, dans tous les domaines d'activité; au point peut-être que l'on finirait par choisir ou créer une langue unique commune et universelle. C'est en fait le rêve d'un monde unifié tel que les penseurs utopistes ont été de plus en plus enclins à nous le présenter. Les difficultés qui font obstacle à ce résultat sont pour le moment évidentes, mais elles ne sont peut-être pas aussi grandes qu'elles paraissent à première vue, et aucune n'est insoluble. On ne peut plus écarter cette utopie comme le rêve irréalisable du penseur idéaliste.

La première difficulté serait le caractère et la composition de ce corps gouvernant, problème hérissé de doutes et de dangers. Dans l'ancien temps il a été assez facilement résolu, à plus petite échelle, par la solution absolutiste et monarchique et la domination d'une race conquérante pour commencer, comme il en fut pour les Empires persan ou romain. Mais cette ressource ne nous est plus si facilement offerte dans les conditions nouvelles de la société humaine, quels que soient les rêves qui aient pu autrefois hanter l'esprit des nations puissantes et leurs tsars ou leurs kaisers. L'idée monarchique elle-même commence à trépasser après une brève et illusoire tentative de persistance et de réveil. Elle semble presque approcher de son agonie finale, le sceau de la nuit est sur elle. Certes, les apparences contemporaines sont souvent assez trompeuses, mais dans le cas présent, il est probable qu'elles le sont moins qu'en beaucoup d'autres, car la force qui pousse à la disparition des monarchies encore survivantes, est puissante, radicale et en constante croissance. Les agrégats sociaux ont

atteint une maturité consciente et n'ont plus besoin d'une royauté héréditaire pour faire le travail de gouvernement à leur place, ni même (sauf peut-être en certains cas exceptionnels comme l'Empire britannique) pour les représenter comme symbole de leur unité. Par conséquent, ou bien la monarchie peut survivre de nom seulement, comme en Angleterre où le roi a même moins de pouvoir que le président de la république française, s'il se peut, et infiniment moins que les chefs des républiques américaines ; ou bien elle finit par être une source de mécontentement, une entrave à la croissance de l'esprit démocratique des peuples, et, à un degré plus ou moins grand, un centre, un refuge ou du moins une excuse pour les forces de réaction. Son prestige et sa popularité tendent donc, non pas à augmenter mais à décliner, et dans une crise, si la monarchie se heurte trop fortement au sentiment de la nation, elle s'écroule sans grandes chances de relèvement durable.

Ainsi, la monarchie est tombée, ou menacée, presque partout, et le plus soudainement dans les pays où sa tradition était autrefois la plus forte. Tout récemment, elle est tombée en Allemagne, en Autriche, en Chine, au Portugal, en Russie ; elle a été en péril en Grèce et en Italie¹, et elle a été chassée d'Espagne. Elle n'est vraiment en sécurité dans aucun pays de l'Europe continentale, sauf en quelques-uns des plus petits États. Dans la plupart d'entre eux, son existence tient à des raisons qui relèvent déjà du passé et peuvent bientôt perdre de leur force, si elles ne l'ont déjà perdue. Le continent européen semble destiné, avec le temps, à devenir aussi universellement républicain que les deux Amériques. La royauté n'y est plus maintenant qu'une survivance du passé du monde ; elle n'a pas de racine profonde dans les besoins pratiques ni dans l'idéal ni dans le tempérament

1. En Italie aussi maintenant, elle a disparu sans pratiquement aucun espoir de retour. (*Note de Sri Aurobindo*)

de l'humanité d'aujourd'hui. Quand elle disparaîtra, on pourra dire avec quelque vérité qu'elle a cessé de survivre, plutôt qu'elle n'a cessé de vivre.

En fait, la tendance républicaine est d'origine occidentale et de plus en plus forte à mesure que nous allons vers l'Ouest ; historiquement, elle a été surtout puissante en Europe occidentale et elle a dominé les nouvelles sociétés d'Amérique. On pourrait penser qu'avec l'entrée de l'Asie dans la vie active unifiée du monde et quand le continent oriental aura traversé les secousses actuelles de la transition, l'idée monarchique pourrait regagner de la force et trouver là une nouvelle source de vie. Car, en Asie, la royauté fut non seulement un fait matériel reposant sur des besoins et des conditions politiques, mais un symbole spirituel investi d'un caractère sacro-saint. Pourtant, en Asie comme en Europe, la monarchie a suivi une croissance historique ; elle est le résultat de certaines circonstances et, par conséquent, sujette à disparaître quand ces circonstances n'existeront plus. Derrière toutes les apparences superficielles, la vraie mentalité asiatique est toujours restée, non pas politique mais sociale : monarchique et aristocratique à la surface, mais avec une tendance démocratique fondamentale et un esprit théocratique. Le Japon, avec son sentiment monarchique profondément ancré, est la seule exception remarquable à cette règle générale. Déjà, une forte tendance au changement y est visible. La Chine, toujours démocratique au fond bien qu'elle admette dans son système démocratique une aristocratie officielle de l'intellect et un chef impérial symbolique, est à l'heure actuelle définitivement républicaine. La difficulté de toutes les tentatives pour faire revivre la monarchie en Chine ou la remplacer par des dictatures provisoires, tient à un sentiment démocratique inné, fortifié maintenant par l'acceptation d'une forme démocratique comme gouvernement suprême — telle est l'unique et précieuse contribution de l'expérience occidentale à un problème que les vieilles démocraties purement sociales

de l'Orient furent incapables de résoudre. En rompant avec la dernière de sa longue suite de dynasties, la Chine a rompu avec un élément de son passé qui était à la surface plutôt qu'au centre même de son tempérament social et de ses habitudes. En Inde, le sentiment monarchique, qui coexistait avec le sentiment théocratique et social sans avoir jamais été capable de l'emporter sauf pendant la domination relativement brève des Moghols, fut irrémédiablement affaibli, mais non effacé, par la domination de la bureaucratie britannique et l'eupéanisation politique de la mentalité active du peuple¹. En Asie occidentale, la monarchie a disparu de la Turquie ; elle n'existe plus que dans les États qui ont encore besoin d'un monarque comme pouvoir centralisateur ou comme clef de voûte.

Aux deux extrémités du monde asiatique, Japon et Turquie, la monarchie conservait encore, après la fin de la guerre, quelque vestige de son ancien caractère sacro-saint et de son charme pour les sentiments populaires. Au Japon, encore imparfaitement démocratisé, le sentiment qui entoure le Mikado s'est visiblement affaibli ; son prestige survit, mais son pouvoir réel est très limité, et la croissance de la démocratie et du socialisme précipitera inévitablement le processus d'affaiblissement ou de limitation et pourrait bien produire les mêmes résultats qu'en Europe. Le Califat musulman, originairement à la tête d'une démocratie théocratique, s'est transformé en une institution politique par suite de la rapide croissance d'un empire musulman, maintenant brisé en pièces. Le Califat, aujourd'hui aboli, n'aurait pu survivre qu'en tant qu'autorité purement religieuse ; et même ainsi, son unité était menacée par la montée de nouveaux mouvements spirituels et nationalistes en Perse, en Arabie et en Égypte. Mais

1. Maintenant, avec la libération du pays et l'établissement d'une constitution républicaine et démocratique, les princes régnants ont disparu ou sont devenus des chefs subordonnés dont les petits royaumes se démocratisent partiellement ou entièrement, ou sont destinés à se fondre dans une Inde unifiée. (*Note de Sri Aurobindo*)

le seul fait réel et important dans l'Asie d'aujourd'hui, est que l'entière force active de son avenir est centrée, non plus sur son clergé ni son aristocratie mais, comme il en fut en Russie avant la révolution, sur une intelligentsia nouvellement créée, d'abord petite en nombre mais croissant en énergie et en volonté arrêtée d'arriver, et qui ne peut manquer de devenir extrêmement dynamique en raison de son héritage de force spirituelle. Il se peut que l'Asie préserve son ancienne spiritualité; à l'heure de sa plus grande faiblesse, elle a été capable d'en imposer le prestige de plus en plus, même à l'esprit positif de l'Europe. Quelle que soit la direction que prendra cette spiritualité, elle sera déterminée par la mentalité de la nouvelle intelligentsia, et elle coulera certainement par d'autres canaux que les idées et les symboles anciens. Les vieilles formes de la monarchie et de la théocratie asiatiques semblent donc destinées à disparaître; leur résurgence sous un nouvel aspect est impossible à présent, bien qu'elle puisse se produire dans l'avenir.

Finalement, la seule chance apparente de survie de l'idée monarchique est que sa forme persiste comme un symbole commode de l'unité des empires hétérogènes qui formeraient les éléments les plus importants de toute unification fondée sur la configuration politique actuelle du monde. Mais même pour ces empires, le symbole ne s'est pas montré indispensable. La France s'en est passée, la Russie s'en est récemment débarrassée. En Autriche, il était devenu un insigne d'assujettissement odieux pour certaines de ses nationalités constituantes et il ne pouvait manquer de périr, même sans l'effondrement de la Grande Guerre. En Angleterre seulement et dans quelques petits pays, il est à la fois inoffensif et utile, et par suite approuvé par le sentiment général. Si l'Empire britannique¹, qui même maintenant est la

1. Qui n'est plus un empire maintenant, mais un Commonwealth. (*Note de Sri Aurobindo*)

force directrice la plus influente et la plus puissante du monde, devenait le nucleus ou le modèle de l'unification future, on pourrait concevoir que l'élément monarchique ait quelque chance de survivre en image — et même une image vide est parfois utile comme support ou centre afin que les potentialités futures puissent grandir et se remplir de vie. Mais contre elle, se dressent le sentiment républicain bien arrêté de toute l'Amérique et la diffusion croissante de la forme républicaine ; les chances sont minces qu'une royauté, même nominale, qui représente un seul élément d'un tout très hétérogène, soit acceptée par le reste dans tout système d'unification générale. Dans le passé du moins, le fait ne s'est produit que sous la pression d'une conquête. Même si l'État mondial trouvait commode, à l'expérience, d'introduire ou de réintroduire l'élément monarchique dans sa constitution, ce ne pourrait être que sous une forme tout à fait nouvelle, comme une sorte de royauté démocratique. Mais le monde moderne n'a pas réussi à élaborer une royauté démocratique par opposition à l'image passive de la monarchie.

Dans les conditions modernes, deux faits déterminants modifient tout le problème : d'une part, dans une unification mondiale, les nations prennent la place des individus, et, d'autre part, ces nations sont des sociétés mûries et conscientes, et donc prédestinées à passer par des formes accentuées de démocratie sociale ou par quelque autre forme de socialisme. Il est raisonnable de supposer que l'État mondial suivra le même principe de formation que celui qui prévalait dans les sociétés séparées devant le constituer. Le problème serait plus simple si nous pouvions supposer que les difficultés créées par les conflits de cultures, de tempéraments et d'intérêts nationaux, étaient éliminées ou effectivement subordonnées et réduites au minimum par le déclin des sentiments nationalistes séparatifs et par la croissance d'un internationalisme cosmopolite. Cette solution n'est pas tout à fait impossible en dépit de l'échec sérieux de l'internationalisme et

de la forte recrudescence des sentiments nationalistes provoquée par la guerre mondiale. On peut en effet concevoir que l'internationalisme se réveille avec une force redoublée lorsque la tension des sentiments créés par la guerre aura passé. Si tel est le cas, la tendance à l'unification pourrait s'orienter vers l'idéal d'une république universelle dont les nations seraient les provinces (mais des provinces très nettement distinctes au début), et qui serait gouvernée par un conseil ou un parlement responsable devant les démocraties unies du monde. Ou bien, ce pourrait être une sorte d'oligarchie déguisée, un conseil international fondant son autorité sur l'assentiment d'une démocratie semi-passive, pourrait-on dire (exprimé par élection ou autrement), comme forme première. En fait, la démocratie moderne n'est pas autre chose à présent; les seuls éléments démocratiques y sont l'opinion publique, les élections périodiques et le pouvoir du peuple de refuser la réélection de ceux qui lui ont déplu. Le gouvernement est vraiment entre les mains de la bourgeoisie, des professions libérales, des hommes d'affaires et des propriétaires fonciers (quand cette dernière classe existe encore), renforcés par un certain nombre de nouveaux venus de la classe ouvrière, lesquels ont vite fait d'assimiler le tempérament politique et les idées des classes gouvernantes¹. Si l'État mondial devait s'établir sur les bases actuelles de la société humaine, il est bien possible qu'il essaye d'organiser son gouvernement central sur ce principe.

Mais notre époque est une période de transition, et un État mondial bourgeois n'est pas une fin probable. Dans toutes les nations progressistes, la domination de la classe moyenne est menacée de deux côtés. D'abord, par le mécontentement des intellectuels qui considèrent le pragmatisme des affaires,

1. La situation est maintenant changée; les syndicats et les institutions du même genre ont acquis un pouvoir égal à celui des autres classes. (*Note de Sri Aurobindo*)

le manque d'imagination et le commercialisme obstiné de la classe moyenne, comme un obstacle à la réalisation de leurs idéaux. Ensuite, par le mécontentement de la vaste classe ouvrière qui grandit en pouvoir et voit les idéaux et les changements démocratiques constamment exploités dans l'intérêt de la classe moyenne, bien qu'elle n'ait encore rien trouvé jusqu'à présent pour remplacer le parlementarisme qui assure la domination de la classe moyenne¹. Il est impossible de prévoir les mutations qui peuvent surgir de l'alliance de ces deux mécontentements. En Russie, où cette alliance était la plus forte, nous l'avons vue prendre la tête de la Révolution et obliger la bourgeoisie à passer sous son autorité, bien que le compromis ainsi effectué n'ait pu longtemps survivre aux exigences de la guerre². Depuis lors, l'ancien ordre a été « liquidé » et le triomphe des nouvelles tendances est complet. Ceci, de deux façons, peut conduire à une nouvelle forme d'oligarchie mitigée avec une base démocratique. Le gouvernement d'une société moderne devient maintenant une affaire extrêmement compliquée dont chaque branche requiert une connaissance spéciale, une compétence spéciale, des facultés spéciales; tout pas nouveau vers un socialisme d'État doit accentuer encore cette tendance. La nécessité de ce genre de formation spécialisée ou de facultés spéciales chez les conseillers ou les administrateurs, combinée avec les tendances démocratiques de l'époque, pourrait bien conduire à quelque forme moderne du vieux principe chinois de gouvernement : en

1. Ceci fut écrit avant l'apparition de l'État soviétique en Russie et des États fascistes. Dans ces derniers, c'est la classe moyenne elle-même qui s'est levée contre la démocratie et qui, pendant un temps, a établi une nouvelle forme de gouvernement et de société. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Il s'agit, rappelons-le, de l'entente provisoire réalisée entre intellectuels et ouvriers sous l'égide de Lénine, Trotsky, Kerensky et quelques autres en 1917, pour faire la Révolution d'Octobre. Immédiatement après la fin de la guerre extérieure contre les Allemands, puis de la guerre intérieure contre les Russes Blancs, l'alliance a été rompue, vers 1920. (*Note de l'éditeur*)

bas, une organisation démocratique de la vie ; en haut, l'autorité d'une sorte de bureaucratie intellectuelle, une aristocratie de fonctionnaires pourvus de capacités et de connaissances spéciales et recrutés sans distinction de classe dans le corps général. Une égale facilité d'accès pour tous serait indispensable, mais cette élite dirigeante n'en formerait pas moins une classe en soi dans la constitution de la société. Par contre, si l'industrialisme des nations modernes se transformait, comme certains le pensent, en une sorte de socialisme corporatif, il se pourrait bien qu'une aristocratie corporative du Travail devienne le corps gouvernant de la société¹. Si l'une ou l'autre de ces deux tendances prenait forme, le mouvement vers un État mondial suivrait alors la même direction et produirait un corps gouvernant de ce modèle.

Mais ces deux possibilités ne prennent pas en considération le grand facteur du nationalisme ni les intérêts et les tendances contradictoires qu'il a créés. Pour surmonter ces intérêts contradictoires, on a estimé que le meilleur moyen était d'élaborer une sorte de Parlement du monde où prévaudrait, présumet-on, l'opinion librement formée et librement exprimée de la majorité. Le parlementarisme — cette invention du génie politique anglais — est une étape nécessaire dans l'évolution de la démocratie ; sans lui, la faculté générale d'examiner et de traiter avec le moins de frictions possible les vastes problèmes politiques, administratifs, économiques et législatifs relatifs à d'énormes agrégats d'hommes, ne pourrait guère se développer. C'est aussi le seul moyen découvert jusqu'à présent pour empêcher le pouvoir exécutif de l'État de supprimer les libertés de l'individu et de la nation. Les nations dont les

1. Quelque chose de ce genre a été tenté pendant un certain temps en Russie soviétique. Les conditions existantes n'étaient pas favorables, et on ne voit poindre nulle part une forme définie de gouvernement qui ne soit pas révolutionnaire et provisoire. En Italie fasciste, un État coopératif a été proclamé ; mais ceci non plus n'a pas pris une forme effective ni parfaite. (*Note de Sri Aurobindo*)

sociétés commencent à se moderniser sont donc attirées, tout naturellement et avec raison, par ce mode de gouvernement. Mais nous n'avons pas encore trouvé le moyen de combiner le parlementarisme et la tendance moderne à une démocratie plus démocratique ; le système parlementaire a toujours été l'instrument d'un gouvernement aristocratique mitigé ou d'une classe moyenne. En outre, ses méthodes impliquent un immense gaspillage de temps et d'énergie, une action confuse, hésitante, vacillante, qui tant bien que mal tire de ce désordre quelque résultat tolérable. Ces méthodes s'accordent mal aux idées strictes d'efficacité gouvernementale et administrative dont la nécessité et la force ne cessent de grandir à présent, et elles pourraient bien être fatales à l'efficacité d'une tâche aussi compliquée que la direction des affaires du monde. Aussi, le parlementarisme revient-il pratiquement à la domination (et souvent la tyrannie) d'une majorité, parfois même d'une toute petite majorité ; or le mental moderne attache une importance croissante aux droits des minorités. Et ces droits auraient encore plus d'importance dans un État mondial où toute tentative de fouler aux pieds les minorités entraînerait vite des mécontentements et des désordres sérieux, voire des convulsions fatales à toute la structure. Mais surtout, un parlement des nations doit être nécessairement un parlement uni de nations libres ; or il ne pourrait guère naître dans les conditions anormales et chaotiques de la distribution présente du pouvoir dans le monde. Le problème asiatique à lui seul, s'il était laissé sans solution, serait un obstacle funeste ; et il n'est pas le seul : les inégalités et les anomalies sont sans nombre et partout répandues.

Une forme plus accessible serait un conseil suprême des nations libres et impériales telles qu'elles existent dans le système mondial actuel ; mais ceci aussi ne va pas sans difficulté. Ce conseil ne serait praticable au début que si, en fait, il se bornait à une oligarchie de quelques puissantes nations impériales dont

la voix et le volume l'emporteraient à chaque instant sur ceux des Commonwealths non impérialistes, plus nombreux mais plus petits ; et il ne pourrait durer que par une évolution progressive, si possible pacifique, qui le ferait passer de cette sorte d'oligarchie du pouvoir de fait à un système plus juste et plus idéal où l'idée impérialiste se dissoudrait et où les grands empires fusionneraient leur existence séparée en celle d'une humanité unifiée. Dans quelle mesure les égoïsmes nationaux laisseront-ils cette évolution se produire sans conflits violents ni convulsions dangereuses ? Cette question, en dépit du libéralisme de surface professé un peu partout aujourd'hui, reste encore grosse de doutes graves et inquiétants.

Par conséquent, dans l'ensemble, de quelque côté que nous nous tournions, la question de la forme de l'État mondial reste hérissée d'incertitudes et de difficultés qui, pour le moment, sont insolubles. Certaines difficultés viennent des sentiments et des intérêts qui survivent du passé ; d'autres, des forces révolutionnaires de l'avenir en rapide progression. Il ne s'ensuit pas que les incertitudes et les difficultés ne seront jamais résolues, mais le moyen et la direction que prendra leur solution, échappent aux calculs et ne peuvent vraiment être déterminés que par l'expérience et l'épreuve pratique, sous la pression des forces et des nécessités du monde moderne. Au reste, la forme de gouvernement n'est pas d'une importance suprême. Le vrai problème est celui de l'unification des pouvoirs, et de l'uniformité qu'exigerait inévitablement tout système d'État mondial praticable.

Nécessité d'une unification militaire

Au cours du processus de centralisation qui a rassemblé tous les pouvoirs d'une communauté organisée en un seul corps gouvernant souverain — processus qui fut la caractéristique la plus remarquable de la formation nationale —, la nécessité militaire a joué tout d'abord le plus grand rôle manifeste. Cette nécessité était à la fois extérieure et intérieure; extérieure, pour défendre la nation contre les démembrements ou asservissements du dehors; intérieure, pour la défendre contre les scissions et désordres civils. Si une autorité administrative commune est essentielle pour lier ensemble les parties constituantes d'une nation en formation, le premier besoin ou la première revendication de cette autorité centrale sera de tenir en main les moyens de prévenir toute dissidence mortelle et les conflits violents qui pourraient affaiblir ou rompre la formation organique. La monarchie — ou n'importe quel autre organe central — doit en partie réaliser ce but par la force morale et la suggestion psychologique. En effet, elle est le symbole de l'union et elle impose aux parties constituantes le respect de leur unité visible et consacrée, quelle que puisse être la véhémence de leur instinct séparatiste de race, de région, de clan ou de classe. Elle personnifie l'autorité unie de la nation et elle a le droit d'imposer la supériorité de sa force morale sur le droit moral des parties séparées, même si elles représentent des sortes de sous-nations, et elle a droit à leur obéissance. Mais en dernier ressort, ces bonnes raisons peuvent à tout moment faire défaut pour peu que les intérêts et les sentiments en révolte soient puissants et que les passions s'échauffent, et le corps gouvernant doit toujours avoir sous ses ordres la force militaire la plus grande afin d'intimider

les éléments constitutants et d'empêcher le déchaînement d'une guerre civile destructrice. Ou bien, si la guerre civile ou la rébellion se produit, ce qui peut toujours arriver quand le gouvernement (monarchie ou autre) s'identifie intimement à l'un des partis d'une querelle ou s'il est lui-même l'objet du mécontentement et de l'attaque, il doit avoir derrière lui la prépondérance d'une force assez grande pour être moralement sûr de la victoire en cas de conflit. Cette prépondérance ne peut être obtenue avec toute la perfection possible (et elle ne peut l'être absolument que par un désarmement effectif) que si l'autorité militaire tout entière est centralisée entre les mains de l'organe central et si toute la force militaire, réelle ou potentielle, de la société, est soumise à cette autorité indivise.

Dans le mouvement de formation d'un État mondial, bien qu'il soit encore vague et informe, subconscient, la nécessité militaire a commencé à jouer le même grand rôle manifeste. Les peuples du monde possèdent déjà une unité de vie assez lâche et chaotique où nul ne peut plus mener une existence isolée, indépendante et autonome. Chacun sent dans sa culture, ses tendances politiques et son existence économique, l'influence et la répercussion des événements et des mouvements des autres parties du monde. Chacun perçoit déjà, subtilement ou directement, que sa vie séparée est dominée par la vie du tout. La science, le commerce international et la pénétration politique et culturelle de l'Asie et de l'Afrique par l'Occident triomphant, ont été les agents de ce grand changement. Mais même pour cette première unité imprécise, sous-jacente et non reconnue, le déclenchement ou la possibilité d'une grande guerre s'avère un puissant élément de perturbation qui menace la structure tout entière — perturbation qui pourrait bien un jour devenir mortelle pour l'espèce humaine. Dès avant la guerre européenne, la nécessité d'éviter ou de limiter une collision entre une ou deux nations, qui pourrait se révéler fatale à toutes, s'était déjà

fait sentir ; divers artifices provisoires avaient été adoptés à cet effet¹, bien intentionnés mais maladroits et faibles. Si l'un de ces expédients s'était montré tolérablement efficace, le monde aurait pu se satisfaire de ses conditions présentes bien peu idéales, et le besoin pressant d'une organisation internationale plus étroite ne se serait pas imposé à la mentalité générale de l'espèce. Mais la collision européenne a rendu impossible la continuation indéfinie du vieux régime chaotique. La nécessité d'éviter toute répétition de la catastrophe a été, pendant un certain temps, universellement reconnue. Il fallait, d'une manière ou de l'autre, trouver ou créer un moyen de préserver la paix internationale et de constituer une autorité qui eût le pouvoir de régler les questions internationales dangereuses et de prévenir ce que, du nouveau point de vue de l'unité humaine, nous pourrions appeler la guerre civile des peuples de l'humanité.

Diverses idées ont été avancées, avec plus ou moins d'autorité, afin de définir les conditions nécessaires à la paix internationale. La plus rudimentaire d'entre elles était la sotte notion, issue d'une propagande partisane, qui s'imaginait que la destruction du militarisme allemand était la seule chose nécessaire et suffisante en soi à assurer la paix future du monde. Certes, la puissance militaire, les ambitions politiques et commerciales de l'Allemagne, son sentiment aigu d'être confinée dans sa position géographique et encerclée par une alliance hostile, étaient les causes morales immédiates de cette guerre particulière ; mais la cause réelle tient à la nature même de la situation internationale et à la psychologie de la vie des nations. Le trait principal de cette psychologie est la domination et le culte de l'égoïsme national sous le nom

1. Rappelons la Convention de Genève en 1864, d'où est sortie la Croix Rouge, puis la Conférence de la Paix à La Haye en 1899, réunie sous l'initiative du Tsar, pour la limitation des armements et le recours obligatoire à l'arbitrage, puis le Congrès de la Paix, à Glasgow en 1901, enfin la deuxième Conférence de la Paix en 1907, qui n'eut pas plus de succès que les précédentes. (*Note de l'éditeur*)

sacré de patriotisme. Chaque ego national, de même que chaque vie organique, désire un double accomplissement : intensif, et extensif ou expansif. Il ne lui suffit pas d'approfondir et d'enrichir sa culture, sa puissance politique et son bien-être économique au sein de ses frontières s'il n'a pas au-dehors la possibilité d'étendre ou de répandre sa culture, d'accroître son importance, ses colonies, son pouvoir ou son influence politiques et d'élargir magistralement son exploitation commerciale du monde. Ce désir naturel et instinctif n'est pas une dépravation morale anormale mais l'instinct même de la vie égoïste — et quelle vie à présent n'est pas égoïste ? Or, cet égoïsme ne peut être satisfait qu'à un degré très limité par des moyens pacifiques et non agressifs. Et quand il se sent entouré d'obstacles, encerclé, contrecarré par des barrières qu'il pense pouvoir surmonter, mécontent de sa part de possession et de domination qu'il considère inadaptée à ses besoins et à sa vigueur, ou bien quand s'ouvrent à lui de nouvelles possibilités d'expansion où seule la force lui permet de se tailler la part qu'il convoite, il est tout de suite poussé à se servir d'une force quelconque et ne sera réfréné que par la somme de résistance qui risque de s'opposer à lui. S'il n'a que la faible opposition de peuples inorganisés ou mal organisés à surmonter, il n'hésitera pas ; s'il doit craindre l'opposition de puissants rivaux, il s'arrêtera un moment, cherchera des alliances et attendra son heure. L'Allemagne n'avait pas le monopole de cet égoïsme expansionniste instinctif ; mais son égoïsme était le mieux organisé et le moins satisfait, le plus jeune, le plus fruste, le plus affamé, le plus sûr de soi et le plus présomptueux, le plus convaincu de la légitimité brutale de ses désirs. La destruction du militarisme allemand pourrait soulager un instant l'intensité de la lutte commerciale, cette hydre à nombreuses têtes, mais la suppression d'un concurrent dangereux et agité ne suffit pas à en finir. Tant que survit un genre quelconque de militarisme, tant que des sphères d'agrandissement politique et commercial

persistent, tant que les égoïsmes nationaux sont vivants et tenus pour sacrés sans qu'un frein définitif vienne s'opposer à leur instinct inhérent d'expansion, la guerre sera toujours possible et presque une nécessité de la vie des peuples humains.

Une autre idée a été avancée et soutenue par de grandes autorités¹, celle d'une ligue de nations libres et démocratiques qui maintiendrait la paix par la pression de la force, ou son usage si nécessaire. Bien que moins fruste, cette solution n'est pas plus satisfaisante que l'autre. C'est une vieille idée, celle que Metternich avait mise en pratique après la chute de Napoléon ; seulement, au lieu d'une Sainte-Alliance de monarques pour maintenir la paix et l'ordre monarchique et refouler la démocratie, on se proposait une ligue de peuples libres (et impériaux) pour maintenir la paix et imposer la démocratie. Une chose est parfaitement sûre, c'est que la nouvelle ligue subira le sort de l'ancienne ; elle se dissoudra dès que les intérêts et les ambitions des Puissances constituantes seront suffisamment désunis ou qu'une nouvelle situation surgira, comme celle créée en 1848 par la violente résurgence de la démocratie opprimée, ou celle que provoquera l'inévitable duel futur entre le jeune titan du socialisme et les vieux dieux olympiens du monde bourgeois démocratique. Ce conflit, qui projetait déjà son ombre formidable dans la Russie révolutionnaire, a maintenant pris corps et ne peut plus très longtemps être différé à travers l'Europe. La guerre et ses conséquences ont momentanément suspendu son avènement, mais en vérité il se peut qu'elles l'aient précipité et accentué sa force. L'une ou l'autre de ces causes, ou les deux à la fois, produirait une dissolution certaine. Aucune ligue volontaire ne peut être permanente par nature. Les idées qui la

1. Le Président Wilson, qui avait émis l'idée de sa Ligue avant même la fin de la guerre, et qui en fit le quatorzième point des fameux « quatorze points du Président Wilson », en janvier 1918, dans son message au Congrès. (*Note de l'éditeur*)

soutenaient, changent, les intérêts qui la rendaient possible et effective, se modifient fatalement ou deviennent caducs.

On suppose que les démocraties feront la guerre moins facilement que les monarchies ; mais ceci n'est vrai que dans une certaine mesure. Ce que l'on appelle démocratie, en fait, est un État bourgeois sous forme de monarchie constitutionnelle ou de république de la classe moyenne. Mais partout, la classe moyenne a repris, avec certaines modifications, les habitudes diplomatiques, la politique étrangère et les idées internationales des gouvernements monarchiques ou aristocratiques qu'elle avait supplantés¹. Cette continuité semble avoir été la loi naturelle de la mentalité de la classe gouvernante. En Allemagne, ce furent les classes aristocratique et capitaliste combinées qui ont constitué le parti pangermanique et son ambition démesurée, presque insensée. Dans la Russie nouvelle, la bourgeoisie, pendant son bref gouvernement, a rejeté les idées politiques du tsarisme pour les affaires intérieures et aidé à renverser l'autocratie, mais elle a conservé ses idées pour les affaires extérieures (moins l'influence allemande) et pris parti pour l'expansion de la Russie et l'annexion de Constantinople. Certainement, il y a une différence importante. L'État monarchique ou aristocratique est politique de mentalité et cherche avant tout les expansions territoriales et la prépondérance politique ou l'hégémonie sur les nations ; les fins commerciales sont seulement une préoccupation secondaire accompagnant l'autre. Dans l'État bourgeois, l'ordre est renversé ; ses vues sont fixées principalement sur la possession des marchés, la maîtrise de nouvelles sphères de richesses, la formation ou la conquête de colonies ou de dépendances qui peuvent être commercialement et industriellement exploitées, et sur l'expansion politique seulement comme un moyen d'arriver

1. De même, la Russie socialiste a pris aux tsars, avec bien peu de modifications, voire aucune, leurs idées et leurs habitudes. (*Note de Sri Aurobindo*)

à son but le plus cher. En outre, l'homme d'État monarchique ou aristocratique recourait à la guerre presque comme à son premier expédient. Dès qu'il était mécontent de l'accueil réservé à sa diplomatie, il s'emparait de l'épée ou du fusil. L'homme d'État bourgeois hésite, calcule, laisse plus de marge à la diplomatie, essaye d'arriver à ses fins par des marchandages et des arrangements, des pressions pacifiques, des démonstrations de puissance. En fin de compte, il est prêt à recourir à la guerre, mais seulement quand les autres expédients ont échoué et seulement si le but semble proportionné aux moyens et si la grande spéculation de la guerre promet une forte chance de succès et un profit solide. Par contre, l'État bourgeois démocratique a développé une organisation militaire formidable dont ne pouvaient rêver les monarchies et les aristocraties les plus puissantes. Et si cette concentration tend à retarder le déchaînement des grandes guerres, elle tend aussi à rendre leur avènement final plus certain et à leur donner des proportions énormes, qui de nos jours sont incalculables et démesurées.

À l'époque, il a été vigoureusement suggéré qu'un esprit plus vraiment démocratique, et par conséquent plus pacifique, et des institutions plus rigoureusement démocratiques, prévaudraient après la restauration de la paix, avec le triomphe des nations libérales. L'une des règles de la nouvelle situation internationale devait être le droit des nations à disposer de leur propre destinée et à être gouvernées par leur seul libre consentement. Cette dernière condition est impossible à satisfaire immédiatement, sauf en Europe ; et même pour l'Europe, son principe n'est ni réellement admis dans toutes ses implications ni mis en pratique totalement. S'il était susceptible d'une application universelle, si les relations présentes entre les peuples et la psychologie des nations pouvaient être changées au point d'instituer ce libéralisme comme principe d'action, l'une des causes les plus fertiles de guerre et de révolution serait éliminée ; mais toutes les causes ne

disparaîtraient pas. Une plus large démocratisation des peuples européens ne fournit aucune garantie sûre. Sans doute, un certain genre de démocratie, une démocratie dont la constitution naturelle reposerait sur la liberté individuelle, serait probablement peu encline à faire la guerre, sauf aux moments de grande excitation universelle. La guerre exige une concentration violente de toutes les forces, un esprit de soumission, une suspension de la liberté de volonté et d'action et du droit de critique, ce qui est étranger au véritable instinct démocratique. Mais les démocraties de l'avenir seront vraisemblablement des gouvernements fortement concentrés où le principe de liberté sera subordonné à l'efficacité de la vie de la communauté par une forme quelconque de socialisme d'État. Un État démocratique de ce genre pourrait très bien avoir un potentiel de guerre même plus grand que les démocraties bourgeoises ; il serait capable de déployer une organisation militaire encore plus intensément concentrée en cas d'hostilité ; et il n'est pas du tout certain qu'il serait moins tenté de faire usage de ses moyens et de son pouvoir. Le socialisme a été international et pacifique de tendance parce que les nécessités d'une préparation à la guerre favorisent la domination des classes supérieures, et aussi parce que la guerre elle-même sert les intérêts des gouvernements et des capitalistes ; or les idées et les classes représentées par le socialisme sont pour le moment opprimées et elles ne se développent pas par la guerre ou n'ont aucune part visible à ses profits. Reste à savoir ce qui se produira quand elles seront en possession du gouvernement avec ses tentations et ses occasions — mais on peut facilement le prédire. La possession du pouvoir est la grande épreuve de tous les idéalismes, et jusqu'à présent il ne s'en est trouvé aucun, religieux ou laïque, qui l'ait passée avec succès ou ait échappé à l'abaissement et à la corruption.

Compter sur le consentement général des égoïsmes nationaux discordants pour sauvegarder la paix entre les nations, revient à

s'appuyer sur une contradiction logique. Une invraisemblance pratique — qui, si nous en jugeons par la raison et l'expérience, équivaut à une impossibilité — ne peut guère être le fondement solide de l'édification de l'avenir. Une Ligue de la Paix peut seulement prévenir les conflits armés pendant un temps. Un système d'arbitrage obligatoire, même appuyé par la menace d'une grande alliance armée contre l'agresseur, peut réduire les chances de guerre et l'interdire absolument aux nations plus petites et plus faibles ; mais une grande nation qui voit une chance de devenir le centre d'une puissante coalition de peuples intéressés à renverser à leur profit l'ordre établi, pourrait toujours choisir d'accepter les risques de l'aventure dans l'espoir de s'emparer d'avantages qui, selon ses calculs, l'emportent sur les risques¹. De plus, aux moments de grandes commotions ou de bouleversements, quand de vastes idées, des intérêts énormes et des passions enflammées divisent les peuples du monde, le système tout entier risque fort de tomber en morceaux et les éléments mêmes de son efficacité de cesser aussitôt d'exister. Tout expédient provisoire et imparfait aura vite fait de révéler son inefficacité ; on devra alors abandonner la tentative d'organisation délibérée de la vie internationale et laisser à la force des événements le soin d'accomplir confusément le travail. Le seul pas vraiment efficace sur cette voie, est la création d'une autorité réelle, efficace, puissante, qui représentera le sentiment général et le pouvoir général de l'humanité dans sa vie et son esprit collectifs, et qui sera quelque chose de plus qu'un agglomérat d'États violemment séparés, légèrement retenus ensemble par le lien fragile d'un accord moral aisément violable. Seul l'avenir dira si pareille autorité peut être effectivement créée

1. L'histoire ultérieure de la Société des Nations, qui n'était pas encore formée lorsque ce livre fut écrit, a amplement prouvé l'inefficacité de ces expédients. (*Note de Sri Aurobindo*)

par un accord, ou si, au contraire, elle ne doit pas se créer en partie par la croissance des idées, mais plus encore par le choc des forces.

Une autorité de cette nature aurait à rallier le consentement psychologique de l'humanité, à exercer sur les nations une force morale plus grande que celle de leurs propres autorités nationales, et à les obliger à une prompte obéissance dans toutes les circonstances normales. Elle devrait non seulement être un symbole et un centre de l'unité de l'espèce, mais se rendre constamment utile au monde en assurant effectivement la défense et le développement des vastes intérêts et bénéfiques communs qui dépassent tous les intérêts nationaux séparés, et donc satisfaire entièrement au besoin qui l'avait fait naître. Cette autorité devra aider de plus en plus à implanter le sens grandissant d'une humanité commune et d'une vie commune où les divisions aiguës qui séparent les pays entre eux, les races entre elles, les couleurs, les continents, perdront graduellement de leur force et s'effaceront progressivement. Si ces conditions étaient remplies, cette autorité acquerrait une force morale qui lui permettrait de poursuivre avec de moins en moins d'opposition et de friction l'unification de l'humanité. La nature du consentement psychologique qu'elle obtiendrait au début, dépendrait largement de sa constitution et de son caractère, et ceux-ci à leur tour détermineraient la nature et le pouvoir de l'autorité morale qu'elle pourrait exercer sur les peuples de la terre. Si sa constitution et son caractère étaient tels qu'ils lui conciliaient les sentiments et le soutien actif de la plupart des couches de l'humanité, ou du moins de celles dont le sentiment et le soutien comptent puissamment, si elle réussissait à représenter les idées et les intérêts politiques, sociaux et culturels principaux de l'époque, elle rallierait un maximum de consentement psychologique et d'autorité morale, et son chemin serait relativement aisé. Si elle était défectueuse sur ces points, il faudrait qu'elle compense sa défaillance par

une concentration et une démonstration de force militaire plus grandes derrière elle et par les services extraordinaires et frappants qu'elle rendrait à la vie et à la culture ou au développement de l'ensemble de l'espèce humaine, comme ceux qui gagnèrent à l'autorité impériale de Rome l'acquiescement durable et général des pays méditerranéens et occidentaux à leur assujettissement et à l'oblitération de leur existence nationale.

Dans les deux cas, la possession et la concentration du pouvoir militaire seraient pendant longtemps la condition première de la sécurité et de l'efficacité de l'autorité centrale, et cette possession devrait, dès que possible, être une possession exclusive. Il est difficile à présent de prévoir un consentement des nations du monde à leur propre désarmement total. Car, tant que persistent de forts égoïsmes nationaux, quels qu'ils soient, et avec eux la méfiance réciproque, les nations ne sacrifieront pas aisément la possession d'une force armée qui garantit avec sûreté leur défense au cas où leurs intérêts seraient menacés, ou du moins les intérêts qu'elles considèrent comme essentiels à leur prospérité et à leur existence. Toute méfiance envers la sûre impartialité du gouvernement international agirait dans le même sens. Pourtant, en l'absence d'un grand et radical changement psychologique et moral, ce désarmement serait essentiel pour assurer la fin des guerres. Tant que les armées nationales existeront, la possibilité et même la certitude de la guerre existeront aussi. Si petites fussent-elles en temps de paix, elles réduiraient l'autorité internationale, même possédant sa force militaire propre, à la position d'un souverain féodal, jamais tout à fait sûr de son pouvoir effectif sur ses vassaux. Pour la police des nations, l'autorité internationale doit avoir sous ses ordres l'armée la mieux entraînée du monde, et aussi avoir à sa disposition exclusive les moyens de fabriquer les armes et le matériel de guerre, sinon le monopole serait ineffectif. Les manufactures d'armes et de munitions, nationales et privées, doivent disparaître. Les

armées nationales doivent devenir, telles les armées des barons d'antan, un souvenir des âges morts du passé.

Pareil accomplissement signalerait définitivement l'établissement d'un État mondial à la place des conditions internationales actuelles. De fait, l'État mondial ne peut exister d'une façon vraiment effective que si l'autorité internationale devient, non seulement l'arbitre des disputes, mais la source des lois et le pouvoir ultime veillant à leur exécution. Pour appliquer ses décrets aux classes ou aux pays récalcitrants, pour empêcher les conflits de toutes sortes, non seulement politiques mais commerciaux, industriels et autres, ou du moins éviter leur solution par d'autres moyens qu'un recours pacifique à la loi et à l'arbitrage, pour supprimer toute tentative de changement violent et de révolution, l'État mondial, même quand il sera devenu tout à fait solide, aura encore besoin de concentrer toute la force entre ses mains. Tant que l'homme reste ce qu'il est, la force, en dépit de tous les idéalismes et de tous les espoirs pacifistes généraux, restera l'arbitre ultime et le gouverneur de la vie; celui qui la possède, sera le réel souverain. En temps ordinaire, la force peut voiler sa présence brutale et prendre seulement des formes adoucies et civilisées — adoucies relativement, car la geôle et le bourreau ne sont-ils pas toujours les deux grands piliers de l'ordre social? — mais elle est là, soutenant silencieusement les apparences spécieuses de notre civilisation et prête, dès qu'on l'appelle, à venir en aide aux travaux des dieux du cosmos social, plus équitables mais encore faibles. Diffuse, la force accomplit les travaux spontanés de la Nature : elle est la servante de la vie, mais aussi de la discorde et de la lutte; concentrée, elle devient la garante de l'organisation et la caution de l'ordre.

La guerre et le besoin d'unité économique

La nécessité militaire, c'est-à-dire la pression de la guerre entre nations et le besoin de prévenir la guerre en remettant la force et l'autorité entre les mains d'un corps international — État mondial, Fédération ou Ligue de la Paix —, est ce qui finalement poussera le plus directement l'humanité à quelque sorte d'union internationale. Mais derrière cette nécessité, il en existe une autre, dont l'action sur la mentalité moderne est beaucoup plus puissante : la nécessité commerciale et industrielle née de l'interdépendance économique. Le commercialisme est un phénomène sociologique moderne ; on pourrait presque dire que c'est tout le phénomène de la société moderne. L'aspect économique de la vie est toujours important pour une communauté organisée, il est même fondamental ; mais autrefois, c'était simplement un premier besoin et non ce qui occupait la pensée des hommes et donnait le ton à leur vie sociale, ou qui venait en tête et était publiquement reconnu comme le fondement de tous les principes sociaux. L'homme social d'autrefois était principalement un être politique au sens aristotélicien (dès qu'il a cessé d'être principalement religieux) et à cette préoccupation il ajoutait, chaque fois qu'il en avait le loisir, le goût de la pensée, de l'art et de la culture. Les impulsions économiques du groupe étaient traitées comme une nécessité mécanique, un puissant désir de l'être vital, mais non comme une pensée directrice du mental. La société n'était pas non plus envisagée ni étudiée comme un organisme économique, sauf sous un aspect très superficiel. L'homme économique tenait une position honorable dans la société, mais encore relativement basse ; il représentait seulement la troisième caste ou classe, le *vaishya*. La direction était entre

les mains des classes intellectuelles et politiques : le *brâhmane*, penseur, érudit, philosophe et prêtre, et le *kshatriya*, souverain et guerrier. C'étaient leurs pensées et leurs préoccupations qui donnaient le ton à la société, déterminaient sa tendance et son action conscientes, et coloraient le plus fortement tous ses mobiles. Certes, les intérêts commerciaux avaient leur place dans les relations entre États et dans les motifs de guerre et de paix ; mais ils intervenaient comme des causes subordonnées et secondaires prédisposant à l'amitié ou à l'hostilité, et rarement seulement, accidentellement pour ainsi dire, figuraient-ils parmi les causes manifestes et conscientes de paix, d'alliance ou de conflit. La conscience politique, le mobile politique prédominait ; l'accroissement des richesses était essentiellement considéré comme un moyen d'acquérir le pouvoir politique, la grandeur et l'opulence des ressources mobilisables de l'État, plutôt que comme une fin en soi ou une considération primordiale.

Maintenant tout est changé. Le phénomène caractéristique du développement social moderne est le déclin du *brâhmane* et du *kshatriya* — de l'Église, de l'aristocratie militaire, l'aristocratie des lettres et de la culture — et l'avènement des classes commerciales et industrielles au pouvoir ou à la prépondérance : le *vaishya* et le *shûdra*, le Capital et le Travail. À eux deux, ils ont avalé ou évincé leurs rivaux et sont maintenant engagés dans une lutte fratricide pour la suprématie exclusive, et le verdict du Destin semble visiblement annoncer l'achèvement de la gravitation sociale vers le bas, le triomphe final du Travail et le remaniement de toutes les conceptions et toutes les institutions sociales sous l'égide du Travail considéré comme terme ultime et le plus digne, celui qui donnera sa valeur à tous les autres. Pour le moment, tout de même, c'est le *vaishya* qui domine encore ; son sceau sur le monde est le commercialisme, la primauté de l'homme économique, l'universalité de la valeur commerciale ou de la valeur utilitaire et productive, matériellement efficace,

dans tous les domaines de la vie humaine. Même dans la façon d'envisager la connaissance, dans la pensée, la science, l'art, la poésie et la religion, la conception économique de la vie prime toutes les autres¹.

Pour la conception économique moderne de la vie, la culture et ses productions ont une valeur principalement décorative ; ce sont des luxes coûteux et désirables, mais pas du tout des nécessités indispensables. La religion, vue sous ce jour, est un sous-produit du mental humain et d'une utilité tout à fait restreinte (à moins qu'elle ne soit vraiment un déchet et une entrave). L'éducation a une importance reconnue, mais son objet et sa forme ne sont plus tant culturels que scientifiques, utilitaires, économiques ; sa valeur est de préparer une cellule individuelle efficace à jouer son rôle dans le corps de l'organisation économique. La science est d'une importance immense, non pas parce qu'elle découvre les secrets de la Nature pour le progrès de la connaissance, mais parce qu'elle les utilise pour créer des machines et qu'elle exploite et organise les ressources économiques de la communauté. Le pouvoir de pensée de la société, presque son pouvoir d'âme — si toutefois elle conserve encore une chose aussi insubstantielle et improductive qu'une âme — ne réside pas dans la religion ni la littérature (bien que l'une traîne encore une existence débile et que l'autre foisonne et grouille), mais dans la presse quotidienne, qui est essentiellement l'instrument du commercialisme gouverné par l'esprit politique et commercial, et non, comme la littérature, un instrument direct de la culture. La politique, le gouvernement lui-même, deviennent de plus en plus une machine au service du développement de la société industrialisée, partagés

1. Il est remarquable que les nouvelles sociétés socialistes aient adopté et continué, voire à une plus grande échelle, l'habitude bourgeoise de primauté du commercialisme, mais sur la base d'une économie travailliste au lieu d'une économie bourgeoise, et en tentant de procéder à une nouvelle distribution des profits, ou, plus typiquement encore, en concentrant tout entre les mains de l'État. (*Note de Sri Aurobindo*)

entre les exigences du capitalisme bourgeois et le rôle de canal à demi involontaire de l'avènement du socialisme économique. La libre pensée et la culture restent à la surface de cette grande masse croissante du commercialisme, et si elles l'influencent et la modifient, elles sont elles-mêmes de plus en plus influencées, pénétrées, colorées, subjuguées par la conception économique, commerciale et industrielle de la vie humaine.

Ce grand changement a affecté profondément le caractère des relations internationales dans le passé, et vraisemblablement l'affectera plus manifestement encore et plus puissamment dans l'avenir. Car rien ne laisse supposer un changement d'orientation dans un avenir immédiat. Certes, des voix prophétiques annoncent la disparition rapide de l'âge du commercialisme. Mais on ne voit pas très bien comment cette disparition se produira, et ce ne sera certainement pas par un retour à la primauté de l'esprit politique du passé, ni au genre et aux formes du vieux type social aristocratique. Le soupir de regret de l'esprit ultraconservateur pour l'âge d'or du passé — qui n'était pas aussi doré qu'il paraît à distance pour l'œil imaginaire — est un vain souffle jeté au vent par la ruée de l'Esprit du Temps en l'extrême vélocité de son progrès. La fin du commercialisme ne peut venir que par quelque évolution inattendue du commercialisme lui-même, ou bien par un réveil de la spiritualité dans l'espèce humaine lorsqu'elle reprendra possession de son bien en subordonnant les mobiles politiques et économiques de la vie au mobile spirituel.

Certains signes semblent aller dans cette direction. L'esprit religieux se ranime, même d'anciennes formes ou croyances religieuses périmées retrouvent une sorte de vigueur. La pensée laïque de l'humanité donne certaines preuves d'idéalisme et admet de plus en plus un élément spirituel parmi ses mobiles. Mais tout cela reste encore léger et superficiel ; le corps de la pensée et des pratiques, le mobile effectif, l'impulsion motrice, demeurent intacts et inchangés. Cette impulsion reste tournée vers l'industrialisation

de l'espèce humaine et vers le perfectionnement de la vie de la société considérée comme un organisme économique et producteur. Cet esprit ne risque pas non plus de mourir bientôt d'épuisement, car il n'a pas encore donné toute sa mesure : sa force croît plutôt qu'elle ne décline. En outre, le commercialisme est renforcé par le socialisme moderne, qui promet d'être le maître de l'avenir ; car le socialisme procède du principe marxiste que son propre règne doit être précédé d'un âge de capitalisme bourgeois dont il sera l'héritier, et qu'il s'emparera de l'organisation et du travail bourgeois pour les mettre à son service en les modifiant selon ses propres principes et ses propres méthodes. Certes, il a l'intention de donner la première place au Travail au lieu du Capital¹ ; mais cela veut dire simplement que toutes les activités seront évaluées d'après la contribution en main-d'œuvre et l'ouvrage produit, au lieu de la contribution en espèces et la production des richesses. Ce sera simplement un passage d'un côté de l'économisme à l'autre, mais non le passage de la primauté des mobiles économiques à la primauté de quelque mobile plus élevé de la vie humaine. Ce passage lui-même sera probablement l'un des facteurs principaux que devra affronter l'unification internationale, et ce sera sa plus grande aide, ou sa plus grande difficulté.

Dans le passé, l'effet du commercialisme a été de rassembler l'espèce humaine en une unité économique réelle derrière son apparent séparatisme politique. Mais c'était une unité subconsciente, faite de relations mutuelles inévitables et d'interdépendance intime, et non une unité d'esprit ni de vie consciemment organisée. C'est pourquoi ces relations ont engendré la nécessité de la paix

1. Le rapport entre le socialisme et l'idée démocratique ou égalitaire, ou la révolte du prolétariat, est d'ailleurs un accident de l'histoire et non l'essence du socialisme. Avec le fascisme italien, on voit apparaître un socialisme qui n'est ni démocratique ni égalitaire en sa forme, son idée et son tempérament. Le fascisme est tombé, mais il a prouvé qu'il n'existait pas de rapport inévitable entre le socialisme et la domination du Travail. (*Note de Sri Aurobindo*)

autant que l'inévitabilité de la guerre. La paix était nécessaire à leur activité normale; la guerre était terriblement perturbatrice de tout leur système d'existence. Mais parce que ces unités organisées étaient des nations rivales, séparées politiquement, leurs relations commerciales sont devenues des relations de rivalité et de conflit, ou plutôt un enchevêtrement confus où les échanges et l'interdépendance se mêlaient à un séparatisme hostile. La légitime défense des barrières douanières entre pays, la course aux marchés exclusifs et aux sphères d'exploitation, la lutte pour le partage ou la domination des marchés et des territoires qui ne pouvaient être monopolisés, enfin toutes les tentatives d'ingérence mutuelle en dépit des barrières douanières, tels étaient les traits caractéristiques de cette hostilité et de ce séparatisme. Dans ces conditions, le déclenchement de la guerre était simplement une question de temps et ne pouvait manquer de se produire dès qu'une nation ou un groupe de nations sentirait qu'il ne pouvait plus avancer par des moyens pacifiques ou que son expansion était définitivement menacée d'arrêt par l'alliance grandissante de ses rivaux. La guerre franco-allemande¹ était la dernière grande guerre dictée par des mobiles politiques. Depuis lors, le mobile politique a surtout servi à couvrir le mobile commercial. Le mobile de la diplomatie autrichienne n'était pas l'assujettissement politique de la Serbie, qui aurait seulement créé un nouvel embarras pour l'Empire autrichien, mais la possession commerciale d'un débouché à Salonique. Le pangermanisme recouvrait la convoitise de l'industrie allemande qui lorgnait la possession des grandes ressources et du vaste débouché de la mer du Nord offert par les pays riverains du Rhin. Ses intentions réelles étaient de saisir les espaces africains exploitables, et peut-être les gisements charbonniers de la France, mais non de régner sur des territoires français. En Afrique, en Chine, en Perse, en Mésopotamie, les

1. De 1870.

mobiles commerciaux ont partout déterminé l'action politique et militaire. La guerre n'est plus l'enfant légitime de l'ambition et des appétits territoriaux, mais le rejeton bâtard de l'appétit de richesses et du commercialisme, avec l'ambition politique pour père putatif.

Mais d'autre part, l'effet ou le choc de la guerre est devenu intolérable à cause de l'organisation industrielle de la vie humaine et de l'interdépendance commerciale des nations. Il serait exagéré de dire que la guerre a jeté la ruine dans cette organisation, mais elle l'a mise sens dessus dessous, a dérangé son système tout entier et l'a détournée à des fins contre-nature. Surtout, elle a causé des souffrances et des privations générales chez les belligérants, gêné et perturbé la vie des pays neutres d'une façon jusqu'alors inconnue dans l'histoire du monde. Le cri de colère des nations afin que ce désordre ne soit plus toléré et que les responsables de cette menace et cette perturbation de l'organisation industrielle moderne du monde (la prétendue « civilisation ») reçoivent un châtement exemplaire et soient mis au ban et boycottés comme des hors-caste internationaux pendant un temps, a montré à quel point la leçon avait profondément porté. Mais il a montré aussi, comme l'a révélé la mentalité d'après-guerre, que la vérité réelle, la vérité intérieure du processus n'a pas encore été comprise ou pas saisie en son centre. Certainement, de ce point de vue aussi, la prévention de la guerre devra être l'une des premières préoccupations de tout nouvel agencement de la vie internationale. Mais comment éviter entièrement la guerre si le vieil état de rivalité commerciale entre des nations politiquement séparées doit se perpétuer ? Comment peut-on empêcher le choc physique si la paix est seulement une guerre cachée, une organisation de la lutte et de la rivalité ? On peut dire que le choc peut être empêché par une réglementation des inévitables rivalités et conflits, par l'appareil de la loi, comme il en était pour la concurrence commerciale au sein des nations avant l'avènement du socialisme. Mais cette réglementation n'était

possible que parce que les individus et les cartels concurrents faisaient partie d'un même organisme social, étaient soumis à une même autorité gouvernementale, et incapables d'affirmer contre elle leur volonté d'existence individuelle. Pareille réglementation entre nations ne peut logiquement ou pratiquement aboutir qu'à la formation d'un État mondial centralisé.

Supposons, cependant, que le choc physique de la guerre soit évité, non par la loi mais par un principe d'arbitrage obligatoire dans les cas extrêmes risquant de provoquer la guerre ; non par la création d'une autorité internationale mais par la menace constante d'une pression internationale. L'état de guerre cachée persistera ; il pourra même prendre des formes nouvelles et désastreuses. À défaut d'autres armes, les nations recourront certainement de plus en plus à l'arme de la pression commerciale, comme l'ont fait le Capital et le Travail avec leur état chronique de lutte « pacifique » au sein de la vie nationale. Les moyens seraient différents mais ils suivraient le même principe : la grève et le lock-out, c'est-à-dire, d'une part, la résistance passive organisée du parti le plus faible pour imposer ses revendications, et, de l'autre, la pression passive du parti le plus fort pour imposer ses désirs. Entre nations, l'arme correspondant à la grève serait le boycottage commercial, déjà utilisé plus d'une fois en Asie et en Europe mais d'une façon non systématique, et qui serait certainement extrêmement efficace et puissant s'il était systématiquement organisé, même par une nation politiquement ou commercialement faible. Car la nation faible est nécessaire à la nation forte, fût-ce comme un marché ou comme une victime commerciale et industrielle. L'arme correspondant au lock-out serait le refus des capitaux ou des machines, l'interdiction de toute importation, ou du moins des importations essentielles aux pays victimes ou fautifs, ou même un blocus naval conduisant à la ruine industrielle et à la famine nationale s'il est maintenu assez longtemps. À l'origine, l'arme du blocus n'était employée

qu'en temps de guerre, mais elle a servi contre la Grèce au lieu de guerre ; cette application peut aisément s'étendre dans l'avenir. Il existe toujours aussi l'arme des tarifs prohibitifs.

Il est clair que ces armes ne seront pas nécessairement employées à des fins exclusivement commerciales ; on peut s'en saisir pour défendre ou attaquer n'importe quel intérêt national, pour imposer n'importe quelle revendication internationale, juste ou injuste. Nous avons vu quelle arme terrible pouvait devenir la pression commerciale quand elle était appelée à la rescousse de la guerre. Si l'Allemagne a été finalement écrasée, les véritables moyens de la victoire ont été le blocus, la suppression des crédits, des ressources et des approvisionnements, la ruine de l'industrie et du commerce. La débâcle militaire n'était pas directement due à une faiblesse militaire, mais principalement à la diminution et à la pénurie des ressources, à l'épuisement, la semi-famine, l'effondrement moral causé par la position intolérable du pays, coupé de tout espoir de renflouement ou de rétablissement. Cette leçon peut également recevoir des applications considérables dans l'avenir, en temps de « paix ». Certains milieux se proposaient même, à un moment donné, de continuer la guerre commerciale après la cessation de la guerre politique, afin que l'Allemagne soit non seulement rayée de la liste des grandes nations impériales, mais aussi, et d'une façon permanente, paralysée, mutilée ou même ruinée en tant que rivale commerciale et industrielle. Une politique de refus des capitaux et des relations commerciales, une sorte de « cordon » ou de blocus hostile, ont été ouvertement préconisés, et furent même pendant un temps presque en vigueur contre la Russie bolchevique. On a suggéré aussi une Ligue de la Paix¹ qui pourrait se servir de l'arme de la pression commerciale contre toute nation récalcitrante, au lieu de la force militaire.

1. Réalisée depuis sous le nom de Société des Nations. (*Note de l'éditeur*)

Mais tant qu'une autorité internationale solide n'est pas constituée, l'usage de cette arme ne sera probablement pas limité à ce genre d'occasion, ni seulement réservé à des fins justes et légitimes. Une nation forte, assurée de l'indifférence générale, pourrait fort bien l'utiliser pour écraser et violer une nation faible ; une combinaison de grandes Puissances impériales pourrait s'en servir pour imposer au monde sa volonté égoïste et néfaste. La force et les moyens de contrainte, quels qu'ils soient, s'ils ne sont pas concentrés entre les mains d'une autorité juste et impartiale, sont toujours susceptibles d'abus et de mauvais usage. C'est pourquoi, inévitablement, avec l'unité croissante de l'humanité, le développement d'une autorité de ce genre deviendra un besoin immédiat et pressant. L'État mondial, même dans son organisation première imparfaite, doit non seulement commencer à rassembler la force militaire entre ses mains, mais entreprendre dès l'abord, consciemment, ce que l'État national avait réalisé par un lent développement naturel : l'organisation commerciale, industrielle et économique de l'espèce humaine tout entière, et le contrôle, tout d'abord seulement des relations essentielles du commerce international¹, certes, mais finalement et inévitablement, de la totalité du système et des principes du commerce international. Puisque l'industrie et le commerce représentent maintenant les cinq sixièmes de la vie sociale et que la société est gouvernée par le principe économique, un État mondial qui n'aurait pas le contrôle du principe directeur de la vie humaine ni de son activité la plus répandue, n'existerait que de nom.

1. Quelques premières tentatives de ce genre ont voulu figurer parmi les activités de la Société des Nations, maintenant presque moribonde. Ces activités restaient encore platoniques et consultatives, telles les discussions futiles sur le désarmement et les efforts stériles pour régler certaines relations entre le Capital et le Travail. Mais elles ont démontré, du moins, que ce besoin se faisait déjà sentir, et elles sont comme des poteaux indicateurs sur la route de l'avenir. (*Note de Sri Aurobindo*)

Le besoin d'unité administrative

Presque toutes les idées courantes sur la première étape d'une organisation internationale présupposent que les nations continueront de jouir de leur existence séparée et de leurs libertés, ne laissant à l'action internationale que la prévention de la guerre, le règlement des disputes dangereuses, le pouvoir de résoudre les grandes questions internationales qu'elles ne peuvent pas régler par les moyens ordinaires. Il est pourtant impossible que ce développement s'arrête là ; ce premier pas conduira nécessairement à d'autres, qui ne peuvent mener que dans une seule direction. Si l'autorité à constituer, quelle qu'elle soit, doit être le moins du monde une autorité vraie et non un simple concert de palabres, elle se trouvera dans la nécessité d'intervenir de plus en plus souvent et d'assumer des pouvoirs grandissants. Empêcher les troubles et les frictions évitables, conjurer définitivement le retour des perturbations et des désastres (que tout d'abord, en raison de la limitation originelle de ses pouvoirs, la nouvelle autorité ne pouvait arrêter à temps par quelque intervention opportune avant leur éclatement), assurer la coordination des activités à des fins communes, tels sont les principaux motifs qui pousseront l'humanité à passer d'une union lâche à une union plus étroite, d'une subordination volontaire dans les cas graves ou exceptionnels à une subordination obligatoire dans la majorité des cas. L'empressement des nations puissantes à se servir de cette autorité internationale à leurs fins, l'utilité pour les nations faibles d'y faire appel pour protéger leurs intérêts, le choc des discordes et des révolutions internes actuelles ou menaçantes, contribueront tous à donner un pouvoir accru à cette autorité et lui fourniront l'occasion d'étendre son

action normale. La science, la pensée et la religion — ces trois grandes forces qui en nos temps modernes tendent de plus en plus à dépasser les distinctions nationales et à pousser l'espèce humaine vers une unité de vie et d'esprit — deviendront encore plus impatientes des barrières, des hostilités et des divisions nationales, et apporteront leur puissante influence à l'appui du changement. Il se pourrait que le grand conflit du Capital et du Travail prenne rapidement des proportions mondiales et arrive à une organisation internationale telle qu'elle précipitera le pas inévitable ou même provoquera la vraie crise qui déterminera la transformation¹.

Pour le moment, nous supposons que l'aboutissement final sera un État mondial bien unifié dont les nations seront comme des provinces. Assumant tout d'abord le règlement des disputes internationales et la réglementation des traités et des relations économiques, l'autorité internationale commencera par jouer le rôle d'arbitre et occasionnellement d'agent exécutif, puis se transformera graduellement en un corps législatif et un pouvoir exécutif permanent. Sa législation sera absolument nécessaire en matière internationale si l'on veut éviter de nouvelles convulsions, car il est vain de supposer que toutes les conventions internationales et organisations mondiales conclues à la fin du bouleversement d'une grande guerre puissent être permanentes et définitives. Les injustices, les inégalités, les anomalies, les causes de querelles ou de mécontentement subsisteront dans les relations de nation à nation et de continent à continent, et conduiront à de nouvelles hostilités et de nouvelles explosions. Dans les États nationaux, les chocs sont évités par une autorité législative qui modifie constamment le système existant suivant les

1. Il pourrait sembler que l'extension générale du fascisme doive empêcher cette évolution en supprimant la guerre de classes ; mais on ne sait pas encore si, même dans les pays fascistes, cette suppression n'est pas simplement un interlude ou un sursis et non une solution définitive. (*Note de Sri Aurobindo*)

idées, les forces, les nécessités et les intérêts nouveaux ; il devra en être de même dans l'État mondial en construction. À mesure que cette autorité législative développera son action, étendra et régularisera ses pouvoirs et ses méthodes, elle deviendra de plus en plus complexe et ne pourra manquer d'intervenir dans bien des cas et de passer outre aux activités nationales séparées ou d'y substituer sa propre action. Ceci entraînera un accroissement de son pouvoir exécutif également et la formation d'une organisation exécutive internationale. Tout d'abord, celle-ci pourra se limiter aux questions et affaires les plus importantes exigeant manifestement son intervention ; mais elle tendra de plus en plus à mettre la main sur toutes les affaires dont on peut dire qu'elles ont une répercussion ou une importance internationales. Avant peu, elle envahira et occupera même les domaines où les nations sont maintenant le plus jalouses de leurs droits et de leur pouvoir. Et finalement, elle s'insinuera dans tout le système de la vie nationale et l'assujettira à un contrôle international dans l'intérêt d'une meilleure coordination de la vie, de la culture, de la science, de l'organisation, de l'éducation et de l'efficacité de l'espèce humaine unifiée. Les nations maintenant libres et séparées seront réduites, d'abord à une condition semblable à celle des États de l'Union américaine ou de l'Empire allemand, et finalement peut-être à celle de provinces ou de départements géographiques d'une unique nation humaine.

L'obstacle actuel à ce genre de réalisation extrême est le principe nationaliste encore puissant, le sens du séparatisme de groupe, l'instinct d'indépendance collective et sa fierté, son plaisir en lui-même, ses sources variées de satisfaction égoïste, son insistance à subordonner l'idée humaine à l'idée nationale. Mais nous pouvons supposer que l'idée internationaliste nouveau-née croîtra à grands pas, qu'elle subjuguera l'idée et le caractère nationalistes du passé, s'imposera et prendra possession de la pensée humaine. De même que le grand groupe national

a subordonné et absorbé tous les groupes plus petits — clans, tribus et provinces —, de même que le groupe plus grand, impérial, tend maintenant à subordonner les groupes nationaux plus petits et, s'il lui est permis de se développer, les absorbera finalement, nous supposons que le groupe complet de l'espèce humaine unifiée subordonnera de la même manière tous les groupes d'humanité séparée plus petits, et finalement les absorbera. Seule, la croissance de l'idée internationale — l'idée d'une humanité unique — peut faire disparaître le nationalisme, en admettant que l'ancien moyen naturel d'unification extérieure par la conquête ou par quelque autre force coercitive, continue de ne plus être possible ; or, les méthodes de guerre sont devenues trop désastreuses et aucun empire à lui seul n'a le moyen ni la force de subjuguier le reste du monde, soit rapidement soit graduellement à la manière romaine. Certes, le nationalisme est un obstacle plus puissant au progrès de l'unification humaine que ne le fut le séparatisme des anciens groupements plus petits et moins fortement conscients qui précédèrent la formation de l'État national. C'est encore le sentiment le plus fort dans la mentalité humaine collective, il donne une vitalité indestructible à la nation et peut facilement réapparaître, même là où il semblait avoir été aboli. Mais nous ne pouvons pas à coup sûr tirer argument de l'équilibre actuel des tendances en ce commencement d'une grande ère de transition. Déjà, non seulement des idées mais des forces sont à l'œuvre, d'autant plus puissantes qu'elles appartiennent à l'avenir et non aux pouvoirs établis du présent ; elles peuvent réussir à subordonner le nationalisme beaucoup plus tôt que nous ne sommes actuellement enclins à le concevoir.

Si le principe d'un État mondial est mené à sa conclusion logique et à ses conséquences extrêmes, il en résultera un processus foncièrement analogue (avec toutes les différences nécessaires dans la manière, la forme ou l'ampleur de l'exécution) à celui par

lequel, au cours de la formation de l'État national, le gouvernement central — la monarchie tout d'abord, puis l'assemblée et le pouvoir exécutif démocratiques — a rassemblé l'administration entière de la vie nationale. Il y aura une centralisation de tous les pouvoirs, militaire, policier, administratif, judiciaire, législatif, économique, social et culturel, entre les mains de l'autorité internationale unique. L'esprit de cette centralisation sera fortement unitaire et le principe d'uniformité sera mis en vigueur pour ses grands avantages pratiques ; il en résultera une mécanisation rationalisée de la vie humaine et de ses activités dans le monde entier, avec pour objet principal, la justice, le bien-être universel, l'économie de l'effort et l'efficacité scientifique. Au lieu de l'activité individuelle des groupes nationaux dont chacun travaille pour soi avec le maximum de frictions, de gaspillages et de conflits, nous aurons un effort de coordination semblable à celui qui règne dans un État moderne bien organisé où l'idée complète est un socialisme d'État intégral — encore nulle part réalisé, certes, mais rapidement en voie d'apparition¹. Si nous jetons un bref coup d'œil sur les différents domaines de l'activité commune, nous constaterons que cette évolution est inévitable.

Nous avons déjà vu que le pouvoir militaire tout entier (et dans un État mondial ceci veut dire une police armée internationale) doit être concentré entre les mains d'une autorité commune unique, sinon l'État ne peut pas durer. Une certaine concentration du pouvoir de décision finale en matière économique deviendra également inévitable avec le temps. Et finalement, cette suprématie continuera de s'étendre jusqu'à ce que son emprise devienne absolue. Car la vie économique du monde devient toujours plus une et indivisible ; or, l'état actuel des relations internationales

1. Depuis que ce livre a été écrit, l'apparition du socialisme d'État s'est accélérée et perfectionnée dans trois au moins des grandes nations ; une imitation plus hésitante et moins clairement consciente se fait jour également en de plus petits pays. (*Note de Sri Aurobindo*)

est une condition anormale où les principes opposés sont partiellement en conflit, partiellement et tant bien que mal adaptés les uns aux autres — et ce bien même est mauvais ou nuisible à l'intérêt commun. D'un côté, nous avons une unité sous-jacente qui fait que chaque nation dépend commercialement de toutes les autres ; de l'autre, un esprit national de jalousie, d'égoïsme et un sentiment d'existence séparée, qui font que chaque nation s'efforce d'affirmer son indépendance industrielle tout en cherchant à étendre ses activités commerciales extérieures et à s'emparer des marchés étrangers. À présent, l'interaction de ces deux principes est réglée par le jeu admis des forces naturelles, par des pratiques et des ententes tacites, par des systèmes de tarifs protecteurs, de primes et de subventions d'État d'une sorte ou d'une autre, ou par des traités et des accords commerciaux. Inévitablement, à mesure que l'État mondial grandira, ces procédés paraîtront une anomalie et un gaspillage non économique. Une autorité internationale efficace sera obligée d'intervenir de plus en plus et de modifier les libres transactions entre nations. Les intérêts commerciaux de l'ensemble de l'humanité prendront le pas ; les sentiments d'indépendance et les ambitions ou les jalousies commerciales d'une nation ou de l'autre seront contraints de se subordonner au bien humain. L'idéal de l'exploitation mutuelle fera place à l'idéal d'une participation convenable et adéquate à la vie économique unifiée de l'espèce. Et surtout, de même que le socialisme s'est étendu et a entrepris de réglementer toute l'existence économique des pays séparés, de même dans le domaine international, le principe de réglementation gagnera du terrain, et finalement l'État mondial sera appelé à prendre en main la bonne organisation de la production et de la distribution industrielles mondiales. On pourrait laisser temporairement chaque pays subvenir à ses besoins indispensables, mais finalement il est probable que cela ne sera plus jugé indispensable — pas plus qu'il n'est nécessaire au pays de Galles ou à l'Écosse de produire tout ce dont ils ont

besoin, indépendamment du reste des îles Britanniques, ou à une province de l'Inde de devenir une unité économique indépendante du reste du pays : chacun ne produira et ne distribuera que ce qui s'avère être pour lui le plus avantageux, le plus naturel, le plus efficace et le plus économique, suivant la demande et les besoins communs de l'espèce (dont feront inséparablement partie les besoins et les demandes de chacun). Chacun obéira au système qui a été fixé par la volonté commune de l'humanité représentée par son gouvernement central, conformément à une méthode dont les principes seront uniformes, même s'ils varient dans les détails locaux, afin que cette machine nécessairement compliquée ait le fonctionnement le plus simple, le plus régulier et le plus rationnel possible.

L'administration de l'ordre public de la société est un sujet de préoccupation moins pressant aujourd'hui qu'il ne l'était pour les États nationaux à leur période de formation quand il fallait presque créer l'élément d'ordre, quand la violence, les crimes et la révolte étaient non seulement plus aisés mais constituaient un penchant plus naturel et plus général de l'humanité. De nos jours, les sociétés sont non seulement passablement bien organisées sous ce rapport et pourvues de toutes les conventions absolument nécessaires entre pays, mais aussi, grâce à un système minutieux de conseils nationaux, régionaux et municipaux, elles sont étroitement liées par des communications de plus en plus rapides ; l'État peut réglementer certaines parties de l'ordre public que les gouvernements plus frustes du passé étaient tout à fait incapables de contrôler effectivement. Dans un État mondial, penserait-on, chaque pays pourrait être laissé à sa propre initiative et régler son ordre intérieur, et certainement toute sa vie politique, sociale et culturelle séparée. Mais même là, il est probable que l'État mondial insistera sur une centralisation et une uniformité plus grandes que toutes celles que nous pouvons volontiers imaginer maintenant.

Par exemple, dans cette lutte continuelle de la société contre l'élément criminel encore indéradicable qu'elle engendre en son propre sein, on finira sûrement par reconnaître la grossièreté du système actuel et tenter sérieusement de traiter ce problème d'une façon plus radicale. La première tâche sera d'observer et de surveiller étroitement cette grande masse de matière humaine corrompue qui se recrée constamment, où le bacille du crime trouve son bouillon de culture naturel. À présent, on y parvient très grossièrement et très imparfaitement — et la plupart du temps seulement après la perpétration du crime — grâce aux polices séparées de chaque nation, pourvues de traités d'extradition et d'accords officieux d'assistance mutuelle pour prévenir toute évasion en d'autres pays. L'État mondial insistera sur une surveillance internationale autant que sur une surveillance locale, afin non seulement de traiter le phénomène que l'on pourrait appeler « crime international » ou désordre international (phénomène qui prendra probablement de larges proportions dans les conditions futures), mais surtout de régler le problème plus important de la prévention du crime.

Car la seconde tâche qui se fera sentir dans l'État mondial, sera de traiter le crime dès le début et à sa source. Il pourra tenter de le faire, d'abord par une méthode plus éclairée d'éducation et de formation morale du caractère, qui rendra plus difficile le développement des penchants criminels; ensuite, par des méthodes scientifiques et eugéniques d'observation, de traitement, d'isolement, et peut-être de stérilisation de la matière humaine corrompue; enfin, par un système pénal et un régime pénitentiaire lucides et humanitaires qui n'auront plus pour but de punir mais de réformer le criminel naissant ou endurci. Il insistera sur la nécessité d'une certaine uniformité de principes afin d'éviter que certains pays persévèrent dans leurs systèmes arriérés et périmés, ou inférieurs, ou extravagants, et n'aillent ainsi à l'encontre du but général. Il sera nécessaire, ou en tout

cas très souhaitable, qu'un certain contrôle soit exercé par une autorité centrale. De même pour les méthodes judiciaires. Le système actuel est encore considéré comme éclairé et civilisé — et il l'est en comparaison des méthodes médiévales —, mais un temps viendra sûrement où il sera jugé grotesque, inefficace, irrationnel et, sous bien de ses principaux aspects, à demi barbare : au mieux, une adaptation partielle des méthodes confuses et arbitraires propres à un état primitif de pensée, de sentiment et de vie en société. Avec le développement d'un système plus rationnel, il paraîtra intolérable de conserver dans une partie quelconque du monde les vieux principes et les vieilles méthodes juridiques et judiciaires ; l'État mondial sera amené à uniformiser les nouveaux principes et les méthodes nouvelles par une législation commune et probablement par un contrôle général centralisé.

On peut admettre que l'uniformité et la centralisation seraient avantageuses dans tous ces domaines, et jusqu'à un certain point inévitables ; la jalousie des séparatismes nationaux et des indépendances nationales n'auraient plus loisir, dans ces conditions, de venir contrarier le bien général de l'humanité. Cependant, il devrait être permis aux nations de suivre leurs idéaux et leurs inclinations propres, du moins pour le choix de leur système politique et dans les diverses sphères de leur vie sociale, et d'être sainement et naturellement libres. On peut même dire que les nations ne toléreront jamais une intrusion sérieuse en ces domaines et que tout ce qui voudrait se servir de l'État mondial à cette fin, serait fatal à l'existence même de l'État mondial. À vrai dire, le principe de non-intervention politique sera probablement beaucoup moins respecté dans l'avenir qu'il ne l'a été dans le passé ou qu'il ne l'est à présent. Il a toujours fait faillite au moment des grandes luttes passionnées entre les idées politiques en litige : entre l'oligarchie et la démocratie dans l'ancienne Grèce, entre l'Ancien Régime et les idées de la Révolution française dans

l'Europe moderne. Mais maintenant, nous assistons à un autre phénomène ; le principe contraire d'intervention s'érige lentement en règle consciente de la vie internationale. De plus en plus, les ingérences se multiplient, comme celle de l'Amérique à Cuba, non pour des raisons avouées d'intérêt national, mais ostensiblement au nom de la liberté, du constitutionnalisme et de la démocratie, ou au nom de quelque principe politique et social opposé, donc pour des raisons internationales et en vertu de l'argument pratique que les arrangements intérieurs d'un pays concernent, dans certaines conditions de désordre et de carence, non seulement le pays lui-même mais ses voisins et l'humanité entière. Ce même principe a été invoqué par les Alliés pour la Grèce pendant la guerre. Il a été appliqué à l'une des plus puissantes nations du monde lorsque les Alliés refusèrent de traiter avec l'Allemagne ou de la réadmettre pratiquement dans le conseil des nations à moins qu'elle ne répudie son système et ses principes politiques actuels et n'adopte les formes modernes de la démocratie en abjurant tout vestige de gouvernement absolutiste¹.

L'idée que l'humanité a un intérêt commun aux affaires intérieures d'une nation ne peut manquer de croître à mesure que la vie humaine s'unifiera davantage. La grande question politique de l'avenir sera probablement le défi du socialisme, le parachèvement d'un État omnipotent. Et si le socialisme triomphe parmi les principales nations du monde, il cherchera inévitablement à imposer sa loi partout, non seulement par une pression indirecte mais même par une intervention directe dans les pays qu'il considérera comme arriérés. Une autorité

1. L'intervention à peine déguisée des puissances fascistes en Espagne pour combattre et renverser le gouvernement démocratique du pays, est un exemple frappant d'un état de choses qui se multipliera probablement dans l'avenir. Depuis lors, dans ce même pays, nous avons eu une intervention en sens contraire pour faire pression sur le régime de Franco (une pression assez incomplète et irrésolue) afin qu'il change ses méthodes et ses principes. (*Note de Sri Aurobindo*)

internationale, parlementaire ou autre, au sein de laquelle il aura la majorité ou une influence prépondérante, serait un moyen trop commode pour être négligé. En outre, il serait probablement tout aussi impossible à un État mondial principalement socialiste d'accepter en son sein des nations capitalistes, qu'à une Grande-Bretagne socialiste ou capitaliste d'accepter une Écosse ou un pays de Galles capitaliste ou socialiste. D'ailleurs, si toutes les nations adoptent la forme socialiste, il sera assez naturel que l'État mondial coordonne tous ces socialismes séparés en un unique grand système de vie humaine. Mais le socialisme, poussé à son état de développement complet, implique la destruction de la distinction entre les activités politiques et les activités sociales ; il implique la socialisation de la vie commune et la sujétion de tous les domaines de la société à l'organisation de son gouvernement et de son administration. Rien de petit ni de grand n'échappe à sa compétence. Naissance et mariage, travail, amusement et repos, éducation, culture, formation du corps et du caractère, le sens socialiste ne laisse rien hors de sa prise ni de son contrôle affairé et intolérant. Par conséquent, si l'on admet qu'un socialisme international s'établisse, il est vraisemblable que ni la politique ni la vie sociale des peuples séparés n'échapperont au contrôle centralisé de l'État mondial¹.

Pareil système mondial est en fait très éloigné de nos conceptions présentes et de nos habitudes de vie enracinées, mais ces conceptions et habitudes sont déjà radicalement soumises à de puissantes forces de changement. De plus en plus, l'uniformité est en train de devenir la loi du monde, et, en dépit des sentiments ou malgré les efforts conscients de conservation et de renouveau,

1. Cet aspect du socialisme en action a reçu une confirmation frappante avec la tendance au contrôle gouvernemental total en Allemagne et en Italie. Le conflit entre le national-socialisme (fascisme) et le socialisme marxiste pur ne pouvait être prévu au moment où ce livre fut écrit ; mais quelle que soit la forme qui prévaudra, le principe reste le même. (*Note de Sri Aurobindo*)

les individualités locales trouvent de plus en plus difficile de survivre. Or, le triomphe de l'uniformité favorisera naturellement la centralisation ; l'instinct foncier de séparatisme disparaîtra. Et une fois la centralisation accomplie, celle-ci à son tour favorisera une uniformité plus complète. Si quelque décentralisation reste indispensable dans une humanité uniforme, elle le sera pour la commodité de l'administration et non pour des raisons de vraies variations séparatives. Une fois le sentiment national étouffé sous l'internationalisme triomphant, les grandes questions de culture et de race resteront les seules raisons de conserver un fort principe de séparation (subordonné toutefois) au sein de l'État mondial. Mais les différences de culture sont aujourd'hui tout aussi menacées que n'importe quel autre principe plus extérieur de variation de groupe. Les différences entre les nations européennes sont simplement les variations mineures d'une culture occidentale commune. Et maintenant que la science, ce grand pouvoir d'uniformisation de la pensée, de la vie et des méthodes, occupe de plus en plus la majeure partie de la culture et de la vie, et menace d'occuper tout, l'importance de ces variations diminuera probablement. La seule différence radicale qui subsiste encore est celle qui sépare la mentalité de l'Occident de la mentalité de l'Orient. Mais ici aussi, l'Asie subit le flux de l'europanisme, et si léger soit-il, l'Europe commence à sentir le reflux de l'influence asiatique. Une culture mondiale commune est l'aboutissement le plus probable. Dès lors, l'objection valable à la centralisation perdra beaucoup de sa force, à moins qu'elle ne disparaisse tout à fait. Le sens racial est peut-être un obstacle plus fort parce qu'il est plus irrationnel ; mais lui aussi peut également être aboli par des échanges intellectuels, culturels et physiques plus étroits, inévitables dans un proche avenir¹.

1. Le racisme fasciste et nazi s'oppose à cette probabilité et, s'il reste irréductible, rendra l'unification impossible, sauf par la conquête ou le contrôle du monde par quelques grandes puissances. Il se peut cependant que ce soit là seulement une phase passagère. (*Note de Sri Aurobindo*)

Le rêve du penseur socialiste cosmopolite peut donc se réaliser, après tout. Si la tendance actuelle des forces mondiales persiste puissamment, il est en un sens inévitable. Même ce qui semble maintenant le plus chimérique — un langage commun — peut devenir une réalité. Car un État tend naturellement à instituer un langage unique pour servir ses affaires publiques, sa pensée et sa littérature ; le reste tombe dans le patois, les dialectes, les langues provinciales, comme le gallois en Grande-Bretagne ou le breton et le provençal en France. Les exceptions, comme la Suisse, sont rares (à peine une ou deux tout au plus) et elles ne subsistent que grâce à des conditions exceptionnellement favorables. En fait, il est difficile de supposer que des langues possédant une littérature puissante et parlées par des millions d'hommes cultivés, accepteront qu'on les relègue à une position de second rang, encore moins qu'on les étouffe sous quelque langage humain, ancien ou nouveau. Mais on ne peut pas affirmer que la raison scientifique, prenant possession du mental de l'espèce et rejetant tout sentiment séparatiste comme un anachronisme barbare, ne puisse un jour accomplir même ce miracle psychologique. En tout cas, la diversité des langues n'est pas nécessairement un obstacle insurmontable à l'uniformité de la culture, de l'éducation, de la vie et de l'organisation, ni à un mécanisme scientifique régulateur qui s'appliquera à toutes les branches de la vie et sera fixé pour le bien de tous et par la volonté et l'intelligence unies de l'espèce humaine. Or, c'est ce que signifierait l'État mondial tel que nous l'avons imaginé ; c'est son sens, sa justification, son but humain. Il est probable que c'est cela et rien de moins que l'on considérera finalement comme la justification complète de son existence.

Le péril d'un État mondial

Telle est donc la forme extrême que peut prendre un État mondial, la forme rêvée par les penseurs socialistes, scientifiques et humanitaires qui représentent la mentalité moderne à son point de conscience le plus haut, et qui sont donc capables de déceler l'orientation de ses tendances, bien que pour la mentalité semi-rationnelle de l'homme ordinaire dont les perspectives ne dépassent pas le jour présent et son lendemain immédiat, leurs spéculations puissent paraître chimériques et utopiques. En fait, elles ne le sont nullement ; dans leur essence (mais pas nécessairement dans leur forme) elles sont, nous l'avons vu, non seulement le résultat logique mais l'aboutissement pratique inévitable de l'élan naissant vers l'unité humaine, à supposer que celle-ci doive s'effectuer selon un principe d'unification mécanique, c'est-à-dire par le principe de l'État. Pour cette raison, nous avons trouvé nécessaire d'examiner les principes et les nécessités opérantes qui ont présidé à la formation d'un État national unifié, et finalement socialiste, afin de voir comment, pour une unification internationale, le même mouvement devrait aboutir aux mêmes résultats, par une nécessité de formation analogue.

Le principe de l'État conduit nécessairement à l'uniformité, à la réglementation, à la mécanisation ; sa fin inévitable est le socialisme. Rien n'est fortuit, rien n'est laissé au hasard dans le développement politique et social ; l'émergence du socialisme n'est pas un accident ni un événement qui aurait pu ne pas être, mais l'inévitable résultat contenu dans la semence même de l'idée d'État. Le socialisme est devenu inévitable dès l'instant où l'idée d'État a commencé de se forger dans les faits. L'œuvre

des Alfred, des Charlemagne et autres unificateurs nationaux ou impériaux prématurés, contenait déjà ce sûr résultat, car les hommes travaillent presque toujours sans connaître ce pour quoi ils ont travaillé. Mais en nos temps modernes, les signes sont si clairs que nous ne pouvons pas nous laisser tromper ni imaginer, quand nous commençons à fonder l'unification mondiale sur une base mécanique, que le résultat contenu dans cet effort même, n'insistera pas pour se manifester, si étranger puisse-t-il paraître maintenant à toutes les possibilités immédiates ou même lointaines. Une stricte unification, une vaste uniformité, une socialisation réglementée de l'humanité unie, tels seront les fruits prédestinés de notre labeur.

Ce résultat ne pourrait être évité que si quelque force contraire intervenait et mettait son veto, comme il est arrivé en Asie où l'idée d'État, bien qu'affirmée avec force dans certaines limites, ne put jamais se réaliser au-delà d'un certain point, car les principes fondamentaux de la vie nationale s'opposaient à l'intolérance de sa manifestation complète. Les races d'Asie, même les mieux organisées, ont toujours été des peuples plutôt que des nations au sens moderne. Elles étaient des nations en ce sens seulement qu'elles avaient une vie d'âme commune, une culture commune, une organisation sociale commune, une tête politique commune, mais ce n'étaient pas des États nationaux. La machine étatique n'existait que dans un but restreint et superficiel ; en réalité, la vie du peuple était déterminée par d'autres pouvoirs, auxquels l'État ne pouvait toucher. Sa fonction principale était de préserver et de protéger la culture nationale et de maintenir un ordre politique, social et administratif suffisant (immuable autant que possible) afin que la vie réelle du peuple fonctionnât sans heurts, à sa manière particulière et selon ses tendances innées. Pour l'espèce humaine, quelque unité de ce genre serait possible, au lieu d'un État mondial organisé, si les nations de l'humanité réussissaient à garder leur instinct nationaliste intact et assez fort pour résister

à la domination de l'idée d'État. Alors, le résultat ne serait pas une unique nation humaine au sein d'un État mondial, mais un unique peuple humain au sein d'une libre association d'unités nationales. Ou bien, il se pourrait que la nation telle que nous la connaissons, disparaisse, mais que se forment des unités de groupement d'un genre nouveau dont le fonctionnement social, économique et culturel serait pacifiquement et naturellement assuré par une machine d'ordre international adéquate.

Laquelle de ces deux possibilités majeures serait-elle donc préférable? Pour répondre à cette question, il faut se demander quel serait, pour la vie de l'espèce humaine, le bilan des gains et des pertes qui résulterait de la création d'un État mondial unifié? En toute probabilité, et compte tenu des vastes changements intervenus depuis lors, les résultats seraient essentiellement très semblables à ceux que nous observons dans l'ancien Empire romain. À l'actif, nous aurions tout d'abord un gain énorme : la paix du monde assurée. Elle ne serait peut-être pas absolument à l'abri des perturbations et des chocs intérieurs, mais à supposer qu'un certain nombre de questions en suspens soient réglées avec un semblant de permanence, nous aurions même éliminé les violents conflits civils intermittents qui troublaient l'économie de l'ancienne Rome impériale ; les désordres encore susceptibles de se produire, quels qu'ils soient, n'ébranleraient pas nécessairement la structure bien établie de la civilisation au point de la jeter encore une fois dans les affres d'une grande refonte radicale et violente. La paix assurée, nous verrions un développement sans parallèle du bien-être et du confort. Un grand nombre de problèmes en suspens seraient résolus par l'intelligence unie de l'humanité travaillant comme une unité et non plus comme des fragments. La vie dynamique de l'espèce se stabiliserait au sein d'un ordre rationnel assuré, confortable, bien réglé, bien informé, pourvu d'un mécanisme satisfaisant et capable de faire face à toutes les difficultés, toutes

les exigences, tous les problèmes, en évitant autant que possible frictions et troubles, ou simplement ces incertitudes qui naissent du risque et du danger. Tout d'abord, nous serions les témoins d'une vaste floraison culturelle et intellectuelle. La science s'organiserait pour améliorer la vie humaine, accroître la connaissance et l'efficacité mécanique. Les diverses cultures du monde (du moins celles qui existeraient encore en tant que réalités séparées) non seulement échangeraient plus intimement leurs idées, mais verseraient leurs acquisitions au fonds commun ; de nouveaux motifs et de nouvelles formes feraient leur apparition pendant un temps dans la pensée, la littérature, l'art. Les hommes se rencontreraient beaucoup plus profondément et plus complètement qu'avant, ils jouiraient d'une meilleure compréhension mutuelle, débarrassée de bien des motifs accidentels de conflit, de haine et d'aversion mutuelle qui existent maintenant, et parviendraient ainsi, sinon à la fraternité (qui ne peut s'obtenir par une simple union politique, sociale et culturelle), du moins à quelque imitation de la fraternité, à une association et des échanges suffisamment bienveillants. Nous verrions une splendeur, un bien-être et une aménité sans précédents dans le développement de la vie humaine, et sans doute quelque grand poète de cet âge écrivant dans la langue officielle ou commune (disons l'esperanto ?) chanterait-il avec confiance l'approche de l'âge d'or, ou même proclamerait son avènement effectif et sa durée éternelle. Mais au bout d'un certain temps, la force tarirait, la mentalité et la vie humaines perdraient leur dynamisme, puis viendraient la stagnation, la décadence, la désintégration. L'âme de l'homme commencerait à flétrir au milieu de ses acquisitions.

Ce résultat serait dû essentiellement aux mêmes raisons que dans l'exemple romain. Les conditions d'une vie vigoureuse auraient disparu : la liberté, le flux des variations, le choc mutuel des vies différenciées qui se développent librement. On peut

dire que cette situation ne pourra pas se produire puisque l'État mondial sera un État démocratique libre et non un empire ni une autocratie étouffant la liberté, puisque la liberté et le progrès sont les principes mêmes de la vie moderne et qu'aucune conjoncture ne sera tolérée qui vienne à l'encontre de ce principe. Mais dans tout cela, la sécurité apparemment offerte, n'existe pas vraiment. Ce qui existe maintenant, ne persistera pas nécessairement en des conditions tout à fait différentes, et l'idée même de cette persistance est un étrange mirage que les circonstances actuelles projettent sur les circonstances probablement toutes différentes de l'avenir. La démocratie n'est d'aucune manière une sûre garantie de la liberté; au contraire, nous voyons aujourd'hui le système démocratique de gouvernement s'acheminer lentement et sûrement vers une annihilation organisée de la liberté individuelle, à un point que l'on n'aurait pas pu imaginer dans les anciens systèmes aristocratiques et monarchiques. Certes, il se peut que la démocratie ait mis fin aux formes d'oppression despotique les plus violentes et les plus brutales qui s'associaient à ces systèmes, et délivré les nations assez fortunées pour parvenir à des formes libérales de gouvernement — et c'est sans doute un gain considérable. L'oppression ne se réveille plus maintenant qu'en période de révolution et d'embrasement, souvent sous la forme d'une tyrannie de la populace ou d'une sauvage répression révolutionnaire ou réactionnaire. Mais nous sommes en présence d'une dépossession de la liberté, plus respectable en apparence, plus subtile et plus systématique, plus modérée en sa méthode parce qu'elle s'appuie sur une force plus grande et, par là même, plus efficace et plus totale. La « tyrannie de la majorité » est devenue une expression courante, et ses effets abrutissants ont été vivement critiqués par certains penseurs modernes¹; mais ce que l'avenir nous promet, est quelque chose de plus formidable encore : la tyrannie de la

1. Ibsen notamment, dans sa pièce *L'Ennemi du Peuple*. (Note de Sri Aurobindo)

totalité, de la masse auto-hypnotisée, sur les unités et les groupes constitutifs¹.

Nous sommes là devant un fait très remarquable, d'autant plus remarquable que la liberté individuelle était l'idéal proclamé à l'origine du mouvement démocratique, tant dans l'antiquité que dans les temps modernes. Les Grecs associaient la démocratie à deux idées principales : d'abord, pour chaque citoyen, une part effective et personnelle au gouvernement, à la législation et à l'administration réelles de la communauté; ensuite, une grande liberté individuelle de tempérament et d'action. Mais aucune de ces caractéristiques ne peut fleurir dans le type moderne de démocratie, encore que les États-Unis d'Amérique, à une certaine époque et jusqu'à un certain point, aient montré quelque inclination en ce sens. Dans les grands États, la part personnelle de chaque citoyen au gouvernement ne peut pas être effective; chacun ne peut avoir qu'une part égale — illusoire pour l'individu bien qu'effective pour la masse — dans le choix périodique de ses législateurs et de ses administrateurs. Même si, pratiquement, ceux-ci doivent être élus dans une classe qui représente toute la communauté ou même seulement la majorité (c'est-à-dire la classe moyenne à présent et presque partout), ces législateurs et administrateurs, néanmoins, ne représentent pas vraiment leurs électeurs. Le Pouvoir qu'ils représentent est quelque chose d'autre; c'est une entité sans forme et sans corps qui s'est substituée au monarque et à l'aristocratie, un être collectif impersonnel qui dans l'énorme mécanique de l'État moderne, revêt une sorte de forme extérieure, ou de corps, et une action consciente. Devant ce pouvoir, l'individu est beaucoup

1. On a pu observer un début radical de ce phénomène en Italie fasciste et en Russie soviétique. Au moment où ce qui précède fut écrit, cette éventualité ne pouvait être envisagée que comme une prévision spéculative. Plus tard, elle a pris des proportions grandissantes, et maintenant nous pouvons voir son corps complet et redoutable. (*Note de Sri Aurobindo*)

plus désarmé qu'il ne l'était devant les anciennes oppressions. Quand il sent sa pression le broyer dans son moule uniforme, il n'a d'autre ressource qu'un anarchisme impuissant ou une retraite (encore possible jusqu'à un certain point) dans la liberté de son âme ou dans la liberté de son être intellectuel.

L'un des gains de la démocratie moderne — que l'idéal ancien n'avait pas réalisé au même degré et auquel le monde n'a pas encore renoncé — est la complète liberté de parole et de pensée. Tant que cette liberté subsistera, la crainte d'une condition humaine statique, et par suite stagnante, peut sembler sans fondement, surtout quand cette liberté s'accompagne d'une instruction universelle qui fournit une pépinière humaine aussi large que possible pour produire une force de réalisation. Mais la liberté de pensée et de parole (et les deux vont nécessairement de pair, car il ne peut pas y avoir de vraie liberté de pensée quand la liberté de parole est cadencée) n'est pas vraiment complète sans une liberté d'association ; la libre parole implique une libre propagande, et la propagande ne devient efficace que par une association effective pour réaliser les buts proclamés. Cette troisième liberté existe aussi dans tous les États démocratiques, avec des restrictions plus ou moins limitatives et des sauvegardes prudentes. Cependant, on peut se demander si ces grandes libertés fondamentales sont vraiment acquises en toute sécurité pour l'espèce humaine (nous laisserons de côté leur suspension occasionnelle, même chez les nations libres, et les restrictions considérables qui les enserrant dans les pays asservis) ? Il est possible que l'avenir nous réserve là certaines surprises¹. La liberté de pensée serait la dernière liberté humaine directement attaquée par l'État réglementant tout, qui

1. Ce n'est plus une surprise mais chaque jour davantage un fait accompli. En ce moment, la liberté de parole et de pensée n'existe plus en Russie ; pendant un temps, elle a été entièrement suspendue en Allemagne et dans le sud de l'Europe. (*Note de Sri Aurobindo*)

cherchera tout d'abord à réglementer la vie entière de l'individu sur le modèle approuvé par le mental collectif ou par les dirigeants. Mais quand il verra combien la pensée est suprémalement importante pour le modelage de la vie, il sera amené à s'en saisir aussi et à former la pensée de l'individu par une instruction d'État, à le dresser à accepter les idées éthiques, sociales, culturelles, religieuses, approuvées par la communauté, comme le firent de nombreux systèmes d'éducation antiques. Seulement, s'il trouve cette arme inefficace, il cherchera probablement à limiter la liberté de pensée d'une manière directe, au nom de la sécurité de l'État et de la civilisation en danger. Déjà, nous voyons s'annoncer ici et là, d'une façon des plus inquiétantes, le droit d'intervention de l'État dans la pensée individuelle. On aurait imaginé que la liberté religieuse était au moins assurée pour l'humanité ; mais nous avons vu récemment un protagoniste de la pensée nouvelle déclarer catégoriquement la doctrine que « l'État n'est nullement soumis à l'obligation de reconnaître la liberté religieuse de l'individu et que même s'il accorde la liberté de pensée religieuse, ce ne peut être que pour des raisons de convenance et non comme un droit ». Il n'existe aucune obligation, affirme-t-on, de permettre la liberté de culte ; et ceci semble logique, en effet, car, si l'État a le droit de réglementer toute la vie de l'individu, il doit certainement avoir le droit de réglementer sa religion, qui représente une part si importante de sa vie, et sa pensée qui a un effet si puissant sur son existence¹.

Si l'on suppose l'avènement d'un État mondial socialiste totalement régulateur, la liberté de pensée, sous pareil régime,

1. Croire que l'État hésiterait longtemps à supprimer complètement la liberté de pensée, était une erreur de prévision. Il l'a fait immédiatement et d'une façon décisive en Russie bolchevique et dans les États totalitaires. La liberté religieuse n'est pas encore tout à fait abolie, mais elle est sévèrement réduite en Russie sous la pression de l'État, comme elle l'a été en Allemagne. (*Note de Sri Aurobindo*)

signifierait nécessairement la liberté de critique, non seulement des détails mais des principes mêmes de l'ordre existant. Cette critique, si elle ne regarde pas le passé mort mais l'avenir, ne pourrait prendre qu'une seule direction, celle de l'anarchisme, soit du genre spirituel tolstoïen, soit l'anarchisme intellectuel qui maintenant est le credo d'une petite minorité, mais néanmoins une force en croissance dans bien des pays d'Europe. Cet anarchisme aurait pour évangile le libre développement de l'individu et dénoncerait le gouvernement comme un mal en soi — pas même comme un mal nécessaire. Il affirmerait qu'une libre et pleine croissance individuelle — une croissance du dedans — religieuse, éthique, intellectuelle et émotive, est le véritable idéal de la vie humaine, et que tout le reste ne vaut pas la peine d'être acquis s'il doit se payer du prix d'un renoncement à cet idéal, renoncement qu'il qualifierait de perte de l'âme. Cet anarchisme prêcherait la société idéale de la libre association ou de la fraternité des individus sans gouvernement ni contrainte d'aucune sorte.

Que ferait l'État mondial devant ce genre de libre pensée ? Il pourrait la tolérer tant qu'elle ne se traduirait pas par quelque action individuelle ou concertée ; mais si elle se répandait ou tentait de s'affirmer pratiquement dans la vie, tout le principe de l'État et de son existence serait attaqué, sa base même sapée, minée, mise en danger imminent. Arrêter la destruction à sa source ou consentir à la subversion, serait pour le Pouvoir établi la seule alternative. Mais avant même que pareille nécessité puisse survenir, le principe de la réglementation étatique totale se serait étendu à la réglementation de la vie mentale de l'individu par la mentalité collective, autant qu'à celle de sa vie physique, comme le voulait l'idéal des civilisations précédentes. Il en résulterait nécessairement un ordre de société statique, car sans liberté individuelle, une société ne peut pas progresser. Elle est obligée de tomber dans l'ornière ou la routine d'une perfection réglementée

(ou de ce qu'elle appellerait ainsi) par la rationalité même de son système et la conception équilibrée de l'ordre qu'elle incarne. La masse commune est toujours statique et conservatrice en sa conscience; elle n'avance que lentement et suit les lents processus de la Nature subconsciente. L'individu libre est le progressiste conscient; c'est seulement quand il peut communiquer à la masse sa propre conscience dynamique et créatrice, qu'une société progressiste devient possible.

La diversité dans l'unité

Il est essentiel de ne jamais perdre de vue les réalités et les pouvoirs fondamentaux de la vie si nous ne voulons pas être trahis par la domination arbitraire de la raison logique, son attachement aux idées rigoureuses et limitatives, et être entraînés à des expériences qui, bien que commodes pratiquement et captivantes pour une pensée unitaire et symétrique, pourraient bien détruire la vigueur de la vie et appauvrir ses sources. Car ce qui est parfait et satisfaisant pour les systèmes de la raison logique, peut cependant ne tenir aucun compte de la vérité de la vie et des besoins vivants de l'espèce. L'unité n'est pas du tout une idée arbitraire et irréaliste : c'est la base même de l'existence. L'esprit en évolution dans la Nature est poussé à réaliser consciemment à son sommet l'unité qui est secrètement à la base de toutes choses ; l'évolution avance par la diversité, elle va de l'unité simple à l'unité complexe. L'espèce humaine avance vers l'unité et elle doit un jour la réaliser.

Mais l'uniformité n'est pas la loi de la vie. La vie existe par la diversité ; elle exige que chaque groupe, chaque être — alors même qu'il est un avec tout le reste en son universalité — soit néanmoins unique par quelque principe ou quelque détail de variation bien réglé. La surcentralisation, condition d'une uniformité pratique, n'est pas une saine méthode de vie. Certes, l'ordre est la loi de la vie, mais une réglementation artificielle ne l'est pas. L'ordre salutaire est celui qui vient du dedans, parce qu'il est le résultat d'une découverte naturelle de notre propre loi et de la loi de nos relations avec autrui. Par conséquent, l'ordre vrai est celui qui se fonde sur la plus grande liberté possible ; car la liberté est à la fois la condition d'une variation

vigoureuse et la condition de la découverte de soi. La Nature assure les variations par la division en groupes et elle insiste sur la liberté en fortifiant l'individualité au sein des membres du groupe. Ainsi, pour être entièrement saine et en harmonie avec les lois profondes de la vie, l'unité de l'espèce humaine doit se fonder sur de libres groupements, et ces groupements eux-mêmes doivent résulter d'une association naturelle de libres individus. Cet idéal est certainement impossible à réaliser dans les conditions présentes, et peut-être même dans le proche avenir de l'humanité, mais il ne faudrait pas le perdre de vue, car plus nous pourrions nous en rapprocher, plus nous serons certains d'être sur le droit chemin. L'artificialité de la majeure partie de la vie humaine est la cause de ses maladies les plus profondément enracinées ; elle n'est pas fidèle à elle-même ni sincère avec la Nature, et par suite elle trébuche et souffre.

Nous pouvons constater l'utilité ou la nécessité des groupements naturels si nous examinons la raison d'être et le fonctionnement de l'un des grands principes de division dans la Nature : son insistance sur la diversité des langues. La recherche d'un langage commun à toute l'humanité était très en vogue à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci ; elle a donné naissance à des expériences diverses, dont aucune n'a réussi à s'imposer avec quelque permanence vivante. Or, quelle que soit la nécessité d'un moyen de communication unique pour l'humanité, et bien que l'on puisse y satisfaire en généralisant une langue artificielle et conventionnelle ou quelque langage naturel — à la façon dont le latin, et plus tard le français jusqu'à un certain point, ont servi pendant un temps de langue culturelle commune dans les relations entre les nations européennes, ou le sanskrit pour les peuples de l'Inde —, toute unification qui détruirait, éclipserait, rabaisserait ou découragerait le libre et large usage des diverses langues naturelles de l'humanité, ne pourrait manquer d'être préjudiciable à la vie et au progrès humains. La

légende de la tour de Babel veut que la diversité des langues soit une malédiction jetée sur l'espèce ; mais quels que soient ses désavantages (qui tendent d'ailleurs à diminuer de plus en plus à mesure que se développent la civilisation et les échanges), elle a été une bénédiction plutôt qu'une malédiction, un don plutôt qu'une tare imposée à l'humanité. L'exagération inutile d'une chose est toujours un mal, et le pullulement excessif de langues variées qui ne servent pas à l'expression d'une véritable diversité d'esprit et de culture, est certainement une entrave plutôt qu'une aide ; mais cet excès, qui a existé dans le passé¹, n'est guère à craindre dans l'avenir. La tendance va plutôt en sens contraire. Dans les temps anciens, la diversité de langage contribuait à dresser des barrières contre les connaissances et les sympathies ; souvent même, elle servait de prétexte à une véritable antipathie et encourageait une division trop rigide. Le manque d'interpénétration entretenait non seulement une absence passive de compréhension, mais une abondante moisson de malentendus actifs. Mais c'était le mal inévitable de cette étape particulière du développement, l'exagération de la nécessité qui existait alors de faire croître vigoureusement dans l'espèce humaine des âmes de groupe fortement individualisées. Ces désavantages n'ont pas encore disparu ; mais avec des échanges plus étroits et le désir croissant des hommes et des nations de connaître la pensée, l'esprit et la personnalité des autres nations, ils ont diminué et tendent à diminuer de plus en plus, et il n'est aucune raison qu'en fin de compte ils ne soient abolis.

La diversité des langues répond à deux desseins importants dans l'esprit humain : une utilité d'unification et une utilité de variation. Une langue contribue à rassembler les individus au sein

1. En Inde, les pédants énumèrent on ne sait combien de centaines de langues. C'est un exposé inexact et stupide. Il y a environ une douzaine de grandes langues ; le reste ne représente que des dialectes ou des survivances de parlers employés par des tribus aborigènes, et ils ne peuvent manquer de disparaître. (*Note de Sri Aurobindo*)

d'une large unité où la pensée grandit, le tempérament se forme et l'esprit mûrit. C'est un lien intellectuel, esthétique et expressif qui modère la division quand elle existe et fortifie l'unité une fois qu'elle est réalisée. Surtout, elle donne une conscience de soi à l'unité nationale ou raciale et crée le lien d'une expression commune et d'une histoire commune de leurs accomplissements. D'autre part, c'est un moyen de différenciation nationale, le plus puissant de tous peut-être ; ce n'est pas simplement un principe de division stérile mais un principe de différenciation fécond et utile. Car chaque langue est le signe et le pouvoir de l'âme du peuple qui la parle naturellement. Chaque langue crée donc son esprit particulier, le caractère propre à sa pensée, une certaine approche de la vie, de la connaissance et de l'expérience. Quand elle accueille la pensée des autres nations et leur expérience de la vie, leur impact spirituel, elle les transforme en quelque chose de nouveau qui lui est propre, et par ce pouvoir de transmutation, enrichit la vie humaine de ses emprunts fructueux au lieu de répéter simplement ce qui a déjà été acquis ailleurs. Il est donc d'une valeur capitale pour une nation, pour l'âme d'un groupe humain, de conserver sa langue et d'en faire un instrument de culture vigoureux et vivant. Une nation, une race ou un peuple qui perd son langage, ne peut pas vivre une vie complète ou authentique. Or, ce qui enrichit la vie nationale, enrichit aussi la vie générale de l'espèce humaine.

Les colonies britanniques, les États-Unis d'Amérique et l'Irlande sont des exemples de ce qu'un groupe humain distinct perd à ne pas posséder sa propre langue ou à échanger son expression naturelle contre une forme étrangère. Les colonies sont en fait des peuples séparés au sens psychologique, bien qu'elles ne soient pas encore des nations séparées. Anglaises pour la plupart, ou du moins pour une grande part, du fait de leur origine et de leurs sympathies politiques et sociales, elles ne sont cependant pas des répliques de l'Angleterre et possèdent déjà un tempérament

différent, une tournure qui leur est propre, un caractère spécial en formation. Mais cette personnalité nouvelle ne peut se manifester que dans les parties extérieures et mécaniques de leur vie, et même là, d'une façon très restreinte, peu effective et peu fructueuse. Les colonies anglaises ne comptent pas dans la culture du monde, parce qu'elles n'ont pas de culture indigène, parce que, du fait de leur langue, elles sont et doivent être de simples provinces de l'Angleterre. Toutes les particularités que leur vie mentale réussit à créer, tendront à produire un type de provincialisme et non une vie centrale, intellectuelle, esthétique, spirituelle, qui leur soit propre et puisse avoir une importance distincte pour l'humanité. Pour la même raison, l'Amérique tout entière, en dépit de son existence politique et économique puissamment indépendante, a eu tendance à demeurer une province de l'Europe au point de vue culturel — le Sud et le Centre parce qu'ils dépendent de la langue espagnole, et le Nord parce qu'il dépend de la langue anglaise. Seule, la vie des États-Unis tend à devenir et s'efforce d'être une grande existence culturelle séparée, mais leur succès n'est pas proportionné à leur puissance. Par leur culture, ils sont encore une province de l'Angleterre dans une large mesure. Ni leur littérature — en dépit de deux ou trois grands noms — ni leur art ni leur pensée, ni rien autre sur les plans supérieurs du mental, n'a réussi à atteindre une vigoureuse maturité et un type d'âme indépendant. Et ceci parce que leur instrument d'expression, leur langue, qui devrait être façonnée par la mentalité nationale et en retour façonner la mentalité nationale, a été formée et continue d'être formée par un autre pays doté d'une mentalité différente, et ainsi se trouve obligée de trouver là son centre et la loi de son développement. Eût-ce été dans l'ancien temps, l'Amérique du Nord aurait modelé et modifié l'anglais selon ses besoins particuliers jusqu'à ce qu'il devienne une nouvelle langue, comme les nations du Moyen Âge l'avaient fait pour le latin, et elle aurait ainsi créé un instrument

d'expression caractéristique ; mais dans les conditions modernes, ceci n'est guère possible¹.

L'Irlande avait sa langue propre quand sa nationalité et sa culture étaient libres ; la perte de cette langue a été une perte pour l'humanité autant que pour la nation irlandaise. Que n'aurait donné au monde, laissée dans ses conditions naturelles et pendant tous ces siècles, cette race celtique avec son fin penchant psychique, son intelligence prompte, son imagination délicate, elle qui a tant fait pour la culture et la religion européennes des premiers siècles ? Mais la langue étrangère qui lui fut imposée de force et la réduction de sa nationalité au rang de province, ont laissé l'Irlande muette et culturellement stagnante pendant des siècles, une force morte dans la vie de l'Europe. Nous ne pouvons pas compter pour compensation adéquate à cette perte, la petite influence indirecte que la race irlandaise a pu avoir sur la culture anglaise, ni les quelques contributions directes apportées par des Irlandais de valeur, obligés qu'ils étaient de couler leur génie naturel dans le moule d'une pensée étrangère. Même quand elle luttait pour la liberté et s'efforçait de recouvrer son âme libre et de lui donner une voix, l'Irlande était gênée d'avoir à se servir d'une langue qui n'exprimait pas naturellement son esprit ni sa tendance spéciale. Il se peut qu'avec le temps, elle surmonte l'obstacle, qu'elle fasse sienne cette langue, la force à devenir son instrument d'expression ; mais si jamais elle y réussit, il faudra longtemps avant qu'elle puisse le faire avec la même richesse, la même force et la même individualité franche qu'elle aurait eues en sa langue gaélique.

1. On nous assure qu'une formation indépendante de ce genre est en train de se produire en Amérique. Reste à savoir jusqu'à quel point elle deviendra une réalité vraiment vigoureuse. Jusqu'à présent, elle se borne à certaines tournures provinciales, à une sorte d'argot national ou de singularité pleine de verve. Même poussé à l'extrême, ce ne serait encore là qu'une sorte de dialecte et non un langage national. (*Note de Sri Aurobindo*)

Cette langue, elle a bien essayé de la recouvrer, mais les obstacles naturels étaient trop lourds et trop fortement établis, et le seront probablement toujours, pour que son entreprise soit tout à fait couronnée de succès.

L'Inde moderne est un autre exemple frappant. Rien n'a entravé davantage le progrès rapide de l'Inde, rien n'a empêché plus sûrement sa prise de conscience d'elle-même et son développement dans les conditions modernes, que cette longue éclipse des langues de l'Inde en tant qu'instrument culturel sous l'ombre de la langue anglaise. Il est significatif que la seule sous-nation de l'Inde qui ait dès le début refusé de se soumettre au joug, se soit consacrée au développement de son langage et en ait fait pendant longtemps sa préoccupation principale, lui ait voué ses penseurs les plus originaux et ses énergies les plus vivantes (accomplissant tout le reste pour la forme, négligeant le commerce, faisant de la politique un passe-temps intellectuel et oratoire), et que ce soit le Bengale qui le premier ait retrouvé son âme, se soit respiritualisé, ait forcé le monde entier à écouter ses grandes personnalités spirituelles¹, lui ait donné le premier poète moderne de l'Inde et le premier savant de réputation et de stature mondiales², qui ait rendu la vie et la vigueur à l'art moribond de l'Inde, qui ait été le premier à lui redonner sa place dans la culture du monde, et, pour récompense dans sa vie extérieure, le premier à créer une conscience politique et un mouvement politique vivant dont l'esprit et l'idéal central ne fussent pas une imitation ni un succédané³. Le langage compte tellement dans la vie d'une nation, il est d'un tel avantage pour la masse de l'humanité, que les âmes de groupe dans le monde devraient garder, développer et utiliser avec une vigoureuse individualité de groupe leur instrument naturel d'expression.

1. Sri Râmakrishna, Vivekânanda. (*Note de l'éditeur*)

2. Rabindranâth Tagore, J. G. Bose. (*Note de l'éditeur*)

3. Maintenant, cela va de soi, tout a changé en Inde et ces remarques ne s'appliquent plus à l'état de choses actuel. (*Note de Sri Aurobindo*)

Une langue commune favorise l'unité ; on pourrait donc soutenir que l'unité de l'espèce humaine exige une unité de langage ; les avantages de la diversité devraient être abandonnés pour un bien plus grand, même si le sacrifice temporaire est grave. Mais une langue commune ne favorise une unité réelle, féconde, vivante, que quand elle est l'expression naturelle de l'espèce, ou qu'elle est devenue naturelle après une longue adaptation et un long développement intérieurs. L'histoire des langues universelles parlées par des peuples pour qui elles n'étaient pas naturelles, n'est pas encourageante. Elles ont toujours fini par devenir des langues mortes ; stérilisantes tant qu'elles conservaient leur emprise, fructueuses seulement quand elles se décomposaient et s'éparpillaient en de nouvelles langues dérivées ou quand elles disparaissaient pour laisser revivre la langue originale (si elle persistait encore) en y ajoutant son influence et une empreinte nouvelle. Le latin, après son premier siècle de domination générale en Occident, est devenu une langue morte, impuissante à créer ; il n'a engendré aucune culture nouvelle vivante et progressive chez les nations qui le parlaient ; même une force aussi grande que le christianisme n'a pas su y infuser une vie nouvelle. Les époques où le latin était l'instrument de la pensée européenne, furent précisément celles où la pensée était la plus lourde, la plus traditionnelle et la moins féconde. Une nouvelle vie rapide et vigoureuse ne s'est développée que quand les langues issues des débris du latin moribond, ou les anciennes langues qui n'avaient pas été perdues, prirent sa place et devinrent tout à fait les instruments de la culture nationale. Car il ne suffit pas que la langue naturelle soit parlée par le peuple ; elle doit être l'expression de sa vie et de sa pensée supérieures. Un langage qui survit seulement en tant que patois ou dialecte provincial, tel le gallois après la conquête anglaise ou le breton et le provençal en France, ou comme le tchèque survivait autrefois en Autriche, ou le ruthénien et le lithuanien

en Russie impériale, languit, devient stérile et ne remplit pas le vrai but de sa survie.

Le langage est le signe de la vie culturelle d'un peuple, l'indice de l'âme de la pensée et du mental qui se trouve derrière l'âme de son action et enrichit celle-ci. Par suite, c'est ici, plus que dans les sphères purement extérieures, que nous pouvons saisir le plus facilement le phénomène et l'utilité de la diversité ; or, ces vérités sont importantes parce qu'elles s'appliquent également à tout ce dont la diversité est l'expression ou le symbole et l'instrument. La diversité de langage mérite d'être gardée, parce que la diversité de culture et la différenciation des groupes d'âmes méritent d'être gardées, et parce que sans cette diversité-là, la vie ne peut pas avoir son libre essor ; sans elle, vient le danger, et presque l'inévitabilité, du déclin et de la stagnation. La disparition des variations nationales au sein d'une unité humaine unique et uniforme telle que l'a rêvée idéalement le penseur spéculatif, et que nous avons vue comme une possibilité concrète et même une probabilité de l'avenir si une certaine tendance s'impose, peut certes mener à la paix politique, au bien-être économique, à une administration parfaite et à la solution de centaines de problèmes matériels, comme l'avait fait l'unité romaine dans l'ancien temps, à une plus petite échelle ; mais à quoi sert-elle, finalement, si elle mène aussi à une stérilisation improductive du mental et à la stagnation de l'âme de l'espèce ? Si nous insistons ici sur la culture, sur les choses du mental et de l'esprit, ce n'est pas nécessairement dans l'intention de sous-estimer le côté matériel et extérieur de la vie ; notre but n'est pas du tout de rabaisser ce à quoi la Nature n'a cessé d'attacher une importance si persistante. Au contraire, l'intérieur et l'extérieur dépendent l'un de l'autre. Or, nous sommes bien obligés de constater que dans la vie d'une nation, une grande époque de culture nationale et de vie mentale et psychique vigoureuse, coïncide toujours avec un brassage général et un mouvement général qui ont leurs répercussions sur

la vie extérieure, politique, économique et pratique de la nation. Le progrès culturel apporte ou accroît le progrès matériel, mais il en a aussi besoin pour pouvoir fleurir dans toute sa vigoureuse et saine plénitude. La paix, le bien-être et l'ordre établi du monde humain sont des choses éminemment désirables pour fonder une grande culture mondiale où toute l'humanité devra s'unir ; mais ni l'unité extérieure ni l'unité intérieure ne doivent être privées d'un élément encore plus important que la paix, l'ordre et le bien-être, la liberté et la vigueur de la vie ; et celles-ci ne peuvent venir que de la variété et de la liberté des groupes et des individus. L'idéal que nous devrions garder en vue et nous efforcer de réaliser pour l'avenir humain, n'est donc pas une unité uniforme, une similitude logiquement simple, scientifiquement rigide, admirablement nette et mécanique, mais une unité vivante, pleine de liberté et de saine variété.

Mais comment être sûr d'atteindre ces objectifs difficiles ? Si l'uniformité et la centralisation excessives tendent à faire disparaître les variations nécessaires et les libertés indispensables, une diversité vigoureuse et un fort individualisme de groupe peuvent, par contre, amener une incurable persistance des vieux séparatismes ou leur constante récurrence et empêcher l'unité humaine d'arriver à maturité, ou même ne pas la laisser prendre solidement racine. Car il ne suffira pas que les divisions ou les groupes constitutifs jouissent pour la forme d'une certaine séparativité administrative et législative, comme dans les États de l'Union américaine, si, comme c'est ici le cas, la liberté se borne à certaines variations mécaniques et que tout écart visible de la norme générale, né d'une variation intérieure plus profonde, est découragé ou interdit. Il ne suffira pas non plus de fonder quelque unité avec, en plus, une indépendance locale du type allemand ; car la vraie force décisive en Allemagne était celle du prussianisme unificateur et discipliné, tandis que l'indépendance survivait simplement pour la forme. Même le système colonial

anglais ne nous fournit pas davantage de suggestions utiles ; car, si l'on y trouve des indépendances locales et une certaine vigueur de vie séparée, le cerveau, le cœur et l'esprit central restent néanmoins dans la métropole, tandis que les dominions sont au mieux des postes annexes de la conception anglo-saxonne¹. La vie cantonale suisse, non plus, ne nous offre aucune similitude fructueuse ; car, sans parler de ses proportions et de sa structure exiguës, nous y trouvons le phénomène d'une vie suisse unique et d'un esprit pratique unique qui dépendent mentalement de trois cultures étrangères divisant nettement la race — une culture suisse commune n'existe pas. Le problème est plutôt (à une échelle plus grande et plus difficile et avec des complexités plus nombreuses) celui qui s'est présenté à un moment pour l'Empire britannique : comment, en admettant que ce soit vraiment possible, assembler la Grande-Bretagne, l'Irlande, les Colonies, l'Égypte, l'Inde, au sein d'une union effective ; comment réunir leurs acquisitions dans un fonds commun, utiliser leurs énergies à des fins communes, aider leur individualité nationale à trouver son compte à une vie supranationale, et pourtant préserver cette individualité en sorte que l'Irlande conserve l'âme, la vie et le principe culturel irlandais ; l'Inde conserve l'âme, la vie et le principe culturel indiens ; et que les autres unités développent les leurs, non pas unis par une anglicisation commune (ce qui fut le vieil idéal présidant à la construction de l'empire), mais reliés par un principe d'union libre, plus grand et cependant encore irréalisé ? Rien, à aucun moment, n'a été suggéré pour résoudre le problème, sauf une sorte de système d'amas, ou de bouquet plutôt, unifiant ses épis, non par la tige vivante d'une origine commune ou d'un passé unique (qui n'existent pas), mais par le lien artificiel d'une unité administrative, qui peut

1. Peut-être moins aujourd'hui qu'avant ; mais le progrès ne va pas très loin. (*Note de Sri Aurobindo*)

à tout moment se rompre irréparablement sous la pression des forces centrifuges.

Mais après tout, on peut dire que l'unité est la nécessité primordiale et qu'elle devra s'accomplir à tout prix, de même que l'unité nationale s'est accomplie par l'écrasement de l'existence séparée des unités locales ; plus tard, quelque nouveau principe de variation de groupe se découvrira peut-être, fondé sur d'autres unités que les nations. Mais en l'occurrence, le parallèle s'avère illusoire, parce qu'il manque un facteur important. En effet, l'histoire de la naissance d'une nation est le produit de la fusion de petits groupes au sein d'une unité plus grande parmi beaucoup d'autres grandes unités similaires. L'ancienne richesse des petites unités qui, en Grèce, en Italie et en Inde s'est traduit par des résultats culturels si splendides (et des résultats politiques si décevants), s'est perdue, mais le principe de vie, vivifié par la diversité des variations, a été cependant préservé par l'existence des nations servant d'unités diverses et par la vie culturelle du continent servant de fonds commun. Or, aujourd'hui, rien de pareil n'est possible. Nous n'aurons plus qu'une unité unique : la nation mondiale ; toutes les sources extérieures de diversité disparaîtront. Certes, la source intérieure doit être modifiée, subordonnée de quelque manière, mais aussi, et pour cette raison, elle doit être préservée et encouragée à survivre. Il se peut que ceci ne se produise pas ; l'idée unitaire peut l'emporter violemment et changer les nations actuelles en de simples provinces géographiques ou en départements administratifs d'un unique État bien mécanisé. Mais en ce cas, le besoin vital outragé prendra sa revanche, soit en causant une stagnation, un effondrement et une désagrégation qui conduiront à de nouvelles séparations, soit en suscitant du dedans quelque principe de révolte. Un évangile d'anarchisme, par exemple, pourrait s'imposer et renverser l'ordre mondial pour procéder à une nouvelle création. La question est de savoir s'il n'existe

La diversité dans l'unité

pas quelque part un principe d'unité dans la diversité, qui ferait que ce mécanisme d'action et de réaction, de création et de destruction, de réalisation et de rechute, pourrait, sinon être totalement évité, du moins modéré dans son action et amené à un fonctionnement plus serein et plus harmonieux.

*L'idée d'une Ligue des nations*¹

Le seul moyen assez évident de sauvegarder la liberté de groupe nécessaire tout en effectuant l'unification de l'espèce humaine, est de rechercher, au lieu d'un État mondial étroitement organisé, une union mondiale libre, souple et progressive. Pour ce faire, nous devons décourager la tendance presque inévitable qui pousse toute unification opérée par des moyens politiques, économiques et administratifs (c'est-à-dire par la force d'un mécanisme) à suivre l'analogie de l'évolution d'un État national. Il faudra, au contraire, encourager et faire revivre la force du nationalisme idéaliste qui, avant la guerre², semblait sur le point d'être écrasé, d'une part sous le poids des empires mondiaux grandissants, telles l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne et la France, et de l'autre, par le progrès inverse de l'idéal internationaliste et son écrasant mépris général pour le concept mesquin de pays et de nation, et sa condamnation des méfaits du patriotisme nationaliste. Mais en même temps, il faudra trouver un remède aux sentiments séparatistes encore incurables qui vont de pair avec l'idée même que nous voulons ressusciter avec une vigueur nouvelle. Comment tout cela est-il possible?

Dans cette entreprise, nous avons pour nous le principe naturel des réactions compensatrices. La loi de l'action et de la réaction, valable même dans les sciences physiques, est une vérité encore plus constante et plus universelle dans l'action humaine, qui dépend toujours largement des forces psychologiques. Chaque pression des forces actives dans la vie tend à provoquer une réaction des

1. Ou Société des Nations, comme elle sera appelée. (*Note de l'éditeur*)

2. La Première Guerre mondiale. (*Note de l'éditeur*)

forces d'opposition ou de variation qui n'opèrent peut-être pas immédiatement mais finiront par entrer en jeu, ou qui n'agissent peut-être pas avec une force égale et tout à fait compensatrice, mais agiront nécessairement avec une certaine force de compensation. Ceci peut être considéré comme bien établi. C'est à la fois une nécessité philosophique et un fait d'expérience constant. Car la Nature procède par un système d'équilibrage du jeu mutuel des forces antagonistes. Quand elle a soutenu pendant un certain temps la prépondérance d'une certaine tendance contre toutes les autres, elle cherche à corriger ses exagérations en ressuscitant, si elle est morte, la tendance exactement contraire, ou en la réveillant si elle est seulement assoupie, ou en la faisant entrer en jeu sous une forme nouvelle et modifiée. Après une longue insistance sur la centralisation, elle essaye de modifier celle-ci au moins par une décentralisation secondaire. Après avoir insisté sur une uniformité de plus en plus grande, elle fait à nouveau jouer l'esprit de variation multiforme. Le résultat n'est pas nécessairement un équilibre des deux tendances ; ce peut être n'importe quelle sorte de compromis. Ou bien, au lieu d'un compromis, un fusionnement dans les faits aboutissant à une nouvelle création qui sera un mélange des deux principes. Nous pouvons nous attendre à ce que dans son action sur cette grande unité massive qu'est l'humanité, la Nature applique aux tendances opposées d'unification et de variation de groupe, la même méthode. Pour le moment, la nation est le point d'appui utilisé par cette dernière afin de combattre la tendance impérialiste d'assimilation unificatrice. Maintenant, il se peut que le cours de l'action de la Nature dans l'humanité détruise l'unité qu'est la nation, comme elle a détruit la tribu et le clan, et qu'elle produise un principe de groupement tout à fait nouveau. Mais il se peut aussi qu'elle la conserve et lui donne suffisamment de vitalité et de durée pour contrebalancer utilement une force d'unification trop lourde. C'est cette dernière éventualité qu'il nous faut considérer.

Avant la guerre, les deux forces en jeu étaient l'impérialisme — de couleurs variées, tels l'impérialisme rigide de l'Allemagne ou l'impérialisme plus libéral de l'Angleterre — et le nationalisme. C'étaient les deux côtés d'un seul et même phénomène, l'aspect défensif et l'aspect agressif ou expansif de l'égoïsme national. Mais avec la tendance impérialiste, cet égoïsme avait quelques chances de se dissoudre finalement par excès d'agrandissement, comme ont disparu les tribus agressives — la tribu perse, par exemple, qui s'est fondue d'abord dans l'Empire perse, puis dans la nationalité du peuple persan —, comme ont disparu les cités-États, d'abord dans l'Empire romain, puis les deux, cités comme tribus, et sans espoir de retour, dans les nations nées de la fusion qui suivit l'irruption des tribus germaniques dans l'unité latine en déclin. De même, ou d'une manière analogue, l'impérialisme national agressif pourrait, en se répandant sur le monde, finir par détruire tout à fait la nation, comme l'expansion aggressive de quelques cités et tribus dominantes avaient détruit la cité et la tribu. La force défensive du nationalisme a réagi contre cette tendance, l'a endiguée et a constamment contrecarré son but évolutif. Mais avant la guerre, la force du nationalisme séparatiste semblait vouée à l'impuissance et à une disparition finale devant le pouvoir formidable avec lequel la science, l'organisation et l'efficacité avaient armé les États qui gouvernaient les grands agrégats impériaux.

Tous les faits allaient dans le même sens. La Corée avait disparu dans l'Empire japonais apparu sur le continent asiatique. Le nationalisme persan avait succombé et gisait étouffé sous un système de sphères d'influence qui n'étaient vraiment qu'un protectorat voilé — et toutes les expériences démontrent que le commencement d'un protectorat est aussi le commencement de la fin de la nation protégée ; c'est un euphémisme pour désigner la première phase de mastication qui précède la déglutition. Le Tibet et le Siam étaient si faibles et si visiblement déclinants

que l'on ne pouvait espérer la perpétuation de leur immunité. La Chine n'avait échappé que grâce aux jalousies des Puissances mondiales, et parce que sa taille en faisait un morceau difficile à avaler, et encore plus pénible à digérer. Le partage de toute l'Asie entre quatre ou cinq grands empires, ou six tout au plus, semblait un inéluctable dénouement que seule une convulsion internationale sans précédent pouvait empêcher. La conquête européenne de l'Afrique du Nord était pratiquement achevée avec la disparition du Maroc, la confirmation du protectorat anglais sur l'Égypte et l'emprise italienne sur Tripoli. La Somalie était soumise à un processus préliminaire de lente déglutition ; l'Abyssinie, sauvée une fois par Ménélik mais maintenant déchirée par des discordes internes, était l'objet du rêve renouvelé d'un empire colonial italien. Les républiques boers avaient sombré sous la marée montante de l'agression impérialiste. Tout le reste de l'Afrique était pratiquement la propriété privée de trois grandes Puissances et de deux petites. En Europe, il subsistait bien encore quelques petites nations indépendantes, balkaniques et germaniques, et aussi deux pays neutralisés, tout à fait sans importance. Mais les Balkans étaient un théâtre d'instabilité et de troubles permanents, et la rivalité des égoïsmes nationaux ne pouvait aboutir, au cas où la Turquie serait expulsée d'Europe, qu'à la formation d'un jeune empire slave affamé et ambitieux sous la domination de la Serbie ou de la Bulgarie, ou à la disparition des Balkans sous l'ombre de l'Autriche et de la Russie. Les États teutoniques¹ étaient convoités par l'expansionnisme allemand, et l'Allemagne, eût-elle été guidée par la prudente hardiesse de la diplomatie d'un nouveau Bismarck (chose très probable si Guillaume II était descendu dans la tombe avant d'avoir lâché les meutes de la guerre), leur absorption aurait fort bien pu s'accomplir. Restait l'Amérique, où l'impérialisme

1. Pays baltes. (*Note de l'éditeur*)

n'avait pas encore fait son apparition ; il s'y levait pourtant déjà sous la forme du républicanisme rooseveltien¹ ; et l'intervention au Mexique, si hésitante fût-elle, laissait deviner l'inévitabilité d'un protectorat et d'une absorption finale des républiques désordonnées de l'Amérique centrale ; dès lors, l'union de l'Amérique du Sud serait devenue une nécessité défensive. Seul le cataclysme formidable de la guerre mondiale a arrêté la marche progressive d'une division du monde en moins d'une douzaine de grands empires.

La guerre a fait revivre l'idée de libre nationalité avec une force étonnante, la lançant sous trois formes, chacune dotée de son empreinte spéciale. D'abord, pour faire pièce aux ambitions impérialistes de l'Allemagne en Europe, les nations alliées, bien qu'elles-mêmes des empires, furent obligées de faire appel à un idéal mitigé de libre nationalité, dont elles prétendirent être les championnes et les protectrices. L'Amérique, plus idéaliste politiquement que l'Europe, est entrée dans la guerre avec son appel à une Ligue des Nations Libres. Enfin, l'idéalisme originel de la Révolution russe a jeté dans ce nouveau chaos créateur un élément entièrement nouveau en reconnaissant nettement, catégoriquement et sans compromis ni réserve diplomatique ou intéressée, le droit de chaque agrégat humain naturellement séparé des autres agrégats, de décider de son statut politique et de sa destinée. Ces trois positions étaient pratiquement distinctes l'une de l'autre, mais chacune, en fait, a quelque rapport avec l'avenir effectivement réalisable de l'humanité. La première s'appuyait sur les conditions actuelles et visait à une certaine réorganisation pratique. La seconde voulait hâter l'application immédiate d'une possibilité d'avenir peu lointaine. La troisième avait pour but de précipiter par l'alchimie de la révolution (parce que nous appelons improprement révolution ce qui n'est qu'un

1. Il s'agit de Théodore Roosevelt. (*Note de l'éditeur*)

mouvement d'évolution rapidement concentré), une fin encore éloignée qui, selon le cours ordinaire des événements, ne pourrait se réaliser (si vraiment elle le peut) que dans un avenir très lointain. Toutes trois doivent être prises en considération, car une perspective qui envisage seulement les forces actuellement réalisées ou les possibilités en apparence réalisables, est d'avance condamnée à l'erreur. De plus, l'idée russe, par le fait même de sa tentative de réalisation et même si elle n'est pas immédiatement réalisable, est devenue une force réelle qui doit compter parmi celles qui peuvent influencer l'avenir de l'espèce. Une grande idée en train de lutter pour s'imposer dans le domaine de la pratique, est une puissance que l'on ne peut pas négliger ni juger seulement selon ses chances apparentes d'accomplissement immédiat à l'heure présente.

La position prise par les nations alliées en Europe occidentale — l'Angleterre, la France et l'Italie — envisageait une réorganisation politique du monde mais sans changement radical dans l'ordre existant. Il est vrai qu'elles avaient déclaré le principe de libre nationalité; mais en politique internationale, qui est encore le jeu des forces et des intérêts naturels et où les idéaux sont seulement un événement relativement récent de la pensée humaine, les principes ne peuvent prévaloir que dans la mesure où ils sont en accord avec les intérêts, ou, s'ils sont contraires aux intérêts, dans la mesure où ils sont tout de même assistés par des forces naturelles assez vigoureuses pour l'emporter sur les intérêts antagonistes. L'application pure des idéaux à la politique demeure une méthode d'action révolutionnaire que l'on ne peut guère espérer qu'en temps de crises exceptionnelles; le jour où elle deviendra une règle de vie, la nature humaine et la vie elle-même seront devenues un phénomène nouveau, presque supraterrrestre et divin. Ce jour n'est pas encore venu. Les Puissances alliées en Europe étaient elles-mêmes des nations dotées d'un passé impérial et d'un avenir impérial; elles ne pouvaient

pas, même si elles l'avaient désiré, s'écarter de ce passé et de cet avenir par la simple force d'une idée. Leur premier intérêt, et donc le premier devoir de leurs hommes d'État, était pour chacune de conserver son propre empire, voire de l'augmenter si elles le pouvaient légitimement de leur point de vue. Elles ne pouvaient appliquer le principe de libre nationalité dans toute sa pureté que là où leurs intérêts impériaux n'étaient pas affectés, par exemple contre la Turquie et les Puissances centrales, parce que là, le principe s'accordait à leurs intérêts particuliers et pouvait se soutenir contre les intérêts allemands, autrichiens et turcs par les forces naturelles d'une guerre heureuse dont les résultats étaient, ou pouvaient être en apparence, justifiés moralement puisqu'elle avait été provoquée par les Puissances mêmes qui devaient en pâtir. Le principe ne pouvait pas être appliqué dans toute sa pureté là où leurs intérêts impériaux étaient en jeu, parce que là, il s'opposait aux forces établies et qu'il n'existait pas de force de contrepoids suffisante pour contrecarrer cette opposition. Là, il devait donc jouer d'une façon mitigée comme une force modératrice de l'impérialisme pur. Appliqué de la sorte, il revenait en fait, et au plus, à concéder une autonomie interne ou « Home Rule », dans la mesure où c'était possible à ce moment-là et par les étapes qui pouvaient être praticables et avantageuses pour les intérêts de l'empire et ceux des nations sujettes, pour autant qu'ils puissent s'accorder. En d'autres termes, le principe devait être compris comme le bon sens de l'homme ordinaire le comprenait ; il ne pouvait pas être compris (et ne l'a été nulle part) au sens que lui donnait l'idéalisme absolu de type russe qui ne se souciait que de la seule pureté de son principe.

Quelles seraient donc les conséquences pratiques du principe mitigé de libre nationalité tel qu'il aurait été possible de l'appliquer après la victoire complète des Puissances alliées, ses porte-parole ? En Amérique, il n'existait pas de champ d'application immédiate.

En Afrique, non seulement il n'y avait pas de nations libres mais, à l'exception de l'Égypte et de l'Abyssinie, il n'existait pas de nations à proprement parler, car l'Afrique est la seule partie du monde où les vieilles conditions tribales survivent encore et où seuls existent des peuples vivant en tribus et non des nations au sens politique du terme. Là, la victoire complète des Alliés signifiait le partage du continent entre trois empires coloniaux — l'Italie, la France et l'Angleterre — avec la continuation des enclaves belges, espagnoles et portugaises, et la persistance précaire du royaume abyssin pendant un temps. En Asie, elle signifiait l'apparition de trois ou quatre nouvelles nationalités surgies des ruines de l'Empire turc ; mais par leur immaturité, elles étaient d'avance condamnées à rester sous l'influence ou la protection de l'une ou l'autre des grandes Puissances, du moins pendant un temps. En Europe, elle impliquait la réduction de l'Allemagne par la perte de l'Alsace et de la Pologne ; la désintégration de l'Empire autrichien ; le retour de la côte de l'Adriatique à la Serbie et à l'Italie ; la libération des nations tchèque et polonaise ; enfin quelques réaménagements dans la péninsule des Balkans et les pays adjacents. Il est clair que tout ceci représenterait un grand changement dans la carte du monde, mais aucune transformation radicale. La tendance actuelle du nationalisme prendrait de l'extension par la création d'un certain nombre de nouvelles nations indépendantes ; la tendance actuelle des agrégations impériales y gagnerait une extension bien plus grande par l'expansion des territoires des empires vainqueurs et de leur influence mondiale ou de leurs responsabilités internationales.

Cependant, quelques résultats très importants ne peuvent manquer de se produire, qui finalement devront conduire à une union mondiale libre. Le plus important d'entre eux — fruit de la Révolution russe, né de la guerre et de son cri de ralliement de la « libre nationalité », mais dépendant du succès et de

la durée du principe révolutionnaire — est la disparition de la Russie en tant qu'empire agressif et sa transformation en un amas ou une fédération de républiques libres¹ au lieu d'un agrégat impérialiste. Le second est la destruction de l'impérialisme de type allemand et le sauvetage d'un certain nombre de nationalités indépendantes qu'il menaçait. Le troisième est la multiplication de nationalités distinctes demandant que leur existence séparée et leur voix légitime soient reconnues dans les affaires du monde, et ceci tend à fortifier l'idée d'une union mondiale libre comme solution ultime des problèmes internationaux. Le quatrième est la reconnaissance catégorique, par la nation britannique, du principe mitigé de libre nationalité dans la réorganisation inévitable de l'Empire.

Ce dernier résultat a pris deux formes : la reconnaissance du principe du « Home Rule » en Irlande et en Inde, et la reconnaissance du droit de chaque nation-membre à une voix dans les conseils de l'Empire (c'est-à-dire, théoriquement, une voix libre et égale dans le cas du « Home Rule »²). À elles toutes, ces concessions signaleraient la conversion finale d'un empire constitué selon le vieux principe d'impérialisme nationaliste (représenté par le gouvernement suprême d'une seule nation

1. Pas si libres en pratique qu'en principe sous le gouvernement bolchevique. Toutefois, le principe est là et il est susceptible de s'élargir dans un avenir plus ouvert. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Appelé maintenant statut de dominion. Malheureusement, cette reconnaissance n'a pu s'opérer en Irlande qu'après un violent conflit et elle a été défigurée par le partage du pays. En Inde, après une véhémence résistance passive, le principe a fini par être reconnu mais sous une forme tronquée, remettant la concession totale à un avenir lointain. En Égypte aussi, c'est seulement après une lutte que la liberté a été concédée, et encore sous le contrôle d'une alliance britannique. Cependant, le principe nationaliste a travaillé à la création d'un Irak libre, à celle d'un royaume arabe et des républiques syriennes, au retrait de l'influence impérialiste en Perse, et surtout à l'établissement du statut de dominion substituant à l'empire dominateur, une position intérieurement libre et égale au sein d'un Commonwealth des peuples. Ces résultats, quoique imparfaits, ont pourtant préparé les réalisations plus grandes que nous voyons maintenant accomplies et qui font partie d'un nouveau monde de peuples libres. (*Note de Sri Aurobindo*)

dominante, l'Angleterre) en un « Commonwealth » de nations libres et égales gérant leurs affaires communes par une souple coordination, une bonne volonté et des accords mutuels. En d'autres termes, ce résultat pourrait signifier finalement, à une plus grande échelle, l'application restreinte du principe même qui servirait de base à la constitution d'une union mondiale libre. Beaucoup de travail resterait à faire, de nombreuses extensions à réaliser, bien des forces contraires à vaincre avant que pareil « Commonwealth » puisse devenir un fait accompli ; mais qu'il ait pris forme en principe et en germe constitue un événement remarquable dans l'histoire mondiale. Quant à l'avenir, deux questions se posent. D'abord, quel serait l'effet de cette expérience sur les autres empires adhérant encore à l'ancien principe de centralisation dominatrice ? Si elle réussissait, son effet serait probablement d'amener ces empires, devant la montée puissante des mouvements nationalistes, à adopter la même solution ou une solution similaire, de même qu'ils ont adopté, avec des modifications, l'heureux système de gouvernement parlementaire anglais dans leurs affaires nationales. Ensuite, quelles seraient les relations entre ces empires et les nombreuses nations ou républiques non impériales indépendantes qui existeraient dans le nouvel arrangement du monde ? Comment seront-elles garanties contre de nouvelles tentatives d'extension de l'idée impériale, ou comment, dans un conseil international, pourra-t-on relier leur existence à l'énorme puissance écrasante des empires ? C'est là que l'idée américaine d'une Ligue des Nations Libres est intervenue et a trouvé sa justification de principe.

Malheureusement, il a toujours été difficile de savoir exactement ce qu'impliquait pratiquement cette idée. Les déclarations de son premier porte-parole, le Président Wilson, étaient marquées d'un magnifique idéalisme nébuleux, plein d'idées et de phrases inspiratrices, mais dépourvu d'applications claires et spécifiques. Pour dégager l'idée que le Président avait en tête, il faut recourir

à la lumière de l'histoire passée et au tempérament traditionnel du peuple américain. Les États-Unis ont toujours été pacifiques et non impérialistes en leurs sentiments et leurs principes, avec toutefois un arrière-fond de susceptibilité nationaliste qui menaçait récemment de prendre une tournure impérialiste en les poussant à deux ou trois guerres aboutissant à des conquêtes dont ils ont dû concilier les conséquences avec leur pacifisme non impérialiste. Les États-Unis ont annexé le Texas mexicain par la guerre ; puis ils en ont fait un État-membre de l'Union en l'inondant aussitôt de colons américains. Ils ont conquis Cuba contre l'Espagne, et les Philippines contre l'Espagne d'abord, puis contre les Philippines insurgés, et comme ils étaient incapables de les inonder de colons, ils ont donné l'indépendance à Cuba sous l'influence américaine, et promis aux Philippines une indépendance complète. L'idéalisme américain a toujours été gouverné par un sens perspicace des intérêts américains ; or, en tête de ces intérêts, il faut placer le maintien de la conception politique des États-Unis et de leur constitution qui veulent que tout impérialisme, étranger ou américain, soit considéré comme un péril mortel.

Par suite, et du fait de l'inévitable amalgame avec les desseins beaucoup plus restreints des Puissances alliées, une Ligue des Nations devait forcément renfermer à la fois un élément opportuniste et idéaliste. L'élément opportuniste devait nécessairement prendre pour forme première la légalisation de la carte du monde et de la formation politique telle qu'elle avait émergé de la convulsion de la guerre. Le côté idéaliste (s'il était soutenu par l'influence de l'Amérique au sein de la Ligue) favoriserait l'application croissante du principe démocratique dans les opérations de la Ligue, ce qui pourrait bien avoir pour résultat final l'émergence des États-Unis du monde avec une assemblée démocratique des nations comme organe gouvernant. La légalisation de la carte du monde pourrait avoir le bon effet de diminuer les chances de guerre, à condition toutefois qu'une

vraie Ligue des Nations se révélat faisable et arrive à se former, ce qui, même dans les conditions les meilleures, est fort loin d'être une conclusion certaine¹. Mais elle aurait le mauvais effet de tendre à stéréotyper un état de choses qui est en partie artificiel, irrégulier et anormal, et qui n'est que temporairement utile. La loi est nécessaire à l'ordre et à la stabilité, mais elle devient une force conservatrice et une entrave si elle ne prévoit pas un mécanisme effectif pour modifier ses lois dès que les circonstances et les besoins nouveaux le rendent désirable. Ceci ne peut se faire que si un vrai parlement des nations, ou une assemblée, un libre conseil des nations, devient un fait accompli. En attendant, comment contrecarrer la force accrue poussant à la conservation des vieux principes et comment assurer une évolution qui conduirait à l'accomplissement désiré par les voies de l'idéal démocratique américain? La présence et l'influence de l'Amérique dans une Ligue comme celle-là n'y suffiraient pas, car, à côté de l'Amérique il existe d'autres influences ayant intérêt au maintien du *statu quo*, et d'autres qui s'intéressent au développement de la solution impérialiste. Une autre force ou une autre influence serait nécessaire. C'est ici que l'idéal russe, s'il était vraiment appliqué et devenait une force, pourrait intervenir et trouver sa justification. Pour le dessein que nous envisageons, ce serait la plus intéressante et la plus importante des trois influences anti-impérialistes que la Nature pourrait jeter dans son grand creuset comme ingrédient pour remodeler la masse terrestre humaine à des fins encore imprévues.

1. Finalement la *Société des Nations* s'est formée en dehors de l'Amérique, comme un instrument de la diplomatie européenne, ce qui était de mauvais augure pour l'avenir de ladite société. (*Note de Sri Aurobindo*)

Le principe de libre confédération

Les destinées de l'idée russe originelle d'une confédération des nationalités se déterminant librement elles-mêmes ont été grandement compliquées par le phénomène passager d'une révolution qui cherchait, comme la Révolution française avant elle, à transformer immédiatement et sans étapes intermédiaires faciles, non seulement la base entière du gouvernement mais celle de la société, et qui de plus s'est opérée sous la pression d'une guerre désastreuse. Cette double situation a inévitablement conduit à une anarchie sans pareille et, incidemment, à la domination brutale d'un parti extrémiste qui représentait les idées de la révolution sous leur forme la plus intransigeante et la plus violente. À cet égard, le despotisme bolchevique correspond au despotisme jacobin du règne de la Terreur en France. Celui-ci a duré assez pour consolider son œuvre, qui était d'effectuer d'une façon violente et irrévocable la transition d'un système de société post-féodal à la première base bourgeoise du développement démocratique. Le despotisme ouvrier en Russie, le gouvernement des Soviets, s'il consolidait son emprise et durait assez longtemps, pourrait effectuer la transition sociale à une deuxième base plus avancée du même développement, ou même à une étape ultérieure. Mais nous ne nous occupons ici que des répercussions de la Révolution sur l'idéal de libre nationalité. Sur cet idéal, toute la Russie était d'accord dès l'abord, sauf le petit parti réactionnaire ; mais le fait d'avoir recouru à un principe de gouvernement par la force, a introduit un élément contradictoire qui a mis en danger sa saine réalisation, même en Russie, et par suite affaibli la force qu'il aurait pu avoir dans l'avenir immédiat du développement

mondial¹. De fait, l'idéal de libre nationalité repose sur un principe moral qui appartient à l'avenir, tandis que le gouvernement des autres nations par la force appartient au passé et au présent, et il est radicalement incompatible avec la création d'une nouvelle organisation mondiale fondée sur un libre choix et un libre statut. Nous devons donc examiner cet idéal en soi, indépendamment de toutes ses applications actuelles, nécessairement restreintes et imparfaites.

Jusqu'à présent, l'organisation politique du monde s'est appuyée sur une base presque entièrement physique et vitale, c'est-à-dire géographique, commerciale, politique et militaire. L'idée de nation et l'idée d'État ont toutes deux été construites et se sont développées sur ce fondement. La première unité recherchée était celle d'une union géographique, commerciale, politique et militaire, et pour établir cette unité l'ancien principe vital de race, sur lequel reposaient le clan et la tribu, a partout été éliminé. Il est vrai que la nation s'appuie encore en grande partie sur l'idée de race ; mais c'est une sorte de fiction qui recouvre le fait historique de la fusion de nombreuses races et qui attribue un motif naturel à une association historique et géographique. La nation se fonde en partie sur cette association et en partie sur d'autres associations qui la renforcent — intérêts communs, communauté de langage, communauté de culture —, qui toutes à l'unisson, ont créé une conception psychologique et une unité psychologique s'exprimant par l'idée de nation. Mais l'idée de nation et l'idée d'État ne coïncident pas toujours ; dans la plupart des cas, l'État a supplanté la nation et toujours pour les mêmes raisons physiques et vitales : raisons de nécessité ou de convenance géographique, politique et militaire. Dans la lutte entre

1. Une certaine autonomie (culturelle, linguistique et autre) est accordée aux États constitutifs de la Russie socialiste, mais tout le reste est illusoire puisque les États-membres sont en fait gouvernés par la force d'une autocratie hautement centralisée à Moscou. (*Note de Sri Aurobindo*)

ces deux idées, comme en tout conflit vital et physique, la force est toujours l'arbitre ultime. Mais le nouveau principe proposé¹ (celui du droit de chaque groupement naturel se sentant distinct des autres de choisir son propre statut et ses propres associations) fait table rase de ces raisons vitales et physiques, et substitue un principe purement psychologique de libre volonté et de libre choix aux prétendus impératifs politiques et économiques. Ou plutôt, les raisons vitales et physiques de groupement ne sont considérées comme valables que si elles reçoivent cette sanction psychologique et se fondent sur elle.

Comment les deux principes rivaux fonctionnent-ils ? Nous pouvons le constater clairement par l'exemple que donne aujourd'hui la Russie elle-même. La Russie n'a jamais été un État national au sens pur du terme, comme le sont la France, l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne moderne ; c'était un amas de nations — la Grande Russie, l'Ukraine ruthénienne, la Russie blanche, la Lithuanie, la Pologne, la Sibérie (toutes slaves avec une touche de sang tartare et allemand), la Courlande, qui est principalement slave mais partiellement allemande, la Finlande, qui n'a aucune communauté d'aucune sorte avec le reste de la Russie, et, plus tard, les nations asiatiques du Turkestan — toutes liées ensemble par un seul lien : la domination du tsar. La seule justification psychologique d'une union comme celle-là était la possibilité d'une fusion future en une seule nation, avec la langue russe comme instrument de la pensée, de la culture et du gouvernement. Telle était la fusion que l'ancien régime russe avait en vue. Le seul moyen d'y parvenir, était la force gouvernementale (moyen longtemps essayé par l'Angleterre en Irlande et par l'Allemagne en Pologne allemande et

1. Ce principe a été reconnu en théorie par les Alliés sous le nom de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais, inutile de le dire, il a été négligé dès que le slogan a fait son temps. (*Note de Sri Aurobindo*)

en Lorraine). La méthode fédérative employée par l'Autriche avec la Hongrie comme partenaire en second, ou celle d'une pression tempérée par la douceur, par des concessions et des mesures tendant à une semi-autonomie administrative, auraient pu être essayées ; mais leur succès en Autriche a été médiocre. La fédération ne s'est pas encore révélée un principe heureux, sauf entre États, nations ou sous-nations déjà disposés à s'unir par les liens d'une culture et d'un passé communs ou par le sens d'une nationalité commune déjà créée ou en voie de création. Pareilles conditions existaient bien chez les États américains et en Allemagne, et elles existent en Chine et en Inde, mais elles n'existaient pas en Autriche ni en Russie. Si les circonstances et les idées avaient été mûres, on aurait pu, au lieu de cette tentative, essayer de former une libre union de nations avec le tsar comme symbole de l'idée supranationale et comme lien d'unité ; mais l'évolution du monde n'était pas encore prête. Contre une résistance psychologique obstinée, le motif d'union vital et physique n'avait d'autre recours que la force militaire, administrative et politique, qui avait si souvent réussi dans le passé. En Russie, cette méthode aurait probablement fini par réussir à la longue, du moins en ce qui concerne les parties slaves de l'Empire ; en Finlande, et peut-être aussi en Pologne, elle aurait probablement échoué beaucoup plus irrémédiablement que n'a échoué le long règne de la force en Irlande, d'une part parce qu'une autocratie, même russe ou allemande, ne pouvait pas appliquer aussi simplement et parfaitement les méthodes minutieusement complètes et si totalement brutales et prédatrices d'un Cromwell ou d'une Élisabeth¹, et d'autre part, parce que le nationalisme

1. On ne pourrait plus en dire autant après le réveil de la cruauté barbare et moyenâgeuse qui s'est produit en Allemagne nazie, l'un des derniers phénomènes les plus frappants de l'humanité « moderne ». Mais peut-être est-il possible de considérer ceci comme une rechute temporaire, bien qu'elle jette une lumière sinistre sur les possibilités obscures qui existent encore dans la nature humaine. (*Note de Sri Aurobindo*)

dans ces pays était devenu un facteur psychologique trop conscient et trop capable d'une résistance passive organisée, ou du moins d'une force passive de survie.

Mais en revanche, si la justification psychologique était insuffisante ou n'était qu'en voie de formation, les arguments d'ordre vital et physique en faveur d'une Russie rigidement unie (sans en exclure la Finlande) étaient irrésistibles. L'œuvre des Pierre et des Catherine se fondait sur une puissante nécessité politique, militaire et économique. Du point de vue politique et militaire, les nations slaves avaient tout à perdre par la désunion ; désunies, chacune s'exposait et exposait les autres au contact oppresseur de puissants voisins : la Suède, la Turquie, la Pologne (quand celle-ci était un État hostile et puissant), ou l'Allemagne et l'Autriche. L'union des Cosaques ukrainiens et de la Russie était vraiment une mesure défensive mutuellement consentie contre la Pologne. La Pologne elle-même, une fois affaiblie, aurait pu avoir un sort meilleur si elle s'était unie à la Russie au lieu de rester sans défense et isolée entre trois grands et puissants voisins ; son inclusion complète aurait certainement été une solution meilleure pour elle que son partage fatal entre ces trois Puissances affamées. En outre, par l'union, l'État qui s'est créé en Russie était si compact géographiquement, et pourtant d'un volume si vaste, d'une population si nombreuse, si bien défendu par les conditions naturelles et si riche en ressources potentielles, qu'il aurait pu, eût-il été convenablement organisé, non seulement être en sécurité lui-même mais dominer la moitié de l'Asie, comme il le fait déjà, et la moitié de l'Europe, comme il a été sur le point de le faire, même sans organisation ni développement convenables, quand il est intervenu comme arbitre armé en Autriche-Hongrie et dans les Balkans, ici en libérateur, là en champion de l'oppression. Même l'assimilation de la Finlande était justifiée de ce point de vue, car une Finlande libre aurait laissé la Russie incomplète géographiquement

et économiquement, cernée et limitée par son étroit débouché sur la Baltique, et, par ailleurs, une Finlande dominée par une forte Suède ou une puissante Allemagne aurait été une menace militaire constante pour la capitale russe et l'Empire. Par contre, l'inclusion de la Finlande mettait la Russie à l'aise et lui donnait sécurité et puissance sur ce point vital. On pourrait même arguer que la Finlande n'y a pas réellement perdu, puisque, indépendante, elle aurait été trop petite et trop faible pour se défendre contre l'agressivité impériale de ses voisins et qu'elle aurait dû dépendre du soutien de la Russie. Tous ces avantages ont été anéantis, du moins temporairement, par les forces centrifuges déchaînées par la Révolution et par son principe de libre choix des nationalités.

Il est évident que ces arguments, fondés qu'ils sont sur les nécessités vitales et physiques sans le moindre souci de justifications morales et psychologiques, pourraient être poussés très loin. Ils justifieraient, non seulement la domination, aujourd'hui révolue, de l'Autriche sur Trieste et sur ses territoires slaves (comme ils ont justifié la conquête et la mainmise anglaises sur l'Irlande en dépit de la résistance persistante du peuple irlandais), mais aussi, poussés un peu plus loin, ils justifieraient le plan pangermaniste de l'Allemagne et même ses idées d'absorption et d'expansion à grande échelle. On pourrait s'en servir pour valider toute l'expansion impériale des nations européennes (qui ne possèdent maintenant aucune justification morale et ne pourraient être moralement justifiées dans l'avenir que par la création d'unités psychologiques supranationales), car les raisons vitales et physiques ne manquent pas. On pourrait même étendre la justification morale de la création d'une culture et d'une vie russes unifiées, ou du moins sa justification psychologique et culturelle, et, par analogie, à plus grande échelle, justifier moralement la prétention de l'Europe à répandre et à universaliser la civilisation européenne par voie d'annexion et

par la force gouvernementale. Cette prétention pourrait à son tour s'étendre et justifier l'idéal allemand d'avant-guerre visant à une sorte d'unification du monde sous l'égide de la puissance et de la culture allemandes. Mais, bien que sujette à des extensions abusives, la nécessité vitale a son mot à dire dans un monde encore fondamentalement dominé par la loi de la force (si mitigée qu'en soit l'application) et par les nécessités vitales et physiques, du moins quand il s'agit d'unités géographiques naturelles comme la Russie, le Royaume-Uni¹ et même l'Autriche dans les limites de ses frontières naturelles².

En fait, le principe russe appartient à une possibilité d'avenir où les principes moraux et psychologiques auront une chance réelle de prévaloir et où les nécessités physiques et vitales devront se subordonner au lieu de dominer comme maintenant ; il appartient à un ordre de choses qui sera exactement l'inverse du système international actuel. Dans les circonstances présentes, il doit lutter contre des difficultés presque insurmontables. Les Russes ont été fort ridiculisés et plus encore vilipendés quand ils ont offert une paix démocratique fondée sur le libre choix des nations à une Allemagne autocratique et militariste, décidée comme tous les autres empires à se répandre sur le monde par l'épée et par une diplomatie malhonnête. Du point de vue politique pratique, le ridicule était justifié, car cette offre ne tenait nul compte des faits et des forces et se fondait sur le pouvoir de l'idée pure et sans défense. Les Russes, idéalistes convaincus, ont en fait agi dans le même esprit que les Français dans la première ferveur de leur enthousiasme révolutionnaire : ils ont offert au monde (et pas à l'Allemagne seule tout d'abord) leur nouveau

1. Nous devons dire maintenant la Grande-Bretagne et l'Irlande, car le Royaume-Uni n'existe plus. (*Note de Sri Aurobindo*)

2. Notons à cet égard les résultats économiques désastreux du morcellement de l'Empire autrichien quand des petites nations ont pris sa place. (*Note de Sri Aurobindo*)

principe de liberté et de paix démocratique dans l'espoir que sa beauté morale, sa vérité et son inspiration s'imposeraient non pas aux gouvernements mais aux peuples qui forceraient la main des gouvernements ou les renverseraient s'ils refusaient. Comme les révolutionnaires français, ils se sont aperçus que notre monde est encore ainsi fait que les idéaux ne peuvent s'imposer que s'ils ont entre les mains, ou derrière eux, une force vitale et physique prépondérante. En France, les Jacobins et leur idéal de nationalisme unitaire ont réussi à concentrer leurs énergies et, par la force des armes, fait triompher pendant un temps leur principe contre un monde hostile. Les idéalistes russes, quand ils ont voulu mettre à exécution leur principe, se sont aperçus que le principe même était une source de faiblesse ; ils se sont trouvés sans défense contre le cynisme endurci des Allemands, non pas parce qu'ils étaient désorganisés (car la France révolutionnaire aussi était désorganisée et elle a surmonté la difficulté) mais parce que la dislocation de l'ancien édifice russe à laquelle ils avaient consenti, leur enlevait les moyens d'agir d'une façon unifiée et organisée. Pourtant, leur principe, parce qu'il était moral, était plus avancé que le nationalisme agressif qui fut le seul résultat de la Révolution française sur le plan international ; il a un sens plus vaste pour l'avenir.

En fait, il appartient à un avenir d'union mondiale libre où précisément le principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes sera le prélude, ou le principal résultat final, d'un ordre de choses dans lequel le monde aura renoncé à la guerre et à la force comme fondement ultime des relations nationales et internationales, et sera prêt à adopter à leur place une libre entente. Si l'idée pouvait se réaliser, fût-ce dans les limites de la Russie¹, et aboutir à quelque principe d'action commune, fût-ce au prix

1. L'idée était alors sincère, mais elle a perdu son sens du fait du principe de force révolutionnaire sur lequel le soviétisme repose encore. (Note de Sri Aurobindo)

de la force agressive que seule une centralisation nationale peut donner, cela voudrait dire qu'une nouvelle puissance morale est apparue dans le monde. Elle ne serait certainement pas acceptée ailleurs sans réserves ni restrictions énormes, sauf en cas de révolutions imprévues, mais son pouvoir travaillerait à préparer le monde et, quand il serait prêt, elle jouerait un rôle déterminant dans l'organisation finale de l'unité humaine. Même si elle échoue tout à fait dans sa poussée réalisatrice actuelle, elle aura encore sa part à jouer dans un avenir mieux préparé.

Les conditions d'une union mondiale libre

Essentiellement, une union mondiale libre doit être une unité complexe fondée sur la diversité, et cette diversité doit se fonder sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un système unitaire mécanique considérerait les groupements géographiques humains comme autant de commodités pour opérer des divisions provinciales et administratives, à peu près dans le même esprit que la Révolution française lorsqu'elle a reconstitué la France avec un complet dédain des anciennes divisions naturelles et historiques. Il considérerait l'humanité comme une nation unique et essaierait d'effacer complètement le vieil esprit national séparatif ; il organiserait probablement son système par continents et subdiviserait les continents suivant des démarcations géographiques commodes. Au contraire, d'après la conception diamétralement opposée d'une union mondiale libre, le principe d'union géographique et physique serait subordonné à un principe psychologique, car son but ne serait pas une division mécanique mais une vivante diversité. Pour arriver à ce but, il faudrait laisser les peuples de l'humanité se grouper selon leur libre volonté et selon leurs affinités naturelles ; aucune contrainte, aucune force ne pourrait obliger une nation récalcitrante ou un groupe de peuples distinct à entrer dans un autre système, à s'y joindre ou à y rester en dépit de ses vœux, au nom de la commodité, de l'agrandissement ou de la nécessité politique d'un autre peuple, ni même pour la commodité générale. Des nations ou des pays géographiquement très éloignés les uns des autres, comme l'Angleterre et le Canada, ou l'Angleterre et l'Australie, pourraient rester unis. Des nations étroitement groupées localement pourraient choisir de rester

séparées, comme l'Angleterre et l'Irlande ou comme la Finlande et la Russie. L'unité serait le vaste principe de la vie, mais la liberté en serait l'assise fondamentale¹.

Dans un monde édifié sur les bases politiques et commerciales actuelles, ce système de groupement pourrait présenter des difficultés souvent insurmontables ou des désavantages sérieux ; mais dans un ordre de choses où seule une union mondiale libre serait admise, ces difficultés et ces désavantages cesseraient de jouer. La nécessité militaire d'union forcée pour des raisons de défense ou d'agression, n'existerait plus, puisque la guerre ne serait plus possible. La force comme arbitre des différends internationaux, et une union mondiale libre, sont deux idées tout à fait incompatibles et ne peuvent pas coexister pratiquement. La nécessité politique disparaîtrait aussi ; car elle repose en grande partie sur l'esprit même de conflit, qui engendre des conditions de vie internationale incertaines et attribue une prépondérance aux nations les plus fortes physiquement et organiquement, ce qui engendre à son tour la nécessité militaire. Dans une union mondiale libre, décidant librement de ses affaires et réglant ses différends d'un commun accord (ou, si l'accord échoue, par arbitrage), le seul avantage politique de grouper dans un État unique de grandes masses d'hommes autrement sans affinités, serait l'influence accrue que donnent la masse et la population. Mais cette influence ne jouerait plus si les nations étaient groupées contre leur volonté dans l'État ; au contraire, ce serait une source de désunion et de faiblesse pour l'action internationale de l'État (à moins évidemment que le système international ne lui permette de peser par son volume et sa population, sans égard pour la volonté et l'opinion des peuples qui le constituent). Ainsi,

1. Il faut nécessairement une limite raisonnable à l'application de chaque principe, sinon des absurdités fantastiques et irréalisables pourraient se substituer à la vérité vivante. (*Note de Sri Aurobindo*)

la population de la Finlande et de la Pologne pourrait grossir le nombre des voix dont une Russie unie disposerait dans le conseil des nations, sans que les Finlandais et les Polonais reçoivent le droit d'exprimer leur volonté, leurs sentiments et leur opinion au sein de cette unité mécanique irréal¹. Ce serait contraire au sens moderne de la justice et de la raison et incompatible avec le principe de liberté qui seul peut fournir une base saine et pacifique à l'organisation mondiale. Par conséquent, l'élimination de la guerre et le règlement pacifique des différends feraient disparaître la nécessité militaire des unions forcées, tandis que le droit de chaque peuple à une voix et à un statut libres dans le monde, supprimerait la nécessité politique et ses avantages. L'élimination de la guerre et la reconnaissance des droits égaux de tous les peuples sont intimement liées l'une à l'autre. Cette interdépendance, admise pendant un temps (bien qu'imparfaitement) durant le conflit européen, devra être reconnue d'une façon permanente pour qu'une unification du genre humain soit possible.

Reste la question économique, et c'est le seul problème d'ordre vital et physique important qui, dans ce genre d'organisation mondiale, pourrait peut-être soulever quelques difficultés sérieuses et où les avantages d'un système unitaire pourraient l'emporter sur ceux d'une unité plus complexe. Cependant, dans un système comme dans l'autre, l'exploitation économique forcée d'une nation par une autre — qui joue un rôle si important dans l'ordre économique actuel — devrait nécessairement être abolie. Resterait la possibilité d'une sorte de lutte économique pacifique — les tendances séparatistes, l'érection de barrières artificielles —, phénomène qui constitue un trait frappant et de plus en plus marqué de la civilisation commerciale actuelle. Mais

1. L'inclusion de l'Inde dans la Société des Nations était évidemment un arrangement de ce genre. (*Note de Sri Aurobindo*)

il est probable qu'une fois l'élément de conflit éliminé du champ politique, la tension du même conflit diminuera considérablement dans le champ économique. Les avantages de l'autarcie et d'une prépondérance mondiale, auxquels les rivalités et les luttes politiques actuelles ou les possibilités de relations hostiles donnent à présent une importance énorme, perdraient beaucoup de leur rigueur, et les avantages d'un échange plus libre apparaîtraient plus clairement. Il est évident, par exemple, qu'une Finlande indépendante aurait plus d'avantages à encourager la circulation du commerce russe par les ports finlandais, ou une Trieste italienne à encourager la circulation du commerce des provinces autrichiennes actuelles¹, qu'à élever des barrières contre leurs fournisseurs immédiats. Une Irlande politiquement et administrativement indépendante, capable de développer son éducation agricole et technique et d'accroître sa production, trouverait un avantage plus grand à participer au mouvement commercial de la Grande-Bretagne qu'à s'isoler et, de même, la Grande-Bretagne profiterait davantage d'un accord avec une Irlande libre qu'à maintenir celle-ci sur ses terres comme un pauvre îlot familial². Une fois que l'idée et le fait de l'union l'emporteront définitivement, l'unité des intérêts apparaîtra plus clairement dans le monde entier et l'avantage supérieur de l'entente et d'une participation commune dans une vie naturellement harmonisée, sur la prospérité artificielle et fiévreuse créée par l'insistance sur les barrières séparatrices. Cette insistance est inévitable dans un ordre de lutte et de concurrence internationales; dans un ordre de paix et d'union visant à un accommodement mutuel, on s'apercevrait qu'elle est préjudiciable. Ayant pour principe de régler les affaires communes par une entente commune, une union mondiale libre ne pourrait pas se borner simplement à l'élimination des

1. Alors incluses dans l'ex-Yougoslavie. (*Note de l'éditeur*)

2. Écrit avant la reconnaissance de l'indépendance irlandaise. (*Note de l'éditeur*)

différents politiques et à l'organisation des relations politiques ; elle devrait naturellement s'étendre aux différends économiques et aux relations économiques. À l'élimination de la guerre et à la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait s'ajouter, comme troisième condition d'une union libre, l'organisation de la vie économique du monde dans son ordre nouveau par une entente mutuelle commune.

Reste la question psychologique des avantages dont bénéficieraient l'âme de l'humanité, sa culture, sa croissance intellectuelle, morale, esthétique et spirituelle. À présent, le besoin primordial de la vie psychologique humaine est de croître vers une unité plus grande ; mais elle a besoin d'une unité vivante ; or cette unité n'est pas dans les apports extérieurs de la civilisation, pas dans l'habillement, les manières, les habitudes de vie, les détails de l'ordre politique, social et économique ; pas dans l'uniformité (seule forme d'unité à laquelle tend l'âge mécanique de la civilisation), mais dans un libre développement universel et en de constants échanges amicaux, dans une compréhension intime, un sentiment de communauté humaine, une perception de ses grands idéaux communs et des vérités vers lesquelles elle s'achemine, et dans une certaine unité d'effort et de coordination dans la marche unie de l'espèce humaine. Pour le moment, il peut sembler que ce but soit davantage favorisé et promu par un rassemblement de nombreuses nations et de cultures différentes au sein d'une unique union politique des États, que par leur séparation politique. C'est peut-être vrai temporairement et dans une certaine mesure, mais voyons dans quelles limites.

Le vieil argument psychologique en faveur de l'annexion forcée d'une nation par un peuple dominateur, était de déclarer le droit ou l'avantage d'imposer une civilisation supérieure à une civilisation inférieure ou à une race barbare. Ainsi, les peuples gallois et irlandais s'entendaient-ils dire que leur servitude était une grande bénédiction pour leur pays, que leur langue était

un patois insignifiant destiné à disparaître dès que possible, et que d'embrasser la langue anglaise, les institutions anglaises, les idées anglaises, était le seul chemin de leur civilisation, de leur culture et leur prospérité. La domination britannique en Inde se justifiait par le cadeau inestimable de la civilisation et des idéaux britanniques (sans parler de l'unique et seule vraie religion, le christianisme) à une nation païenne et semi-barbare plongée dans les ténèbres orientales. Tout cela est maintenant un mythe discrédité. Il est aujourd'hui suffisamment clair que le long étouffement de l'esprit et de la culture celtiques, supérieurs en spiritualité bien qu'inférieurs dans certains domaines pratiques à la culture et à l'esprit latins ou teutoniques, a été une perte, non seulement pour les peuples celtiques mais pour le monde entier. L'Inde a rejeté avec véhémence la prétention britannique à la supériorité de la civilisation anglaise, de sa culture et sa religion, bien qu'elle admette les idéaux et les méthodes modernes (parce qu'ils sont modernes et non parce qu'ils sont britanniques) en politique et dans sa marche vers une égalité sociale plus grande. Il devient clair maintenant, même pour les intelligences européennes bien informées, que l'anglicisation de l'Inde aurait été un mal, non seulement pour l'Inde elle-même mais pour l'humanité.

Cependant, on peut dire que si l'ancien principe d'association était faux, l'association même finit pourtant par avoir de bons résultats. Si l'Irlande a perdu en grande partie sa vieille langue nationale et si le gallois a cessé d'avoir une littérature vivante, l'esprit celtique, pour compenser, est en train de renaître et de laisser son empreinte sur la langue anglaise, parlée par des millions d'individus à travers le monde; l'inclusion des pays celtiques dans l'Empire britannique peut produire une vie et une culture anglo-celtiques meilleures pour le monde que le développement séparé des deux éléments. L'Inde, parce qu'elle possède partiellement la langue anglaise, a pu se relier à la vie du

monde moderne et remodeler sa littérature, sa vie et sa culture sur une base plus vaste, et, maintenant qu'elle ressuscite son esprit et ses idéaux distincts sous des formes nouvelles, elle exerce une influence sur la pensée de l'Occident ; une union perpétuelle des deux pays et de constants échanges culturels par cette étroite association, seraient plus avantageux pour eux et pour le monde que leur mutuel isolement culturel dans une existence séparée.

Il existe une vérité apparente et temporaire dans cette idée, bien que ce ne soit pas l'entière vérité de la situation, et nous lui avons donné tout son poids en considérant les arguments de la solution impérialiste ou de la ligne de progression impérialiste sur le chemin de l'unité. Mais même les éléments de vérité qu'elle contient, ne sont admissibles que si une union libre et égale remplace les relations actuelles anormales, irritantes et fausses. De plus, ces avantages n'ont de valeur que s'ils sont une étape vers une unité plus grande où ce genre d'association étroite n'aura plus la même importance. Car le but ultime est une culture mondiale commune où chaque culture nationale, au lieu de se fondre et de se perdre dans une autre culture, différente de principe et de tempérament, se développera dans toute sa mesure et pourra alors, dans ce but, profiter de toutes les autres cultures, tout en donnant aux autres ses gains et ses influences, l'ensemble servant, par leur séparation et leur interaction, le but et l'idéal communs de la perfection humaine. Or, ce but serait servi plus efficacement par une certaine différenciation et par une indépendance de vie qui ne serait pas subordonnée à la force mécanisante d'une unité artificielle, que par la séparation et l'isolement, qui ne seraient désormais plus à craindre. Les nations indépendantes elles-mêmes pourraient avantageusement encourager une plus grande liberté locale de développement et de variation, une sorte de retour à la brillante vie locale et régionale de la Grèce et de l'Inde antiques ou de l'Italie médiévale, car

les inconvénients des conflits et de la faiblesse politique, de la précarité de l'indépendance nationale, n'existeraient plus dans un ordre de choses où les anciens éléments physiques de conflit auraient été exclus, tandis que tous les avantages culturels et psychologiques pourraient être retrouvés. Un monde assuré de sa paix et de sa liberté pourrait librement se consacrer à accroître les vrais pouvoirs de la vie humaine en encourageant et en épanouissant pleinement la pensée et les capacités individuelles, locales, régionales et nationales, dans le cadre solide d'une humanité unifiée.

Quelle forme précise ce cadre pourrait-il prendre ? Il est impossible de le prédire et inutile d'en spéculer ; seulement, certaines idées courantes actuelles devraient probablement être modifiées ou abandonnées. L'idée d'un parlement du monde est attrayante à première vue, parce que notre pensée est habituée à la forme parlementaire ; mais une assemblée du type national unitaire actuel ne pourrait pas être l'instrument convenable d'une union mondiale libre, si vaste et si complexe ; ce ne pourrait être que l'instrument d'un État mondial unitaire. L'idée d'une fédération mondiale (si l'on entend par là sa forme allemande ou américaine) serait également incompatible avec la grande diversité et la liberté de développement national que ce genre d'union mondiale tient pour l'un de ses principes cardinaux. Le principe juste de cette unité serait plutôt une sorte de confédération des peuples à des fins humaines communes, pour éliminer toutes les causes de conflits et de différends, coordonner et régler les aides et les échanges mutuels, mais qui laisserait cependant à chaque unité une liberté intérieure complète et le plein pouvoir de disposer d'elle-même.

Mais puisque ce genre d'unité est beaucoup plus lâche, qu'est-ce qui empêcherait l'esprit de séparatisme et les causes de querelle ou de désaccord de survivre sous des formes assez puissantes pour compromettre la durée du principe d'unité

plus vaste, à supposer même que cet esprit et ces causes le laissent arriver à une réalisation suffisante? L'idéal unitaire, par contre, s'efforce d'anéantir ces tendances antagonistes dans leurs formes et même dans leur cause première, et semblerait ainsi assurer une union plus durable. On pourrait répondre en faisant remarquer que si c'est par des idées politiques et un mécanisme politique et sous la pression d'un esprit politique et économique que l'unité s'effectue, c'est-à-dire en considérant et calculant les avantages matériels et les commodités, le bien-être, apportés par l'unification, alors le système unitaire non plus ne serait pas certain de sa durée. Étant donné la mobilité constante du mental humain et des circonstances terrestres, de nouvelles idées et des changements sont inévitables tant que la vie sera active. Le désir étouffé de retrouver l'élément perdu de variation et de séparation, d'existence indépendante, pourrait bien profiter de ces idées et de ces changements pour opérer ce que l'on considérerait alors comme une réaction saine et nécessaire. Manquant de vie, l'unité effectuée se dissoudrait sous la pression du besoin intérieur de la vie, comme l'unité romaine s'est dissoute par son manque de vitalité et son impuissance à répondre aux pressions extérieures, et, une fois de plus, l'égoïsme local, régional et national se reconstituerait de nouvelles formes et de nouveaux centres.

Par contre, dans une union mondiale libre, même si elle part tout d'abord d'une base nationale, on peut s'attendre à ce que l'idée de nation subisse une transformation radicale; elle peut même se fondre dans une nouvelle idée et une nouvelle forme d'agrégation de groupe moins rigoureusement serrée et qui n'aurait pas l'esprit séparatif, sans pour autant perdre l'élément nécessaire d'indépendance et de variation dont l'individu et le groupe ont l'un et l'autre besoin pour leur entière satisfaction et leur saine existence. En outre, en insistant sur l'idée et la base psychologiques tout autant que sur l'idée et la base politiques

et mécaniques, on pourrait arriver à une forme de nation plus libre et moins artificielle, facilitant l'apparition du changement intellectuel et psychologique nécessaire — car seul un changement intérieur peut donner à l'unification quelque chance de durée. Ce changement serait marqué par l'avènement d'une idée vivante de l'humanité ou d'une religion de l'humanité, car c'est seulement ainsi que pourrait se produire une modification psychologique de la vie, des sentiments et des points de vue, qui donnerait à l'individu et au groupe l'habitude de vivre, d'abord et surtout, dans leur commune humanité et de subjuguier leur égoïsme d'individu et de groupe sans pour autant perdre leur aptitude individuelle et collective à manifester et à exprimer, chacun à sa manière, la divinité dans l'homme, ce qui, dès que l'espèce sera assurée de son existence matérielle, apparaîtra comme l'objet véritable de l'existence humaine.

L'internationalisme

L'idéal de l'humanité en tant qu'espèce unique ayant une vie commune et un intérêt général commun, est l'un des produits les plus caractéristiques et les plus significatifs de la pensée moderne. C'est le fruit du mental européen, qui typiquement va de l'expérience de la vie à l'idée, et, sans aller plus profondément, revient de l'idée à la vie pour essayer de changer ses formes et ses institutions extérieures, son ordre, son système. Pour la mentalité européenne, cette idée a pris la forme généralement connue sous le nom d'internationalisme. L'internationalisme est une tentative de la pensée et de la vie humaines pour sortir de l'idée et de la forme nationales, et même d'une certaine façon pour les détruire dans l'intérêt d'une synthèse plus vaste de l'humanité. Une idée procédant de cette manière a toujours besoin de s'adjoindre une force déjà présente ou un pouvoir encore en germe dans la vie de l'époque avant de pouvoir exercer une influence pratique. Mais d'habitude, ce rapprochement avec les intérêts et les préjugés de ce partenaire plus fruste lui fait subir une diminution plus ou moins grande, voire une déformation, et c'est sous cette forme privée de pureté et d'absolu qu'elle entre au premier stade de la pratique.

L'idée d'internationalisme est née de la pensée du dix-huitième siècle et a commencé à faire entendre sa voix dans les premières phases idéalistes de la Révolution française. Mais à cette époque, c'était un vague sentiment intellectuel plutôt qu'une idée claire cherchant son chemin pratique; elle ne trouvait pas dans la vie une force assez puissante pour l'aider à prendre un corps visible. Ce qui est sorti de la Révolution française et de la lutte autour d'elle, n'est pas l'internationalisme mais un nationalisme

complet et conscient. Avec le dix-neuvième siècle, nous voyons la grande idée croître de nouveau dans la pensée des intellectuels, parfois sous une forme atténuée, parfois dans sa pureté idéale, jusqu'à ce que, s'alliant aux forces montantes du socialisme et de l'anarchisme, elle ait revêtu un corps défini et acquis une force vitale appréciable. Sous sa forme absolue, elle est devenue l'internationalisme des intellectuels et elle a rejeté le nationalisme avec intolérance comme un esprit étroit du passé, elle a méprisé le patriotisme comme un préjugé irrationnel, un malfaisant égoïsme collectif typique des intelligences bornées, créateur d'arrogance, de parti pris, de haine, d'oppression, de division et de conflits entre nations, une survivance grossière du passé destinée à être détruite par le progrès de la raison. Cet internationalisme se fonde sur une vision des choses qui considère l'homme exclusivement dans son humanité et nie tous les accidents physiques et sociaux de naissance, de rang, de classe, de couleur, de croyance, de nationalité, comme autant de murailles et d'écrans derrière lesquels l'homme se cache de l'homme et dont il se sert comme d'un abri ou d'une tranchée inaccessible à toute sympathie, pour livrer contre l'homme une guerre de défense et d'agression — guerre de nations, guerre de continents, guerre de classes, guerre de couleur contre couleur, de foi contre foi; de culture contre culture. Toute cette barbarie, l'internationalisme intellectuel cherche à l'abolir en mettant l'homme face à l'homme sur la seule base de l'humaine sympathie commune et des fins ou des intérêts supérieurs de l'avenir. Il est totalement futuriste dans ses vues; il se détourne du bien confus et sombre du passé et regarde vers le bien plus pur de l'avenir, quand l'homme, commençant enfin à devenir un être vraiment intelligent et éthique, secouera ces causes de préjugés, de passion et de mal. L'humanité deviendra « une » en idée et en ses sentiments, et la vie sera consciemment ce qu'elle est déjà maintenant en dépit d'elle-même : une en sa condition terrestre et en sa destinée.

La hauteur et la noblesse de cette idée ne font aucun doute, et certainement une humanité qui fonderait sa vie sur cette base, ferait une espèce meilleure, plus pure, plus pacifique et plus éclairée que tout ce que nous pouvons espérer à présent. Mais l'être humain étant ce qu'il est maintenant, l'idée pure, bien que toujours un grand pouvoir, est affligée aussi d'une grande faiblesse. Une fois née, elle a la capacité irrésistible de se saisir du reste de l'être humain et de le forcer finalement à reconnaître sa vérité et à faire quelque effort pour lui donner corps ; telle est sa force. Mais aussi, parce que l'homme à présent vit plus au-dehors qu'au-dedans, parce qu'il est gouverné surtout par son existence vitale, ses sensations, ses sentiments et sa mentalité coutumière plus que par sa pensée supérieure, et parce que c'est là qu'il se sent vraiment vivre, vraiment exister et être tandis que le monde des idées lui semble lointain et abstrait, un monde non vivant bien que puissant et intéressant à sa manière, l'idée pure ne lui apparaît pas comme tout à fait réelle tant qu'elle ne s'est pas incarnée dans la vie. Cette abstraction et cet éloignement font toute sa faiblesse.

Ce sentiment d'abstraction impose à l'idée une hâte injustifiée de se faire reconnaître par la vie et de s'incarner dans une forme. Si elle pouvait avoir confiance en sa force et se contenter de grandir, d'insister et de faire pression jusqu'à ce qu'elle ait bien pénétré dans l'esprit de l'homme, elle finirait, on le conçoit, par devenir une partie réelle de la vie de l'âme, un pouvoir permanent dans la psychologie, et réussirait à remodeler toute la vie humaine à son image. Mais elle a le désir irrésistible de se faire admettre dès que possible dans une forme de vie, car, jusque-là, elle ne se sent pas forte ni tout à fait sûre d'avoir prouvé sa vérité. Elle se précipite dans l'action avant d'avoir trouvé la vraie connaissance d'elle-même, et ainsi prépare sa propre déception alors même qu'elle semblait triompher et toucher au but. Car, pour s'imposer, elle s'allie à des pouvoirs et à des

mouvements qui obéissent à d'autres buts que le sien, et qui sont trop heureux d'avoir son aide pour fortifier leur propre cause et leurs revendications. Ainsi, quand enfin elle se réalise, c'est sous une forme mélangée, impure, inefficace. La vie l'accepte partiellement dans ses habitudes, mais pas complètement ni sincèrement. Telle a été l'histoire de toutes les idées l'une après l'autre, et c'est l'une des raisons, au moins, qui fait que le progrès humain a presque toujours cette allure irréaliste, peu concluante et tourmentée.

Dans la vie humaine d'à présent, les conditions et les tendances qui favorisent le progrès de l'idée internationaliste sont nombreuses. La plus puissante des forces favorables est le constant resserrement des nœuds de la vie internationale, la multiplication des points de contact et des lignes de communication, et une communauté croissante dans la pensée, les sciences, la connaissance. La science, en particulier, a poussé avec une grande force dans cette direction, car ses conclusions sont communes à tous les hommes, ses méthodes sont accessibles à tous, et ses résultats à la disposition de tout le monde. De par sa nature même, elle est internationale ; il n'y a pas de science nationale mais seulement des contributions nationales à l'œuvre et au développement de la science, lesquels constituent l'héritage indivisible de toute l'humanité. Il est donc plus facile pour les hommes de science ou pour ceux qui sont fortement influencés par la science, de grandir dans un esprit international ; or, maintenant, le monde entier commence à sentir l'influence scientifique et à vivre à son ombre. La science a aussi créé un contact plus étroit entre les diverses parties du monde et ainsi contribué à la formation d'une sorte de mentalité internationale. Les habitudes de vie cosmopolites sont même devenues assez fréquentes et bon nombre de gens sont citoyens du monde autant, ou davantage, qu'ils ne sont citoyens de leur propre pays. Le développement des connaissances incite les peuples à

s'intéresser à l'art, à la culture, à la religion et aux idées des autres peuples, et démolit sur bien des points les préjugés, l'arrogance et l'exclusivisme des vieux sentiments nationalistes. La religion aurait dû montrer le chemin ; mais parce qu'elle dépend de ses formes extérieures et des impulsions infrarationnelles plus que des impulsions spirituelles, elle a été autant, et même davantage, un semeur de discorde qu'un instructeur d'unité — pourtant, elle commence à comprendre, encore un peu vaguement et pas très effectivement, que la spiritualité est après tout sa raison d'être principale et son but véritable, et que c'est aussi l'élément commun et le lien commun de toutes les religions. À mesure que ces influences grandiront et se mettront à coopérer de plus en plus consciemment, on peut espérer que la modification psychologique nécessaire se produira d'une façon tranquille, graduelle, mais cependant irrésistible, et finalement avec une rapidité croissante, et qu'ainsi se préparera le vrai changement fondamental de la vie de l'humanité.

Mais pour le moment, c'est un lent processus et, en attendant, l'idée internationaliste, impatiente de s'accomplir, s'est alliée et même presque identifiée à deux mouvements de plus en plus puissants qui ont tous deux prétendu à un caractère international : le socialisme et l'anarchisme. En fait, c'est à cette alliance que l'on donne le plus souvent le nom d'internationalisme. Mais cet internationalisme socialiste et anarchiste a été récemment mis à l'épreuve — l'épreuve cuisante de la guerre européenne — et il a lamentablement échoué. Dans chaque pays, le parti socialiste a laissé choir sa promesse internationale avec la plus grande facilité et la plus grande désinvolture ; le socialisme allemand, protagoniste de l'idée, montrant massivement le chemin de cette formidable abjuration¹. Il est vrai que dans chaque pays une

1. Rappelons que dès juillet 1913, les sociaux-démocrates allemands ont voté massivement les crédits militaires demandés par Guillaume II. Il est vrai qu'au même

petite minorité est restée héroïquement fidèle à ses principes, ou y est bientôt revenue, et que la majorité elle-même, à mesure que grandissait la lassitude générale du grand massacre international, a opéré un retour sensible dans la même direction ; mais c'était le fruit des circonstances plus que des principes. On peut dire que le socialisme russe, du moins sous sa forme extrême, a fait preuve d'un sentiment internationaliste plus solidement enraciné. Mais en fait, ce qu'il a voulu réaliser, c'est la domination du prolétariat sur la base d'un nationalisme purifié, indépendant et non agressif, sauf à des fins révolutionnaires, et non sur la base d'une idée internationale plus vaste. En tout cas, jusqu'à présent, le bilan pratique de l'entreprise russe révèle seulement l'échec du concept internationaliste à acquérir une force et une efficacité vitales qui la justifieraient dans la vie ; ce bilan pourrait plus facilement servir d'argument convaincant contre l'internationalisme plutôt que justifier sa vérité, ou du moins son applicabilité au stade présent du progrès humain.

Quelle est donc la cause de cette banqueroute presque totale de l'idéal international, pour peu qu'il soit mis à l'épreuve sévère de la vie ? En partie, c'est peut-être parce que le triomphe du socialisme n'est pas nécessairement lié au progrès de l'internationalisme. En fait, le socialisme est un effort pour achever la croissance de la communauté nationale en obligeant l'individu à faire ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'alors : vivre pour la communauté plus que pour lui-même. C'est un prolongement de l'idée nationale et non de l'idée internationale. Sans doute, quand la société de chaque nation aura été perfectionnée, la société des nations pourra et même devra être formée ; mais c'est là un résultat éloigné ou ultime du socialisme, non sa nécessité vitale

moment, en août 1913, les socialistes français s'opposaient au vote de la « loi de trois ans », mais ils firent l'Union Sacrée devant le feu de l'ennemi, c'est-à-dire le 2 août 1914, à la déclaration de la guerre. (*Note de l'éditeur*)

première. Or, dans les crises de la vie, c'est la nécessité vitale primordiale qui compte, tandis que l'autre élément plus lointain montre bien qu'il est simplement une idée pas encore prête à s'accomplir ; il n'acquiert de pouvoir que lorsqu'il devient, lui aussi, une nécessité vitale ou psychologique. La vérité vraie, la cause réelle de l'échec, est que l'internationalisme est encore simplement une idée, sauf pour un petit nombre d'hommes exceptionnels ; il n'est pas encore proche de nos sentiments vitaux et n'est pas entré dans notre psychologie. Le socialiste ou le syndicaliste normal ne peut pas échapper au sentiment humain général et, mis à l'épreuve, il se révèle tout autant nationaliste dans son cœur et dans son être intime, quand bien même il faisait profession d'être sans-patrie en temps ordinaire. En fait, d'ailleurs, le socialisme et le syndicalisme étaient une révolte de la classe ouvrière aidée par un certain nombre d'intellectuels, contre l'ordre établi, et s'ils se sont alliés à l'internationalisme, c'est parce que celui-ci était également une révolte intellectuelle et que son idée les aidait dans la bataille. Si la classe ouvrière arrive au pouvoir, gardera-t-elle ses tendances internationalistes ou les abandonnera-t-elle ? L'expérience des pays où elle a pris, ou avait pris, la tête des affaires publiques, ne nous donne pas une réponse encourageante et le moins que l'on puisse dire, c'est que si, à ce moment-là, le changement psychologique de l'humanité n'est pas allé beaucoup plus loin qu'il n'est allé maintenant, la classe ouvrière au pouvoir abandonnera probablement le sentiment internationaliste plus qu'elle ne réussira à le conserver, et qu'elle agira surtout selon les vieux mobiles humains.

Sans doute, la guerre européenne elle-même était-elle l'explosion de tout ce qu'il y avait de mauvais et de dangereux dans le nationalisme triomphant ; l'embrassement qui en est résulté pourrait bien avoir été un processus purificateur, consumant bien des choses qui devaient périr. Il a déjà fortifié l'idée internationale et l'a imposée aux gouvernements et aux peuples. Pourtant, nous

ne pouvons guère avoir confiance en les idées et les résolutions prises à un moment de crise anormale et sous la contrainte violente de circonstances exceptionnelles. Il se peut que quelque effet se fasse sentir à la longue, quelque première reconnaissance de principes plus justes dans les relations internationales, un essai d'ordre international meilleur, plus rationnel, ou du moins plus commode. Mais tant que l'idée d'humanité ne se sera pas imposée aux sentiments de l'homme, à ses émotions, ses sympathies naturelles et ses habitudes mentales autant qu'à son intelligence, le progrès accompli s'attachera probablement à des accommodements extérieurs plus qu'aux problèmes vitaux et se servira de l'idéal à des fins égoïstes et mélangées plus qu'à sa réalisation sincère et générale, immédiate ou proche. Tant que l'homme ne sera pas prêt en son cœur, un changement profond des conditions du monde ne peut pas avoir lieu ; ou alors, il s'effectuera par la force — la force physique ou la force des circonstances —, ce qui laisse tout le travail véritable à faire. Il se peut qu'une ossature se construise ainsi, mais il faudra encore que l'âme grandisse dans ce corps mécanique.

L'internationalisme et l'unité humaine

Ainsi, la grande nécessité et la grande difficulté sont de servir cette idée de l'humanité — déjà à l'œuvre dans nos pensées, et qui même a légèrement commencé à influencer d'en haut nos actes — et de la changer en quelque chose de plus qu'une idée, fût-ce une idée solide, d'en faire un mobile central et une partie intégrante de notre nature. La réaliser doit devenir une nécessité de notre être psychologique, de même que l'idée de famille et l'idée de nation sont chacune devenues un mobile psychologique avec son besoin de réalisation propre. Mais comment procéder ? L'idée de famille avait l'avantage de naître d'un besoin vital primaire de notre être, elle n'avait donc pas la moindre difficulté à devenir un mobile et un besoin psychologiques, car nos mobiles mentaux et nos besoins psychologiques les plus vifs et les plus forts sont ceux qui naissent de nos nécessités et de nos instincts vitaux. De même, l'idée de clan et l'idée de tribu ont eu une origine similaire, moins primaire et moins irrésistible, et donc plus lâche et plus dissoluble, mais elles sont nées cependant de la nécessité vitale d'agrégation dans la nature humaine et elles ont trouvé une base toute prête dans l'inévitable développement physique de la famille, qui s'est changée en clan ou en tribu. C'étaient là des agrégats naturels, des formes évolutives déjà préparées au niveau animal.

Par contre, l'idée de nation n'est pas née d'un besoin vital primaire mais d'une nécessité secondaire et même tertiaire qui ne venait pas de quelque chose d'inhérent à notre nature vitale, mais des circonstances et de l'évolution du milieu. Elle n'est pas née d'une nécessité vitale mais d'une nécessité géographique et historique. Et par suite, nous constatons qu'elle a dû s'établir le

plus souvent par la force — sans doute par la force des circonstances en partie, mais aussi par la force physique, par le pouvoir du roi et de la tribu conquérante, laquelle se transformait en un État militaire dominateur. Ou encore, elle est née d'une réaction contre la force, d'une révolte contre la conquête et la domination, provoquant un rassemblement, lent ou soudain, chez des peuples qui, bien que géographiquement et même historiquement et culturellement unis, avaient manqué de cohésion et restaient trop conscients de leur hétérogénéité originelle ou de leurs divisions locales, régionales et autres. Néanmoins, la nécessité était là, et après bien des échecs et des faux succès, la forme nationale a pris corps et le mobile psychologique du patriotisme, signe de la croissance d'un ego national conscient, s'est implanté dans la forme, témoignant de son âme et garantissant sa durée. Car, sans cette âme, sans cette force et cette présence psychologique au sein de l'ossature, il ne peut y avoir aucune garantie de durée. Sans elles, ce que les circonstances avaient créé, les circonstances le détruiront aisément. C'est pourquoi le monde antique n'a pas réussi à créer des nations, sauf à une petite échelle, mais des petits clans et des petites nations régionales de courte durée et généralement de structure lâche ; il a seulement créé des empires artificiels, qui se sont désagrégés et ont laissé le chaos derrière eux.

Que dire de l'unité internationale, maintenant dans les premières douleurs obscures d'un état prénatal ressemblant au bouillonnement des cellules tirées l'une vers l'autre pour s'amalgamer ? Quelle nécessité irrésistible l'inspire ? Si nous regardons seulement les faits extérieurs, cette nécessité est beaucoup moins directe et beaucoup moins irrésistible qu'aucune de celles qui l'ont précédée. Il n'existe pas de nécessité vitale : du point de vue de la simple existence, l'humanité dans son ensemble peut fort bien se tirer d'affaire sans unité internationale ; ce ne serait certes pas une existence collective parfaite, rationnelle ni idéale,

mais après tout, existe-t-il actuellement un élément de la vie ou de la société humaine qui soit parfait, rationnel ou idéal? Pour le moment du moins, il n'y en a pas, et cependant nous nous accommodons tant bien que mal de la vie, parce que l'homme vital en nous, qui est l'élément dominant de nos instincts et de nos actions, se soucie peu de ces choses et se satisfait parfaitement de n'importe quelle forme d'existence, pourvu qu'elle soit tout juste tolérable, ou momentanément et partiellement agréable; c'est tout ce dont il a l'habitude, et donc tout ce qu'il sent être nécessaire. Les hommes qui ne sont pas satisfaits, les penseurs et les idéalistes, sont toujours une minorité, et finalement une minorité inefficace parce que, bien qu'ils finissent toujours par arriver partiellement à leurs fins, leur victoire se change en défaite; car l'homme vital reste la majorité et dégrade leur succès apparent en transformant en parodie pitoyable leur espoir raisonné, leur idéal clairvoyant ou leur ferme conseil de perfection.

La nécessité géographique de l'unification n'existe pas non plus, à moins que nous n'estimions qu'elle ait été créée par le rapprochement de la terre et de ses habitants grâce à la science, au rétrécissement magique des distances physiques et sa réduction des barrières. Mais quoi qu'il arrive dans l'avenir, ceci n'est pas encore suffisant; la terre restera toujours assez vaste et ses divisions assez réelles pour que l'on puisse se passer d'une unité formelle. Si quelque besoin pressant existe, on peut dire (si l'épithète est applicable au présent et au futur), que c'est une nécessité historique, c'est-à-dire un besoin né de certaines circonstances actuelles déterminées par l'évolution des relations internationales. Et ce besoin est économique, politique, mécanique; il peut, dans certaines circonstances, créer une ossature expérimentale préliminaire, mais de prime abord il est incapable de créer la réalité psychologique qui animerait l'ossature. En outre, il n'est pas encore suffisamment vital pour constituer

vraiment une nécessité ; car il se borne surtout au besoin d'écartier certains périls et inconvénients, comme le danger constant de la guerre et, au mieux, au grand avantage d'améliorer la coordination internationale. En soi, tout cela crée seulement la possibilité (pas même la certitude morale) d'une première vague esquisse d'unité et une ossature imprécise qui peut, ou non, aboutir à quelque chose de plus cohérent et de plus réel.

Mais il existe un autre pouvoir que celui des circonstances extérieures, et nous sommes justifiés à le prendre en considération. De fait, derrière toutes les circonstances et les nécessités extérieures plus aisément perceptibles pour nous dans la Nature, il existe toujours une nécessité intime dans l'être, une volonté et un dessein dans la Nature elle-même, qui précèdent les signaux extérieurs de leur développement et qui, en dépit de tous les obstacles et de tous les échecs, finissent inévitablement par se réaliser. Aujourd'hui, cette vérité peut s'observer partout dans la Nature, jusque dans ses formes les plus basses : une volonté dans le germe même de l'être, qui n'est pas tout à fait consciente ou n'est que partiellement consciente dans la forme elle-même, mais qui est là, cependant, présente dans la Nature. Elle est subconsciente, ou même inconsciente si l'on veut, mais c'est tout de même une volonté aveugle, une idée muette qui contient d'avance la forme qu'elle va créer, qui perçoit une autre nécessité que celle du milieu, une nécessité contenue dans l'être même, et qui crée d'une façon persistante et inévitable la forme qui répond le mieux à la nécessité, en dépit de tous les efforts que nous pouvons faire pour nous immiscer dans ses opérations ou les déjouer.

Ce qui est vrai biologiquement est aussi vrai psychologiquement, bien que d'une façon plus subtile et plus variable. Or, par sa nature même, l'homme est un individu qui, d'un côté, ne cesse d'affirmer et de développer son être individuel dans toute la mesure de son pouvoir, mais qui, de l'autre, est également poussé par l'Idée ou la Vérité en lui, à s'unifier avec tous ceux

de son espèce, à se joindre à eux ou à les agglutiner à lui pour créer des groupes humains, des agrégats et des collectivités. Et s'il lui est possible de former un agrégat ou une collectivité qui n'existe pas encore, nous pouvons être certains que cet agrégat aussi, il finira par le créer. Cette volonté en lui n'est pas toujours, ni même souvent, tout à fait consciente et prévoyante ; elle est fréquemment et surtout subconsciente, mais même alors, elle est irrésistible à la longue. Et quand elle entre dans le mental conscient, comme l'a fait maintenant l'idée internationale, on peut s'attendre à une évolution plus rapide. Cette sorte de volonté dans la Nature se crée des circonstances et des événements extérieurs favorables, à moins qu'elle ne les trouve tout créés pour elle par la force des circonstances. Et même s'ils ne sont pas suffisants, elle les utilisera souvent au-delà de leur pouvoir effectif apparent sans se soucier des possibilités d'échec, car elle sait qu'elle réussira à la fin et que chaque expérience d'insuccès l'aidera à améliorer le succès final.

Eh bien, ayons confiance en cette volonté inéluctable de la Nature, pouvons-nous dire, et conformons-nous à son mode d'opération. Créons de toute façon l'ossature de l'agrégat, une ossature quelconque, car la Nature connaît déjà la forme complète qu'elle projette et elle la produira finalement à son heure par le pouvoir de l'idée et par notre volonté de la réaliser, par l'aide puissante de la force des circonstances, par des pressions de toutes sortes, même par la force physique s'il le faut, puisque cela aussi semble faire encore partie du mécanisme nécessaire — créons-la. Créons le corps, et l'âme croîtra dans le corps. Et inutile de nous soucier de cette formation corporelle, oublions qu'elle est artificielle et n'a tout d'abord qu'une toute petite réalité psychologique consciente pour la vivifier, voire même aucune. Cette réalité commencera à se former dès que le corps sera formé ; la nation aussi s'est tout d'abord formée plus ou moins artificiellement à partir d'éléments incohérents rassemblés,

en réalité, par la nécessité d'une idée subconsciente, bien qu'en apparence elle se soit faite par la seule force physique et celle des circonstances. De même que l'ego national s'est formé en s'identifiant au corps géographique de la nation, puis en y créant l'instinct psychologique de l'unité nationale et le besoin de satisfaire cet instinct, de même, un ego humain collectif se formera dans le corps international et y éveillera l'instinct psychologique de l'unité humaine et le besoin de satisfaire cet instinct. Ce sera la garantie de la durée. Et l'homme étant ce qu'il est, c'est probablement ainsi que les choses se passeront ; en fait, si nous ne sommes pas capables de mieux, c'est ce qui se produira ; puisque l'unité doit se produire d'une manière ou de l'autre, que ce soit de la pire ou de la meilleure manière.

Il est peut-être bon ici, à la lumière de ces considérations, de passer brièvement en revue les possibilités et les pouvoirs principaux qui, dans les conditions mondiales présentes, sont en train de nous façonner en vue de l'unité humaine. L'ancien moyen d'unification ne semble pas immédiatement possible, c'est-à-dire la conquête par une unique grande Puissance qui soumettrait une partie du monde par la force et réduirait les autres nations à la condition de dépendances, de protectorats ou d'alliés subordonnés, l'ensemble formant la structure de base d'une grande unification ultime ; tel était le caractère du précédent de l'ancienne Rome. Ceci exigerait une supériorité militaire incontestable aussi bien sur mer que sur terre¹, une supériorité scientifique et tactique irrésistible, et, de plus, une diplomatie constamment couronnée de succès et une invincible bonne fortune. Si la guerre et la diplomatie doivent rester les facteurs décisifs de la politique internationale de l'avenir, comme elles l'ont été dans le passé, il serait téméraire de prédire qu'une combinaison de ce genre ne puisse pas se produire, et si les autres moyens échouent, elle se produira, car il n'est rien que

1. Maintenant aussi aérienne. (*Note de Sri Aurobindo*)

l'on puisse écarter comme impossible dans les hasards de l'avenir, et la poussée de la Nature crée toujours ses propres moyens. Mais pour le moment, les possibilités futures ne semblent pas prendre cette direction. Par contre, il existe une très forte possibilité que toute la terre, ou du moins les trois continents de l'ancien monde, soient dominés par trois ou quatre grands empires qui accroîtraient considérablement leurs dominions, leurs sphères d'influence ou leurs protectorats et jouiraient ainsi d'une prépondérance qu'ils pourraient maintenir, soit par des accords, évitant ainsi toute cause de conflit, soit par des rivalités qui engendreront de nouvelles guerres et de nouveaux changements. Tel aurait dû être normalement le résultat du grand conflit européen.

Mais cette possibilité a été déjouée par une recrudescence de l'idée de nationalité, exprimée par la nouvelle formule du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », formule à laquelle les grands empires mondiaux ont dû rendre hommage, du moins en paroles. L'idée d'unité internationale à laquelle conduit ce renouveau de la force des nationalités, prend la forme d'une soi-disant Ligue des Nations. Pratiquement, cependant, dans les conditions présentes, la Ligue des Nations, ou toute autre susceptible de se réaliser immédiatement, signifierait encore la domination de la terre par quelques grandes Puissances — une domination seulement tempérée par la nécessité de se concilier la sympathie et l'appui des nations plus petites ou moins puissantes, mais plus nombreuses. La voix décisive pour toutes les questions litigieuses importantes, reposerait pratiquement, sinon tacitement, sur la force et l'influence de ce petit nombre. Sans elles, il n'y aurait aucun espoir d'imposer les décisions de la majorité à une grande Puissance récalcitrante ou à une combinaison de Puissances. Le développement des institutions démocratiques aiderait peut-être à diminuer les chances de conflit et les abus de pouvoir (bien que ce ne soit pas du tout certain), mais il ne changerait rien à la nature réelle de ce système.

Tout cela ne nous laisse guère espérer dans l'immédiat une forme d'unification qui pourrait préparer l'avènement d'un véritable sens psychologique de l'unité, et encore moins le pousser à grandir. Il se peut que cette forme se développe, mais pour cela il faudrait se fier à une suite d'accidents ou, au mieux, à la poussée déjà visible dans la Nature et qui s'exprime dans l'idée internationaliste. À cet égard, il y eut, à une époque, une possibilité qui semblait croître très soudainement et se changer rapidement en quelque chose de plus vaste : l'émergence, dans tous les pays avancés du monde, d'un parti puissant voué à l'internationalisme, conscient de la nécessité internationaliste comme condition première de tout autre but, et de plus en plus déterminé à lui donner la priorité en s'unissant internationalement afin de la réaliser¹. L'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière — qui a créé les partis socialistes d'Allemagne, de Russie et d'Autriche, puis récemment donné une forme nouvelle au parti travailliste en Angleterre, et dont on trouve la réplique dans la plupart des autres pays d'Europe — semble pousser dans cette direction. Ce mouvement mondial, qui faisait de l'internationalisme et du règne de la classe ouvrière ses deux principes essentiels, avait déjà provoqué la Révolution russe et semblait sur le point de déclencher une autre grande révolution socialiste en Europe centrale². On pouvait concevoir que ce parti

1. Rappelons la naissance des divers partis socialistes en Europe : Russie en 1873, Angleterre en 1884 (Société Fabienne) et en 1893 (Labour Party), Allemagne en 1869, France après 1893 et en 1905 fondation de la SFIO. Puis la fondation de la Première Internationale à Londres en 1864, de la Deuxième Internationale à Paris en 1889, et enfin le Congrès socialiste international d'Amsterdam en 1904 qui proclamait la lutte des classes, la socialisation des moyens de production, et l'ordre de ne pas voter les crédits militaires et coloniaux. (*Note de l'éditeur*)

2. Cette révolution prévue en Europe centrale s'est réellement déroulée simultanément en Allemagne dès le 8 novembre 1918 avec Ebért, puis en janvier 1919 avec Liebknecht et Rosa Luxembourg, et en Hongrie avec le Comte Karolyi en octobre 1918, puis l'arrivée de Bela Kun en mars 1919, sans parler des révolutions nationalistes qui couvaient depuis un siècle au sein de l'Empire austro-hongrois, et qui donnèrent

s'unisse partout. Par une chaîne de révolutions, comme celles qui eurent lieu au dix-neuvième siècle, et d'évolutions (moins violentes mais cependant rapides) précipitées par la pression de leur exemple, ou même simplement en formant la majorité dans chaque pays, ce parti pourrait dominer l'Europe. Il pourrait susciter des émules dans toutes les républiques américaines et dans les pays asiatiques. Il pourrait, se servant du mécanisme de la Ligue des Nations, ou, s'il le fallait, par la force physique et par des pressions économiques ou autres, persuader ou contraindre toutes les nations d'adopter un système d'unification internationale plus rigoureux. Un État mondial, ou une étroite confédération des peuples démocratiques, pourrait ainsi se créer avec un corps gouvernant commun qui déciderait des principes et s'occuperait de toutes les affaires d'une importance générale, ou du moins des affaires et des problèmes proprement internationaux; une loi commune des nations pourrait se créer avec des tribunaux internationaux pour l'appliquer et quelque système de contrôle policier international pour la maintenir et l'imposer. De cette façon, par la victoire générale d'une idée, socialiste ou autre, cherchant à organiser l'humanité sur son modèle particulier, ou par quelque autre moyen encore imprévu, une unité suffisante quant à la forme pourrait naître.

Une question se pose alors : comment créer, à partir de cette unité purement formelle, une unité psychologique réelle, et comment en faire un tout vivant? Car une union purement formelle, mécanique (administrative, politique et économique) ne crée pas nécessairement une unité psychologique. Aucun des grands empires n'y a encore réussi. Même dans l'Empire romain où existait un certain sens de l'unité, ce sens n'était ni très étroit ni très vivant; il s'est révélé incapable de résister aux chocs du dehors

le jour, dès l'effondrement de l'Allemagne, à la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie. (*Note de l'éditeur*)

et du dedans, et, chose beaucoup plus dangereuse, il n'a pas pu empêcher le péril de la décadence et de la dévitalisation causées par l'affaiblissement des éléments naturels de libre variation et de saine compétition. Une union mondiale complète aurait, certes, l'avantage de n'avoir pas à craindre les forces du dehors, car ces forces n'existeraient plus. Mais l'absence même d'une pression du dehors pourrait bien donner plus de champ et de pouvoir aux éléments intérieurs de désintégration, et encore davantage aux occasions de décadence. Certes, cette union complète pourrait favoriser pendant longtemps une activité intérieure, intellectuelle et politique, et un progrès social qui la garderaient vivante, mais le principe de progrès ne serait pas toujours à l'abri de la tendance naturelle à l'épuisement et à la stagnation, laquelle pourrait bien être hâtée chaque fois que l'uniformité augmente et par la satisfaction même du bien-être social et économique. Disloquer l'unité deviendrait alors nécessaire pour rendre vie à l'humanité. Par ailleurs, tandis que l'Empire romain faisait seulement appel à l'idée d'unité romaine, principe artificiel et accidentel, cet État mondial ferait appel à l'idée d'unité humaine, principe réel et vital. Mais si l'idée d'unité peut séduire la pensée humaine, l'idée de vie séparée le peut aussi, car l'une et l'autre s'adressent à des instincts vitaux de notre nature. Quelle garantie avons-nous que l'autre alternative n'aura pas le dessus quand l'homme aura fait l'essai de l'unité et trouvé, peut-être, que ses avantages ne donnent pas satisfaction à sa nature entière? Seule, la croissance d'un facteur psychologique très puissant peut lui faire sentir le besoin de l'unité, quels que soient les changements ou manipulations qui, par ailleurs, pourraient être désirables pour satisfaire ses autres instincts et ses autres besoins.

L'unification formelle de l'humanité viendrait à nous sous la forme d'un système qui prendrait naissance, grandirait et atteindrait son apogée. Mais par la nature même des choses, tous les systèmes, après leur apogée, ont tendance à se décomposer

et à mourir. Pour empêcher que l'organisme se décompose et meure, il faut qu'il ait en lui une réalité psychologique capable de persister et de survivre à tous les changements du corps. Les nations possèdent cette réalité avec une sorte d'ego national collectif qui persiste à travers tous les changements vitaux. Mais cet ego n'est d'aucune façon doué d'une existence propre et immortelle ; il dépend de certains éléments avec lesquels il s'identifie. D'abord, il y a le corps géographique, le pays ; puis les intérêts communs de ceux qui habitent le même pays : la défense, le bien-être et le progrès économiques, la liberté politique ; enfin, le nom, la culture, les sentiments communs. Mais observons que cet ego national doit sa vie à la coalescence des tendances séparatrices et unitaires innées ; car la nation se sent unique et distincte des autres nations, et en même temps elle doit sa vitalité aux échanges avec les autres nations et à sa lutte contre elles dans toutes les activités de sa nature. Mais tout cela n'est pas suffisant non plus ; il existe un facteur plus profond. Il faut qu'il y ait une sorte de religion du pays, il faut que chaque individu reconnaisse constamment, même si ce n'est pas toujours explicite, le caractère sacré de la mère physique, la terre, et aussi, si obscurément que ce soit, de la nation en tant qu'âme collective, et qu'il admette que le premier devoir et le premier besoin de chaque homme est de la garder vivante, de la défendre contre l'agression ou toute atteinte mortelle, et, au cas où elle est abattue, de veiller, d'attendre et de lutter pour sa délivrance et sa réhabilitation, ou, si elle est atteinte de quelque mal spirituel fatal, de travailler sans cesse à la guérir, à la revivifier et lui sauver la vie.

L'État mondial offrira à ses habitants le grand avantage de la paix, du bien-être économique, de la sécurité générale et de conditions favorables aux activités et au progrès intellectuels, culturels et sociaux. Mais aucun de ces avantages ne suffit à y pourvoir. La paix et la sécurité, nous les désirons tous à

présent, parce que nous ne les avons pas en suffisance ; mais il faut se souvenir que l'homme a également besoin de combat, d'aventure, de lutte, qu'il les exige presque pour croître et vivre sainement ; or, cet instinct serait en grande partie étouffé par la paix universelle et par la plate sécurité, et il pourrait fort bien se redresser victorieusement contre cet étouffement. Le bien-être économique à lui seul ne peut pas satisfaire d'une façon permanente, et le prix qu'il faut le payer pourrait être si lourd qu'il en oblitère l'attrait et la valeur. L'instinct humain de liberté individuelle et nationale pourrait bien être une menace constante pour l'État mondial, à moins que l'État ne soit organisé si habilement qu'il lui donne suffisamment de champ libre. Une activité et un progrès intellectuels et culturels communs peuvent beaucoup, mais à eux seuls ils ne suffisent pas nécessairement à donner naissance au puissant facteur psychologique dont nous avons besoin. Ainsi, l'ego collectif nouveau-né devrait s'appuyer seulement sur l'instinct unitaire, puisqu'il serait en conflit avec l'instinct séparatif ; or, celui-ci donne à l'ego national la moitié de sa vitalité.

Il n'est pas impossible que le facteur intérieur indispensable à cette ossature extérieure se crée progressivement, au cours même du processus de croissance de l'ossature, mais alors certains éléments psychologiques devraient être présents en grande force. Pour que le changement puisse durer, il faudrait une religion de l'humanité, ou quelque sentiment équivalent, beaucoup plus puissant, plus explicite, plus conscient, plus universel dans son attrait qu'une religion nationaliste du pays ; il faudrait que l'homme reconnaisse clairement dans toute sa pensée et sa vie, qu'une âme unique anime l'humanité et que chaque homme et chaque peuple en sont une incarnation et une forme ; il faudrait que l'homme s'élève au-dessus du principe de l'ego ancré dans la séparativité, sans pour autant détruire l'individualité, car sans elle l'homme resterait stagnant ; il faudrait un principe et une

organisation de vie commune qui donnent le champ libre aux variations individuelles, aux échanges dans la diversité, au besoin d'aventure et de conquête par lesquelles l'âme de l'homme vit et s'ennoblit; enfin, il faudrait des moyens suffisants pour exprimer la vie complexe et l'essor qui en résulteraient, au sein d'une forme de société humaine progressive et flexible.

La religion de l'humanité

Une religion de l'humanité peut se présenter de deux façons, comme un idéal intellectuel et sentimental, un dogme vivant ayant des effets intellectuels, psychologiques et pratiques, ou comme une aspiration et une règle de vie spirituelles, et elle peut être en partie le signe, en partie la cause d'un changement d'âme dans l'humanité. La religion intellectuelle de l'humanité existe déjà jusqu'à un certain point, à la fois comme une croyance consciente dans la pensée d'un petit nombre et comme une ombre active dans la conscience de l'espèce. C'est l'ombre d'un esprit qui n'est pas encore né, mais qui se prépare à naître. Le monde matériel, notre monde, est ainsi peuplé d'ombres puissantes, spectres de choses mortes et esprits de choses pas encore nées, sans parler des éléments pleinement incarnés du présent. Les spectres des choses mortes sont des réalités très encombrantes et ils abondent à présent : spectres de religions mortes, d'arts morts, de moralités mortes, de théories politiques mortes, qui tous prétendent encore garder leur corps pourrissant ou animer partiellement le corps des choses existantes. Répétant obstinément les formules sacrées du passé, ils hypnotisent les intelligences retardataires et intimident même la fraction progressiste de l'humanité. Puis, il y a les esprits à naître et encore incapables de revêtir un corps défini, mais qui sont déjà nés dans le mental et qui existent en tant qu'influences que le mental humain perçoit et auxquelles il répond aujourd'hui d'une façon confuse et désordonnée. La religion de l'humanité est mentalement née au dix-huitième siècle ; c'est le *mânasa-putra*¹

1. « L'enfant né du mental », concept et expression appartenant à la cosmologie purânique indienne. (*Note de l'éditeur*)

des penseurs rationalistes qui l'inventèrent pour détrôner le spiritualisme formaliste du christianisme ecclésiastique. Elle a tenté de se trouver un corps dans le Positivisme, qui a voulu formuler les dogmes de cette religion mais sur une base trop lourdement et trop rigoureusement rationaliste pour pouvoir être acceptée même par l'Âge de la Raison. L'humanitarisme en est le résultat sentimental le plus marquant. La philanthropie, le service social et autres activités similaires, sont l'expression extérieure de ses bonnes œuvres. La démocratie, le socialisme et le pacifisme sont dans une large mesure ses sous-produits, ou, du moins, doivent à sa présence intérieure une grande part de leur vigueur.

L'idée fondamentale peut s'énoncer ainsi : l'humanité est la divinité que l'homme doit adorer et servir ; le respect, le service, le progrès de l'être humain et de la vie humaine sont le devoir principal et le but principal de l'esprit humain. Nulle autre idole ne doit prendre sa place, ni la nation, ni l'État, ni la famille, ni rien autre ; et ceux-ci ne sont dignes de respect que dans la mesure où ils sont des images de l'esprit humain, consacrant sa présence et aidant à sa manifestation. Mais lorsque le culte des idoles cherche à usurper la place de l'esprit et montre des exigences incompatibles avec son service, il doit être rejeté. Aucune injonction des vieilles croyances, fussent-elles religieuses, politiques, sociales ou culturelles n'est valable quand elle contredit les droits de l'esprit. La science elle-même, bien que le monde moderne en ait fait une de ses grandes idoles, ne doit pas être autorisée à avoir des exigences contraires au tempérament éthique de l'esprit et à ses fins morales, car la science n'a de valeur que dans la mesure où, par la connaissance et le progrès, elle aide et sert la religion de l'humanité. La guerre, la peine de mort, la destruction de la vie humaine, la cruauté sous toutes ses formes, qu'elle soit commise par l'individu, l'État ou la société (et non seulement la cruauté physique mais la cruauté morale, la dégradation de tout être humain ou de toute classe d'êtres humains

sous n'importe quel prétexte spécieux ou dans n'importe quel intérêt), l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme, d'une classe par une autre, d'une nation par une autre, et toutes les habitudes de vie, toutes les institutions sociales du même genre, que la religion et la morale ont pu tolérer autrefois ou même favoriser en pratique, quoi qu'elles en disent dans leurs règles ou leur credo idéal, sont des crimes contre la religion de l'humanité. Abominables pour sa pensée éthique, interdits par ses principes primordiaux, ils doivent être toujours combattus et, jamais, à aucun degré, tolérés. L'homme doit être sacré pour l'homme, indépendamment de toute distinction de race, de croyance, de couleur, de nationalité, de statut, de position politique ou sociale. Le corps de l'homme doit être respecté, protégé de la violence et des outrages, fortifié par la science contre la maladie et contre une mort évitable. La vie de l'homme doit être tenue pour sacrée, garantie, fortifiée, ennoblie, exaltée. Le cœur de l'homme doit être considéré comme sacré aussi; il doit avoir le champ libre, être protégé de toute profanation, tout étouffement, toute mécanisation et libéré des influences amoindrissantes. Le mental de l'homme doit être délivré de toute entrave; il doit avoir la liberté, l'espace et des facilités, recevoir tous les moyens d'éducation et de développement, et organiser le jeu de ses pouvoirs au service de l'humanité. Et en outre, tout ceci ne doit pas être considéré comme un pieux sentiment ni comme une abstraction, mais être pratiquement et pleinement reconnu en la personne des hommes, des nations et du genre humain. Tel est, dans ses grandes lignes, l'idée ou l'esprit de la religion intellectuelle de l'humanité.

Il suffit de comparer la vie de l'homme, sa pensée, ses sentiments, il y a un siècle ou deux, avec sa vie, sa pensée et ses sentiments dans la période d'avant-guerre¹ pour voir combien

1. La Première Guerre mondiale. (*Note de l'éditeur*)

l'influence de cette religion de l'humanité a été grande et comme son travail a été fructueux. Elle a accompli rapidement bien des tâches que la religion orthodoxe avait été incapable de réaliser concrètement; et ceci, surtout, parce qu'elle a constamment agi comme un dissolvant critique et intellectuel, un adversaire impitoyable de ce qui est, un inébranlable champion de ce qui sera, toujours fidèle à l'avenir, tandis que la religion orthodoxe s'est alliée aux puissances du présent, et même du passé, s'est enchaînée en pactisant avec elles et, au mieux, n'a su agir que comme une force de modération et non comme une force de réforme. De plus, cette religion a foi en l'humanité et en son avenir terrestre et, par conséquent, elle peut aider au progrès humain sur la terre, tandis que les religions orthodoxes regardaient la vie terrestre de l'homme avec des yeux de pieuse douleur et d'affliction, et l'invitaient très expéditivement à supporter avec paix et contentement les grossièretés, les cruautés, les oppressions et les tribulations de cette vie, et même à leur faire bon accueil pour apprendre à apprécier et à gagner la vie meilleure qui lui sera accordée dans l'au-delà. La foi, même la foi intellectuelle, accomplit toujours des miracles; et en effet, cette religion de l'humanité, même sans avoir pris de forme corporelle ni d'apparence militante et sans moyens visibles de réalisation, a cependant été capable d'effectuer en grande partie ce qu'elle se proposait d'accomplir. Jusqu'à un certain point, elle a humanisé la société, humanisé la loi et les sanctions pénales, humanisé l'attitude de l'homme envers l'homme, aboli la torture légale et les formes les plus grossières de l'esclavage, relevé ceux qui étaient rabaissés et déchus; elle a donné de vastes espoirs à l'humanité, stimulé la philanthropie, la charité et le service du genre humain, encouragé partout le désir de la liberté, mis un frein à l'oppression et réduit considérablement ses manifestations les plus brutales. Elle avait presque réussi à humaniser la guerre, et y serait peut-être parvenue tout à fait sans l'intervention contraire de la science

moderne. Elle a permis à l'homme de concevoir qu'un monde sans guerre était imaginable sans qu'il soit besoin d'attendre le millénium des chrétiens. En tout cas, un certain changement s'est produit ; au lieu d'une paix qui était un rare interlude au milieu d'une guerre constante, la guerre est devenue un interlude, encore trop fréquent, au milieu d'une paix qui n'est encore qu'une paix armée. Ce n'est peut-être pas un grand pas, mais c'est tout de même un pas en avant. Elle a également apporté une nouvelle conception de la dignité de l'homme et ouvert des idées et des perspectives nouvelles à son éducation, son développement, ses potentialités. Elle a répandu la lumière, rendu l'homme plus sensible à sa responsabilité vis-à-vis du progrès et du bonheur de l'espèce ; elle a haussé le respect de soi et les capacités moyennes de l'humanité ; des serfs ont repris espoir, les opprimés ont relevé la tête, et les travailleurs, par leur qualité d'homme, sont devenus les égaux potentiels des riches et des puissants. Certes, si nous comparons ce qui est et ce qui devrait être — l'accomplissement actuel et l'idéal —, tout ceci ne semblera qu'un maigre travail de préparation. C'est pourtant une remarquable carrière pour un siècle et demi de travail, ou un peu plus, et pour un esprit dépourvu de corps qui devait travailler avec les instruments du bord et qui n'avait encore ni forme ni habitation ni appareil visible lui permettant une action concentrée. Mais peut-être est-ce en cela que résidaient son pouvoir et son avantage, parce que c'est cela qui l'a empêché de se cristalliser dans une forme et de s'y pétrifier, ou, du moins, de perdre la liberté et la subtilité plus grandes de son action.

Cependant, si elle veut réaliser toutes ses promesses, cette idée ou cette religion de l'humanité doit se rendre plus explicite, plus insistante, plus catégoriquement impérieuse. Sinon, elle n'agira clairement que dans la pensée d'une élite, tandis que son influence sur la masse restera mitigée, et elle ne gouvernera pas la vie humaine. Et tant qu'il en sera ainsi, elle ne pourra pas

prévaloir entièrement contre son ennemi principal. Cet ennemi — l'ennemi de toute religion vraie — est l'égoïsme humain, l'égoïsme de l'individu, l'égoïsme de classe et l'égoïsme national. Elle a pu, pour un temps, adoucir ces égoïsmes, les atténuer, les forcer à mettre un frein à leurs manifestations les plus arrogantes et les plus visibles, les plus brutales ; elle a pu les obliger à adopter des institutions meilleures, mais non à céder la place à l'amour de l'humanité, non à reconnaître une unité réelle entre les hommes. Car tel doit être essentiellement le but de la religion de l'humanité, comme ce doit être le but terrestre de toute religion humaine : l'amour, la reconnaissance mutuelle d'une fraternité des hommes, un sens vivant de l'unité humaine et une pratique de l'unité humaine dans la pensée, dans les sentiments et dans la vie ; et tel est l'idéal qui fut pour la première fois exprimé dans l'ancien hymne védique¹, il y a des milliers d'années, et qui restera toujours la plus haute injonction de l'Esprit en nous à la vie humaine sur la terre. Tant que ceci ne sera pas accompli, la religion de l'humanité ne pourra devenir une réalité. Quand ceci sera fait, le seul changement nécessaire aura été réalisé, le changement psychologique sans lequel aucune unité formelle et mécanique, politique et administrative, ne peut être réelle et

1. Il s'agit d'un hymne du rishi Samvanana Angīrasa à Agni, la Flamme intérieure, qui conduit le voyage de l'être humain à la découverte du monde de la Vérité ou monde solaire :

« Ô Feu, ô vigoureux, tu es le maître qui nous unit à toutes les choses, tu flamboies haut sur les assises de la révélation, puisses-tu nous apporter les Richesses.

« Réunissez-vous, prononcez une seule et même parole, que vos pensées arrivent à une seule et même connaissance, de même que les dieux anciens, arrivant à une seule et même connaissance, ont pris chacun la part qui leur revenait.

« Tous ont une Formule commune, une assemblée d'union commune, un mental commun à tous, ils sont ensemble dans une seule et même connaissance. Je prononce pour vous une Formule commune, je fais le sacrifice pour vous avec une offrande commune.

« Que votre aspiration soit une et commune, et que vos cœurs soient unis, que votre mental soit commun à tous, afin qu'une proche compagnie puisse devenir vôtre. » (Rig-Véda X.191.1,2,3,4) Traduit du sanskrit par Sri Aurobindo dans *Hymns to the Mystic Fire*.

sûre. Si ce seul changement s'effectue, l'unification extérieure ne sera peut-être même pas indispensable, ou si elle l'est, elle se produira naturellement — non par des moyens catastrophiques comme il semble probable maintenant, mais par la seule insistance du mental humain — et elle sera garantie par un besoin essentiel de notre nature humaine, plus développée et plus parfaite.

La question reste de savoir si une religion de l'humanité, une religion purement intellectuelle et sentimentale, peut suffire à accomplir un aussi vaste changement dans notre psychologie. La faiblesse de l'idée intellectuelle, même quand elle s'appuie sur un appel aux sentiments et aux émotions, est de ne pas pénétrer au centre de l'être humain. L'intellect et les sentiments sont seulement des instruments de l'être, et ils peuvent être, ou bien des instruments de la forme extérieure et inférieure, ou bien des instruments de l'homme supérieur et intérieur : des serviteurs de l'ego ou des transmetteurs de l'âme. Le but de la religion de l'humanité s'est formulé au dix-huitième siècle par une sorte d'intuition fondamentale ; ce but était, et est encore, de recréer la société humaine à l'image de trois idées-sœurs : liberté, égalité, fraternité. Aucune n'a été réellement conquise en dépit de tout le progrès accompli. La liberté, tant proclamée comme essentielle au progrès moderne, n'est qu'une liberté extérieure, mécanique et irréaliste. L'égalité, tant recherchée et pour laquelle on s'est tant battu, est, elle aussi, extérieure et mécanique, et finalement elle se révélera irréaliste. Quant à la fraternité, elle n'est même pas considérée comme un principe praticable d'organisation de la vie, et ce que l'on propose à sa place, est un principe extérieur et mécanique d'association égale ou, au mieux, une camaraderie du travail. Cet échec tient au fait que l'idée d'humanité, en notre âge intellectuel, a dû masquer son véritable caractère de religion, de mouvement de l'âme et de l'esprit, et s'adresser à la mentalité vitale et physique de l'homme au lieu de faire appel à son être intérieur. Son effort s'est borné à vouloir révolutionner

les institutions politiques et sociales et à modifier les idées et les sentiments communs du mental humain afin que ces institutions puissent recevoir une application pratique; elle a œuvré sur le mécanisme de la vie humaine et sur le mental extérieur plus que sur l'âme de l'espèce. Elle s'est efforcée d'établir une liberté, une égalité et une entraide mutuelle, politiques, sociales et légales, au sein d'une association égale.

Ces buts ont une grande importance à leur niveau, mais ils ne sont pas la chose centrale; ils ne peuvent être assurés que s'ils se fondent sur un changement de la nature intérieure de l'homme et de sa manière intérieure de vivre. En eux-mêmes, ils n'ont d'importance que s'ils aident à donner plus d'essor et de champ libre au progrès de l'homme vers ce changement intérieur et, une fois celui-ci accompli, s'ils deviennent l'expression extérieure d'une vie intérieure plus large. La liberté, l'égalité, la fraternité sont trois divinités de l'âme; elles ne peuvent pas vraiment se réaliser par les mécanismes extérieurs de la société, ni par l'homme tant qu'il vit seulement dans l'ego individuel et dans celui de la communauté. Quand l'ego réclame la liberté, il arrive à un individualisme compétitif. Quand il revendique l'égalité, il arrive d'abord au conflit, puis il tente de fermer les yeux sur les variations de la Nature et ne connaît d'autre moyen que de bâtir une société artificielle et mécanique. Une société qui cherche la liberté comme idéal, est incapable d'arriver à l'égalité; une société qui cherche l'égalité sera obligée de sacrifier la liberté. Et parler de fraternité à l'ego, c'est parler d'une chose contraire à sa nature. Tout ce qu'il connaît, c'est une association à la poursuite de fins égoïstes communes; tout ce qu'il est capable de réaliser, c'est une organisation plus rigoureuse afin de répartir également le travail, la production, la consommation et les plaisirs.

Et pourtant, la fraternité est la vraie clef du triple évangile de l'idée d'humanité. L'union de la liberté et de l'égalité ne peut s'accomplir que par le pouvoir de la fraternité humaine; elle ne

peut se fonder sur rien autre. Mais la fraternité n'existe que dans l'âme et par l'âme ; elle ne peut exister par rien autre. Car cette fraternité n'est pas affaire de parenté physique ni d'association vitale ni d'accord intellectuel. Quand l'âme réclame la liberté, c'est la liberté de se développer, de développer le divin dans l'homme et dans tout son être. Quand elle réclame l'égalité, ce qu'elle veut, c'est cette même liberté également pour tous, et la reconnaissance d'une même âme, une même divinité dans tous les êtres humains. Quand elle cherche la fraternité, elle fonde cette égale liberté de développement sur un but commun, une vie commune, une unité de pensée et de sentiment, elle-même fondée sur la reconnaissance de l'unité spirituelle intérieure. En fait, cette trinité constitue la nature même de l'âme ; car la liberté, l'égalité et l'unité sont les attributs éternels de l'Esprit. Reconnaître pratiquement cette vérité, éveiller l'âme dans l'homme et tenter de le faire vivre dans son âme et non dans son ego, tel est le sens intérieur de la religion, et c'est à cela que la religion de l'humanité doit parvenir également si elle veut se réaliser dans la vie de l'espèce.

Résumé et conclusion

En d'autres termes — et c'est la conclusion à laquelle nous arrivons —, il est possible d'édifier une unité précaire et tout à fait mécanique par des moyens politiques et administratifs, mais même si elle s'accomplit, l'unité de l'espèce humaine ne peut être viable et devenir réelle que si la religion de l'humanité, qui est à présent le plus haut idéal actif du genre humain, se spiritualise et devient la loi intérieure générale de la vie humaine.

Une unité extérieure peut fort bien s'accomplir — et peut-être le temps n'en est-il pas loin, bien que ce ne soit nullement certain — parce qu'elle est l'aboutissement final et inévitable de la marche de la Nature dans la société humaine et que cette marche favorise des agrégats de plus en plus grands et ne peut manquer d'aboutir à une agrégation totale de l'humanité au sein d'un système international plus étroit.

La marche de la Nature et ses moyens de réalisation dépendent de deux forces qui se combinent pour rendre inévitable l'agrégation plus grande. D'abord, nous avons le rapprochement croissant des intérêts communs, ou du moins l'entrelacement et la connexité des intérêts dans un champ de plus en plus large, qui font des anciennes divisions un obstacle et une cause de faiblesse, d'obstruction, de friction, et qui rendent le choc ou la collision créée par cette friction une calamité ruineuse pour tous, même pour le vainqueur qui doit payer un prix trop lourd pour le gain obtenu ; et même les gains escomptés deviennent de plus en plus difficiles à obtenir et le succès plus problématique à mesure que la guerre se fait plus complexe et plus désastreuse. La prise de conscience grandissante de cette communauté ou interdépendance

d'intérêts et la répugnance de plus en plus grande à affronter les conséquences d'une collision et d'un conflit ruineux, doivent nécessairement pousser les hommes à accueillir n'importe quel moyen susceptible de réduire les divisions qui engendrent de pareils désastres. Si ce mouvement de réduction des divisions reçoit un jour une forme définitive, ce sera le commencement d'une poussée conduisant à une union de plus en plus étroite. Si la Nature ne peut pas arriver à ses fins par ces moyens, si l'incohérence est trop grande pour que triomphe le mouvement d'unification, elle emploiera d'autres moyens, telles la guerre et la conquête, ou la domination temporaire d'un État ou d'un empire puissant, ou encore la menace d'une domination de cette sorte afin d'obliger ceux qui se sentent menacés à adopter un système d'union plus étroit. Ce sont ces moyens-là et la force des nécessités extérieures que la Nature a employés pour créer les unités nationales et les empires nationaux ; et en dépit de certaines modifications dans les circonstances et le mode d'action, c'est au fond la même force et les mêmes moyens qu'elle est en train d'employer pour conduire le genre humain à une unification internationale.

Mais en deuxième lieu, il existe aussi la force d'un sentiment unitaire commun. Celui-ci peut agir de deux façons : survenir avant, comme une cause première ou auxiliaire, ou se produire après, comme un résultat qui cimente l'union. Dans le premier cas, le sentiment d'une unité plus vaste s'éveille parmi les unités qui étaient autrefois divisées et les pousse à chercher une forme d'union ; alors, c'est surtout la force du sentiment et de l'idée qui effectue l'union ou qui vient secondairement en aide à d'autres événements et d'autres causes plus extérieures. Observons que dans l'ancien temps, ce sentiment n'était pas très effectif, comme dans le cas des petits clans ou des nations régionales, et l'unité a dû normalement se faire sous la pression des circonstances extérieures, généralement les circonstances les plus grossières :

la guerre et la conquête, la domination du plus puissant des belligérants ou des peuples voisins. Plus tard, la force du sentiment d'unité est devenue plus effective, soutenue comme elle l'était par une idée politique plus claire. Les grands agrégats nationaux se sont constitués par un simple acte de fédération ou d'union, bien que parfois cet acte ait dû être précédé d'une lutte commune pour la liberté ou d'une union de guerre contre un ennemi commun. Ainsi se sont unifiés les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne et, plus pacifiquement, les fédérations de l'Australie et de l'Afrique du Sud. Mais en d'autres cas, particulièrement dans les premiers agrégats nationaux, le sentiment d'unité était en grande partie ou entièrement le résultat d'une union formelle et extérieure ou mécanique. Mais en tout cas, que ce soit pour éveiller ce sentiment ou pour garantir sa croissance, le facteur psychologique est indispensable ; sans lui, il ne peut y avoir d'union sûre ni durable. Son absence, c'est-à-dire l'incapacité de créer un sentiment d'unité ou de le rendre suffisamment vivant, naturel et vigoureux, a été la cause de la précarité des agrégats comme l'Autriche-Hongrie et du caractère éphémère des empires passés, et de même, à moins que les circonstances ne changent, elle causera probablement l'écroulement ou la désintégration des grands empires de nos jours.

La poussée des forces vers une organisation mondiale internationale aboutissant éventuellement à une unification lointaine (qui commence tout juste maintenant à se faire jour sous forme d'idée ou d'aspiration, bien que les causes qui l'aient rendue inévitable soient à l'œuvre depuis un certain temps), est imposée par les circonstances extérieures, par la pression des besoins et du milieu. Simultanément, aidé et stimulé par ces circonstances extérieures, s'est éveillé un sentiment cosmopolite, international, encore assez nébuleux et vaguement idéal, qui peut accélérer la formation d'une union formelle. À lui seul, ce sentiment serait un ciment insuffisant pour préserver l'union mécanique que l'on

pourrait créer, car il n'aurait certainement pas la familiarité ni la vigueur dont jouit le sentiment national. La seule provende substantielle qui l'aiderait à subsister, serait la commodité de l'union. Or, l'expérience du passé montre que la seule force des commodités n'est pas assez puissante finalement pour résister à la pression des circonstances défavorables, au regain des vieilles forces centrifuges ou à la poussée effective de nouvelles forces de dissociation. Cependant, une force plus puissante est à l'œuvre, une sorte de religion intellectuelle de l'humanité; claire dans la pensée d'une élite, vaguement perçue en ses effets et sous ses déguisements par la multitude, elle a largement contribué à former les tendances de la pensée moderne et à orienter le développement de ses institutions. C'est une force psychologique et elle tend à dépasser la formule nationale, elle aspire à remplacer la religion du pays, et même, sous sa forme extrême, à détruire complètement le sentiment de nation et à abolir ses divisions afin de créer une unique nation du genre humain.

Nous pouvons donc dire que cette tendance doit finalement prendre corps, quelle que soit la taille des difficultés; et elles sont vraiment énormes, beaucoup plus grandes que celles qui ont présidé à la formation de la nation. Si l'état peu satisfaisant des relations internationales actuelles doit conduire à une série de cataclysmes — qu'ils soient grands et d'importance mondiale comme la guerre actuelle ou d'une étendue plus limitée mais mondiaux par leur somme — et qu'avec l'interdépendance croissante des intérêts, ils frappent même ceux qu'ils ne touchent pas directement, alors, pour se défendre, l'humanité sera finalement obligée d'adopter un nouvel ordre de choses plus étroitement et plus rigoureusement unifié. Elle aura le choix entre l'unification et un lent suicide. Si la raison humaine est incapable de découvrir le moyen, la Nature elle-même ne manquera pas de susciter des bouleversements pour arriver à ses fins. Tôt ou tard, par conséquent, qu'elle soit créée par un sentiment d'unité

grandissant, stimulée par l'intérêt et la commodité de tous ou par la pression évolutive des circonstances, nous pouvons être sûrs qu'une unification finale, ou du moins quelque organisation formelle de la vie humaine sur la terre, est pratiquement inévitable, compte tenu toujours de l'imprévisible.

Par analogie avec l'évolution passée de la nation, nous avons essayé de montrer que l'unification internationale devait aboutir, ou du moins aboutira probablement, à l'une des deux formes suivantes : un État mondial centralisé, ou bien une union mondiale plus lâche, qui sera peut-être une étroite fédération ou simplement une confédération des peuples aux fins communes de l'humanité. Cette dernière forme serait de beaucoup préférable parce qu'elle donne suffisamment de champ libre au principe de variation nécessaire au libre jeu de la vie et au sain progrès de l'espèce. Le processus de formation d'un État mondial commencerait par la création d'un corps central qui, tout d'abord, aurait des fonctions très limitées mais qui, une fois créé, ne pourrait manquer d'absorber graduellement les différents services du gouvernement international centralisé, de même que l'État, d'abord sous sa forme monarchique, puis sous sa forme parlementaire, a absorbé graduellement tout le gouvernement de la vie nationale, si bien que nous sommes maintenant très près d'un État socialiste centralisé qui ne laissera aucune partie de la vie de ses individus sans réglementation. Dans l'État mondial, un processus similaire se terminerait par l'absorption et la réglementation de la vie totale des peuples, et pourrait même aboutir à l'abolition de l'individualité nationale et à la transformation des divisions créées par celle-ci en de simples groupements départementaux, provinces et districts de l'unique État commun. Pareille éventualité peut sembler maintenant un rêve fantastique ou une idée irréalisable ; mais dans certaines conditions, nullement exclues du champ des possibilités ultimes, elle peut fort bien devenir réalisable et même inévitable, passé

un certain point. En revanche, un système fédéral (et encore plus une confédération) impliquerait la préservation de la base nationale et une liberté plus ou moins grande au sein de la vie nationale, mais en subordonnant les intérêts nationaux séparés aux intérêts communs plus vastes, et la liberté individuelle complète, séparée, aux nécessités internationales plus larges.

On peut se demander si les analogies du passé sont un guide suffisant pour un problème aussi nouveau et si quelque chose d'autre ne pourrait pas se concevoir indépendamment, qui découlerait plus intimement du problème et serait mieux approprié à sa complexité. Mais même quand elle aborde ses problèmes nouveaux, l'humanité se fonde sur son expérience passée et donc sur les mobiles et les analogies du passé. Même quand elle se saisit des idées nouvelles, elle se tourne vers le passé pour leur donner une forme. Derrière les changements apparents apportés par les révolutions les plus radicales, nous voyons l'inévitable principe de continuité survivre au cœur de l'ordre nouveau. En outre, l'alternative que nous avons présentée semble le seul moyen de résoudre le conflit des deux forces en présence, soit par disparition de l'une, l'instinct national séparatiste, soit par accommodement mutuel. Toutefois, il est tout à fait possible que la pensée et l'action humaines prennent une tournure si nouvelle qu'elles introduisent un certain nombre de possibilités imprévues et conduisent à une fin toute différente. On pourrait donc laisser son imagination travailler sur ce thème et créer peut-être une utopie d'un genre meilleur. Les efforts constructifs de l'imagination humaine ont leur valeur, souvent une très grande valeur, mais ces spéculations auraient été évidemment déplacées dans l'étude que nous avons entreprise.

Assurément, aucune des deux éventualités ni aucune des trois formes considérées ne sont exemptes de sérieux inconvénients. Un État mondial centralisé serait le triomphe de l'idée d'unité mécanique, ou plutôt le triomphe de l'uniformité. Il entraînerait

inévitablement l'injuste étouffement d'un élément indispensable à la vigueur de la vie humaine et au progrès, à la vie libre de l'individu, à la libre variation des peuples. Si l'État mondial s'installe en permanence et va jusqu'au bout de ses tendances, il doit aboutir à une mort dans la vie, à la stagnation, ou à l'insurrection de quelque force ou principe nouveau sauveur, mais révolutionnaire, qui mettra tout l'édifice en miettes. La tendance mécanique est naturelle à la raison logique, qui est elle-même une machine précise; son maniement est évidemment plus facile et plus à portée de main; son application complète peut sembler désirable à la raison, nécessaire, inévitable, mais sa fin est prédestinée. Une fois fondé, un État socialiste centralisé est peut-être une nécessité de l'avenir, mais une réaction contraire sera également une nécessité finale de l'avenir. Plus sa pression sera grande, plus sûrement il se heurtera à la propagation du principe d'anarchisme spirituel, intellectuel, vital et pratique, en révolte contre sa pression mécanique. De même, un État mondial centralisé et mécanique doit finir par soulever contre lui une force analogue; il pourrait bien se terminer par l'écroulement et la désintégration, voire la nécessité de répéter le cycle humain pour tenter de résoudre le problème plus heureusement. Un État mondial ne pourrait durer que si l'humanité acceptait de voir tout le reste de sa vie réglementé pour elle au nom de la paix et de la stabilité, et si, pour sa liberté individuelle, elle prenait refuge dans la vie spirituelle, comme il est arrivé autrefois sous l'Empire romain. Mais ceci même ne serait qu'une solution temporaire. Un système fédéral, de même, tendrait inévitablement à établir un unique type général de vie humaine, d'institutions, d'activités; il ne pourrait tolérer que le jeu des variations mineures. Mais le besoin de variation dans la Nature vivante ne se contentera pas toujours de cette maigre provende. Par contre, une confédération plus lâche courrait le risque de donner trop facilement prise aux forces centrifuges si celles-ci venaient à se

relever avec une vigueur nouvelle. Une confédération lâche ne pourrait pas être permanente ; elle devrait prendre une direction ou l'autre et finir par une centralisation étroite et rigide, ou par la dislocation de l'unité lâche en ses éléments originaux.

Le pouvoir sauveur dont nous avons besoin est le pouvoir d'un facteur psychologique nouveau qui, simultanément, donnera à l'humanité le besoin d'une vie unifiée et la forcera à respecter le principe de liberté. La religion de l'humanité semble être la seule force en cours qui tende dans cette direction, car elle favorise le sens de l'unité humaine, elle a l'idée de l'espèce, et pourtant, en même temps, elle respecte l'individu humain et les groupements humains naturels. Mais sa forme actuelle, intellectuelle, semble bien peu suffisante. L'idée, puissante en elle-même et dans ses effets, ne l'est cependant pas assez pour modeler la vie entière de l'espèce à son image. Elle doit faire trop de concessions au côté égoïste de la nature humaine — qui constituait la totalité de notre être autrefois et encore maintenant ses neuf-dixièmes — contre lequel sa vaste idée est en conflit. En outre, parce qu'elle s'appuie surtout sur la raison, elle a naturellement tendance à faire appel à la solution mécanique. Or, l'idée rationnelle finit toujours par devenir captive de son mécanisme ; elle devient l'esclave de son propre procédé trop astreignant. Survient une autre idée, avec une autre tournure dans sa machine logique, qui se révolte contre la première et brise le mécanisme, mais seulement pour y substituer finalement un autre système mécanique, un autre credo, une autre formule, une autre pratique.

Une religion spirituelle de l'humanité est l'espoir de l'avenir. Par là, nous n'entendons pas ce que d'habitude on appelle une religion universelle, un système, un credo, une croyance intellectuelle, un dogme ou un rite extérieur. L'humanité a essayé de réaliser l'unité par ce moyen ; elle a échoué et méritait d'échouer, car il ne peut pas y avoir de système religieux universel

doté d'un unique credo mental et d'une unique forme vitale. Certes, l'esprit intérieur est unique, mais plus que toute autre, la vie spirituelle exige la liberté, la variété d'expression et des moyens de développement. Une religion de l'humanité suppose la perception grandissante qu'il existe un Esprit secret, une Réalité divine en laquelle nous sommes tous un, que l'humanité est à présent sur la terre son plus haut véhicule, et que le genre humain et l'être humain sont les moyens par lesquels cette Réalité se révélera progressivement ici-bas. Elle implique un effort grandissant pour vivre cette connaissance et instaurer sur la terre le royaume de cet Esprit divin. Par la croissance de ce royaume en nous, l'unité avec nos semblables deviendra le principe gouvernant de toute notre vie — pas simplement un principe de coopération mais une fraternité plus profonde, un sens réel et intérieur de l'unité et de l'égalité, une vie commune à tous. L'individu doit comprendre que c'est seulement dans la vie de ses semblables que sa propre vie devient complète ; l'espèce doit comprendre que c'est seulement dans la libre plénitude de la vie individuelle que sa propre perfection et son bonheur permanent peuvent se fonder. Il faut aussi une discipline et un chemin de salut en harmonie avec cette religion, c'est-à-dire un moyen qui permette à chaque homme de faire grandir cette religion en lui-même afin qu'elle puisse grandir dans la vie de l'espèce. Examiner tout ce que ceci implique, serait un sujet trop vaste pour être abordé ici ; il suffit de suggérer que c'est dans cette direction que se trouve la route finale. Sans doute, si ce n'est qu'une idée comme toutes les autres, elle finira comme finissent toutes les idées. Mais si c'est vraiment une vérité de notre être, alors ce doit être la vérité vers laquelle tout s'achemine et en laquelle, tous, nous devons pouvoir trouver le moyen d'une unité humaine réelle, fondamentale, intérieure et complète, qui sera la seule base solide d'une unification de la vie humaine. Une identité spirituelle créant une identité psychologique sans

dépendre d'aucune uniformité intellectuelle ou extérieure, qui imposerait une identité de vie sans être liée à aucun moyen mécanique d'unification, et qui serait toujours prête à enrichir sa solide unité par une libre variation intérieure et une expression extérieure librement variée, telle serait la base d'un type supérieur d'existence humaine.

Si pareille perception grandissait rapidement dans le genre humain, nous pourrions résoudre le problème de l'unification d'une manière plus profonde et plus vraie : en allant de la vérité intérieure aux formes extérieures. Jusque-là, l'effort d'unification par des moyens mécaniques doit continuer. Mais l'espoir plus haut de l'humanité dépend du nombre croissant des hommes qui percevront cette vérité et chercheront à la faire grandir en eux-mêmes afin que, lorsque la pensée de l'homme sera prête à se libérer de son penchant mécanique — peut-être quand elle découvrira que toutes ses solutions mécaniques sont temporaires et décevantes —, la vérité de l'Esprit puisse faire son entrée dans le monde et conduire l'humanité sur le chemin de la perfection et du bonheur les plus hauts.

*Postface*¹

Au moment où ce livre s'achevait, la première tentative de fondation d'un début hésitant d'ordre mondial nouveau — que les gouvernements et les peuples avaient commencé d'envisager comme une nécessité permanente s'il devait y avoir tant soit peu d'ordre dans le monde — était à l'étude et se débattait, mais n'avait pas encore reçu une forme concrète et pratique². Il devait pourtant se faire et, finalement, un début mémorable a eu lieu. Il a pris le nom et l'apparence de ce qui fut appelé la Société des Nations. Sa conception n'était pas heureuse, ni sa formation bien inspirée, et elle ne devait pas avoir une longévité considérable ni une carrière très réussie. Mais le seul fait que l'on ait organisé et lancé une telle entreprise et qu'elle ait continué son chemin pendant un temps sans s'effondrer aussitôt, est en soi un événement d'une importance capitale et marque le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire du monde; et surtout, même en cas d'échec, cette initiative ne pouvait pas rester sans suite et elle devait être reprise jusqu'à ce qu'une solution plus heureuse réussisse à sauvegarder l'avenir du genre humain, non seulement contre le désordre continu et le péril de mort, mais contre des possibilités destructrices qui pourraient aisément préparer l'effondrement de la civilisation et, peut-être même, finalement, quelque chose que nous pourrions appeler le suicide de l'espèce humaine. La Société des Nations a donc disparu, mais elle a été remplacée par l'*Organisation*

1. Cette postface a été écrite, ou plutôt dictée, au début de 1950, moins d'un an avant le départ de Sri Aurobindo. (*Note de l'éditeur*)

2. La Société des Nations a été fondée le 10 janvier 1920 et la rédaction de *L'Idéal de l'unité humaine* s'est achevée en juillet 1918. (*Note de l'éditeur*)

des Nations Unies, qui occupe maintenant le premier rang du monde et se débat pour obtenir quelque sorte de permanence solide et de succès dans une formidable entreprise dont dépend l'avenir du monde.

C'est là un événement capital, l'aboutissement crucial et décisif des tendances mondiales mises en branle par la Nature pour arriver à ses fins prédestinées. En dépit des insuffisances constantes de l'effort humain et des faux pas de la mentalité humaine, en dépit même des possibilités adverses qui peuvent contrarier ou retarder pendant un temps le succès de cette grande aventure, c'est dans cet événement que se trouve la clef de ce qui doit être. Toutes les catastrophes qui ont accompagné le cours de ces événements et qui semblent se produire à dessein pour déjouer les intentions de la Nature, n'ont pas empêché (et même d'autres catastrophes n'empêcheront pas) l'heureuse émergence et le développement d'une entreprise qui est devenue nécessaire au progrès, et peut-être même à l'existence de l'espèce. Deux guerres formidables et dévastatrices ont balayé le globe et ont été accompagnées ou suivies par des révolutions aux conséquences incalculables qui ont modifié la carte politique de la terre et l'équilibre international — l'équilibre autrefois relativement stable des cinq continents —, et changé l'avenir tout entier. Une troisième guerre plus désastreuse encore guette à l'horizon, avec la perspective d'armes et autres moyens scientifiques de destruction d'une efficacité et d'une portée beaucoup plus vastes que tous ceux inventés jusqu'à ce jour, et dont l'usage généralisé pourrait faire crouler la civilisation avec fracas, et les effets aboutir à une sorte d'extermination à grande échelle. Cette constante appréhension pèse sur la pensée des nations, les pousse à de nouveaux préparatifs de guerre et, à défaut de conflit encore, crée une atmosphère d'antagonisme prolongé allant jusqu'à « la guerre froide », comme il est dit, même en temps de paix. Pourtant, les deux guerres passées n'ont pas empêché la

formation d'un premier effort considérable, puis d'un deuxième, pour mettre en mouvement une tentative d'union et créer pratiquement un organisme concret, un instrument organisé à cet effet ; au contraire, elles ont plutôt causé et hâté cette création nouvelle. La Société des Nations est une conséquence directe de la première guerre ; l'ONU, de même, une conséquence du deuxième conflit mondial. Si la troisième guerre survient, que beaucoup, sinon la plupart, considèrent comme inévitable, il est probable qu'elle précipitera aussi inévitablement le pas suivant, et peut-être l'aboutissement final de cette grande entreprise mondiale. La Nature se sert de moyens apparemment opposés au but qu'elle poursuit, et dangereux pour lui, afin de faire mûrir ce but. De même que par la pratique de la science spirituelle ou art du yoga, nous soulevons des possibilités psychologiques qui sont présentes dans la nature et qui barrent la route à sa perfection et à sa réalisation spirituelles afin d'éliminer non seulement ces possibilités mais même celles qui sont endormies et qui pourraient peut-être s'éveiller plus tard pour détruire le travail accompli, de même la Nature agit-elle vis-à-vis des forces mondiales qui l'affrontent sur son chemin, non seulement en faisant appel à celles qui l'aideront, mais en provoquant aussi, pour en terminer avec elles, celles qu'elle sait être les obstacles normaux et même inévitables qui ne manqueront pas de se dresser pour entraver sa volonté secrète. On a souvent observé ce processus dans l'histoire de l'humanité ; on en voit aujourd'hui une illustration d'une puissance énorme, proportionnée à l'ampleur de ce qui doit être accompli. Mais toujours, il se révèle que ces résistances ont aidé par leur résistance, beaucoup plus qu'elles n'ont entravé les intentions de la grande Créatrice et de Celui qui la meut.

Nous pouvons donc regarder avec un optimisme légitime ce qui a été accompli jusqu'à présent et la perspective d'autres accomplissements à venir. Cet optimisme ne doit pas nous aveugler

sur les aspects indésirables, les tendances périlleuses et les graves possibilités d'interruption du travail ni même de désordre dans le monde humain, qui pourraient ruiner l'œuvre déjà accomplie. Si l'on regarde les conditions pratiques actuelles, on peut même admettre que la plupart des hommes d'aujourd'hui considèrent avec mécontentement les défauts de l'Organisation des Nations Unies, ses erreurs et les mauvaises volontés qui compromettent son existence ; beaucoup éprouvent un pessimisme croissant et mettent en doute la possibilité d'un succès final. Ce pessimisme, il n'est ni nécessaire ni sage de le partager ; pareille attitude psychologique tend à créer ou à rendre possibles les résultats qu'elle prédit, et qui ne sont pas du tout inéluctables. Mais par ailleurs, nous ne devons pas méconnaître le danger. Les chefs de nation qui ont la volonté de réussir et que la postérité tiendra pour responsables de tout échec évitable, doivent être sur leurs gardes contre une politique imprudente ou des erreurs fatales ; les imperfections de l'ONU et de sa constitution doivent être corrigées rapidement ou éliminées lentement et prudemment ; si des oppositions obstinées empêchent les changements nécessaires, il faut les surmonter ou les circonvenir de quelque façon, mais sans briser l'institution ; le perfectionnement de l'institution, même s'il n'est ni facile ni rapide, doit en dépit de tout être entrepris, il faut à tout prix éviter de décevoir l'espoir du monde. Pour l'humanité, il n'est pas d'autre chemin que celui-ci, à moins, certes, que le Pouvoir qui la guide ne lui ouvre une voie plus large par un renversement ou un changement libérateur dans la volonté et dans la nature humaines, ou par un soudain progrès évolutif, un bond difficilement prévisible, *saltus*, qui apportera une autre solution plus grande à notre destinée humaine.

La conception et la construction premières de ce début d'union mondiale qui a pris la forme de la Société des Nations, recelaient des erreurs de structure, telle l'insistance sur l'unanimité qui tendait à stériliser, limiter ou entraver l'action pratique et

l'efficacité de la Société, mais le défaut principal était inhérent à la conception même et à la construction générale de l'organisme, et ce défaut lui-même résultait naturellement et directement de la condition du monde à cette époque. En fait, la Société des Nations était une oligarchie de grandes Puissances, chacune traînant derrière elle une troupe de petits États et se servant du corps général pour favoriser dans toute la mesure du possible sa propre politique beaucoup plus que l'intérêt général et le bien du monde dans son ensemble. Cette caractéristique apparaissait surtout dans le domaine politique où les manœuvres et les discordes, les accommodements et les compromis, inévitables en l'état des choses, ne contribuèrent guère à rendre bienfaisante ni efficace l'action de la Société comme elle se l'était proposé ou l'avait résolu. L'absence de l'Amérique et la position de la Russie avaient naturellement et presque inévitablement contribué à l'insuccès final de cette première entreprise. La constitution de l'ONU a tenté de remédier à ces erreurs, du moins en principe ; mais la tentative n'allait pas suffisamment en profondeur et elle n'a pas tout à fait réussi. Un fort élément d'oligarchie a survécu avec la place prépondérante réservée aux cinq grandes Puissances dans le Conseil de Sécurité et il s'est confirmé par le système du veto ; c'étaient des concessions au sens réaliste, à la nécessité de reconnaître l'état de fait et les résultats de la deuxième grande guerre, et peut-être ne pouvaient-elles pas être évitées, mais elles ont plus fait pour créer la discorde, entraver l'action et diminuer le succès de la nouvelle institution, que tout le reste de sa formation ou que le mode d'action qui lui était imposé par la situation mondiale ou que les difficultés d'un travail combiné, inhérentes à sa structure même. Un effort prématuré ou trop radical pour se débarrasser de ces défauts, pourrait faire crouler tout l'édifice ; mais les laisser sans changement prolonge le malaise, nuit à l'harmonie et au bon fonctionnement, sème le discrédit et l'impression d'une action limitée et avortée, suscite

un sentiment général de futilité et le regard de doute que le monde dans son ensemble a commencé de jeter sur cette grande et nécessaire institution qui fut fondée avec des espoirs si hauts et sans laquelle les conditions du monde seraient infiniment pires et plus dangereuses, peut-être même irrémédiables. Une troisième tentative pour substituer à la présente institution un corps différemment constitué, ne serait possible que si celle-ci s'écroulait après une nouvelle catastrophe ; si la menace de certains présages ambigus se concrétisait, un nouveau corps pourrait prendre naissance, et peut-être même, cette fois, avec plus de succès étant donné la détermination plus forte et plus générale de ne pas permettre à pareille calamité de se reproduire, mais ce serait après un troisième conflit catastrophique qui pourrait ébranler les fondements de la structure internationale, déjà si précaire et malaisée après deux bouleversements. Cependant, même si cette éventualité se produisait, l'intention qui préside à la marche de la Nature surmonterait probablement les obstacles que celle-ci a elle-même soulevés et les éliminerait peut-être une fois pour toutes. Mais pour cela, il sera nécessaire d'édifier, du moins ultimement, un État mondial véritable, sans exclusions, fondé sur un principe d'égalité exempt de considérations de taille et de puissance. Celles-ci pourraient être autorisées à exercer l'influence qui leur est naturelle dans une harmonie bien organisée des peuples du monde protégés par la loi d'un nouvel ordre international. Une justice sûre, une égalité fondamentale et un accommodement des droits et des intérêts, telles doivent être la loi de cet État mondial et la base de tout son édifice.

En ce deuxième stade du progrès vers l'unité, le vrai danger ne vient pas de failles, même sérieuses, dans la structure de l'Assemblée des Nations Unies, mais de la division des peuples en deux camps qui tendent à se considérer comme des adversaires naturels et sont prêts à tout moment à devenir des ennemis irréconciliables et à déclarer leur coexistence même impossible.

La raison en est que le prétendu communisme de la Russie bolchevique n'est pas né d'une rapide évolution mais d'une révolution d'une longueur et d'une férocité sans précédent, sanguinaire à l'extrême, et qu'il a créé un système d'État auto-cratique et intolérant fondé sur une guerre des classes où toutes les classes, sauf le prolétariat, ont été écrasées, « liquidées » ; sur une « dictature du prolétariat », ou plutôt d'un parti restreint mais tout-puissant agissant au nom du prolétariat, un État policier ; sur une lutte à mort contre le monde extérieur ; et la férocité de cette lutte a engendré dans la pensée des organisateurs de l'État nouveau, l'idée fixe, non seulement de la nécessité de survivre mais de continuer la lutte afin d'étendre la domination de l'État jusqu'à ce que l'ordre nouveau ait détruit l'ancien ou l'ait évincé de la plus grande partie de la terre, sinon de la terre entière, et d'imposer un nouvel évangile politique et social, ou en tout cas de le faire accepter par tous les peuples du monde. Mais cet état de choses peut changer, perdre de son acrimonie et de son importance, comme cela s'est déjà produit dans une certaine mesure avec le retour à la sécurité et l'apaisement de la férocité, de l'amertume et de l'exaspération premières du conflit ; les éléments les plus intolérants et les plus oppressifs de l'ordre nouveau pourraient se modérer et le sentiment d'incompatibilité ou d'inaptitude à vivre ensemble ou côte à côte disparaîtrait alors, laissant espérer un *modus vivendi* plus stable¹. Si le malaise, le sentiment de la lutte inévitable, de la difficulté d'une tolérance mutuelle et d'un accommodement économique persistent encore, ce n'est pas tant parce que la coexistence des deux idéologies est impossible, que parce que l'idée de se servir du conflit idéologique comme moyen de domination mondiale s'est emparée

1. En effet, six ans après que ces lignes furent écrites, en 1956, Khrouchtchev reprenait l'idée émise par le Pandit Nehru lors de la conférence des nations non alignées à Bandung, en 1955, et proclamait le principe de la coexistence pacifique avec les pays capitalistes. (*Note de l'éditeur*)

des esprits et entretient les nations dans un état d'appréhension mutuelle et de préparatifs de défense armée ou d'attaque. Si cet élément est éliminé, il n'est pas du tout impossible d'envisager un monde où ces deux idéologies pourraient vivre ensemble, avoir des échanges économiques et se rapprocher davantage, car le monde s'achemine de plus en plus vers une extension du principe du contrôle d'État sur la vie de la communauté, et il se pourrait fort bien qu'un agglomérat d'États socialistes d'un côté, et, de l'autre, un groupe d'États coordonnant et dirigeant un capitalisme mitigé, existent côte à côte et développent entre eux des relations amicales. Un État mondial où ces deux groupes conserveraient leurs institutions particulières et siègeraient dans une assemblée commune, pourrait même se créer et une union mondiale unique ne serait pas impossible sur cette base. Cette éventualité est en fait l'aboutissement final que présuppose la fondation de l'ONU ; car l'organisation actuelle ne peut pas être définitive, ce n'est qu'un commencement imparfait, utile et nécessaire comme un premier noyau de cette institution plus large où tous les peuples de la terre pourront se rencontrer au sein d'une unique unité internationale. La création d'un État mondial est le seul aboutissement logique, ultime et inévitable dans un mouvement de ce genre.

Dans les circonstances présentes, cette vision de l'avenir peut être jugée d'un optimisme trop facile ; mais il est tout à fait possible que les événements prennent cette tournure plutôt que la tournure plus désastreuse prévue par les pessimistes, car il n'est pas du tout besoin qu'une nouvelle guerre entraîne le cataclysme et l'écroulement de la civilisation que l'on a souvent prédit. Le genre humain a l'habitude de survivre aux pires catastrophes engendrées par ses propres erreurs ou par les chocs violents de la Nature ; et il doit en être ainsi si son existence a quelque sens, si sa longue histoire et sa survie ne sont pas les accidents d'un Hasard qui s'organise fortuitement, comme le voudrait

la conception purement matérialiste de la nature du monde. Si l'homme est destiné à survivre et à continuer l'évolution dont il est le protagoniste maintenant, conduisant, jusqu'à un certain point, sa marche d'une façon semi-consciente, il faut qu'il sorte du chaos actuel de sa vie internationale et arrive à un commencement d'action unifiée et organisée; il faut qu'il parvienne finalement à une sorte d'État mondial unitaire ou fédéral, ou à une confédération, ou à une coalition; tous les expédients plus vagues ou plus restreints ne serviront de rien. Dès lors, la thèse générale présentée dans ce livre se trouvera justifiée et nous pouvons prévoir avec une certaine assurance la ligne de progrès principale que le cours des événements suivra probablement ou, du moins, la direction principale de l'histoire future des peuples humains.

La question posée maintenant à l'humanité par la Nature évolutive est de savoir si le système international actuel (si l'on peut appeler système cette sorte d'ordre provisoire maintenu par de constants changements évolutifs ou révolutionnaires) ne peut pas être remplacé par un dispositif stable, voulu et concerté — un vrai système — et finalement par une unité véritable servant les intérêts communs des peuples de la terre. Le premier essai de cosmos qu'ait réussi le génie humain, était un tourbillon et un chaos primitifs où les forces pêle-mêle formaient, partout où elles le pouvaient, des zones d'ordre et de civilisation plus ou moins grandes, toujours en danger de s'écrouler ou d'être mises en miettes par les attaques du chaos extérieur. Ces tâtonnements ont été finalement remplacés par quelque chose qui ressemblait à un système international avec les premiers éléments de ce que l'on pouvait appeler une loi internationale, c'est-à-dire des habitudes fixes de communication et d'échange réciproques permettant aux nations de coexister en dépit des antagonismes et des conflits, et une sécurité alternant encore avec un état précaire semé de périls, mais que ternissaient, même ponctuellement, de

trop nombreux exemples d'oppression, de carnage, de révolte et de désordre, sans parler des guerres qui parfois dévastaient de larges étendues du globe. La divinité intérieure qui préside à la destinée de l'espèce, a fait naître dans le mental et dans le cœur de l'homme l'idée et l'espoir d'un ordre nouveau qui remplacera le vieil ordre insatisfaisant et y substituera des conditions de vie mondiale offrant enfin des chances raisonnables d'établir une paix et un bien-être permanents. Pour la première fois, cela concrétiserait de façon sûre et certaine l'idéal de l'unité humaine chéri par une élite, et qui pendant si longtemps a semblé une noble chimère, et une solide base de paix et d'harmonie pourrait alors s'établir, laissant le champ libre à la réalisation des rêves humains les plus hauts, à la perfectibilité de l'espèce, à la société parfaite, à une évolution supérieure, ascendante, de l'âme et de la nature humaines. Il appartient aux hommes d'aujourd'hui, ou au plus tard à ceux de demain, de donner la réponse. Car un atermolement trop long ou un échec trop continu ouvrirait la porte à une série de catastrophes de plus en plus grandes qui risqueraient de créer une confusion et un chaos prolongés, désastreux, et de rendre la solution trop difficile, sinon impossible, ou même de s'achever par un effondrement irrémédiable, non seulement de la civilisation actuelle mais de toute civilisation. Il faudrait alors refaire un nouveau début, difficile, incertain, au milieu du chaos et de la ruine, peut-être après une extermination à grande échelle, et même alors, on ne pourrait prédire le succès de cette nouvelle création que si elle trouvait le moyen de former une humanité meilleure, peut-être une race supérieure et surhumaine.

La question centrale est de savoir si la nation, qui est l'unité naturelle la plus large que l'humanité ait pu créer et faire durer pour son existence collective, est aussi sa dernière et ultime unité, ou bien si un agrégat plus grand peut se former, qui englobera de nombreuses nations, ou même la plupart, et finalement toutes

les nations dans sa totalité unie. L'impulsion à construire plus grand, la poussée à créer des agrégats supranationaux considérables et même très vastes, n'a pas fait défaut ; c'est même l'un des traits permanents des instincts vitaux de l'espèce. Mais elle a pris la forme du désir des nations fortes de dominer les autres, de posséder leurs territoires d'une façon permanente, de subjuguier leurs peuples, exploiter leurs ressources ; ou la forme d'une tentative de quasi assimilation en imposant la culture d'une race dominatrice et, en général, un système d'absorption massive ou aussi complète que possible. L'Empire romain est l'exemple classique de cette sorte d'entreprise, et l'unité gréco-romaine avec son type unique de vie et de culture au sein d'une vaste structure d'unité politique et administrative, s'est approchée très près de ce que l'on pourrait considérer comme la première ébauche ou la suggestion incomplète d'une image de l'unité humaine, dans les limites géographiques atteintes par cette civilisation. D'autres tentatives du même genre ont eu lieu au cours de l'histoire, mais à une échelle moins vaste et avec une habileté moins consommée ; aucune n'a duré plus de quelques siècles. Les méthodes employées étaient fondamentalement fausses parce qu'elles contredisaient d'autres instincts vitaux nécessaires à la vitalité et à la saine évolution de l'humanité, et les nier devait nécessairement aboutir à la stagnation et à l'arrêt du progrès. L'agrégat impérial n'a pas été capable d'acquérir la vitalité indomptable de l'agrégat national ni son pouvoir de survivre. Les seules unités impériales durables étaient en fait de vastes unités nationales qui prenaient le nom d'empire, comme l'Allemagne et la Chine, mais ce n'étaient pas des formes d'État supranationales et elles ne doivent pas être comptées dans l'histoire de la formation de l'agrégat impérial. Ainsi, bien que la tendance à créer des empires témoigne d'une poussée de la Nature vers des unités de vie humaine plus larges — et nous pouvons y voir une volonté cachée d'unir les masses disparates de l'humanité

à plus grande échelle, de les souder en une unique unité vitale coalescente ou combinée —, l'empire doit être considéré comme une formation mal venue et sans avenir, inutilisable pour tout progrès nouveau dans cette direction. Pratiquement, une nouvelle tentative de domination mondiale réussirait seulement (par de nouvelles méthodes ou en des circonstances nouvelles) à englober de gré ou de force toutes les nations de la terre au sein d'une certaine sorte d'union. Une idéologie, une heureuse combinaison de peuples ayant un même but et un chef puissant, telle la Russie communiste, pourrait réussir temporairement à atteindre cet objectif. Mais ce genre de solution, peu désirable en soi, n'aurait guère de chance d'assurer la création d'un État mondial durable. Il y aurait des résistances, des tendances, des poussées en d'autres directions, qui, tôt ou tard, entraîneraient l'effondrement de l'État ou quelque changement révolutionnaire aboutissant à sa disparition. Finalement, cette étape doit être dépassée; seule la formation d'un État mondial véritable, soit d'un genre unitaire mais élastique (un État rigidement unitaire risquerait d'amener la stagnation et le dépérissement des sources de vie), soit une union de peuples libres, pourrait offrir la perspective d'un ordre mondial sain et durable.

Il n'est pas nécessaire de répéter ni de corriger, sauf sur certains points, les considérations et les conclusions formulées dans ce livre quant aux moyens et aux méthodes ou aux directions divergentes ou successives que peut prendre la réalisation pratique de l'unité humaine. Cependant, par certains côtés, des possibilités ont surgi qui appellent certaines modifications dans les conclusions de ces chapitres. Par exemple, nous avons conclu que la conquête et l'unification du monde par un unique peuple ou empire dominateur, étaient peu probables. Ceci n'est plus tellement certain; nous avons dû tout récemment reconnaître la possibilité d'une éventualité de ce genre en certaines circonstances. Une Puissance majeure pourrait grouper autour d'elle de vigoureux

alliés qui, tout en lui étant subordonnés, auraient des forces et des ressources considérables, et les jeter dans une lutte mondiale contre d'autres Puissances et d'autres peuples. Cette possibilité serait encore accrue si la Puissance majeure réussissait à obtenir, fût-ce momentanément, le monopole d'une supériorité écrasante dans la possession de ces formidables engins d'agression militaire que la science est en train de découvrir et d'utiliser d'une façon très efficace. La terreur de la destruction, et même de l'extermination massive, provoquée par ces sinistres découvertes, pourrait déterminer les gouvernements et les peuples à bannir et interdire l'usage militaire de ces inventions; mais tant que la nature humaine n'aura pas changé, cette interdiction restera incertaine et précaire, et une ambition sans scrupules peut même y trouver une chance de dissimulation et de surprise, et profiter d'un moment décisif qui, croit-elle, pourrait lui donner la victoire, acceptant de courir ce risque effrayant. On peut arguer que l'histoire de la dernière guerre¹ contredit cette possibilité, car en des conditions qui s'approchaient de cette combinaison de circonstances sans les réunir tout à fait, les Puissances agressives ont échoué dans leur entreprise et subi les conséquences désastreuses d'une terrible défaite. Mais après tout, elles sont arrivées à deux doigts du succès pendant un temps, et le monde n'aurait peut-être pas la même bonne fortune dans une autre aventure organisée et conduite avec plus de sagacité. En tout cas, ceux qui ont la responsabilité du bien-être de l'espèce et le pouvoir de prévenir le danger, doivent noter la possibilité et prendre les précautions voulues.

L'une des perspectives suggérées à l'époque où ce livre fut écrit, était la formation de blocs continentaux — une Europe unifiée, une sorte de consortium des peuples du continent américain sous la direction des États-Unis, et peut-être même, avec le réveil de l'Asie et son élan d'indépendance vis-à-vis des

1. De 1939.

peuples européens, un rapprochement des nations asiatiques au sein d'une combinaison défensive —, et nous avons indiqué que cette éventualité de vastes combinaisons continentales pourrait même être une étape dans la formation finale de l'union mondiale. Cette possibilité a commencé à prendre corps, jusqu'à un certain point, avec une célérité que l'on ne pouvait pas alors prévoir. Dans les deux Amériques, elle a effectivement pris une forme pratique et prédominante, mais non totale. L'idée des États-Unis d'Europe a effectivement pris corps aussi et elle est en train de s'assurer une existence formelle, mais elle n'a pas encore pu réaliser complètement ni pleinement ses possibilités en raison de l'antagonisme idéologique qui coupe l'Europe occidentale de la Russie et de ses satellites derrière leur rideau de fer. Cette séparation est allée si loin qu'il est difficile d'envisager sa disparition à un moment prévisible de l'avenir. En d'autres circonstances, la formation de pareilles combinaisons aurait pu susciter la crainte de formidables conflits continentaux, telle la collision entre une Asie renaissante et l'Europe, que l'on avait pendant un temps imaginée possible. Cette dangereuse possibilité a été écartée du jour où l'Europe et l'Amérique ont accepté le réveil asiatique et la libération finale et totale des peuples d'Orient, et du jour aussi où le Japon s'est écroulé, qui à un moment faisait figure de libérateur, et en fait se présentait au monde en libérateur et en conducteur de l'Asie libre contre la domination de l'Occident. Ici encore, comme ailleurs, le vrai danger apparaît plutôt comme un choc entre deux idéologies opposées : la Russie et la Chine rouge d'un côté, qui essayent d'imposer l'extrémisme communiste par des moyens en partie militaires et en partie violemment politiques à une Asie et une Europe récalcitrantes, ou du moins non complètement consentantes bien que contaminées ; et de l'autre, une combinaison de peuples, en partie capitalistes, en partie socialistes modérés, qui s'accrochent encore avec quelque attachement à l'idée de liberté — la liberté de

pensée et les derniers vestiges d'une libre vie individuelle. En Amérique, surtout chez les peuples latins, il semble qu'il y ait une poussée assez intolérante en faveur d'une américanisation complète du continent entier, y compris les îles adjacentes, une sorte d'extension de la doctrine de Monroe qui pourrait produire certaines frictions avec les Puissances européennes encore dotées de possessions dans le Nord du continent. Mais cela en soi engendrerait seulement des difficultés et des désaccords mineurs, non la possibilité d'une grave confrontation, peut-être un cas d'arbitrage ou de règlement par l'ONU, sans autres conséquences plus sérieuses. En Asie, l'émergence de la Chine communiste a créé une situation plus périlleuse qui barre brutalement la route à toute possibilité d'unité continentale entre les peuples de cette partie du monde. Il s'est créé là un gigantesque bloc qui pourrait facilement englober toute l'Asie septentrionale dans une combinaison de deux Puissances communistes énormes, la Russie et la Chine, et étendre sa menace d'absorption sur l'Asie du Sud-Ouest et le Tibet¹, et être poussé à déferler partout jusqu'aux frontières de l'Inde entière, menaçant la sécurité de ce pays ainsi que celle de l'Asie occidentale et faisant peser sur eux la possibilité d'une invasion par infiltration, ou même d'une submersion par une écrasante force militaire et d'un asservissement à une idéologie non désirée, à des institutions politiques et sociales non désirées et à la domination d'une masse communiste militante dont la marée pourrait fort bien se révéler irrésistible. En tout cas, le continent serait divisé en deux blocs énormes qui entreraient peut-être en opposition mutuelle active et soulèveraient la possibilité d'un conflit mondial formidable auprès duquel toutes nos expériences antérieures seraient comme des jeux de nains. La formation d'une union mondiale pourrait

1. Ces lignes ont été prophétiquement écrites près de dix mois avant l'invasion chinoise du Tibet (octobre 1950). (*Note de l'éditeur*)

s'en trouver indéfiniment retardée, même sans ouverture réelle des hostilités, car l'incompatibilité des intérêts et des idéologies à une échelle si vaste rendrait pour ainsi dire irréalisable leur inclusion dans un corps unique. La possibilité d'une formation de trois ou quatre unions continentales, qui pourraient ensuite se fondre en une seule unité, serait alors très éloignée et, sauf après une commotion formidable, à peine faisable.

Il fut un temps où l'on pouvait envisager l'ultime possibilité d'une extension du socialisme à toutes les nations ; une unité internationale aurait pu alors se créer sous l'influence des tendances innées du socialisme qui cherchent naturellement à surmonter la force divisionniste de l'idée de nation et son séparatisme, son goût de la concurrence et de la rivalité aboutissant souvent à une lutte ouverte ; tel aurait pu sembler le chemin naturel de l'union mondiale, et telle aurait pu devenir en fait sa route ultime. Mais en premier lieu, mis à certaines épreuves, le socialisme ne s'est révélé d'aucune façon à l'abri de la contagion de l'esprit national de division ; sa tendance internationaliste ne survivrait peut-être pas à son arrivée au pouvoir dans les États nationaux séparés, car il se trouverait immédiatement l'héritier des nécessités et des intérêts nationaux en concurrence : le vieil esprit pourrait fort bien survivre dans le nouveau corps socialiste. En second lieu, il n'est peut-être pas inévitable, ou pas avant longtemps, que la marée montante du socialisme s'étende à tous les peuples de la terre ; d'autres forces peuvent surgir et contester ce qui semblait à un moment (et semble peut-être encore) l'issue la plus probable des tendances mondiales présentes ; le conflit entre le communisme et le socialisme modéré qui respecte encore, bien que d'une façon restreinte, le principe de liberté — liberté de conscience, de pensée et de personnalité individuelle — pourrait, si cette différence se perpétuait, créer de sérieuses difficultés à la formation d'un État mondial. Il ne serait guère facile d'édifier une constitution, une loi d'État et une procédure

harmonisatrices où il serait possible ou même concevable que l'individu n'ait pas la moindre parcelle de liberté véritable ou qu'il n'ait aucune existence prolongée, sauf comme une cellule dans le fonctionnement automatique et rigidement déterminé du corps de l'État collectiviste, ou comme un rouage de la machine. Non pas que le principe communiste aboutisse obligatoirement à de pareilles conséquences ni que son système conduise nécessairement à une civilisation de termites et à l'étouffement de l'individu ; au contraire, il pourrait très bien être, à la fois, un moyen d'accomplissement pour l'individu et d'harmonie parfaite pour l'être collectif. Les systèmes déjà édifiés et qui sont connus sous ce nom, ne sont pas réellement du communisme, mais les interprétations d'un socialisme d'État démesurément rigide. Et le socialisme lui-même pourrait fort bien aller de l'avant, s'éloigner du sillage marxiste et trouver des méthodes moins rigides ; un socialisme coopératif, par exemple, pourrait un jour s'instaurer sans rien de la rigueur bureaucratique d'une administration coercitive ou d'un État policier ; mais dans les circonstances présentes, la généralisation du socialisme dans le monde entier n'est guère prévisible, ni même une possibilité majeure, et, en dépit de certaines possibilités ou tendances créées par les récents événements d'Extrême-Orient, une division de la terre entre deux systèmes, capitaliste et socialiste, semble pour le moment une issue plus probable. En Amérique, l'attachement à l'individualisme et au système capitaliste de société reste total, de même qu'un fort antagonisme, non seulement contre le communisme mais même contre un socialisme modéré, et l'on ne voit guère la possibilité que leur intensité s'adoucisse. Le succès complet du communisme, l'infiltration des continents de l'Ancien Monde, que nous avons dû envisager comme une possibilité, est encore très improbable si nous regardons les circonstances actuelles et l'équilibre des Puissances opposées ; et même s'il se produisait, un accommodement serait encore

nécessaire, à moins que l'une des deux forces ne remporte une écrasante victoire définitive sur son adversaire. La réussite d'un accommodement de ce genre dépendrait de la création d'un organisme qui résoudrait tous les sujets de querelles possibles à mesure qu'ils surgissent, sans les laisser dégénérer en conflit ouvert ; or, cet organisme serait évidemment un successeur de la Société des Nations et de l'ONU et il agirait dans le même sens. De même que la Russie et l'Amérique, en dépit de leur constante opposition politique et idéologique, ont évité jusqu'à présent toute démarche qui aurait rendu trop difficile ou impossible la continuation de l'ONU, de même un troisième organisme serait protégé par la même nécessité ou la même utilité impérieuse de continuer son existence. Les mêmes forces œuvreraient dans le même sens et la création d'une union mondiale effective resterait encore possible ; finalement, on peut compter sur la masse du besoin général de l'espèce et sur son instinct de conservation pour rendre cette union inévitable.

Il n'est donc rien qui doive décourager notre prévision du succès ultime de cette grande entreprise, ni dans le cours des événements depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, ni dans les suites du grand débat de San Francisco où s'est fait le premier pas décisif vers la création d'un organisme mondial pouvant aboutir à l'établissement d'une unité mondiale véritable. Il y a des dangers et des difficultés ; on peut appréhender des conflits, même des conflits colossaux qui pourraient compromettre l'avenir, mais on ne peut pas envisager un échec total, à moins d'avoir le cœur de prédire l'échec de l'espèce. La thèse que nous avons entreprise d'établir reste inchangée, à savoir que la Nature pousse à des agglomérations de plus en plus larges, et finalement à l'établissement de la plus grande de toutes les agglomérations : l'union ultime des peuples du monde. C'est évidemment la voie qu'exige l'avenir du genre humain ; des conflits ou des perturbations, si immenses soient-ils, peuvent

la retarder, de même qu'ils peuvent modifier considérablement les formes qu'elle promet de prendre maintenant, mais ils ne peuvent pas l'empêcher, car la destruction générale serait la seule autre destinée possible pour l'humanité. Pareille destruction, en dépit des possibilités catastrophiques qui viennent neutraliser les résultats bénéfiques assez indubitables et d'une portée quasi illimitée des découvertes et des inventions récentes de la science, semble tout aussi chimérique que l'attente prochaine d'une paix et d'une félicité définitives ou d'une société parfaite des peuples humains. À défaut d'autre chose, nous pouvons compter sur la poussée évolutive et, sinon sur un Pouvoir caché plus grand, du moins sur l'action et l'impulsion ou l'intention manifeste de l'Énergie Cosmique que nous appelons Nature, pour conduire l'humanité jusqu'au prochain pas nécessaire, au moins, qui est un pas de conservation, car la nécessité est là et elle est assez généralement reconnue ainsi que l'idée du but auquel elle doit conduire finalement, et l'organisme incarnant cette idée demande déjà à être créé. Sans dogmatiser ni donner la première place à notre opinion personnelle, nous avons indiqué dans ce livre les conditions, les possibilités et les formes que cette nouvelle création peut prendre et celles qui paraissent les plus désirables; un examen impartial des forces à l'œuvre et des résultats qui suivront probablement, était l'objet de cette étude. Le reste dépendra de la capacité intellectuelle et morale de l'humanité, si elle peut mener à bien ce qui, dès maintenant et de toute évidence, est la seule chose nécessaire.

Nous concluons donc que, dans les conditions du monde actuel et compte tenu de ses aspects même les plus négatifs et de ses possibilités les plus dangereuses, il n'est rien qui nous oblige à modifier nos vues sur la nécessité et l'inévitabilité d'une union mondiale; la poussée de la Nature, la contrainte des circonstances, les besoins présents et futurs de l'humanité, la rendent inévitable. Les conclusions générales auxquelles nous sommes

parvenus, demeurent, ainsi que nos considérations sur les modalités et les formes ou les alternatives possibles ou les tournures successives qu'elle peut prendre. Le résultat ultime doit être la formation d'un État mondial, et la forme la plus désirable serait une fédération de nations libres d'où tout asservissement, toute inégalité forcée et toute subordination d'une nation à une autre auraient disparu, où toutes les nations auraient un statut égal, bien que certaines puissent conserver une influence naturelle plus grande. Une confédération offrirait la liberté la plus large aux nations-membres de l'État mondial, mais elle risquerait de laisser trop de place à l'action des tendances séparatistes ou centrifuges; une organisation fédérale serait donc préférable. Le reste sera déterminé par le cours des événements et par une entente générale, ou par la forme que suggéreront les idées et les nécessités de l'avenir. Une union mondiale de ce genre aurait les plus grandes chances d'avoir une longue survie ou de devenir permanente. Ce monde est changeant; des incertitudes et des dangers peuvent l'assaillir ou le déranger pendant un temps, et la structure établie peut se trouver sujette à des tendances révolutionnaires tandis que des idées et des forces nouvelles peuvent surgir et influencer la mentalité générale de l'humanité, mais le pas essentiel aura été fait et l'avenir de l'espèce assuré; ou, du moins, nous aurons dépassé l'ère présente où l'espèce est constamment menacée et perturbée par des difficultés et des besoins non résolus, des conditions précaires, d'immenses bouleversements, des conflits mondiaux énormes et sanguinaires, et la menace d'autres à venir. Dès lors, l'idéal de l'unité humaine ne sera plus un idéal irréalisé mais un fait accompli, et sa préservation aura été remise à la garde des peuples humains finalement unis. Sa destinée future sera entre les mains des dieux, et, si les dieux trouvent quelque utilité à la continuation de l'espèce, cette destinée peut leur être confiée sans crainte.